

## RED DUST, La transition vers le capitalisme en Chine

### Introduction – Ermitage

#### Réclusion

Lorsque les armées nomades descendirent du nord pour conquérir la dynastie des Jin de l'Ouest, en pleine effritement, les classes supérieures s'enfuirent par le fleuve Jaune vers l'arrière-pays méridional de leur empire en voie d'effondrement. Dans le sud, ils rétablirent la cour impériale à Jiankang (dans l'actuel Nanjing), décrétant l'ascension d'une nouvelle capitale dynastique. Mais le nouvel empire du soi-disant Jin oriental existait plus en édit qu'en réalité. Le pouvoir était extrêmement décentralisé, défini par une tension constante entre les factions de réfugiés du Nord qui s'étaient installées dans différentes régions, chacune ayant sa propre base militaire et économique largement autonome. Ces factions elles-mêmes dépendaient d'alliances ténues avec la noblesse du Sud, culturellement distincte, et avec divers groupes autochtones, toutes forgées lentement par des mariages mixtes et des conquêtes militaires. Au milieu de cette balkanisation, le désir de retrouver la patrie perdue du Nord n'a fait qu'unifier vaguement une cour paranoïaque, à peine capable de rassembler le pouvoir central nécessaire à la collecte des impôts, et encore moins de mettre sur pied une nouvelle armée capable de combattre les royaumes "barbares" militarisés qui s'étaient formés dans le Nord. Cette dynastie de courte durée ne fut, rétrospectivement, qu'une des étapes inférieures du déclin impérial de plusieurs siècles qui suivit l'effondrement des Han et précéda la montée des Tang[1].

Mais c'est aussi dans ce contexte de déclin impérial et de décentralisation que l'"ermite" de la tradition érémitique est-asiatique a pris sa forme archétypale. Bien que la pratique culturelle de la réclusion ait une longue histoire qui remonte bien avant l'ère impériale [2], c'est sous les Jin orientaux que l'empire et l'érémisme allaient devenir inséparablement symbiotiques. Avec peu à faire à la cour paralysée de Jiankang, la plupart des élites de réfugiés se retirèrent dans leurs grandes propriétés dans les forêts humides du sud. En présence de serviteurs, d'esclaves et de concubines, ils ont créé des complexes ruraux relativement autonomes, avec des sentiers et des parcs cultivés pour leur esthétique. Libérés de la corvée de

l'administration impériale, ils passaient leur temps à se réunir avec des amis dans des pavillons magnifiquement sculptés au-dessus de leurs parcs et de leurs plantations, à festoyer, à boire du vin et à écrire des poèmes sur la beauté d'une vie simple en communion avec la nature. Des poètes comme Xie Lingyun, le riche fils de deux importantes familles Jin de l'Est, ont ainsi pu se présenter comme des ermites dans le style des anciens sages, même si leur exil (souvent volontaire) de la cour se passait dans de luxueux domaines construits sur des hiérarchies brutales de travail en servitude. La relation entre l'ermite et l'empire n'a donc jamais été une véritable opposition. Xie lui-même voyait ces domaines comme des empires miniatures à part entière, sur le modèle de la dynastie Han déchue [3]. Pendant ce temps, presque tous les grands poètes ruraux de l'époque alternaient en réalité constamment entre la vie de cour et l'exil rustique, la réclusion devenant une étape de plus en plus régulière dans l'administration impériale.

Au moment de la réunification durable sous les Tang, l'érémisme est devenu une pratique omniprésente dans laquelle les futurs fonctionnaires rivalisaient les uns avec les autres dans leur isolement vertueux, espérant s'assurer une place à la cour. Des poètes-écoliers célèbres comme Li Bai se sont entassés dans des ermitages dans des endroits comme la montagne de Zhongnan, fréquemment visitée par les recruteurs impériaux. La recentralisation de la puissance politique a ainsi vu une fusion plus rigoureuse de l'érémisme et de l'impérial, dans laquelle même les ermites exilés de la cour ont été chargés de gérer l'écoulement lisse de l'hommage de la périphérie de l'empire. Tout au long du processus, les lettrés reprirent cependant les attributs extérieurs de leurs prédécesseurs Jin orientaux, louant la solitude religieuse de la vie rurale et condamnant la capitale et ses intrigues courtoises. Bien qu'il ait servi d'aide de confiance à l'empereur pendant les Tang, Li Bai pouvait s'imaginer dans un "monde au-delà de la poussière rouge de la vie", une métaphore à la fois pour le détachement religieux bouddhiste et la réclusion rustique loin de l'agitation des rues urbaines.

### **Nation Ermite**

La formation de la Chine par le régime de développement socialiste a joué sur des contradictions similaires. A la fois tête de pont d'une révolution socialiste mondiale et nation autarcique isolée de l'économie capitaliste (et plus tard même du commerce avec ses anciens alliés soviétiques), l'isolement de la Chine socialiste était à la fois contradictoire et trompeur. Alors que le régime de développement atteignait ses derniers stades, le langage de "l'autonomie" a proliféré à tous les niveaux. Mais parallèlement à la recherche de l'autosuffisance, l'ossification de la production a créé de nombreuses pressions locales pour briser cette autarcie, tant à l'échelle nationale qu'internationale. L'économie avait subi une décentralisation généralisée, les collectifs ruraux et les entreprises industrielles urbaines étant transformés en leurs propres cloîtres érémitiques – les ouvriers et les paysans dépendant des unités de production locales pour l'alimentation, le logement et les biens de consommation de base, plutôt que d'une fourniture directe par le gouvernement central ou d'une fourniture indirecte par le biais d'un marché national. Mais dans la même période, les marchés noirs ont commencé à proliférer,

les biens de production indispensables étaient de plus en plus indisponibles ou obsolètes, et la scission sino-soviétique faisait que presque toute la frontière chinoise était devenue un front de guerre potentiel. Ces dernières décennies de l'ère socialiste, qui ressemblaient à des décennies ermites, ont donc également été la période de gestation de l'ouverture sans précédent de la Chine au commerce mondial.

L'ère de la réforme est souvent décrite comme un changement sans précédent mené par une faction du parti presque voyou, se terminant par un " miracle chinois " qui verrait la nation catapultée au premier rang de la production mondiale. Mais la réalité est que la rapide subsomption de la Chine dans la communauté matérielle du capital a été préfigurée par les conditions structurelles qui envahissent et encerclent la nation ermite, son développement autarcique n'étant finalement aussi éloigné des moteurs du capital mondial que les domaines ermites autarciques des lettrés médiévaux ne l'étaient des intrigues courtoises de leurs propres capitales. Alors que " Sorgho et acier ", la première partie de notre histoire économique [4], a exploré le caractère interne du régime de développement et la formation de la Chine en tant que nation, cette deuxième partie se concentre sur les conditions mondiales qui, en fin de compte, entraîneraient le socialisme ermite du régime de développement dans la poussière rouge de la production capitaliste mondiale. Notre thèse de base est que, comme pour les ermites des Jin de l'Est, la réclusion et l'expansion impériale ne sont pas nécessairement des termes opposés. La montée de la faction réformatrice au sein du Parti communiste chinois (PCC) n'apparaît soudaine ou inattendue que pour ceux qui prennent la poésie de l'ermite pour argent comptant, oubliant que la réclusion est souvent une étape dans la vie de certains administrateurs impériaux.

Nous nous tournons maintenant vers l'histoire de la Chine, non seulement comme une nation nouvellement forgée, mais comme l'un des nombreux territoires au sein d'un réseau mondial de bassins d'emploi et de chaînes d'approvisionnement. Notre attention se déplace donc des sujets largement intérieurs couverts dans " Sorgho et acier " vers une perspective simultanément intérieure et internationale nécessaire pour comprendre les structures parallèles qui ont composé les réformes graduelles de la Chine. Nous explorerons les pressions endogènes et exogènes d'ouverture de l'économie qui existaient dans les dernières étapes de l'ère socialiste ainsi que le caractère inégal et incomplet de la transition capitaliste une fois celle-ci en cours. Cette histoire, bien que brouillée par le libéralisme évangélique de la fin du 20e siècle, n'est en aucun cas aussi obscurcie et déformée que celle du régime de développement qui l'a précédée. Une grande partie de l'histoire de l'époque des réformes est déjà bien documentée dans la littérature universitaire dominante. Cet épisode s'attachera donc à résumer les recherches existantes et à les placer dans un cadre marxiste adéquat, en soulignant tout au long de cette histoire les aspects les plus utiles pour comprendre le capitalisme tel qu'il existe dans le monde d'aujourd'hui.

## Crises convergentes

Les sujets clés seront couverts ci-dessous de manière séquentielle, vaguement organisés en sections thématiques qui suivent la chronologie générale de la transition capitaliste. Mais le thème dominant ici est l'idée de crises convergentes. Nous voulons raconter l'histoire des nombreuses contingences historiques qui ont sous-tendu ce qu'on appelle le " miracle chinois ", qui n'était ni miraculeux ni entièrement chinois. Cela implique une compréhension du " miracle " comme, en fait, une réponse émergente et banale à des crises doubles se produisant à deux échelles : l'une au sein du régime de développement chinois, et l'autre au sein de l'économie capitaliste mondiale. La crise endogène du régime a atteint son apogée dans les années 1970. Elle a été largement conditionnée par les limites intérieures du projet de développement déjà exploré dans " Sorgho et acier "[5], mais a été amplifiée par l'exclusion géopolitique croissante et la possibilité imminente d'une guerre avec l'URSS. Pendant la même période, la production capitaliste mondiale faisait face à son premier ralentissement mondial majeur depuis la Grande Dépression. A la fin des années 1970, toutes les tentatives de gérer la crise naissante par des mesures de relance standard de l'après-guerre avaient échoué. Alors que la croissance stagnait, que le chômage augmentait et que l'inflation montait en flèche, les diverses réformes structurelles qui allaient bientôt être entreprises pour tenter de restaurer la rentabilité (que l'on qualifiera plus tard de "néolibéralisme ") se profilaient à l'horizon. Mais on savait aussi que ces réformes, si elles ne s'appliquaient qu'aux territoires du noyau dur capitaliste, allaient attaquer les salaires, éviscérer le filet de sécurité sociale, créer des dettes dangereuses et ainsi alimenter des troubles généralisés. Les mouvements sociaux et les insurrections de la fin des années 1960 avaient déjà laissé entrevoir la possibilité d'une telle déstabilisation – et dans le contexte de la guerre froide, la déstabilisation comportait le risque de déclencher un conflit militaire mondial incroyablement dévastateur.

Pour que l'accumulation capitaliste continue sa course à la croissance, l'économie devait sauter à une échelle entièrement nouvelle, en subsumant les territoires non développés et en construisant de nouveaux complexes industriels adaptés au volume et à la vitesse de production toujours plus élevés. On espérait que ce processus réussirait à la fois à relancer la rentabilité (même temporairement) et à contribuer à tempérer l'agitation dans les nations capitalistes en faisant correspondre le déclin des services sociaux et la stagnation des salaires avec une réduction des prix des biens de consommation et une expansion du crédit. Ce processus s'était déjà centré sur l'Asie de l'Est, ancré dans l'ascension du Japon d'après-guerre facilitée par les Etats-Unis. Au fur et à mesure que la crise se développait, le capital a commencé à pencher de plus en plus vers le littoral du Pacifique. La géopolitique de la guerre froide s'est combinée à la nouvelle gravité économique du Japon pour faciliter l'ascension des Tigres de l'Asie de l'Est, chacun étant animé par une combinaison unique de dictature anticommuniste (ou d'appareil colonial, comme à Hong Kong) et d'un flot d'investissements en provenance des États-Unis et du Japon.

C'est à ce moment que la crise intérieure de la Chine converge avec la longue crise du capitalisme mondial. En termes d'économie dominante, la main-d'œuvre importante et bon marché de la Chine offre un " avantage comparatif " essentiel dans les étapes clés du processus de production de l'industrie légère. Mais ce compte-rendu ne rend compte que d'une partie de la dynamique globale. L'ouverture de la Chine a été le début d'un vaste processus de subsomption dans la communauté matérielle du capital, poussé par le besoin croissant d'exporter d'abord des biens et, plus tard, du capital, des économies développées souffrant de surproduction. Après les premières expansions de la production capitaliste ailleurs en Asie de l'Est, la Chine a pu offrir de vastes territoires pour l'investissement et une main-d'œuvre alphabétisée et bon marché sans précédent par sa taille, sa santé et son éducation de base. De plus, cette main-d'œuvre avait été produite par le régime de développement socialiste, de sorte que ses coûts initiaux étaient externes à la production capitaliste et que les coûts de sa reproduction étaient facilement externalisés vers les périphéries internes encore dominées par la production de subsistance – au moins pour les deux premières générations. La masse même de la population chinoise a ainsi fait renaître le vieil espoir de l'Occident, qui remonte au moins à la dynastie Ming, d'un marché apparemment sans limites, capable à la fois de conduire la production capitaliste et d'absorber ses excès toujours croissants.

Pour tenter de s'attaquer au cœur de cette dynamique, il y a toujours un risque d'attribuer aux présidents et aux milliardaires plus de pouvoir qu'ils ne le méritent. La réalité est que les décisions prises aux commandes des Etats ou des entreprises sont toujours prises en réponse à des limites matérielles confrontées à des systèmes politiques et économiques complexes. La classe dirigeante désigne un ensemble non homogène d'individus qui occupent des postes de décision au sein de ces citadelles du pouvoir politico-économique, pour lesquels le maintien du statu quo est de la plus haute priorité. Mais ces personnes occupent des postes très structurés, en raison des exigences inhérentes des actionnaires (pour des profits plus élevés) et des groupes politiques (pour des niveaux minimaux de stabilité et de prospérité – pas tant l'exigence que les choses s'améliorent, mais simplement qu'elles ne se détériorent pas trop vite). Il n'y a donc pas de véritable intention malveillante derrière de telles décisions, ni la possibilité pour ces détenteurs de pouvoir de vraiment transformer le système lui-même ou de s'en libérer. Ils sont enchaînés à ce dernier tout comme nous le sommes tous, bien qu'ils se trouvent enchaînés à son sommet.

Le processus entier est donc une adaptation contingente, plutôt qu'une conspiration de la classe dirigeante. Son produit n'est pas celui d'un conseil d'élites caché et intrigant, mais simplement le résultat de l'expérimentation continue par laquelle différentes factions de la classe dirigeante ont tenté de résoudre la crise naissante et ont échoué, leurs efforts étant alors remplacés par de nouvelles possibilités non testées mises en avant par de nouveaux dirigeants générant de nouveaux résultats qui ont dû être traités à leur tour. Le processus est un processus de transformation continue en réponse aux manifestations locales du déclin global de la rentabilité. Le " néolibéralisme " n'est donc pas un programme politique pleinement conscient et malicieux, comme certains auteurs le prétendent [7], mais simplement un terme

attribué à un consensus lâche qui s'est formé autour de nombreuses solutions locales à la crise qui semblaient à l'époque dépasser les limites du court terme. La prédominance d'un État de plus en plus militarisé dans cette période est elle-même un symptôme de l'incohérence fondamentale de ce consensus, puisque la gestion de la crise toujours en construction, toujours différée et pourtant toujours présente, devient de plus en plus monumentale. Aujourd'hui, nous sommes enfin arrivés au point où ce consensus s'effondre face au déclin du commerce mondial et à la montée des marées de nationalisme populiste, alors même que l'appareil militaire massif qui s'est aggloméré au sommet des chaînes d'approvisionnement mondiales demeure, poussé par sa propre inertie. Mais le développement de ce consensus qui s'effondre maintenant demeure la toile de fond historique de la subsomption de la Chine dans les circuits mondiaux d'accumulation.

Au cours de la période que nous examinons ci-dessous, la géopolitique a joué un rôle clé dans la jonction des crises mutuelles. Ce fut, en fait, l'un des rares moments de l'histoire chinoise où les décisions des dirigeants individuels (bien que répondant à des demandes locales) ont véritablement réorienté le cours des décennies futures. Et s'il y a eu un seul moment où cette convergence des crises est devenue une possibilité concrète, c'est probablement l'incident de l'île de Zhenbao en 1969. Point culminant d'un vaste conflit frontalier sino-soviétique qui a vu vingt-cinq divisions de l'armée soviétique (dont quelque deux cent mille soldats) se déployer à la frontière chinoise, les événements de l'île de Zhenbao ont amené la Chine et l'URSS au bord d'une guerre nucléaire totale. Bien que la guerre ait été évitée, c'est à ce moment que les liens sino-soviétiques ont été définitivement rompus, mettant fin à un demi-siècle de diplomatie précaire entre les deux plus grands membres du bloc socialiste. Dans le contexte de la guerre froide, cet incident a également marqué les premières ouvertures de la Chine vers États-Unis.

Contrairement à ceux qui marquent le début de l'ère des réformes en 1976, avec la mort de Mao Zedong, ou en 1978, avec l'ascension de Deng Xiaoping, nous soutenons donc que la période de transition capitaliste commence en fait en 1969, à la fin de la "courte" révolution culturelle, lorsque l'incident de l'île de Zhenbao entraîne une rupture irrévocable des relations avec l'URSS et amorce un contact informel avec les États-Unis, qui sera suivi d'un contact formel en 1971. Bien qu'ils aient finalement été menés à bien sous la direction de Deng et qu'ils aient été initialement dirigés par Zhou Enlai, les mouvements géopolitiques essentiels de cette période avaient une base suffisamment large parmi les dirigeants du parti pour aller de l'avant, le tout avec l'approbation de Mao. S'inscrivant initialement dans une stratégie politique plus large visant à acquérir des biens d'équipement avancés afin d'inverser la stagnation économique du régime de développement – une "ouverture" minimale au nom de la préservation du statut quo – ces mesures partielles ont pris une vie propre, créant des dépendances de l'offre (principalement en biens d'équipement agricoles) qui ont encouragé la poursuite de la libéralisation. Cette stratégie politique allait bientôt évoluer vers une réforme complète du marché, mais elle était donc ancrée dans les tentatives de l'ère socialiste de surmonter les limites du régime de développement.

## Pierre par pierre

Comme la région se déformait sous l'inclinaison de la capitale vers l'est, la Chine a commencé à se réorienter vers la côte. Bien que ses réformes du marché se soient déroulées en cycles courts (2-4 ans) d'expérimentation et de retrait, il est également possible de diviser approximativement la période en trois étapes de dix ans. Celles-ci ne s'inscrivaient nullement dans une stratégie intentionnelle à long terme. Mais chaque étape, une fois terminée, a mis en place de nouvelles caractéristiques structurelles qui ont rendu les réformes futures plus probables. La première étape, de 1969 à 1978, a été définie par la politique. Sur le plan intérieur, ce fut une période d'ossification croissante. Après l'écrasement de la " courte " Révolution culturelle en 1969, la production, la distribution et la société ont été de plus en plus gérées directement par l'État via l'armée. Le nombre de cadres a grimpé en flèche au cours de ces années et l'économie a pris un caractère directement militaire, défini par la stratégie du " troisième front ", qui cherchait à délocaliser l'industrie vers l'intérieur montagneux plus sûr de la Chine. Cette décennie allait voir la dernière " grande poussée " industrielle du régime de développement socialiste. En même temps, elle allait aussi voir les premières tentatives d'importation d'usines et d'équipements complets des pays capitalistes, un processus rendu possible uniquement par les grands changements géopolitiques mentionnés ci-dessus. Avec un pied encore bien ancré dans le régime de développement, cette étape a été marquée par une ouverture politique stratégique et une réforme économique minimale. Hormis quelques importations clés, l'interaction avec l'économie capitaliste mondiale était essentiellement inexistante.

La deuxième étape a été définie par la réforme de l'économie nationale. Cette période peut être datée approximativement de l'ascension de Deng Xiaoping en 1978 à la répression de Tiananmen en 1989. Les réformes intérieures ont été définies par la mise en place du système de responsabilité des ménages dans l'agriculture, la restauration des marchés ruraux et l'essor des entreprises de ville et de village (EVP), qui sont devenues le secteur industriel à la croissance la plus rapide. La croissance intérieure dépassait encore de loin l'interaction avec les marchés internationaux. La Chine a conservé de multiples couches d'isolation du marché mondial, limitant le contact le plus direct à une poignée de zones économiques spéciales (ZES), dont la plus importante était Shenzhen, puisqu'elle servait d'interface entre le continent et Hong Kong. Pendant toute cette période, la Chine n'avait pas de bourse nationale, la propriété des entreprises nationales était souvent floue et la propriété étrangère était limitée aux ZES – et même là, elle était souvent restreinte. Hong Kong a été la principale source d'investissement direct pendant toute cette période, représentant plus de la moitié de tous les investissements directs étrangers (IDE) en Chine continentale chaque année sauf une entre 1979 et 1991, suivi de loin par le Japon [8]. Outre l'investissement direct, une partie de la part de Hong Kong consistait en des investissements indirects de Taïwan et de la population chinoise d'outre-mer, acheminés par le système financier de Hong Kong pour éviter les restrictions politiques. La deuxième étape du processus de réforme a donc été menée non seulement par le capital asiatique, mais aussi, plus précisément, par le capital tiré de la sinosphère au sens large, souvent coordonné

par des réseaux familiaux qui s'étendaient au-delà de la frontière [9]. Ce sont donc aussi les années où le sommet de la hiérarchie de la classe capitaliste a pris forme en Chine, alors que ces réseaux de capital ont commencé à fusionner avec la classe bureaucratique qui s'était solidifiée au sommet du régime de développement.

La troisième étape de la réforme date d'environ 1990 jusqu'au début des années 2000. Cette période a été définie par son caractère international, et peut être comprise comme la décennie au cours de laquelle la transition capitaliste a été achevée, en termes à la fois d'intégration du marché et de formation des classes, malgré la diminution du reste de la production rurale de subsistance [10]. L'écrasement des manifestations de Tiananmen en 1989 a été suivi par la réincorporation sélective des étudiants rebelles dans le parti et la classe dirigeante qu'il supervisait maintenant. C'est au cours de cette décennie que les dirigeants du régime socialiste de développement ont commencé à agir comme le corps principal d'une classe résolument capitaliste poursuivant des intérêts en accord avec la directive première du capital : l'accumulation cumulative. Ceci malgré (et en fait aidé par) la fusion directe de cette classe dirigeante avec l'Etat. Cette période a également vu l'intégration complète de la production chinoise dans le capitalisme mondial. Les années 90 ont commencé par une explosion des investissements dans les années qui ont suivi la répression des troubles de Tiananmen, sous l'impulsion du Japon, de Taïwan et de la Corée du Sud, parallèlement à l'importance continue de Hong Kong. Des bourses ont été officiellement fondées à Shenzhen et Shanghai en 1990 [11]. Bien que les investissements directs de l'Europe et des Etats-Unis soient restés minoritaires, les produits fabriqués par les entreprises chinoises sont devenus de plus en plus orientés vers l'exportation, et les destinations finales de ces exportations sont maintenant souvent à l'Ouest. Beaucoup d'ETP (entreprises d'Etat) côtiers ont été ré-outillés pour desservir ces nouvelles chaînes d'approvisionnement, ce qui a entraîné une vague massive d'industrialisation suburbaine et exurbaine qui a donné naissance à la mégalopole chinoise tentaculaire.

Cette période – et plus généralement l'ère des réformes – a été couronnée par l'éviscération de l'ancienne ceinture industrielle socialiste dans le Nord-Est par le biais de fermetures d'usines et de licenciements massifs. Avec la réforme de l'agriculture au cours de la décennie précédente, suivie de l'effondrement du " bol de riz en fer " à partir de 1997, la position privilégiée de la classe des travailleurs industriels urbains consommateurs de céréales a été progressivement éliminée, et la structure de classe du régime de développement socialiste a été brisée de manière décisive. L'Etat a adouci le coup en rendant temporairement obligatoire la production de céréales à bas prix dans les campagnes, en faisant supporter à la population rurale une partie du coût des réformes urbaines. Mais c'était une mesure tactique prise pour atténuer le risque d'agitation urbaine. Entre-temps, beaucoup d'ETP qui avaient vu le jour dans les zones rurales pauvres dans les années 80 ont également fait faillite, ont été privatisés ou simplement fermés par l'Etat dans le cadre de la vague plus large de fermetures d'usines. Les ETP ont ainsi constitué une phase de transition clé dans la réforme de l'industrie, leur privatisation stimulant la croissance de l'économie de marché dans certaines régions et leur fermeture dans d'autres produisant un réservoir encore plus important de main-d'œuvre rurale

excédentaire, dans lequel les centres manufacturiers côtiers allaient puiser. L'éviscération de la ceinture de rouille s'est accompagnée d'une restructuration massive des industries d'État, définie par la consolidation des entreprises et des bureaux de planification en plusieurs grands "conglomérats", conçus en partie par des intérêts financiers occidentaux et capitalisés par des introductions en bourse offertes sur les marchés mondiaux. Ces entreprises d'État restantes, aux côtés de leurs homologues privées, fonctionneraient ainsi de plus en plus selon les impératifs capitalistes, et la main-d'œuvre chinoise serait définie par la combinaison d'un nouveau prolétariat migrant qui occuperait les industries privées de la Sunbelt et d'une main-d'œuvre fraîchement prolétarisée employée par ces conglomérats financés à l'échelle internationale, directement supervisée par la bureaucratie-bourgeoisie au sein du parti.

Nous pouvons vaguement marquer la fin de cette étape finale de la réforme en 2001, qui a vu l'adhésion de la Chine à l'OMC juste au moment où l'emploi manufacturier atteignait son plus bas niveau historique (à 11% de la main-d'œuvre) en raison de la restructuration industrielle, après quoi une nouvelle vague de croissance orientée vers l'exportation dans la Sunbelt la ferait remonter sur une nouvelle base entièrement capitaliste. Mais la périodisation est toujours marquée par le caractère inégal du développement. En affirmant que la transition vers le capitalisme était achevée au début du nouveau millénaire, nous ne prétendons pas que les relations sociales capitalistes ont pleinement imprégné toutes les régions du pays. Dans les zones rurales et les petites et moyennes villes de l'intérieur, la transition complète ne serait pas entièrement évidente avant 2008 ou plus tard. L'année 2001 est elle-même quelque peu arbitraire, choisie plus comme un moment particulièrement représentatif dans une série d'années qui ont défini la transition complète. Géographiquement, ce processus était centré sur les grandes villes côtières, mais il ne s'y limitait pas. Néanmoins, c'est à ce moment que ces villes sont devenues le centre définitif de l'économie chinoise. La transition s'est achevée au cours de ces années parce que la destruction du bol de riz en fer et l'augmentation massive de l'exode rural ont complété la formation d'une classe prolétarienne. Ceci, à son tour, a complété la gestation d'une société capitaliste en Chine, et avec une structure de classe achevée, la dynamique interne du capitalisme pouvait maintenant vraiment prendre une vie propre. Ces années agissent donc comme une sorte de seuil gravitationnel. Sur le plan intérieur, toutes les régions du pays ont franchi le sommet, et l'attraction des villes côtières va irrésistiblement entraîner même les coins les plus obstinés de l'arrière-pays dans la dépendance du marché. Sur le plan international, la tentative d'orbiter autour du monde capitaliste a maintenant atteint un point final, et une période de retour rapide est imminente.

Nous avons divisé cette histoire en quatre parties, en alternant entre les conditions internationales et nationales de ces trois décennies. Nous avons donné à chacune de ces parties une période très approximative afin d'orienter le lecteur, mais nous sautons souvent en avant ou en arrière dans le temps afin de mieux éclairer certaines des tendances générales. Dans l'ensemble, cependant, l'histoire se déroulera de façon chronologique. Dans la première partie, nous traitons des précédents historiques dans la grande région (à partir du XIXe siècle), de la longue

inclinaison du capital vers l'Est et des crises qui ont entraîné ce changement, qui s'est terminé par la montée du Japon et des économies affiliées dans les années 1970. Dans la deuxième partie, nous nous intéressons à la situation intérieure, en passant en revue la crise intérieure du régime de développement dans les années 60, puis en couvrant la première décennie d'ossification, de réforme et de confluence des conflits géopolitiques. Nous passons ensuite à l'étape suivante de réformes plus volatiles, lorsque le marché commençait à prendre forme dans les années 80. Dans la troisième partie, nous revenons à la situation internationale de la fin des années 1970, en examinant la montée d'un " réseau de bambou " de capitalistes capables de contrebalancer l'hégémonie régionale du Japon et en terminant par une série de crises économiques qui ont contribué à placer le continent au centre des chaînes de production mondiales, pour se terminer dans les années qui ont suivi la crise financière asiatique de 1997-1998. Puis, dans la quatrième partie, nous complétons l'histoire en revenant à la situation intérieure de ces deux dernières décennies de la transition, en examinant les cycles d'expansion et de ralentissement qui ont finalement conduit au dépeuplement des campagnes, à la migration massive vers de nouveaux centres de production côtiers, à l'éviscération de l'industrie de l'ère socialiste et à la formation d'un nouveau système de classes capitalistes au début des années 2000.

### **La communauté matérielle**

Aujourd'hui, l'ère de la nation socialiste érémitique est depuis longtemps révolue. Tous les ermites sont retournés dans la poussière rouge de la ville, leurs utopies communautaires ont été mises à part et ont alimenté la communauté matérielle du capital. Mais cela signifie aussi que la composition actuelle de l'économie capitaliste mondiale a été fondamentalement façonnée par son absorption du régime de développement socialiste. Pour comprendre l'avenir immédiat de la production capitaliste, il est donc essentiel de comprendre ce processus de transition. Les éléments de l'ère socialiste qui ont été extirpés par la suite par l'économie capitaliste sont particulièrement importants à cet égard. La notion d'" exaptation ", tirée de la biologie évolutionniste [12], fait référence au processus par lequel des fonctions au sein d'une espèce initialement adaptée dans un but précis (plumes utilisées pour la régulation de la chaleur) sont ensuite cooptées pour des fonctions qualitativement différentes plus tard dans la lignée évolutionniste (plumes utilisées pour la fuite). De même, de nombreuses caractéristiques du régime de développement socialiste seraient plus tard cooptées pour servir des fonctions intégrales au sein de l'économie capitaliste. Le succès de ces caractéristiques exaptées aide à expliquer les taux de croissance remarquables de la période de transition chinoise tout en offrant un indice sur la façon dont la production capitaliste elle-même évolue en réponse à la crise continue.

En décrivant les crises internes et les réformes qui ont suivi, nous plaçons donc ces processus d'exaptation au centre de notre récit. Les caractéristiques exaptées qui deviendront les plus importantes pour le capitalisme chinois sont largement associées à la manière dont la structure de classe de l'ère socialiste a été recomposée en un système de classe capitaliste. Au fond, cela impliquait la

cooptation du système de hukou (enregistrement des ménages) afin de créer une population prolétarienne de travailleurs ruraux migrants pour alimenter les industries en plein essor de la ceinture côtière. De même, dans les campagnes, la propriété collective des terres, maintenue dans le cadre du système de responsabilité des ménages jusqu'à ce que les droits d'utilisation des terres deviennent pleinement négociables vers 2008, a permis à l'État d'instituer plus facilement des réformes du marché agricole. Au sommet, elle a entraîné la cooptation du système de parti de l'ère socialiste, un processus marqué par la fusion des élites politiques et techniques en une seule classe dirigeante étroitement alliée au PCC, complétée par l'afflux d'entrepreneurs dans le parti depuis les années 1990.

Parallèlement à ces changements, une autre exaptation clé a eu lieu au sein du système industriel. Avec la restructuration des entreprises d'État, les entreprises des secteurs clés tels que l'acier, les mines et la production d'énergie n'ont jamais été entièrement privatisées. Au lieu de cela, la propriété de l'État de l'ère socialiste a été supprimée et les nouveaux conglomérats dans ces secteurs ont été réoutillés et recapitalisés pour être compétitifs sur le plan international tout en conservant leur allégeance politique ultime au parti, devenu un organe de gestion pour une classe dirigeante capitaliste. Bien que la classe ouvrière urbaine de l'ère socialiste ait été progressivement mise à la retraite ou prolétarisée et que de nombreuses entreprises plus petites ou improductives aient tout simplement été fermées, les entreprises d'État allaient finalement jouer un rôle essentiel dans la période ultérieure de transition. Aujourd'hui, ces entreprises font partie intégrante de l'expansion internationale de l'économie chinoise. En même temps, elles sont des lieux où se concentrent de nombreuses crises, car la dette croissante, la surproduction et l'effondrement écologique sont externalisés de l'économie privée et concentrés dans des secteurs qui peuvent être gérés plus directement par l'État.

L'histoire que nous racontons ci-dessous est donc une histoire dans laquelle de nombreuses caractéristiques du socialisme de l'ermite rural chinois deviendraient finalement des composantes fondamentales de son capitalisme cosmopolite. La description de l'ère socialiste développée dans " Sorgho et acier " est insuffisante en soi car la période en question n'a pas été isolée de l'histoire. Non seulement l'ermite est revenu de la forêt, mais, rétrospectivement, il devient évident que le solitaire n'a jamais été aussi isolé de la politique qu'il le semblait. Dans la communauté matérielle du capital, il ne peut y avoir de véritable royaume d'ermite. Tout est encerclé par l'accumulation capitaliste – la poussière rouge de la mort vivante – et tous ceux qui tentent de fuir y retournent, à la fin. Les perspectives communistes futures, alors, ne trouveront aucun espoir dans la réclusion. La seule politique émancipatoire est celle qui se développe à l'intérieur et contre la poussière rouge de la communauté matérielle du capital. Dans cette deuxième partie de notre histoire économique, nous continuons à chercher à mieux comprendre cette communauté telle qu'elle est actuellement composée, dans l'espoir que cette connaissance puisse finalement s'avérer utile à sa destruction.

## Notes

[1] Pour en savoir plus sur cette période, voir : Mark E. Lewis, *China Between Empires: The Northern and Southern Dynasties*. Belknap Press, 2011.

[2] Voir : Aat Vervoorn, *Men of the Cliffs and Caves: The Development of the Chinese Eremitic Tradition to the End of the Han Dynasty*, Hong Kong, The Chinese University Press, 1990.

[3] Voir Xie Lingyun's *Fu on Returning to the Mountains*.

[4] Voir "Sorghum and Steel: The Socialist Developmental Regime and the Forging of China", *Chuang*, Issue 1: Dead Generations. 2016. <<http://chuangcn.org/journal/one/sorghum-and-steel/>>

[5] Voir en particulier *ibid.*, sections 3 et 4.

[6] Koo, Richard, *The Holy Grail of Macroeconomics: Lessons from Japan's Great Recession*, Wiley & Sons, 2009. P.185

[7] C'est l'hypothèse implicite ou explicite de la plupart des progressistes d'aujourd'hui, et elle constitue la pierre angulaire de nombreux comptes rendus universitaires de l'époque. Pour les plus couramment cités, voir : David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, New York : Verso, 2005.

[8] Wei, Shang-Jin, " Foreign Direct Investment in China : Sources and Consequences " dans *Financial Deregulation and Integration in East Asia*, University of Chicago Press, 1996, p. 81

[9] Voir : Lin, George C.S., *Red Capitalism in South China : Growth and Development of the Pearl River Delta*, UBC Press, 1997.

[10] Bien qu'il soit encore important au début des années 2000, ce qui reste a été, vers 2008, soit directement incorporé au marché, soit fondamentalement remodelé par celui-ci. La vague de relocalisation rurale (entreprise dans le langage de " l'élimination de la pauvreté rurale ") actuellement entreprise par le régime de Xi Jinping est en train de nettoyer les dernières traces de ces petites sphères de subsistance locale en relocalisant des villages entiers dans de nouveaux logements, où la production de subsistance est remplacée à la fois par l'accès au marché et la dépendance de l'État.

[11] La bourse de Shenzhen a été fondée de façon informelle en 1987, mais n'a été officiellement reconnue qu'en 1990.

[12] Le terme a été inventé par les paléontologues Stephen Jay Gould et Elisabeth Virba pour remplacer le langage trop théologique de la " pré-adaptation ". Il est par la suite devenu un élément important de la théorie plus large de Gould sur un

processus évolutif marqué par un "équilibre ponctuel", exposé dans sa Structure de la théorie de l'évolution.

## **RED DUST 1° partie**

### **Les rives du Pacifique - Les conditions internationales - 1890-1970**

#### **Vue d'ensemble : Encerclement**

Afin de comprendre pleinement les crises convergentes qui ont abouti à l'incorporation de la Chine dans la communauté matérielle du capital, il est essentiel d'avoir une image claire à la fois des grandes tendances du capitalisme mondial et des détails théoriques de la façon dont nous comprenons qu'une telle transition a eu lieu. Dans cette première partie, nous mettons l'accent sur l'ampleur de l'histoire, en passant en revue le développement global du capitalisme en Asie de l'Est. En même temps, nous introduisons certains des concepts clés qui seront essentiels à notre récit, en particulier en ce qui concerne la dynamique de crise inhérente aux lois fondamentales du mouvement du capital.

L'image de base est celle d'un potentiel précoce de transition capitaliste en Asie de l'Est continentale sous les Qing, rapidement dépassé par une transition similaire en cours au Japon, qui était devenu son principal concurrent dans la région à la fin du XIXe siècle. Le résultat a été une région divisée entre des enclaves commerciales dominées par le capital européen et un réseau de colonies en voie d'industrialisation rapide dirigé par le Japon impérial. La Première Guerre mondiale n'a fait qu'accélérer cette tendance, conduisant finalement à la grande bataille du Pacifique entre l'Empire japonais et l'hégémonie américaine montante. Bien que se terminant par une défaite pour le Japon, le début de la guerre froide a assuré que le projet industriel japonais dans la région se poursuivrait sous la tutelle de l'armée américaine. Combiné à l'évolution des conditions en Occident, le fondement a été posé pour une autre période d'expansion internationale rapide. Celle-ci a pris la forme matérielle d'un complexe territorial-industriel du Pacifique, dominé par l'essor de nouvelles technologies logistiques, dont la plus importante était un anneau de ports à conteneurs et leurs centres industriels adjacents.

Comme l'accent est mis dans cette section sur les tendances à long terme au sein du monde capitaliste, le taux de profit et sa relation avec la crise jouent un rôle théorique central. Nous ne prenons pas ici de position stricte sur les nombreux débats concernant le taux de profit : comment le mesurer au mieux, la force de sa tendance à la baisse, ou la relation exacte entre la dynamique microéconomique des entreprises et les tendances macroéconomiques du taux de profit. Nous mettons plutôt l'accent sur l'essentiel. Il ressort déjà des données que le taux de profit a eu tendance à baisser au fil du temps et de vagues oscillantes. Son déclin dans le secteur productif a été particulièrement prononcé, ce qui a provoqué des crises à répétition. Quelques tendances se sont opposées, la plus importante étant les efforts des entreprises pour restaurer leurs marges bénéficiaires en élargissant leurs marchés et en trouvant de nouvelles sources de main-d'œuvre qui peuvent être

temporairement surexploitées - ce que l'on appelle généralement une " fixation spatiale ".

Cette fixation spatiale se traduit par la création de nouveaux complexes territoriaux-industriels. Comme la logique abstraite du capital se déploie dans le monde réel, il se distribue nécessairement dans l'espace. Poussés par la baisse du taux de profit, des blocs distincts de capital fixe prennent forme. A plus grande échelle, cela prend une forme nationale, car les nouveaux concurrents économiques, libérés des installations et équipements obsolètes, sont capables d'utiliser les techniques les plus modernes pour défier la vieille garde au sein de leurs industries respectives. Cette vieille garde voit alors sa marge bénéficiaire réduite par des installations et des machines obsolètes, ce qui entraîne des crises locales qui se manifestent souvent par des guerres commerciales entre blocs, même si elles favorisent une expansion mondiale plus poussée. Mais la même chose se produit à une échelle plus locale : à l'intérieur des pays, de nouveaux complexes territoriaux-industriels remodelent la géographie économique de la région en fonction des exigences du capital. Le processus comprend souvent des migrations massives vers les principaux centres, nœuds et corridors. Cependant, lorsque ces complexes deviennent obsolètes, ils se transforment rapidement en ceintures de rouille et leur nature fondamentalement inhumaine est mise en évidence.

Plutôt que les avantages gagnants de l'avantage comparatif, ce sont en fait la crise, la guerre et la colonisation, poussées par une concurrence à somme nulle, qui ont été à l'origine de l'essor du Japon dans la région, suivi par les " économies tigres " de Hong Kong, de Singapour, de Taïwan et de la Corée du Sud. Nous retraçons ci-dessous les détails de cette histoire, en précisant comment l'ascension du littoral du Pacifique est liée à la baisse de la rentabilité et au lent mouvement géographique des capitaux vers l'est, composant de nouveaux complexes territoriaux sur ses bords et laissant dans son sillage des ceintures de rouille creuses. C'est ce processus d'encerclement et de crise qui allait créer l'ouverture par laquelle le régime de développement ossifiant de la Chine allait pouvoir passer dans la communauté matérielle du capital.

### **L'échec de la transition**

La Chine a entamé une transition vers le capitalisme à la fin de la période Qing, marquée par un faible niveau d'industrialisation et une instabilité politique généralisée. Cette première période de transition incomplète a finalement provoqué un effondrement politique accompagné d'une guerre civile et d'un mouvement révolutionnaire croissant qui allait fonder le régime de développement socialiste, mettant temporairement fin à la subsomption de la région au capitalisme mondial. Malgré son échec, cette première transition a transformé de manière irréversible les schémas de migration, les routes commerciales et la géographie industrielle, exerçant une force d'inertie qui a souvent dépassé les tentatives du régime révolutionnaire pour la contenir. Cette période (datant approximativement de la fin

de l'ère Qing jusqu'à l'époque républicaine et l'occupation japonaise) a laissé la région avec une structure industrielle profondément divisée, contribuant à nombre des crises périodiques qui ont frappé le régime de développement ultérieur [1]. D'une certaine manière, cette inertie a duré plus longtemps que le régime de développement lui-même. Lorsque la deuxième transition vers le capitalisme a commencé dans les années 1970, le pays a vu renaître bon nombre des mêmes grappes industrielles, routes commerciales et réseaux de migrants qui avaient défini la première période un siècle auparavant.

Cette première période de transition a été façonnée par des accidents de l'histoire ainsi que par des modèles de commerce beaucoup plus anciens dans la région. Le littoral sud a longtemps joué un rôle important dans le commerce régional et, après le déclin de la Route de la soie (avec la chute de la dynastie Tang en 907 de notre ère), le commerce côtier s'est développé pour dominer le commerce pré-capitaliste [2], mais il existait aussi de fortes tendances compensatoires dans chaque dynastie qui ont contribué à atténuer le pouvoir exercé par les forces de la commercialisation. L'une des menaces les plus persistantes était la transformation de ces réseaux commerciaux semi-illicites en marines pirates indépendantes. À l'époque des Qing (1644-1912), cette menace a pris le caractère d'une rébellion anti-Manchu, dirigée par le loyaliste Ming Zheng Chenggong (connu sous le nom de Koxinga en Occident), qui avait fui vers la mer lorsque les armées Qing ont envahi le Fujian. Zheng a renversé la domination hollandaise à Formose (Taiwan) et a transformé l'île en base pour sa marine rebelle. En réponse, les Qing ont non seulement interdit toute navigation côtière (rendant illégal une grande partie du commerce international de la région), mais ont également dépeuplé le littoral, déportant la population à l'intérieur des terres et rasant les villages désertés pour tenter de couper les lignes d'approvisionnement de Zheng [3].

Une fois la rébellion de Zheng réprimée (en 1663 avec la conquête de Taiwan), le littoral se repeupla progressivement et la navigation maritime reprit. Au plus fort de la dynastie, non seulement la métropole a une balance commerciale saine avec l'Occident, exportant du thé, de la porcelaine, de la soie et des produits manufacturés divers, mais elle est aussi au centre du commerce régional, le Japon, même isolationniste, étant dépendant des importations de matières premières des Qing. Mais l'État était devenu circonspect en matière de commerce, craignant le pouvoir croissant des marchands, la possibilité d'une nouvelle rébellion et les capacités croissantes des Européens. La cour a donc imposé des monopoles rigoureux sur les marchandises clés et a commencé à restreindre le commerce extérieur à un nombre toujours décroissant de ports douaniers officiels. Cette tendance atteint son apogée avec le système de Canton, de 1757 à 1842, lorsque tout le commerce extérieur est canalisé par un seul port et ses magasins et entrepôts annexes (les "Treize Usines") à Canton (Guangzhou). Le système n'a été aboli qu'à la suite d'une incursion européenne sans complaisance, les empires coloniaux en expansion cherchant à obtenir un accès plus direct au marché du continent. Ces incursions, dont les plus spectaculaires ont été les deux guerres de l'opium (1838-

1842 et 1856-1860), ont abouti à l'établissement de traités inégaux entre les Qing et les puissances européennes. Dans le cadre de ces traités, le commerce a été rouvert, concentré dans une série de " ports conventionnés " le long du littoral [6].

Des défaites militaires de plus en plus importantes, accompagnées de rébellions internes, allaient voir les Qing s'effondrer au cours d'un siècle. De grandes vagues de réfugiés ont quitté le continent au cours de ces années, alimentant la demande de main-d'œuvre de l'industrie capitaliste primitive, en particulier dans les Amériques. En même temps, l'offre de main-d'œuvre nationale (ainsi que les matières premières et les terres pour l'agriculture) devint de plus en plus attrayante pour les colons européens et les pays voisins. Des districts d'usines furent établis dans la plupart des grandes villes côtières, Shanghai et Guangzhou jouant un rôle particulièrement important. Au fur et à mesure de leur intégration dans les nouveaux réseaux commerciaux mondiaux du capitalisme industriel, ces villes ont acquis une autonomie de fait par rapport à l'État Qing, devenant d'importants sites de modernisation sous le régime des seigneurs de guerre et des républicains. Pendant ce temps, des parties du Shandong ont été essentiellement cédées aux Allemands, qui ont financé un certain nombre de nouvelles entreprises industrielles dans tout le pays. Les premières infrastructures capitalistes de la région étaient donc en grande partie entre des mains étrangères, et les villes côtières sont mieux comprises comme des colonies fortement internationalisées, liées à des réseaux de production nationaux qui étaient dominés par le capital européen et japonais : à côté du commerce lucratif de l'opium, " en 1907, 84 % des transports maritimes, 34 % de la filature du coton et 100 % de la production de fer étaient entre des mains étrangères ". Les Occidentaux contrôlaient même des actifs stratégiques vitaux, possédant pas moins de 93 pour cent des chemins de fer" [7] ; même la poignée de grands conglomérats industriels appartenant à des intérêts nationaux, comme la Hanyeping Coal and Iron Company, étaient entièrement dépendants de machines importées et de capitaux fournis par des financiers allemands et japonais [8].

Dans l'entre-deux-guerres, Shanghai était devenu un centre régional pour la capitale commerciale et les premiers mouvements ouvriers du continent, suivi de près par Guangzhou (connu sous le nom de " Canton rouge "). Mais sans la force contraignante d'une politique intérieure forte, ces premiers sites de la transition capitaliste étaient dominés par le capital étranger ou une classe particulièrement parasitaire de capitalistes nationaux agissant comme intermédiaires et sous-traitants pour les firmes européennes et japonaises. L'échec de la transition capitaliste sur le continent n'était donc pas simplement le résultat de la suppression des pressions commerciales par les Qing, mais aussi un produit des diktats de l'expansion économique capitaliste en Europe, qui ont conduit à l'ère de l'impérialisme et ont ainsi donné naissance aux régimes particulièrement violents de pillage et d'exploitation établis dans le Pacifique. C'est la brutalité de ces régimes qui, à son tour, a alimenté les flammes de la rébellion anti-impérialiste qui allait finalement stopper la transition capitaliste sur le continent. Néanmoins, l'héritage laissé par

cette première transition ratée allait contribuer à façonner le caractère et la géographie de la deuxième transition qui a suivi l'ère socialiste.

### **Construire l'Asie de l'Est**

Au Japon, par contre, la pression européenne n'a pas entraîné l'effondrement politique mais plutôt la restauration Meiji (1868-1912), qui a amorcé une transition complète vers le capitalisme, y compris une industrialisation massive et une réforme généralisée du système politique et social [9]. Le succès des réformes du Japon a été mis en évidence par la victoire rapide du pays dans la première guerre sino-japonaise, en 1894-1895. Cette guerre, qui se déroulait sur la péninsule coréenne (alors un État tributaire des Qing), opposait l'armée japonaise modernisée à la dynastie qui avait longtemps été la plus forte puissance régionale en Asie, la plupart des observateurs prévoyant une perte rapide pour les Japonais. Mais la force militaire la plus avancée des Qing, l'armée Beiyang, ne fit pas le poids face aux envahisseurs, qui prirent non seulement la péninsule coréenne mais aussi la péninsule voisine de Liaodong, lançant des invasions en profondeur dans la patrie des Qing, la Mandchourie. A la fin de la guerre, les Qing ont été contraints de céder leur influence sur la Corée et de céder l'île de Taïwan aux Japonais malgré une opposition locale intense. Le Japon envahit l'île en 1895, menant une guerre d'occupation contre les forces de résistance de la guérilla pendant plusieurs années et réprimant une série de rébellions au début du 20e siècle.

La victoire dans la péninsule coréenne et les incursions en Mandchourie ont été vues par les forces impérialistes voisines en Russie et en Allemagne (qui ont tenu le territoire dans le Shandong) comme une menace à leurs propres perspectives dans la région. A l'époque, le Japon répondit par l'apaisement, cédant la péninsule de Liaodong, permettant la formation d'un empire coréen nominalement indépendant et aidant les puissances occidentales à écraser la rébellion des Boxers en 1900. Mais les tensions dans la région ont rapidement conduit au déclenchement de la guerre russo-japonaise (1904-1905), qui a abouti à une autre victoire inattendue des Japonais, cette fois sur une grande puissance impérialiste. Le traité de paix signé avec les Russes était cependant toujours orienté vers la prudence et l'apaisement. Aucun territoire important n'a été cédé et la Russie n'a pas été obligée de payer de sérieuses réparations. Ce résultat a suscité de vastes protestations nationalistes au Japon, signalant non seulement la poursuite de l'opposition populaire au colonialisme occidental dans la région, mais aussi la fusion de cet anticolonialisme avec le propre projet impérial du Japon.

Bien que le Japon n'ait pas présenté de revendication coloniale directe à la Corée ou à la Mandchourie dans le traité de paix, la Corée a été désignée comme " protectorat " et l'armée Kwantung, une armée japonaise semi-autonome, a été formée pour surveiller la région. L'armée du Kwantung devint bientôt une force d'occupation efficace, intervenant souvent dans les affaires locales sans surveillance directe.

Entre-temps, des réformes furent progressivement introduites dans le protectorat coréen, chacune cédant davantage de pouvoir politique et économique aux Japonais jusqu'à ce que, en 1910, le territoire soit officiellement annexé par l'Empire. Une série d'événements similaires se produisit en Mandchourie, avec une influence économique croissante suivie d'interventions militaires de plus en plus directes contre les chefs de guerre locaux, ce qui aboutit à l'invasion de 1931 et à la création de l'État fantoche japonais, le Manchukuo.

Au Japon, tout cela s'est accompagné d'un soutien intérieur au militarisme qui a rapidement augmenté, atteignant son apogée dans l'idée d'une " Grande sphère de coprosperité de l'Asie de l'Est " dirigée par le Japon, dirigée par la " race Yamato " et organisée selon une stricte hiérarchie ethnique. Bien que la logique de base de cette stratégie impériale ait eu ses fondements culturels à la fois dans la pseudo-science raciale et dans une forme indigène de discours racial et civilisationnel commune à l'Asie de l'Est, l'impérialisme japonais ne peut pas être réduit à ses composantes culturelles, et ses racines ne peuvent pas non plus être trouvées dans les fondements autoritaires des fragments de classe " féodaux " restants. L'Empire japonais n'était pas une continuation des États impériaux tributaires qui avaient longtemps dominé la région, mais plutôt un produit nettement moderne de la transition de la restauration Meiji vers le capitalisme, de même nature que les empires impérialistes de l'Occident capitaliste. En plusieurs décennies, le développement capitaliste au Japon a eu pour résultat simultané la saturation du marché intérieur, la croissance d'un État puissant, militaire et de gestion, et la domination de l'économie par quatre grandes sociétés monopolistiques " zaibatsu ". Toutes ces caractéristiques ont facilité la poussée de l'expansion militaire et économique selon les lignes traditionnellement impérialistes. Comme en Allemagne et en Italie, le militarisme japonais et l'expansion impérialiste étaient donc le produit de la crise capitaliste et de l'affaiblissement de l'hégémonie politique de l'Empire britannique.

Au sein de la nouvelle hiérarchie régionale, le capital japonais (de plus en plus allié à l'État militaire) était la force motrice, facilitant la conquête territoriale, la construction de projets d'infrastructure massifs et le financement de campagnes d'industrialisation coordonnées. Les premières colonies de Taïwan, de Corée et de Mandchourie sont devenues les sites préférés pour une grande partie de ces investissements, les pays périphériques d'Asie du Sud-Est et certaines parties de la Chine étant traités comme des États fantoches subordonnés pour l'ouverture de nouveaux marchés et la fourniture de ressources industrielles essentielles (comme le pétrole en Indonésie) ou de biens agricoles (comme aux Philippines). Le déclin massif du commerce mondial qui a accompagné la Grande Dépression a encore plus encouragé l'expansion impériale, car le protectionnisme croissant a coupé le Japon des sources alternatives de biens primaires [11]. Au milieu de ce déclin général, le commerce a en fait augmenté au sein du nouveau " bloc du yen " formé par le Japon, ses colonies et les divers États fantoches et pays plus faibles de la " sphère de coprosperité ". "Alors que les exportations vers le Japon représentaient 20 % du total

des exportations de Taïwan en 1895, à la fin des années 1930, ce chiffre était passé à quelque 88 % [13]. Le commerce interrégional était organisé selon un modèle en dents de scie, le Japon étant au centre et ses colonies et partenaires commerciaux subordonnés étant encouragés à spécialiser leur production en accord avec les intérêts japonais, découragés de commercer directement avec d'autres pays de la région et récompensés par divers degrés de développement de l'infrastructure japonaise.

Cette hiérarchie était ordonnée par les caractéristiques raciales perçues autant que par la simple géographie, la proximité culturelle avec le Japon étant reconçue comme une mesure de la pureté ethnique. Les divisions au sein du bloc commercial ont ainsi codé les théories pseudo-scientifiques de la race et de l'origine nationale en différences matérielles entre des territoires qui, jusqu'alors, étaient relativement semblables en termes de production, de niveaux d'éducation et de vulnérabilité aux catastrophes, aux invasions et à la colonisation, malgré les différences culturelles. En conceptualisant l'"Asie de l'Est" comme un continuum racial et culturel organiquement hiérarchisé, uni à la fois par l'adoption historique du système d'écriture chinois et par une idée néo-confucianiste particulière de l'antiquité, le projet impérial japonais a ainsi construit une région reconnaissable à partir de nouveaux circuits de capital [14]. Bien qu'il n'ait finalement pas réussi à réaliser sa propre ambition impériale, ce premier expansionnisme japonais a réussi à créer un centre de gravité oriental pour le capitalisme mondial, défini par des relations commerciales inégales entre les archipels insulaires et les économies littorales bordant le Pacifique. Dans l'ordre de la guerre froide qui a suivi, ce centre de gravité allait être renforcé comme un rempart contre la propagation du communisme. L'Asie de l'Est capitaliste encerclerait ainsi lentement le régime de développement d'après-guerre de la Chine, l'attraction de ce nouveau centre d'accumulation aidant à faciliter la transition ultime de la Chine vers le capitalisme.

## **Guerres totales**

La montée de l'extrême droite au Japon a été le produit d'une dynamique nettement capitaliste, son caractère étant défini par une crise générale de la rentabilité. L'économie japonaise avait connu un boom sans précédent à la fin des années 1910, répondant à la demande de l'Occident et s'étendant dans l'espace laissé par l'influence décroissante des empires européens frappés par la guerre. Entre 1914 et 1919, le PNB réel a augmenté à un taux moyen de 6,2 %, bien que l'inflation ait augmenté rapidement. Mais ce premier boom a été suivi d'un premier effondrement, car la croissance a commencé à stagner dans les années 1920, suivi d'un effondrement lors de la crise financière de Showa en 1927 [15]. Plusieurs méthodes différentes ont été utilisées pour mesurer le taux de profit japonais [16] pendant cette période, mais toutes montrent un déclin rapide dans les années 1920, suivi soit d'un nouveau déclin [17] soit d'une stagnation. Le rapport entre l'investissement et le PNB diminue également au cours des mêmes années, passant

d'un pic au début des années 1920 à une période de stagnation au cours de la dernière décennie, suivie d'une chute lors de la dépression de Showa en 1930, causée par l'effondrement économique mondial [19].

Mais comme le Japon avait commencé à faire face à la réalité de la crise un peu plus tôt que d'autres pays, il a également mis en place des réformes financières clés à la fin des années 1920 qui ont permis une reprise plus rapide après la dépression de Showa. Les banques avaient été consolidées et l'État avait déjà entamé le processus de relance des dépenses. La dépression de Showa, causée à la fois par l'effondrement de l'économie mondiale et par le retour inopportun du Japon à l'étalon-or, a été grave mais brève. Dès l'hiver 1931, le Japon avait entamé ce que l'on appellera plus tard la politique économique Takahashi, une période de dépenses keynésiennes et de dépréciation monétaire contrôlée dirigée par le ministre des Finances Takahashi Korekiyo. La relance budgétaire s'est accompagnée d'un découplage par rapport à l'étalon-or (d'abord l'abandon de l'étalon-or, puis la stabilisation de la dépréciation en rattachant le taux de change à la livre sterling), ce qui a permis d'accroître la compétitivité en raison de la dépréciation du yen et a également rendu possible la construction d'un bloc de yen en Asie de l'Est. Entre 1932 et 1936, lorsque la politique de Takahashi est entrée en vigueur, la croissance du PNB est revenue à 6,1 %, soit presque autant que pendant les années de boom, et s'est accompagnée d'une inflation beaucoup plus modérée [20]. Le rapport entre l'investissement et le PNB s'est redressé au cours des années 1930, pour revenir à la fin de la décennie à son sommet d'avant la crise [21].

Mais si la relance keynésienne a permis de sortir l'économie du pire de la dépression en augmentant l'investissement, en développant l'État et en stabilisant le yen tout en préservant sa compétitivité, ses effets sur le taux de profit ont été plus marginaux, ne stimulant qu'une légère reprise [22], ce qui, ajouté à la dépendance continue des entreprises à l'égard des dépenses de l'État, indique que l'économie japonaise des années 1930 n'a pas vraiment échappé à la crise. Au contraire, la baisse de la rentabilité avait été compensée par un programme d'expansion similaire à celui qui fut bientôt entrepris par l'Allemagne et l'Italie, puis par les États-Unis. La baisse de la rentabilité ne pouvait être compensée que par l'expansion de l'État, ce qui a permis de soutenir le secteur privé au niveau national tout en facilitant (et en fait en rendant de plus en plus nécessaire) la croissance de l'armée et la poussée de l'expansion coloniale. Ainsi, l'ère keynésienne de Takahashi a contribué à incuber l'hyper-militarisme de la fin de l'Empire. Lorsqu'il chercha à régner sur les dépenses publiques en 1935, craignant une inflation galopante, il souleva la colère de cette armée nouvellement renforcée et fut bientôt assassiné lors d'une tentative de coup d'État par des membres de la faction Kōdō-ha (" Voie Impériale ") dirigée par de jeunes officiers au sein de l'armée. Bien qu'il ait finalement échoué dans ses objectifs, le coup d'État a entraîné le transfert de plus de pouvoir à l'armée et la fin des tentatives de réduction des dépenses de l'État. C'est ainsi qu'a commencé l'ère de l'économie de commandement du Japon en temps de guerre, qui a vu une

croissance élevée et continue du PNB, mais qui est maintenant associée à une inflation toujours croissante [23].

Les grands monopoles de zaibatsu ont conservé leur pouvoir tout au long de la Dépression, et un certain nombre de nouveaux zaibatsu ont vu le jour grâce aux nouvelles colonies. Les inégalités économiques montent en flèche, et l'armée impériale est bientôt considérée comme un correctif non corrompu à la décadence des grands financiers. L'atmosphère politique du Japon s'est donc encore plus orientée vers la droite. La faction Kōdō-ha au sein de l'armée, bien qu'évincée après 1936, avait défendu une vision ouvertement fasciste du développement du Japon dans laquelle la démocratie serait complètement démantelée, les bureaucrates corrompus et les capitalistes zaibatsu avides seraient purgés et l'Etat serait dirigé directement par l'Empereur. Leur politique était fondée sur une vision mythique de retour aux hiérarchies organiques du Japon pré-capitaliste et ils étaient donc vigoureusement anti-communistes, prônant une invasion préventive immédiate de l'Union soviétique [24]. La coalition plus lâche qui s'est formée pour s'opposer au Kōdō-ha s'appelait le Tōsei-ha (" Control Faction "), qui appelait à une politique prudente vis-à-vis de l'Union soviétique et à plus de coordination avec les zaibatsu, mais qui était elle-même néanmoins dominée par une politique essentiellement fasciste. Après la purge de la Kōdō-ha en 1936, l'administration militaire a été transférée à la Tōsei-ha.

La plupart des leaders intellectuels de cette faction désormais contestée étaient de fervents partisans de la théorie de la guerre totale, qui consistait à centraliser la planification économique et militaire sur le modèle de l'Allemagne, et toutes les factions prônaient la poursuite de l'expansion impériale en Chine et ailleurs [25]. Ces théoriciens s'étaient depuis longtemps alliés à un groupe de bureaucrates réformateurs dirigé par Kishi Nobusuke, directeur économique de Manchukuo et disciple du théoricien fasciste Ikki Kita. C'est grâce à cette alliance entre les bureaucrates réformateurs et les militaristes de la guerre totale que le plan économique de l'impérialisme régional japonais (la " sphère de coprosperité de la Grande Asie de l'Est ") allait naître. Les expériences de développement et de gestion industriels dans cette sphère allaient de l'économie dirigée fortement contrôlée par l'Etat en Mandchourie (favorisée par les militaristes) aux régimes d'investissement plus favorables aux zaibatsu dans le pays et dans certaines colonies périphériques (favorisés par les réformateurs), mais toutes étaient guidées par la ferme croyance en un Etat totalitaire qui serait le moteur de l'expansion coloniale [26].

Chacun des programmes de développement entrepris par l'État japonais a eu une influence durable sur l'ensemble de la région. Dans " Sorgho et acier ", nous avons étudié comment les grandes entreprises de la Mandchourie, à économie de commandement militaire, ont façonné la structure industrielle initiale du régime de développement chinois. Mais ce sont les bureaucrates réformateurs, dirigés par Kishi et informés par les théories de guerre totale du Tōsei-ha, qui allaient jouer un rôle central dans la construction de l'Asie de l'Est capitaliste après la guerre. Après une

brève période de déclin économique d'après-guerre sous l'occupation américaine, l'économie japonaise a commencé à se rétablir avec la guerre de Corée, alors que la politique américaine a changé de manière décisive en faveur d'un développement économique fort dans la région, en tant que rempart contre le communisme. Afin d'assurer cette croissance économique, les Etats-Unis ont redonné le pouvoir à de nombreuses personnalités qui avaient dirigé le pays sous l'Empire, y compris Kishi, alors un criminel de guerre notoire [27], qui, libéré de prison, a ensuite fondé le Parti libéral-démocrate avec le soutien des Etats-Unis. Il a été élu Premier ministre en 1957, et son administration a par la suite reçu des fonds de campagne secrets de la CIA avec l'appui du président Eisenhower [28]. En tant que premier dirigeant japonais à visiter les pays de l'Asie du Sud-Est après la guerre, Kishi a commencé à promouvoir un plan de développement régional qui s'inspirait directement de sa vision plus ancienne de la sphère de coprosperité. Avec le soutien des Etats-Unis, lui et ses technocrates pouvaient maintenant poursuivre leurs anciennes politiques économiques sous les auspices d'un nouveau bloc militaire anticommuniste combattant un type différent de guerre totale [29].

### **L'exportation de capitaux vers l'Est**

Les États-Unis eux-mêmes ont longtemps eu un intérêt colonial dans la région, comme en témoignent leur annexion des îles Hawaï et l'occupation brutale des Philippines, toutes deux commencées à la fin des années 1890. Cet intérêt était motivé par certaines des mêmes pressions économiques que le propre projet colonial du Japon, car une économie stagnante sous la pression des monopoles de l'âge d'or au sommet de la pyramide cherchait des sources de ressources naturelles bon marché et de nouveaux marchés. Un demi-siècle plus tard, avec la défaite du Japon et l'intégration de la Chine dans le bloc socialiste, les États-Unis ont assuré leur puissance dans le reste de la région. Mais leurs intérêts avaient subi un changement fondamental. Cela était dû en partie aux nouvelles conditions imposées par la guerre froide, les programmes de développement économique soutenus par l'État étant considérés comme une partie intégrante d'une stratégie plus large visant à contenir le bloc socialiste. Mais il s'agissait aussi d'une modification de la composition technique de la production. La guerre avait relancé l'industrie lourde aux États-Unis, qui était sortie de la stagnation de l'époque de la dépression. En même temps, elle avait conduit à un essor massif de la recherche et du développement, et créé à la fois les mécanismes de transmission permettant d'introduire de nouvelles inventions dans l'économie civile et la stabilité économique nécessaire pour commencer à mettre en œuvre un arriéré de nouvelles technologies qui s'était accumulé au cours des décennies précédentes de spéculation et de crise. Entre-temps, les réseaux logistiques du temps de guerre ont commencé à être systématiquement transférés à l'usage civil, ce qui a permis de mettre en place les réseaux commerciaux qui allaient bientôt soutenir l'économie de la région du Pacifique [31].

Alors que de plus en plus d'entreprises américaines remontaient la chaîne de production, les industries de biens de production qui avaient été stimulées par le boom du temps de guerre cherchaient de nouveaux marchés pour l'exportation de biens d'équipement, plutôt que les biens de consommation qui avaient dominé le commerce des États-Unis avec des territoires impériaux comme les Philippines. Mais alors que les exportations de biens de consommation ne nécessitaient guère plus que l'ouverture des marchés étrangers, l'exportation de biens d'équipement (en particulier pour les industries lourdes) exigeait que les économies importatrices entreprennent des efforts de développement structurel à grande échelle. Les États-Unis ont donc trouvé un intérêt à la fois politique et économique à faciliter la montée des dictateurs pour superviser les États capitalistes en développement dans la région Asie-Pacifique pour une raison très similaire à celle pour laquelle ils ont cultivé le plan Marshall et les États providence qui ont suivi en Europe. Les efforts de reconstruction ont entraîné un développement économique rapide, qui a créé de grands marchés pour les industries américaines des métaux, des machines, de l'automobile et de l'aéronautique qui souffraient de la surproduction de l'économie d'après-guerre. Des siècles de colonisation violente avaient déjà créé l'échafaudage pour un système capitaliste vraiment mondial, et le dur travail de l'influence impériale pouvait maintenant être largement géré par une combinaison d'influence du marché et de police militaire.

En Asie de l'Est et du Sud-Est, le nouvel ordre international de production avait une hiérarchie claire, dirigée par les États-Unis, mais utilisant essentiellement les mêmes relations commerciales et les mêmes centres industriels que ceux construits par l'Empire japonais, moins les territoires qui avaient fait sécession dans le bloc socialiste. Cela impliquait une distribution inégale des fonds de développement aux endroits préférés, créant des avantages comparatifs différentiels entre les pays qui, en fin de compte, encourageaient les spécialisations locales en accord avec les besoins commerciaux des pays situés plus haut dans la hiérarchie économique. Compte tenu de sa structure industrielle plus développée et de l'anticommunisme vigoureux de son establishment politique, le Japon lui-même a été le premier site préféré pour le réaménagement et est ainsi devenu un chef de file dans la nouvelle hiérarchie régionale, fournissant à la fois le financement et le modèle politique qui serait bientôt utilisé par d'autres États développementalistes de la région.

Entre-temps, l'issue de la guerre avait permis au Japon de réinventer sa base industrielle. La perte de ses colonies et l'abolition de l'armée se sont révélées être un heureux hasard à cet égard, écartant le pays des interventions militaires postcoloniales coûteuses entreprises par la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis tout en lui permettant de bénéficier des nouvelles technologies et des relations commerciales qui ont émergé de ces guerres. Le développement des technologies maritimes a été particulièrement fortuit pour la nation insulaire, permettant la construction de nouveaux complexes industriels le long du littoral du Pacifique. La perte des colonies, en particulier de la Mandchourie, a également entraîné la perte ou la destruction d'une grande quantité de capital fixe financé par le Japon, et donc

l'annulation de ces coûts irrécupérables. A long terme, cela signifiait que les entreprises japonaises n'étaient plus responsables des coûts d'entretien de ces usines de plus en plus obsolètes, et que l'on ne pouvait plus espérer une rentabilité future des industries perdues. Cela a eu pour effet paradoxal de rendre l'économie japonaise beaucoup plus réceptive au changement technologique et à la construction de nouveaux capitaux, alors que des pays comme les Etats-Unis ont été de plus en plus accablés par des masses de capital fixe obsolète accumulé au début du siècle.

Le modèle de développement industriel de la "guerre totale" avait également laissé derrière lui une grande masse d'ouvriers et de soldats, pour la plupart alphabétisés et ayant pour la plupart une certaine formation technique. Sur une population de 72 millions en 1948, avec 34,8 millions de personnes employées, il y avait 7,6 millions de soldats démobilisés, 4 millions d'ouvriers démobilisés qui avaient été employés dans la production militaire et 1,5 million de nationaux qui étaient revenus de l'étranger - 13,1 millions de travailleurs en surplus au total, soit environ 18 % de la population totale. Cette situation s'est accompagnée d'une période de réforme agraire qui a commencé à accroître la productivité agricole, ce qui a permis d'alimenter encore plus de ruraux déplacés vers l'industrie urbaine au cours des décennies suivantes. Mais plutôt que de provoquer une hausse immédiate du chômage absolu, la tendance était plutôt à la croissance du travail informel et à la dépendance généralisée des petits réseaux communaux pour la subsistance. En 1950, les travailleurs indépendants, les paysans et les travailleurs familiaux représentaient environ 60,6 % de la main-d'œuvre japonaise, le reste étant constitué par les travailleurs salariés du secteur formel [32]. Il y avait donc un surplus latent massif de population qui pouvait être exploité comme source de main-d'œuvre bon marché et qui, au cours des décennies suivantes, allait fournir la base d'une croissance rapide de l'industrie japonaise. Entre 1951 et 1973, " le PIB japonais a connu une croissance continue et rapide de 9,2 % par an en moyenne, ce qui le rendait sept fois plus important " [33]. C'est ce processus qui a lancé les discussions sur un "miracle japonais ", souvent sans que l'on prête attention aux caractéristiques structurelles qui avaient sous-tendu cette croissance " miraculeuse ".

En réalité, la croissance rapide de l'économie japonaise a été facilitée non seulement par des conditions intérieures favorables, mais aussi par la stimulation continue des régimes monétaires et militaires dirigés par les États-Unis. Les coûts des ressources énergétiques et d'autres produits primaires ont chuté avec l'exploitation d'après-guerre des gisements de pétrole du Moyen-Orient et l'ouverture de routes commerciales étranglées par la guerre. Dans le même temps, la guerre froide a conduit les États-Unis à réduire considérablement les paiements de réparation et à offrir à la place des subventions de redressement. Mais le tournant décisif a été la guerre de Corée. Le Japon étant la source la plus proche de biens industriels pour la ligne de front, les États-Unis ont lancé un programme d'approvisionnement spécial qui a duré de 1950 à 1953, inondant l'industrie japonaise d'une demande à prix garantis. En 1952-1953, les biens d'approvisionnement spécial représentaient

environ 60 à 70 % du total des exportations japonaises, doublant la taille des principales industries japonaises en quelques années seulement. Cette expérience a prouvé la capacité du Japon à être à la fois le leader économique régional et un partenaire politiquement solide dans l'effort mondial pour contenir le bloc socialiste. L'occupation américaine des îles a officiellement pris fin avec le Traité de San Francisco et les relations militaires entre les deux pays ont été officialisées avec le Pacte de sécurité américano-japonais, tous deux signés en 1951 après que l'intervention chinoise dans la guerre de Corée eut entraîné le retrait des forces de l'ONU dans la péninsule [34]

Après la guerre de Corée, les blocs économiques du début du XXe siècle ont lentement cédé la place, le volume du commerce mondial ayant augmenté de 7,6 % par an en moyenne entre 1955 et 1970. Au Japon, cela a fourni un marché pour les exportations, dont les bénéfices ont servi à payer les importations essentielles, y compris les matières premières et les nombreux biens d'équipement de pointe mis à disposition par les États-Unis. Entre-temps, le système monétaire de Bretton Woods avait fixé le dollar au yen à un taux de change fixe, encourageant la croissance industrielle intérieure dans les années 1950, puis rendant l'industrie manufacturière japonaise extrêmement compétitive sur le marché mondial à partir des années 1960, après que les importations de biens d'équipement eurent commencé à accroître la productivité de l'industrie manufacturière japonaise [35], de sorte que le taux de profit de l'industrie japonaise a monté en flèche au cours de cette période [36], avec un pic particulièrement prononcé atteint dans l'industrie manufacturière à la fin des années 1960 [37].

Le marché intérieur s'est développé parallèlement à la demande internationale de produits japonais. Cela a provoqué un boom de la consommation parmi les travailleurs japonais (en particulier les travailleurs mieux payés des industries de base, dont les garanties d'emploi à vie étaient le résultat du militantisme ouvrier de la fin des années 1940), y compris l'adoption généralisée de l'automobile et des appareils ménagers. Dans le même temps, les marchés mondiaux ont été progressivement inondés de produits manufacturés japonais, à commencer par les textiles et les biens industriels de base, puis les machines et l'électronique. Entre 1957 et 1973, la part japonaise de toutes les exportations de produits manufacturés sur le marché mondial est passée de 5,5 % à 11,5 %, et les investissements privés nationaux en capital fixe (ici les usines et les équipements) ont augmenté de 22 % en moyenne annuelle entre 1956 et 1973, financés à la fois par un stock de bénéfices industriels et par des parts d'épargne personnelle en rapide augmentation, acheminées par l'intermédiaire de banques offrant des taux d'intérêt réels zéro ou négatifs sur les dépôts. Les dépenses publiques continues pour l'infrastructure industrielle ont donc été associées à un surfinancement des entreprises industrielles pour créer les conditions d'une expansion vraiment remarquable du capital fixe. C'est au cours de cette période que le ratio de l'investissement par rapport au PNB au Japon a atteint son niveau le plus élevé de tous les temps. La formation intérieure brute de capital fixe et, plus précisément, l'investissement non résidentiel avaient

tous deux oscillé autour de 12 % du PNB en 1950. Au moment où le ratio a atteint son sommet entre 1970 et 1975, la formation brute de capital fixe se situait juste en dessous de 35 pour cent du PNB, tandis que l'investissement non résidentiel se situait juste en dessous de 25 pour cent - le découplage des deux signalant le tout début de la montée de la bulle immobilière qui allait plus tard contribuer à l'effondrement catastrophique de la première des économies " miracles " d'Asie [38].

## **Stagnation**

Les théoriciens ont donné de nombreux noms à la longue période de stagnation de la croissance qui a dépassé les économies de base après la fin du boom de l'après-guerre [39] ; certains, comme le marxiste japonais Makoto Itoh, la qualifient de nouvelle " Grande Dépression " [40] ; d'autres la désignent comme une " Longue Dépression " marquée par une croissance lente plutôt que par un effondrement spectaculaire, comparable à la première " Grande Dépression " de 1873. Peu importe le nom qu'on lui donne, la croissance du PIB et les taux de profit dans bon nombre des principales économies ont commencé à diminuer dès les années 1960 [44], le taux de profit du secteur manufacturier américain ayant atteint un sommet d'après-guerre au milieu de cette décennie [45]. Au Japon, le taux de profit national et le taux de profit du secteur manufacturier ont atteint leur sommet entre le milieu des années 1960 [46] et 1970 [47].

Mais le ralentissement n'a pas touché toutes les économies en même temps, ni de manière égale. Le boom d'après-guerre lui-même a été inégal, laissant les pays à fort PIB accablés dès le début par des stocks de capital fixe coûteux et de plus en plus obsolètes qui ont découragé l'incitation à de nouveaux investissements intérieurs, même s'ils n'étaient pas encore si peu rentables qu'ils puissent être éliminés de manière viable par des licenciements massifs et des fermetures d'usines. Il en est résulté qu'une grande partie du long boom a en fait été soutenue par la croissance des économies en développement ultérieur, y compris les efforts de reconstruction en Europe et la croissance d'après-guerre au Japon. Lorsque ces poussées de croissance ont commencé à atteindre leurs limites initiales, la stagnation qui avait déjà commencé dans les plus grandes économies de base ne pouvait plus être compensée par la croissance du commerce international. Par la suite, tant les économies centrales d'avant-guerre que les économies en développement de l'après-guerre (aujourd'hui aussi, en fait, les pays centraux) ont non seulement connu une stagnation persistante de la croissance et une baisse des taux de profit, mais se sont également trouvées en concurrence pour une part décroissante de l'accumulation mondiale. Il en est résulté une hausse du chômage, des crises budgétaires publiques et un phénomène inhabituel de stagflation, le tout aggravé par une crise pétrolière et des dépenses militaires toujours plus élevées.

Au niveau mondial, la concurrence industrielle internationale a pris la forme d'une succession rapide de cycles de récession d'avant en arrière. Avec le ralentissement de la croissance, la part de la valeur totale qui pouvait être captée par les différentes économies nationales se réduisait, et ces cycles allaient donc prendre de plus en plus le caractère de "guerres commerciales " ou de " guerres des monnaies " à somme nulle entre les États-Unis et leurs concurrents. Chaque phase du cycle a donc été stimulée par des changements géopolitiques clés dans les systèmes monétaires et tarifaires internationaux. En même temps, le caractère global de la concurrence a été déterminé par l'ouverture de nouveaux centres industriels pour la production à forte intensité de main-d'œuvre, chacun d'entre eux apportant une solution spatiale à court terme au problème de la faible rentabilité tout en créant de nouveaux concurrents potentiels à long terme. Deux années ont été particulièrement importantes : 1971, qui a vu le début du départ des États-Unis de l'étalon-or et du système de Bretton Woods de taux de change fixes, et 1985, où l'Accord du Plaza a été signé, augmentant la valeur du yen japonais et du mark allemand et dévaluant le dollar. Il est important de se rappeler, cependant, que les décisions politiques ne créent pas et ne peuvent pas fondamentalement créer ou améliorer les crises au sein du capitalisme. Elles ne peuvent que la pousser dans diverses directions ou, au mieux, la retarder quelque peu (et ainsi aggraver le krach lorsqu'il se produit). La géopolitique est le préposé de la communauté matérielle, et non son maître. De telles décisions n'ont donc en aucun cas créé la crise générale, mais elles ont marqué des changements importants dans les pays qui allaient en subir les pires effets.

La fin du système de Bretton Woods a rendu les taux de change plus volatils et a d'abord réduit la compétitivité de l'industrie manufacturière américaine, ce qui a stimulé la croissance tirée par les exportations ailleurs tout au long des années 70. Cela a modifié la balance commerciale des États-Unis et l'inflation et le chômage ont tous deux augmenté rapidement, ce dernier atteignant plus de 9 pour cent en 1982 et en 1983. Le Japon, quant à lui, a fait face à la phase initiale de la crise avec des dépenses publiques massives et l'expansion des exportations. Le déficit budgétaire américain à la fin des années 70 et au début des années 80 a donc été largement financé par l'excédent japonais, et la croissance de la dette publique et privée aux États-Unis a fourni le marché des produits japonais. Il en a résulté "le spectacle extraordinaire de financiers japonais fournissant le crédit nécessaire au gouvernement américain pour financer ses déficits budgétaires afin de subventionner la croissance continue des exportations japonaises" [48]. Aux États-Unis, les exportations de produits manufacturés se sont effondrées entre 1980 et 1985, ne progressant que de 1 % par an. Les importations ont augmenté de 15 % par an au cours de la même période, les importations en provenance du Japon étant passées de 12,5 % du total en 1980 à 22,2 % en 1986. Mais malgré cette stimulation des exportations japonaises, le taux de profit du secteur manufacturier n'a jamais retrouvé son sommet d'avant la crise, atteignant plutôt un sommet plus bas au début et au milieu des années 1980, avant de chuter à nouveau à la fin de la décennie suivant la signature de l'Accord du Plaza [50]. Pendant ce temps, le taux de

profit général ne s'est tout simplement pas redressé, stagnant plutôt jusqu'à son prochain déclin précipité en 1990 [51].

Pour les États-Unis, la situation du secteur manufacturier a été brièvement relancée par l'Accord du Plaza de 1985, qui a augmenté la valeur du yen japonais et du mark allemand et dévalué le dollar. Le secteur manufacturier américain est devenu temporairement plus compétitif sur le marché mondial, mais le nouveau système a fait des ravages ailleurs. Au milieu d'une stagnation générale, le commerce manufacturier mondial devenait de plus en plus un jeu à somme nulle dans lequel les gains d'un pays se faisaient aux dépens des autres [52]. La variation annuelle moyenne du PIB du Japon a été réduite de moitié, passant de 10,2 % en 1960-1969 à 5,2 % dans les années 70 et à 4,6 % dans les années 80. Le taux de chômage en Allemagne est passé d'une moyenne de 0,8 % dans les années 1960 à 2,05 % dans les années 1970, à 5,8 % dans les années 1980 et à plus de 8 % dans les années 1990, suivant ainsi la tendance générale en Europe. Au Japon, le taux de chômage a été maintenu à un niveau plus bas grâce à la sous-déclaration statistique, à la croissance rapide du secteur tertiaire et aux dépenses importantes de l'État et des grandes entreprises pour retenir les travailleurs qui auraient autrement été mis à pied [54], alors qu'aux États-Unis, le taux de chômage a diminué de moitié, passant de plus de 9 p. 100 en 1982-1983 à un niveau aussi bas que 5 p. 100 à la fin des années 1980 et 4 p. 100 à la fin des années 1990 [55].

Si l'Accord du Plaza n'a nullement provoqué la crise au Japon, il a montré que le pays n'avait jamais vraiment échappé à la pression de la surproduction qui avait d'abord conduit à l'effondrement du taux de profit au début des années 1970. Les limites de l'accumulation ont été atteintes par un afflux de nouveaux investissements dirigés par l'État, versés dans un régime productif déjà surinvesti. Les marchés existants étaient devenus saturés, de sorte que la croissance tirée par les exportations est devenue le seul moyen de retrouver brièvement la rentabilité dans le secteur manufacturier. En dehors du secteur manufacturier, cependant, le seul débouché pour le capital excédentaire était une augmentation de la spéculation menée par la prolifération de techniques financières obscures (zaitech) et de projets d'infrastructure keynésiens. Entre-temps, pour éviter que les bénéfices ne baissent encore, des salaires ont été supprimés. Lorsque les Accords du Plaza ont dévalué le dollar américain en 1985, le prix du yen a grimpé en flèche et la production japonaise destinée à l'exportation a été sévèrement limitée. Alors que les États-Unis ont connu leur propre brève reprise industrielle, les entreprises japonaises n'ont eu d'autre choix que de diriger de plus en plus de capitaux oisifs vers la spéculation zaitech tout en versant de l'argent sur les marchés immobiliers mondiaux et en agrandissant les installations de production à l'étranger afin d'exploiter les taux de change moins élevés ailleurs en Asie (beaucoup sont liés au dollar). Sur le plan intérieur, cela a entraîné un boom sans précédent du marché boursier, un afflux de capitaux spéculatifs étrangers vers le yen et une bulle massive dans les prix des actifs. Le résultat a été un effondrement définitif de l'économie "miracle" dans la crise du début des années 1990, brisant de manière décisive l'espoir de nombreux

économistes [56] que le Japon soit une puissance hégémonique ascendante en quelque sorte immunisée contre les lois fondamentales de la production capitaliste [57].

### **Les oies volantes**

Si la croissance de la puissance économique mondiale du Japon a été facilitée par les États-Unis et définie par le système monétaire international, le caractère régional de cette expansion a finalement suivi les modèles plus anciens établis à l'origine par le projet impérial. Comme nous l'avons mentionné plus haut, le criminel de guerre Kishi Nobosuke, exonéré par les États-Unis, est devenu Premier ministre en 1957, effectuant une tournée dans la région et jetant les bases de ce qui allait devenir la Banque asiatique de développement, avec sa propre proposition (rejetée à l'époque) de création d'un Fonds de développement asiatique sur le modèle de la Sphère de coprosperité [58]. Pendant ce temps, Taïwan et la Corée du Sud avaient utilisé les financements de la Guerre froide, parallèlement à l'infrastructure industrielle et financière laissée par les Japonais, pour relancer leurs propres industries nationales. Dans les deux pays, des variantes de l'état de développement japonais ont été adoptées, les chaebols de la Corée du Sud fusionnant le financement national avec des conglomérats industriels familiaux d'une manière qui rappelle la grande zaibatsu de première génération, tandis que la stratégie de substitution des importations de Taïwan a permis la réforme agraire, la protection de l'industrie nationale et l'importation de machines d'une manière qui rappelle la stratégie de développement du Japon de l'après-guerre et de l'ère Meiji.

Le discours sur le "miracle japonais" s'est donc rapidement étendu aux quatre économies tigres de l'Asie de l'Est, à savoir la Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour. Ces pays étaient désormais considérés comme des " oies volantes ", avec le Japon à la tête de la formation, le transfert de technologie et le financement en aval de la chaîne dans un schéma gagnant-gagnant d'avantages comparatifs en cascade : lorsque les coûts de la main-d'œuvre d'une industrie étaient trop élevés, cette industrie devait être transférée en gros vers le voisin moins développé, avec l'équipement industriel le plus avancé et l'infrastructure financée par l'État [59]. L'importation de biens d'équipement au Japon en provenance des États-Unis avait amorcé le processus, dans les années 1970, le Japon avait déjà commencé à exporter des capitaux similaires vers les économies du Tigre, et dans les années 1990, il semblait qu'un phénomène similaire se produisait en Asie du Sud-Est et même en Chine continentale.

Le modèle des oies volantes ne prévoit pas que la crise économique joue un rôle majeur dans ce processus, à l'exception de quelques brèves récessions qui s'accompagnent de changements majeurs dans le cycle des produits. Il ne tente pas non plus de rendre compte de l'influence des États-Unis sur l'ensemble du processus, que ce soit par un financement direct (à savoir les dépenses militaires) ou par une

influence moins directe sur le commerce (l'Accord du Plaza) et la politique (le soutien des dictatures anticomunistes). Dans sa conception du transfert de technologie, le modèle tend également à ignorer à la fois les hiérarchies intégrées de la région résultante et les réseaux locaux qui permettent un tel transfert en premier lieu. Rien de tout cela n'est une coïncidence. Le modèle des oies volantes a en effet été formulé à l'origine par l'économiste japonais Kaname Akamatsu dans les années 1930 afin de théoriser le commerce mondial dans une période marquée par la montée du protectionnisme et l'expansion impériale japonaise [60]. Bien que peu utilisé à l'époque, le concept était clairement en accord avec la propagande de la sphère de coprosperité, et Kaname lui-même occupait une série de postes de haut rang au sein du Bureau d'enquête de l'armée impériale (responsable des statistiques et du renseignement général). Après la guerre, il a été jugé pour crimes de guerre, déclaré innocent, et a ensuite publié officiellement sa théorie en 1962 dans le journal officiel de l'Institut des économies en développement, créé par le ministère japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie [61]. Le concept a gagné une large popularité au sein de l'économie japonaise, où il a été associé à de nouvelles théories sur le cycle des produits et les investissements directs étrangers. Comme le commerce mondial s'est développé au milieu de la longue crise, la théorie a rapidement été reprise par l'économie dominante en Occident, fournissant une justification idéologique au cadre de développement adopté par les organisations financières mondiales soutenues par les États-Unis, comme la Banque mondiale et le FMI.

Le schéma de base identifié dans le modèle est évident. Le Japon a commencé une première série d'investissements directs de moindre envergure à Taïwan à la fin des années 1950, surtout dans les industries de l'électronique et de la fabrication de machines qui avaient connu un boom pendant le programme d'approvisionnement de la guerre de Corée, pour ensuite perdre leur principal marché une fois la guerre terminée [63]. La deuxième série de "restructuration industrielle de mise au rebut et de construction", dont le volume est maintenant beaucoup plus important, a eu lieu entre le milieu des années 1960 et le choc pétrolier de 1973. Ce cycle a été lancé par la signature du traité de normalisation entre le Japon et la Corée en 1965, qui a ouvert des relations économiques formelles entre les deux pays et a fourni à la Corée du Sud une série de subventions et de prêts financés par le Japon (environ 800 millions de dollars [64] au total), destinés à la construction d'infrastructures et à la création de la Podang Iron and Steel Company (maintenant POSCO, un des plus grands producteurs du monde). Des industries plus légères et à forte intensité de main-d'oeuvre ont été transférées du Japon vers la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et ailleurs, l'économie nationale se déplaçant vers une nouvelle base dans les industries lourdes et chimiques (encore une fois, grandement aidée par les transferts de technologie des États-Unis et de l'Europe). Une troisième phase de restructuration a suivi la crise pétrolière et la baisse générale de la rentabilité du secteur manufacturier, les industries lourdes ayant été délocalisées vers les nouveaux centres en Corée du Sud et à Taïwan et la production nationale s'étant

déplacée vers un nouvel ensemble d'industries électroniques, de transport et de machines de précision produisant pour l'exportation vers les marchés des États-Unis [66].

Le résultat de cette troisième phase a été non seulement une production orientée vers l'exportation au Japon conduisant à un excédent commercial avec les États-Unis, mais aussi une explosion sans précédent de la taille et de l'ampleur des investissements directs d'origine japonaise. Confronté à des limites massives à l'accumulation sur son territoire, le Japon a augmenté le taux de ses exportations de capitaux dans un effort pour s'assurer une plus grande part du bassin d'accumulation mondiale qui se rétrécit. Le taux de croissance annuel des investissements directs étrangers japonais a été de 28,1 % entre 1970 et 1982 et, en 1984, le Japon détenait une part de 17,8 % du total des investissements directs annuels mondiaux, soit une part encore plus importante que celle des États-Unis. La valeur totale cumulée de ses investissements à l'étranger entre 1951 et 1986 était de quelque 106 milliards de dollars, la plus grande partie de ces investissements étant en fait destinée aux marchés d'Amérique du Nord (principalement les obligations, les titres, l'immobilier et la production de haute technologie), suivis par les investissements en Asie et en Amérique latine [67]. Après la signature de l'Accord du Plaza, cette tendance n'a fait que s'intensifier. Entre 1986 et 1989, l'IED (Investissement Etranger Direct) japonais a augmenté de plus de 50% par an, avec un flux annuel d'environ 48 milliards de dollars [68] ; l'aide publique au développement (comme les subventions accordées à la Corée du Sud) a également augmenté au cours de la même période, passant de 1 milliard de dollars en 1973 à 7,45 milliards de dollars en 1987, dont environ 70 % sont allés à d'autres pays d'Asie, une grande partie sous forme de prêts, souvent destinés à l'origine à des réparations de guerre [69].

Mais ces transferts commerciaux n'ont pas eu lieu dans le vide. Au Japon, ils étaient une réponse à la surproduction, aux limites démographiques et à la baisse des taux de profit qui s'en est suivie. Chaque cycle de restructuration a été précédé d'une baisse du taux de profit net du secteur manufacturier (en 1960-1965, 1970-1975 et à partir de la fin des années 1980) [70], et chaque creux a été précédé d'une surproduction dans les industries de base et de l'atteinte de limites démographiques clés. Les industries textiles, par exemple, avaient été fondées sur l'expansion rapide de la main-d'œuvre féminine. Mais vers le milieu des années 1960, ce surplus de main-d'œuvre atteignait ses limites et, combiné aux pressions inflationnistes, les salaires des femmes ont commencé à augmenter [71]. A la fin des années 1960, les réserves restantes de main-d'œuvre rurale bon marché et sous-employée avaient commencé à se réduire précipitamment, et entre 1970 et 1973, les salaires nominaux dans le secteur manufacturier ont augmenté de quelque 63 pour cent : "Pour la première fois dans toute l'histoire de plus d'un siècle de développement capitaliste japonais, l'accumulation de capital est devenue excessive par rapport à l'offre limitée de main-d'œuvre " [72]. Avec un taux d'immigration extrêmement faible, le Japon allait à partir de ce moment commencer à connaître un dividende

démographique en diminution rapide [73], ce qui allait finalement aboutir à la grave crise démographique actuelle.

### **Le jeu de l'ombre**

Grâce à des décennies de promotion continue dans la politique de développement et l'économie populaire, l'idée des " oies volantes " est aujourd'hui devenue une évidence. Son origine dans l'un des régimes coloniaux les plus brutaux du XXe siècle est commodément oubliée, et les transferts commerciaux en fonction de l'avantage comparatif sont simplement présumés être l'étincelle nécessaire aux programmes de développement dans les pays pauvres. Mais il est préférable de voir les oies volantes de loin - le point de vue idéal, un monde à part du phénomène lui-même, dans les confortables bureaux de The Economist à Westminster ou dans les halls d'écho du bâtiment des Nations Unies à New York, construit sur une parcelle de terrain donnée par les Rockefeller. A une telle distance, la forme en V distincte du développement de l'Asie de l'Est ne pourrait pas apparaître plus clairement, et la seule activité digne d'intérêt pour les observateurs a longtemps été un jeu de petite spéculation, une sorte de course d'oie, dans laquelle les investisseurs plaçaient des paris sur les marchés des devises et de l'immobilier sur lesquels les nations pourraient être les prochaines à se former. Mais si l'on regarde de plus près, les oies volantes deviennent minces et transparentes. En fait, elles semblent ne pas être des créatures vivantes du tout, mais plutôt les découpages de papier et de cuir utilisés dans la marionnette d'ombre traditionnelle de la région. Et comme toute bonne pièce d'ombre, l'histoire qu'elles racontent est mythique, projetée sur un écran frêle pour un public qui applaudit.

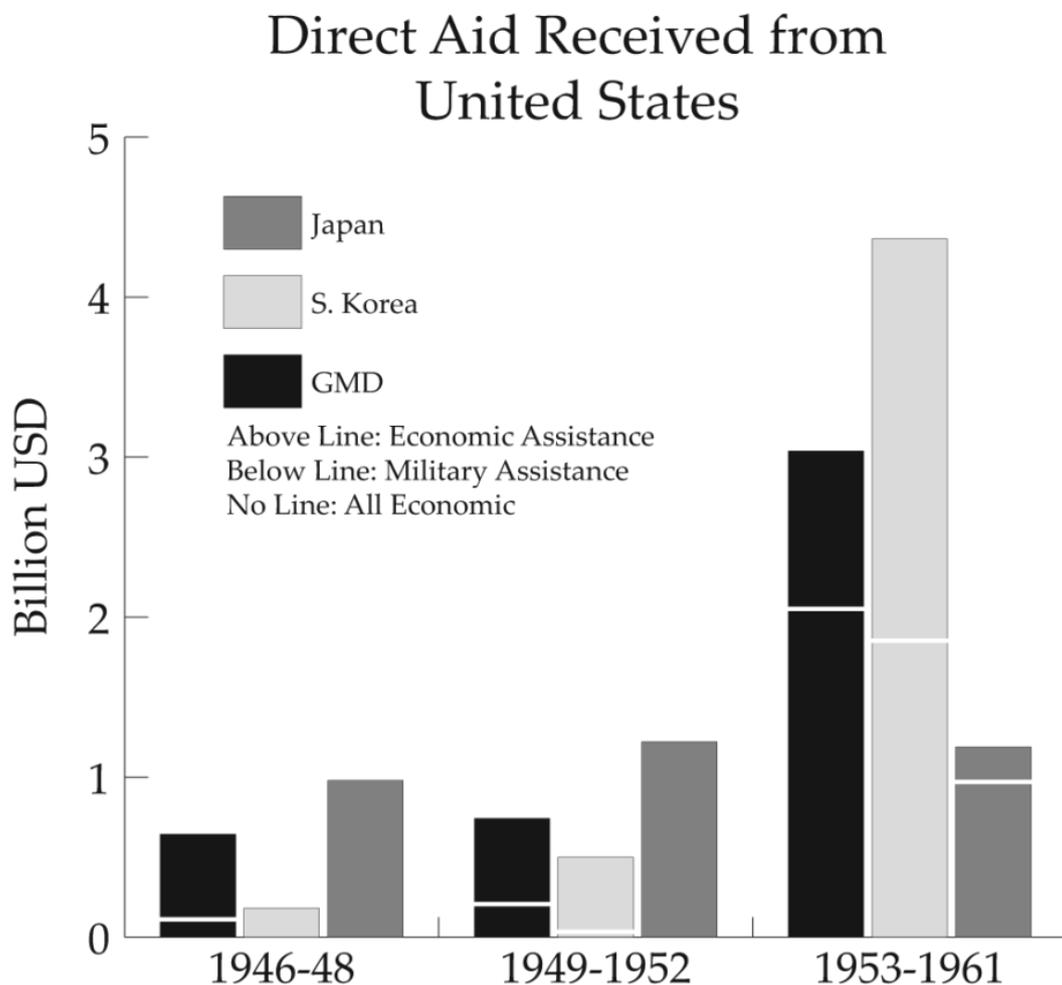
Derrière l'écran, cependant, se trouvent les oies en papier, le marionnettiste et le feu des torches. Lorsqu'un trou est percé dans le papier, ce qui apparaît au public n'est guère plus qu'un vide dans le monde autrement sensible de la pièce. Il semble insensé de prétendre que les " miracles " d'Asie de l'Est sont tout sauf miraculeux, ou que leur schéma n'est pas providentiel. Mais en regardant à travers ce vide, on peut commencer à voir les ficelles qui relient les oies de papier : tous les pays qui ont été les plus favorisés dans le processus de transfert de capitaux sont aussi ceux qui ont joué des rôles importants dans l'ancien empire japonais et qui continuent à le faire dans le complexe militaire américain contemporain. La forme en V de la formation était, en fait, une hiérarchie politique imposée sur la côte du Pacifique par la force militaire, sa forme et sa composition étant finalement définies par les impératifs de la guerre froide. Et les ficelles qui relient les marionnettes renvoient aux mains du marionnettiste : Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis "contrôlaient la moitié de la capacité de fabrication, de l'énergie électrique et des réserves monétaires du globe, possédaient les deux tiers de leurs stocks d'or et produisaient les deux tiers de leur pétrole" et, quelques années seulement après la fin de la guerre, ils "contrôlaient également 48 % du commerce mondial" [74]. Les intérêts américains dans la région visaient à préserver cette hégémonie économique et

politique, ce que reconnaît ouvertement George F. Kennan du Département d'État, auteur de la stratégie visant à contenir la propagation du socialisme. Kennan soutenait que puisque les États-Unis possédaient " environ 50 % de la richesse mondiale, mais seulement 6,3 % de sa population ", la politique internationale du pays devait être guidée par l'impératif de " maintenir cette position de disparité " [75]. Il serait assez facile de s'arrêter ici, en pointant du doigt les machinations conspiratrices de la géopolitique, comme si les États-Unis eux-mêmes avaient été dévoilés comme le marionnettiste souriant derrière tout cela. C'est la somme d'une politique purement "anti-impérialiste", qui se satisfait de toute opposition à la puissance américaine comme un "anticapitalisme" suffisant. Mais cette analyse s'arrête aux seules mains du marionnettiste, sans regarder le corps.

La vérité est bien plus monstrueuse. Percez l'écran de papier de mûre et la pièce continue, même si un vide s'ouvre à son bord. Regardez dans ce vide et la vie de l'histoire est réduite à un artifice, son romantisme mythique n'est plus qu'une épopée poliment voilée de sang et de conquête. Mais même la somme de la puissance américaine, mesurée en coups de drones ou en sommets financiers, n'est elle-même qu'un simple mécanisme. Les prouesses géopolitiques de l'hégémonie impériale ne sont, en fin de compte, guère plus que la main du marionnettiste, à peine plus vivante que les marionnettes qu'elle guide. En regardant plus loin dans les ténèbres, le corps cauchemardesque du marionnettiste prend chair : plutôt qu'un conspirateur souriant, nous trouvons un corps sans tête, sa peau froide de cadavre éclairée par la lueur orange de la torche, des extrémités mortes animées par rien de plus que la logique nécromantique du capital. La géopolitique de la guerre froide a été structurée, en fin de compte, par des impératifs économiques. Cela signifie aussi que les programmes de développement poursuivis dans des pays comme le Japon étaient une forme plus légère (mais non moins directe) d'influence impériale, définie par la nécessité pour la plus grande économie du monde de continuer à accumuler des richesses au service de l'expansion de la communauté matérielle du capital, rendue nécessaire par le défi que le bloc socialiste semblait poser à ce processus. Bien qu'il semble initialement contradictoire que ces programmes de développement créent finalement un sous-ensemble de concurrents redoutables pour l'hégémonie impériale, c'est simplement pour mal comprendre la vraie nature de l'hégémonie, en confondant les mains pour la tête. Tout comme l'Empire britannique avant eux, les États-Unis conserveraient néanmoins un pouvoir économique et politique substantiel, même s'ils préparaient le terrain pour des défis à leur propre domination, bien au-delà des rapports sur leur prétendue disparition. Mais le marionnettiste est sans tête. Chaque hégémonie mondiale est un composite cousu main, au service de cette hégémonie du capital, plus grande et plus dévastatrice.

Les futurs moteurs de développement ont donc été définis par leur proximité avec le pouvoir politique américain, désormais facilité par le financement japonais. De la même manière que l'industrie japonaise avait été catapultée au premier plan de la production mondiale par le programme d'approvisionnement de la guerre de Corée,

le développement industriel à Taiwan et à Hong Kong serait façonné par l'endiguement militaire de la Chine continentale. Après que le PCC eut gagné la guerre civile, le gouvernement du Guomindang (GMD) s'est enfui à Taïwan, où il a établi une dictature militaire avec le soutien des États-Unis. Avec la guerre de Corée et deux crises dans le détroit de Taïwan au cours des années 1950, Taïwan a été un front actif dans les premières années de la guerre froide. Les États-Unis ont non seulement commencé à patrouiller continuellement le détroit de Taïwan, mais ils ont aussi versé des fonds à Taïwan pour stabiliser la dictature de Tchang Kai-chek. Ces fonds étaient déjà substantiels dans les années d'après-guerre, mais ils ont monté en flèche pendant la guerre de Corée, l'aide militaire en constituant une part croissante (voir la figure 1) [76].



Source: U.S. Agency for International Development (USAID). "U.S. overseas loans and grants: obligations and loan authorizations, July 1, 1945-September 30, 2005," pp, 120, 122, 126 and 128. <[http://pdf.usaid.gov/pdf\\_docs/PNADH500.pdf](http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNADH500.pdf)>

Une oie en papier en a suivi une autre. Hong Kong, beaucoup plus petite et toujours une colonie britannique, a néanmoins reçu 27 millions de dollars de l'USAID entre 1953 et 1961 [77] ; les fonds similaires pour la Corée du Sud entre 1953 et 1961 s'élevaient à plus de 4 milliards de dollars [78] ; puis, en 1963, la montée de la dictature de Park Chung-hee, favorable aux Etats-Unis, a déclenché une explosion de l'industrialisation qui n'avait pas été vue depuis la colonisation japonaise, elle-même imitant l'industrialisation japonaise axée sur les achats, mais qui était maintenant motivée par la demande militaire pendant la seconde guerre d'Indochine. En 1967, 50 000 soldats sud-coréens ont été déployés dans le centre du Vietnam [79] et ont reçu une solde vingt-deux fois plus élevée que celle qu'ils auraient reçue dans leur pays [80], ce qui a non seulement contribué à ramener les salaires dans l'économie coréenne, mais a aussi établi une base pour les contrats d'approvisionnement en temps de guerre de la part des entreprises chaebol coréennes. Certains de ces contrats portaient sur de simples achats de biens, mais beaucoup étaient aussi destinés à des projets d'infrastructure en Asie du Sud-Est qui soutenaient l'effort de guerre plus important. Hyundai a été chargée de construire une série de pistes d'atterrissage ainsi que toute la route Pattani-Narathiwat dans le sud de la Thaïlande, par exemple, recevant à la fois un financement américain et une formation importante du Corps du génie de l'armée américaine. Tout cela a permis à l'entreprise d'élargir considérablement la portée de ses projets après la fin de la guerre, notamment une série de contrats de construction à Guam et en Arabie saoudite [81].

En somme, les contrats d'achat à l'étranger pour les entreprises de construction coréennes ont atteint une moyenne d'un peu plus de 20 millions de dollars par an (en dollars de 1966) entre 1966 et 1969, pour atteindre un nouveau sommet de quelque 17 millions de dollars par an (également en dollars de 1966) en 1979-1985, lorsque le chaebol coréen a obtenu des contrats soutenus par les États-Unis au Moyen-Orient. De 1964 à 1969, l'assistance militaire et les achats à l'étranger ont représenté ensemble entre 30 et 60 % de la formation brute de capital en Corée du Sud, soit beaucoup plus que dans tout autre pays de la région [83]. Cela est évident si l'on compare le cas de la Corée du Sud avec les conditions des Philippines pendant la même période. Les deux étaient à peu près au même niveau de développement dans les années 1950, et toutes deux avaient été conquises par les Japonais et mises sous le joug de la " sphère de coprosperité ". Mais ils n'avaient pas été des joueurs égaux dans le schéma impérial japonais. La préférence avait été donnée à la colonie coréenne conquise plus tôt, la position inférieure des Philippines étant justifiée dans la pseudo-science raciale de l'époque. Puis, après la guerre, la priorité inférieure des Philippines pour les intérêts américains signifiait que le pays n'avait jamais réussi à instituer la vaste réforme agraire observée au Japon, en Corée du Sud et à Taiwan. Cela a créé une instabilité au cœur du nouveau régime de Marcos, certes ami des Etats-Unis, mais jamais considéré comme un allié aussi fiable que Park, Chiang Kai-Shek ou Kishi. Malgré les demandes du régime pour des contrats d'approvisionnement offshore similaires à ceux reçus par le Japon et la Corée du

Sud, les Philippines ont refusé d'envoyer des troupes de combat par crainte de la réponse intérieure. Déjà inquiète de l'engagement du nouveau gouvernement envers les intérêts américains et craignant ses révoltes internes continues dues à l'échec de la réforme agraire, l'administration Johnson a rejeté les demandes de contrats industriels de Marcos [84]. La majeure partie des contrats attribués aux pays asiatiques est donc allée à la Corée du Sud, avec un ensemble plus restreint attribué à la Thaïlande, qui a déployé onze mille soldats au cours de la guerre [85].

L'ampleur des investissements, combinée à la formation technique et à l'expérience sur le terrain des entreprises sud-coréennes, a donc fait partie intégrante de l'ascension rapide du pays. Son taux de croissance maximum du PIB (14,5 % en 1969 et 14,82 % en 1973) a même dépassé celui du Japon au plus fort de son essor d'après-guerre. Le pic de son taux de profit a également dépassé celui du Japon, et a montré une corrélation claire avec le développement du temps de guerre, atteignant un sommet à la fin des années 1960, diminuant parallèlement à la tendance des contrats d'approvisionnement offshore, puis atteignant à nouveau un sommet dans les années 1970 lorsque l'expérience du temps de guerre des entreprises a été mise à profit dans le pays [87]. Les " économies de tigre ", comme le Japon avant elles, n'étaient guère plus que des marionnettes élevées sur les ficelles du patronage politique et des gros contrats d'approvisionnement. La formation de l'Asie de l'Est en tant que région économique distincte a donc eu des hiérarchies politiques et économiques inhérentes intégrées dans sa structure dès le début. Mais la forme finale de la région ne peut être comprise comme servant simplement les intérêts politiques des États-Unis. Au contraire, la restructuration de l'ensemble de la ceinture du Pacifique n'a été que l'un des théâtres de l'expansion générale de la communauté matérielle du capital.

### **Logistique**

La vague suivante de booms économiques dans la région, qui a commencé avec les Tigres de l'Asie de l'Est et s'est rapidement étendue à la Thaïlande, à la Malaisie et à l'Indonésie, a été profondément dépendante à la fois de la poursuite de la guerre en Asie du Sud-Est continentale et des tentatives désespérées des entreprises occidentales et japonaises de retrouver la rentabilité au milieu de la longue stagnation. Alors que le taux de profit du Japon diminuait, la poursuite de l'accumulation ne pouvait être assurée que par l'exportation de capitaux vers la poignée de pays nouvellement industrialisés favorisés par les intérêts politiques américains. Le marché final de nombreux biens produits par les entreprises japonaises à l'étranger (et leurs nombreux sous-traitants) se trouvait aux États-Unis et en Europe, où la stagnation des taux de croissance et de profit, associée à une croissance lente ou stagnante des salaires, s'était accompagnée d'une dépendance accrue à l'égard du crédit, tant privé que public. Alors que la dévalorisation des biens par l'augmentation de la productivité est une tendance séculaire du développement capitaliste, ce boom du crédit, combiné à la stagnation des salaires, a accéléré le processus au-delà de ce qui résulterait des seuls progrès de la productivité. Les

entreprises mondiales de plus en plus mobiles ont pu rechercher de nouveaux gisements de main-d'œuvre qui pouvaient être super-exploités lors de brefs booms industriels qui ont provoqué une inflation rapide et des vagues extrêmes de conflits du travail. Par définition, cette période de surexploitation devait être temporaire, et elle s'appuyait souvent sur une réserve cachée de main-d'œuvre produite par les vestiges des économies de subsistance non marchandes. Les troubles se sont intensifiés à mesure que ces réserves cachées s'épuisaient - ce qui était souvent signalé par la subsomption des campagnes, associée à des augmentations de salaire nécessaires dans les villes. Cette période d'instabilité se terminait souvent par un coup d'État ou le renversement de dictatures locales, parallèlement à une baisse de la rentabilité, à une augmentation continue des salaires et à un bref boom de la croissance du PIB dû à une période de spéculation frénétique avant un effondrement spectaculaire, laissant dans son sillage une croissance stagnante et des niveaux d'inégalité considérablement accrus. Bien avant cela, les industries à forte intensité de main-d'œuvre qui avaient entamé le processus auraient été déplacées ailleurs, amorçant le cycle dans de nouveaux centres industriels - souvent plus grands, plus maigres et plus brutaux [88].

Mais tout ce processus n'a été rendu possible que par une série de nouvelles avancées technologiques, dont la plupart ont pu trouver leur origine dans le complexe militaire américain. La première de ces avancées a été l'essor de l'informatisation et, plus généralement, de la technologie numérique. Bien qu'on en parle souvent dans le contexte de l'essor des marchés de l'électronique grand public, associé à l'ascension des géants du logiciel aux États-Unis et au Japon, l'essentiel des gains de rentabilité est en fait venu avec l'application de l'informatisation au processus industriel lui-même. Le bref redressement de la rentabilité de l'industrie manufacturière américaine, par exemple, a suivi la fermeture massive de moyens de production obsolètes, redondants et coûteux pendant les années de surévaluation du dollar et les taux d'intérêt record imposés par le président de la Réserve fédérale Paul Volcker, en particulier pendant les années de récession du début des années 80. Au moment de l'Accord du Plaza, la productivité avait remarquablement augmenté (de 3,5 % par an entre 1979 et 1985), grâce non seulement à la fermeture des installations improductives mais aussi à la réduction généralisée de la main-d'œuvre dans les nouvelles usines de plus en plus informatisées. Après que l'Accord du Plaza ait considérablement accru la compétitivité de la production américaine sur le marché mondial, les investissements ont lentement recommencé à affluer dans le secteur manufacturier et la productivité et la rentabilité de l'industrie ont connu une reprise générale (bien que brève et modérée par rapport aux niveaux historiques) [89]. Les secteurs non manufacturiers ont été plus lents à mettre en œuvre de nouvelles technologies d'amélioration de la productivité, mais au milieu des années 1990, même la productivité de ces industries avait commencé à croître en moyenne d'environ 2,4 % par an, juste en dessous des taux de croissance enregistrés lors du boom d'après-guerre [90].

Mais la brève relance de l'industrie américaine était elle-même tributaire de la capacité du secteur manufacturier à devenir compétitif à l'échelle mondiale. Celle-ci, à son tour, reposait sur une série de progrès technologiques dans le domaine du transport et de la logistique, rendus possibles par l'informatisation et développés par l'armée américaine entre la Seconde Guerre mondiale, la guerre de Corée et les guerres d'Indochine. La tendance à la conteneurisation, avec l'invention et l'adoption généralisée du conteneur maritime normalisé, a été la principale innovation technologique à la base de la mondialisation du commerce [91] ; le conteneur - accompagné de nouveaux systèmes assistés par ordinateur pour la gestion de la production " juste à temps " (JAT) et la coordination des grands ports et entrepôts - a réduit les coûts du transport maritime à longue distance et créé une nouvelle géographie du commerce centrée sur un réseau des plus grands ports maritimes à fort tirant d'eau du monde. Dans ce contexte, le réseau de la ceinture du Pacifique a pris une importance entièrement nouvelle en Asie et aux États-Unis, les réseaux intermodaux océan-rail-camion supplantant (sans toutefois les remplacer entièrement) le commerce fluvial et ferroviaire à court terme sur les côtes et à l'intérieur des terres qui avait été le moteur de la croissance intérieure des deux côtés du Pacifique au cours des périodes précédentes. Les petits ports situés le long des côtes ont été lentement privés de revenus, transformant un certain nombre de petites villes côtières des États-Unis et du Canada en ceintures de rouille maritime.

Aujourd'hui, neuf des dix ports de transport par conteneurs les plus actifs se trouvent tous dans les pays du littoral du Pacifique, dont six en Chine continentale. Mais les premiers grands ports à conteneurs étaient situés dans les complexes industriels d'après-guerre de la côte Pacifique du Japon et, plus tard, dans les villes portuaires des Tigres d'Asie de l'Est. Nippon Container Terminals a ouvert une installation dans le port de Tokyo en 1967, ce qui a fait de ce port l'un des premiers à traiter le transport par conteneurs. Dans les années 70, le port de Kobe (dans le complexe métropolitain d'Osaka) est devenu le port à conteneurs le plus actif du monde, supplanté dans les années 80 et 90 par la concurrence des ports de Hong Kong, Singapour et Busan, puis, après le millénaire, par une série de ports le long du littoral chinois. En Amérique du Nord, les plus grands ports ont prospéré alors même que leurs homologues plus petits, non conteneurisés, étaient lentement réduits à néant. Au début des années 1970, les ports de Long Beach et de Los Angeles avaient commencé à prendre des proportions particulièrement gigantesques, le port d'Oakland avait remplacé le port de San Francisco, et le transport maritime le long du fleuve Columbia dans le Nord-Ouest du Pacifique était éclipsé par le commerce passant par les ports de Longview, Tacoma et Seattle. On ne saurait exagérer l'importance de ce phénomène : sans cette infrastructure côtière de transport maritime, la Chine n'aurait jamais pu commencer sa transformation en un centre manufacturier mondial.

Bien que nécessaire, la géographie de ce complexe logistique n'était pas accidentelle, et la place centrale de l'armée américaine dans ce processus est indéniable. La conteneurisation (et plus généralement la " révolution logistique ") a commencé comme une expérience d'approvisionnement militaire, les concepts initiaux créés pendant la Seconde Guerre mondiale, l'infrastructure établie pendant la guerre de Corée et les premières chaînes d'approvisionnement de la côte du Pacifique développées au Vietnam [92]. La participation du Japon puis de la Corée aux programmes américains d'approvisionnement à l'étranger a fait en sorte que les premiers booms industriels de ces économies ont non seulement bénéficié d'une injection de capitaux, mais ont aussi été construits de toutes pièces de manière à répondre aux exigences du commerce mondial. Les entreprises japonaises en ont tiré profit, en fusionnant une production rapide sur commande avec une distribution efficace via leurs complexes industriels côtiers dans les premières expériences de production en flux tendu. Ces chaînes d'approvisionnement se sont reliées aux marchés de consommation américains par le biais du transport de conteneurs sur de longues distances, le port de Long Beach, par exemple, étant devenu le centre de distribution occidental de Toyota dès les années 1970.

Alors que des chaebols coréens comme Hyundai se sont rapidement développés en obtenant des contrats de construction militaire américains, des entreprises comme Hanjin ont fourni aux Etats-Unis des services de transport terrestre, maritime et aérien. Cela a permis à Hanjin d'acquérir une des premières expériences dans le domaine du transport intermodal par conteneurs et, plus tard, dans la construction de porte-conteneurs, ce qui a permis à la chaebol de devenir l'un des plus grands transporteurs de conteneurs au monde jusqu'à sa faillite en 2017. Pendant ce temps, Singapour et Hong Kong allaient utiliser leurs grands ports en eau profonde et leurs réseaux commerciaux interculturels bien établis pour accélérer leurs propres phases d'industrialisation. Les deux villes-états ont délocalisé leurs propres installations de production relativement rapidement (vers la Malaisie et la Chine continentale, respectivement), devenant ainsi des capitales mondiales de l'administration, de la logistique et des finances. Hong Kong, en particulier, jouera bientôt un rôle clé dans le transit des capitaux vers la Chine continentale et l'exportation de marchandises de Shenzhen et d'autres zones économiques spéciales.

La révolution logistique elle-même, qui accompagne l'essor du commerce mondial, est en grande partie le résultat de la longue baisse de la rentabilité mondiale. Le développement du littoral du Pacifique a à la fois facilité la délocalisation de la production vers des régions où il existe des réserves inexploitées et super-exploitées de main-d'œuvre bon marché et a intensifié le taux de rotation des capitaux. Ces deux caractéristiques ont contribué à compenser la tendance à la baisse du taux de profit. La main-d'œuvre bon marché permet d'accumuler plus de valeur directement dans le processus de production, tandis que la rotation plus rapide (du capital investi à la marchandise au profit réalisé, ou M-C-M' dans le schéma de Marx) permet aux entreprises de dégager plus de valeur nette dans une période donnée en accélérant le taux de réalisation de la valeur produite sur le

marché. Combinées aux progrès technologiques de la production elle-même, ces caractéristiques ont ralenti et même partiellement inversé la baisse mondiale du taux de profit, du moins pendant un certain temps. Localement, elles ont également facilité la hausse rapide des taux de croissance et des taux de profit nationaux pour quelques pays, principalement dans la région du Pacifique. Mais sans les destructions massives qui ont précédé le boom de l'après-guerre, la reprise générale du taux de profit serait de courte durée, et les poussées de croissance locales dans les pays du littoral du Pacifique se termineraient par une cascade de crises dans toute la région, à commencer par l'effondrement du Japon en 1990.

## Notes

1] Voir à nouveau " Sorghum & Steel", en particulier les sections sur la vague de grève de Shanghai documentées dans la partie 2 : <http://chuangcn.org/journal/one/sorghum-and-steel/2-development/>

[2] Il y a eu une brève mais substantielle reprise du commerce terrestre dans le Yuan, et dans une moindre mesure dans les dynasties ultérieures. Mais les réseaux commerciaux maritimes solidifiés pendant le Song du Sud continuèrent à jouer un rôle important tout au long des Ming et des Qing, malgré les nombreuses tentatives de réduire le pouvoir des marchands, des pirates et des régimes semi-indépendants qui composaient ces routes commerciales.

[3] Il s'agit d'un résumé simplifié d'une histoire complexe et intéressante. Pour la meilleure source en anglais sur l'essor de cet espace maritime et le rôle de la famille Zheng en son sein, voir : Hang Xing, *Conflict and Commerce in Maritime East Asia : The Zheng Family and the Shaping of the Modern World, c.1620-1720*, Cambridge University Press 2016.

[4] La famille Zheng a longtemps joué un rôle d'intermédiaire monopolistique dans une grande partie de ce commerce, et on peut dire qu'elle a formé un noyau politico-commercial alternatif qui aurait pu servir de base à une transition capitaliste locale, si elle avait conservé sa base à Taiwan et trouvé une sorte de paix avec les Qing. Pour plus de détails, voir Hang 2016.

[5] Rhoads Murphey, *East Asia: A New History*, Pearson Longman, 2007. p.151

[6] Robert Nield, *The China Coast : Trade and the First Treaty Ports*, Joint Publishing (HK) Co, 2010. pp.10-11

[7] Ibid, p.15

[8] Elizabeth Perry, *Anyuan : Mining China's Revolutionary Tradition*, University of California Press, 2012. p.20

[9] Il existe une littérature substantielle qui débat de la nature exacte de la Restauration Meiji et de sa relation avec le capitalisme mondial. Ce débat a impliqué des spécialistes marxistes du monde entier, mais il a été particulièrement vital pour le marxisme japonais d'après-guerre, où les vues sur la nature du féodalisme et les

débuts de l'industrialisation au Japon ont formé les lignes de démarcation fondamentales entre les différentes écoles de pensée. Pour un résumé de ce débat au sein du marxisme japonais, voir Makoto Itoh, *The World Economic Crisis and Japanese Capitalism*, Macmillan, 1990. p. 150-155

[10] Cette position a été adoptée par certains marxistes japonais de l'après-guerre, popularisée pour la première fois par d'éminents spécialistes occidentaux de la région, comme E.H. Norman, dans son ouvrage *Japan's Emergence as a Modern State* (1940).

[11] Pour une comparaison de ce déclin avec les tendances récentes du commerce mondial, voir Kevin O'Rourke, "Government policies and the collapse in trade during the Great Depression", Center for Economic and Policy Research, 27 novembre 2009. <<http://voxeu.org/article/government-policies-and-collapse-trade-during-great-depression>>

[12] Pour en savoir plus sur le caractère économique de l'Empire du Japon, voir : Ramon H. Myers et Mark R. Peattie, eds, *The Japanese Colonial Empire, 1895-1945*, Princeton University Press, 1984 ; et Chih-ming Ka, *Japanese Colonialism in Taiwan : Land Tenure, Development and Dependency*, Westview, 1995.

[13] Mark Selden, "Nation, Region and the Global in East Asia: Conflict and Cooperation", *Asia Pacific Journal*, volume 8, numéro 41, numéro 1, 11 octobre 2010. <<http://apjif.org/-Mark-Selden/3422/article.html>>

[14] Diverses conceptions précapitalistes et proto-capitalistes de la région existaient avant cela, basées en grande partie sur les routes commerciales de la mer de Chine méridionale et les relations avec les affluents centrées sur diverses dynasties continentales. Mais de nombreux sites majeurs d'intégration régionale antérieure (Manille, Malacca, Hanoi) se sont trouvés en dehors de l'orbite intérieure de l'Asie de l'Est capitaliste, tant dans le cadre du projet impérial japonais que dans celui de l'ordre de la guerre froide qui l'a suivi. Pour en savoir plus sur l'évolution de la région en tant que telle, voir Mark Selden, "East Asian Regionalism and its Enemies in Three Epochs : Political Economy and Geopolitics, 16th to 21st Centuries", *The Asia-Pacific Journal*, Volume 7, Issue 9, Number 4, 25 février 2009. <<http://apjif.org/-Mark-Selden/3061/article.html>>

[15] Masato Shizume, "The Japanese Economy during the Interwar Period : Instability in the Financial System and the Impact of the World Depression", *Revue de la Banque du Japon*, Institute for Monetary and Economic Studies, mai 2009. <[https://www.boj.or.jp/en/research/wps\\_rev/rev\\_2009/data/rev09e02.pdf](https://www.boj.or.jp/en/research/wps_rev/rev_2009/data/rev09e02.pdf)>

[16] Le taux de profit est la méthode la plus fondamentale utilisée par les économistes marxistes pour mesurer la rentabilité au sein des industries ou des économies nationales, avec des baisses du taux de profit associées aux périodes de crise économique et des taux de profit croissants associés aux périodes d'expansion productive. Il est souvent mesuré en conjonction avec le "taux d'accumulation",

habituellement saisi par le taux de croissance du capital fixe d'une année à l'autre. Les meilleures méthodes pour mesurer le taux de profit font l'objet d'un vaste débat, de même que la validité de l'affirmation selon laquelle il existe une tendance à long terme à la baisse. Bien qu'elles soient idéalement mesurées en termes de valeur, la plupart des mesures utilisent des chiffres corrélés tirés des statistiques économiques générales. L'équation de base est simplement une mesure du bénéfice net (en remplacement de la valeur de surplus net) divisé par le stock de capital net (en remplacement du capital constant fixe, du capital constant circulant et des salaires).

[17] La baisse est évidente dans les mesures utilisant une définition du profit comprenant le profit des sociétés, le profit des autres sociétés, les intérêts et les loyers nets (en fait, le produit intérieur net moins les coûts salariaux) par rapport au stock de capital mesuré par le stock net de capital fixe privé non résidentiel, le tout lissé par une moyenne mobile sur dix ans. Voir la figure 2 de Minqi Li, Feng Xiao and Andong Zhu, " Long Waves, Institutional Changes, and Historical Trends " : A Study of the Long-Term Movement of the Profit Rate in the Capitalist World-Economy ", Journal of World-Systems Research, volume XIII, numéro 1, 2007, p. 33-54.

[18] La stagnation est plus évidente dans les mesures qui utilisent une définition légèrement plus large du stock de capital (ainsi que celles qui lissent avec des moyennes quinquennales), telles que Esteban Ezequiel Maito, " The historical transience of capital : the downward trend in the rate of profit since XIX century ", MPRA, 2014. <[https://mpra.ub.uni-muenchen.de/55894/1/MPRA\\_paper\\_55894.pdf](https://mpra.ub.uni-muenchen.de/55894/1/MPRA_paper_55894.pdf)>

[19] Figure 2.2 dans Arthur J. Alexander, " Japan's Economy in the 20th Century ", Japan Economic Institute Report, no 3, 21 janvier 2000, <<http://www.jei.org/AJAclass/JEcon20thC.pdf>>

[20] Shizume 2009, graphique 1

[21] Alexander 2000, figure 2.2

[22] Visible dans Maito 2014, et Li et. al. 2007

[23] Shizume 2009

[24] Richard Sims, Japanese Political History Since the Meiji Restoration 1868-2000, Palgrave Macmillan, 2001.

[25] L'influence de l'Allemagne a été à la fois théorique et pratique, les Allemands composant une grande partie des conseillers étrangers de l'ère Meiji (oyatoi gaikokujin) engagés par le gouvernement japonais afin de faciliter le transfert de connaissances techniques de haut niveau. Pendant ce temps, les théories allemandes de l'État ont aidé à structurer la théorie politique japonaise du début de l'ère moderne. Voir : Germaine A. Hoston, " Tenkō : Marxism & the National Question in Prewar Japan ", Polity, volume 16, numéro 1, automne 1983, p. 96-118.

[26] Janis Mimura, " Japan's New Order and Greater East Asia Co-Prosperity Sphere: Planning for Empire ", The Asia-Pacific Journal, volume 9, numéro 49, numéro 3, 5 décembre 2011. <<http://apjpf.org/2011/9/49/Janis-Mimura/3657/article.html>>

[27] Malgré le langage de la Sphère de la coprosperité, c'est-à-dire la coopération entre les Japonais, les Chinois et les Mandchous, Kishi lui-même était un fervent partisan de la théorie de la race Yamato, considérant les Chinois comme essentiellement inférieurs et aptes à guère plus que le travail sexuel et le travail manuel. En tant que directeur du Manchukuo colonial, il signa un décret légalisant l'utilisation du travail des esclaves en 1937, et des millions d'esclaves chinois furent finalement acheminés dans les districts industriels gargantuesques de la colonie au cours de la guerre. Kishi continua cette pratique à son retour à Tokyo, envoyant un demi-million d'esclaves coréens travailler au Japon même, dont beaucoup moururent.

[28] Michael Schaller, "America's Favorite War Criminal: Kishi Nobusuke and the Transformation of U.S.-Japan Relations", Japan Policy Research Institute, Working Paper Number 11, juillet 1995. <<http://www.jpri.org/publications/workingpapers/wp11.html>>

[29] Il convient de noter que l'influence de Kishi est encore visible au Japon à ce jour, où le Parti libéral démocrate a maintenu le contrôle de l'État presque continuellement depuis 1955. Non seulement le parti est actuellement au pouvoir, mais depuis 2012, il est même dirigé par le petit-fils de Kishi, Shinzō Abe.

[30] Richard Walker et Michael Storper, The Capitalist Imperative : Territory, Technology and Industrial Growth, Wiley-Blackwell, 1991.

[31] Deborah Cowen, The Deadly Life of Logistics : Mapping Violence in Global Trade, University of Minnesota Press, 2014.

[32] Makoto Itoh, The World Economic Crisis and Japanese Capitalism, Macmillan, 1990. p.145

[33] Ibid. p.140

[34] Ibid. p. 141-142

[35] Ibid. p.142

[36] Li et. al. 2007, Figure 2 et Maito 2014, Figure 3.

[37] Robert Brenner, The Boom and the Bubble : Les Etats-Unis dans l'économie mondiale, Verso, 2002. Figure 1.1.

[38] Chiffres tirés d'Alexander 2000, figure 2.2. Ces chiffres sont des estimations légèrement plus prudentes, la Banque mondiale ayant calculé le pic de la formation brute de capital fixe plus près de 40 %, en utilisant le PIB plutôt que l'investissement intérieur et le PNB. A titre de référence, cela se compare à un ratio américain presque stagnant et en légère baisse d'environ 20% de 1960 à aujourd'hui.

[39] Et la nature universelle de ce boom est même remise en question par de nombreux chercheurs. Voir, par exemple : Michael J. Webber et David L. Rigby, *The Golden Age Illusion : Rethinking Postwar Capitalism*, The Guilford Press, 1996.

[40] Itoh 1990

[41] Michael Roberts, *The Long Depression: Marxism and the Global Crisis of Capitalism*, Haymarket Books, 2016.

[42] Brenner 2002

[43] Robert Brenner, "What is good for Goldman Sachs is good for America: The Origins of the Current Crisis ", 2009. <<http://escholarship.org/uc/item/0sg0782h#page-1>>

[44] Maito 2014, Figures 2-5.

[45] Brenner 2002, figure 1.1

[46] Maito 2014, Figure 3

[47] Li et. al. 2007, figure 2, Brenner 2002, figure 1.1

[48] Brenner 2002, p. 54

[49] Ibid, p.56

[50] Ibid, figure 1.1

[51] Li et. al. 2007, Figure 2, Maito 2014, Figure 3 et Dave Zachariah, " Determinants of the average profit rate and the trajectory of capitalist economies ", *Bulletin of Political Economy*, Volume 3, Number 1, 2009, Figures 4 et 18.

[52] ibid, p.95

[53] ibid, tableau 1.10.

[54] Itoh 1990, p.169

[55] Voir les données historiques du Bureau américain des statistiques du travail sur les "Statistiques de la population active de l'enquête sur la population actuelle".

[56] Une courte liste comprend *Japan as Number One* (1979) d'Ezra Vogel, *The Emerging Japanese Superstate* (1970) d'Herman Kahn, et *Japan Surges Ahead* (Le Japon en marche) de P.B. Stone : *The Story of an Economic Miracle* (1969) de P.B. Stone. Pour un résumé de ces positions, voir Itoh 1990, p. 137-139.

[57] Itoh 1990, p. 168-179 et Brenner 2002, p. 96-111.

[58] Schaller 1995

[59] L'idée a été popularisée pour la première fois en Occident par Bruce Cumings, " *The Origins and Development of the Northeast Asian Political Economy* " : *Industrial*

Sector, Product Cycles and Political Consequences ", Organisation internationale, numéro 38, hiver 1984.

[60] Mitchell Bernard et John Ravenhill, " Beyond Product Cycles and Flying Geese " : Beyond Product Cycles and Flying Geese : Regionalization, Hierarchy and the Industrialization of East Asia", World Politics, numéro 47, janvier 1995, p. 171-209.

[61] Kaname Akamatsu, "A historical pattern of economic growth in developing countries", Journal of Developing Economies, Volume 1, Numéro 1, mars-août 1962, p. 3-25.

[62] Pour le développement ultérieur du concept au Japon, voir les travaux de Kojima Kiyoshi, étudiant de Kaname, et de Yamazawa Ippei, économiste. Il deviendra plus tard un élément clé de la " nouvelle économie structurelle " proposée par Justin Yifu Lin, né à Taiwan, qui a fait défection en RPC en 1979 et a été économiste en chef à la Banque mondiale entre 2008 et 2012.

[63] Bernard et Ravenhill 1995, p.179

[64] Le signe "\$" fait référence aux dollars américains partout.

[65] Miki Y Ishikida, Vers la paix : War Responsibility, Postwar Compensation, and Peace Movements and Education in Japan, iUniverse Inc. 2005. p. 21

[66] Martin Hart-Landsberg et Paul Burkett, " Contradictions of Capitalist Industrialization in East Asia : A Critique of 'Flying Geese' Theories of Development", Economic Geography, Volume 74, Numéro 2, avril 1998. p.92

[67] Itoh 1990, p. 225-228

[68] Bernard et Ravenhill, p. 181

[69] Itoh 1990, p. 225-228

[70] Brenner 2002, Fig.1.1

[71] Hart-Landsberg et Burkett 1998, p.92

[72] Itoh 1990, p.164

[73] Le dividende démographique est essentiellement une mesure de la population en âge de travailler par rapport à la population dépendante (le rapport de dépendance), car il se rapporte aux changements de développement au sein d'une économie dans son ensemble. À mesure que le développement économique progresse, le taux de mortalité diminue, mais les taux de natalité restent initialement élevés, ce qui crée un boom démographique. Lorsque la génération du boom entre dans la population active, elle fournit aux entreprises un grand réservoir de main-d'œuvre disponible, bon marché du fait de la concurrence avec une importante armée de réserve, et cela produit à son tour un boom de l'épargne personnelle et des dépenses de consommation, fournissant des capitaux pour de nouveaux investissements et une augmentation de la demande intérieure.

[74] Kiernan 2017, p.397

[75] Qtd. dans ibid, p.397

[76] Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). " U.S. overseas loans and grants : obligations and loan authorizations, July 1, 1945-September 30, 2005 ", p.122 et p.126 <[http://pdf.usaid.gov/pdf\\_docs/PNADH500.pdf](http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNADH500.pdf)>

[77] Ibid, p.120. Bien plus important que l'aide directe à Hong Kong était le rôle des capitalistes qui avaient fui le continent et établi de nouveaux centres de production dans l'industrie textile du territoire.

[78] Ibid, p.128. Voir la figure 1 pour une comparaison relative.

[79] Heonik Kwon, " Vietnam's South Korean Ghosts ", The New York Times, 10 juillet 2017. <<https://www.nytimes.com/2017/07/10/opinion/vietnam-war-south-korea.html>>

[80] Jim Glassman et Young-Jin Choi, "The chaebol and the US military-industrial complex : Cold War geopolitical economy and South Korean industrialization," Environment and Planning A, Volume 46, 2014. p.1166

[81] ibid., p. 1170-1172

[82] ibid, Figure 2

[83] ibid, Figure 5

[84] Ibid, p.1176

[85] Kiernan 2017, p. 436

[86] Selon les mesures de l'OCDE

[87] Maito 2014, Figure 4

[88] Kevin Gray, Labour and development in East Asia, Routledge 2014.

[89] Brenner 2002, p. 59-75

[90] ibid, p. 80

[91] Deborah Cowen, The Deadly Life of Logistics : Mapping Violence in Global Trade, University of Minnesota Press 2014. p.31

[92] Cowen 2014, p.41

## RED DUST 2° partie

### Frontières

#### Conditions intérieures 1960-1980

##### Vue d'ensemble : Lignes de fracture

Ces crises internationales créeront bientôt une ouverture pour l'incorporation de la Chine dans les circuits mondiaux d'accumulation. Mais cela ne serait possible qu'après qu'une série de failles profondes qui ***avaient traversé à la fois le régime de développement et que le bloc socialiste plus généralement se soient finalement fissurées jetant*** la Chine dans une alliance avec le camp adverse au cours de la guerre froide. Dans cette section, nous détaillons la nature de ces crises de construction et expliquons comment, exactement, un régime de développement qui avait bloqué la transition vers le capitalisme pouvait finalement devenir un véhicule pour cette même transition. Nous approfondissons les preuves détaillant ces crises et les diverses tentatives improvisées pour les résoudre, et à divers moments, il peut être facile de perdre de vue le tableau théorique plus large. Mais ces grandes questions sont en fait le cœur de l'histoire.

Au centre de ces préoccupations théoriques se trouve la question de la transition des sociétés préexistantes vers un mode de production capitaliste. Nous soulignons ci-dessous la nature du système capitaliste (afin de bien cerner ce qu'implique une transition vers celui-ci) et les divers mécanismes qui sous-tendent le processus. Notre cadre s'inspire spécifiquement de la compréhension de Marx de la logique du capital et des divers débats entre les chercheurs qui ont suivi et qui ont été informés par Marx concernant l'histoire du capitalisme, en particulier le " débat Brenner " sur les racines agraires du capital en Angleterre. Plus généralement, afin de comprendre la nature du changement dans les systèmes industriels (qui est à la fois ponctuel et graduel), nous tirons plusieurs outils importants de la tentative de théoriser le changement systémique à grande échelle dans le cadre de la théorie de l'évolution, en particulier telle que développée par Stephen Jay Gould. Cette histoire ne se veut cependant pas un récit académique, mais plutôt un récit lisible qui met l'accent sur les processus historiques plutôt que sur les théories à leur sujet. Nous ne posons donc pas ce récit dans le langage méta-historique de voix académiques désincarnées qui se débattent entre elles. Bien qu'ils soient évidemment informés par ces discussions, les noms et les egos de tous les chercheurs sont largement confinés dans des notes de bas de page, où ils peuvent être correctement subordonnés aux masses de personnes qui font réellement l'histoire, plutôt qu'à celles qui se contentent d'en parler.

L'histoire de la transition est complexe, mais les grandes tendances peuvent être identifiées rétrospectivement. Nous examinons ci-dessous les détails de l'ossification du régime de développement et expliquons les premiers pas vers la réforme comme

des réponses de fortune à cette crise sociale et économique plus profonde. Au centre de cette histoire se trouve le problème de la stagnation de la production agricole et de la lente croissance de l'industrie rurale après le Grand Bond. Les mesures visant à moderniser l'agriculture, à mettre en œuvre les nouvelles technologies de la révolution verte et à canaliser le surplus de main-d'œuvre rurale vers l'industrie légère ont commencé à s'articuler dans une dynamique d'auto-renforcement qui tendait à accroître la commercialisation et la dépendance vis-à-vis des intrants extérieurs, ce qui allait ouvrir la porte à des liens économiques croissants avec le monde capitaliste. Tout cela se produisait, entre-temps, au milieu de crises plus profondes au sein du bloc socialiste. A mesure que les tensions entre la Chine et l'Union soviétique s'intensifiaient, le régime de développement perdait sa principale source d'importations et de formation technique, tout comme il était amené au bord de la guerre sur tous les fronts. Cela a conduit à une période d'isolement qui a exacerbé l'autarcie et l'ossification du régime de développement tardif, aggravant finalement la crise et forçant l'État à chercher ailleurs les principaux apports extérieurs. C'est dans ce contexte qu'a eu lieu le rapprochement diplomatique entre la Chine et les États-Unis, qui a fait basculer le cours de la guerre froide et a jeté les bases d'une entrée possible (mais à ce moment-là loin d'être certaine) de la Chine dans l'économie capitaliste.

Bien que les principaux événements de cette histoire soient assez simples, nous adoptons une approche différente pour la raconter à nouveau. Nous soulignons, d'abord et avant tout, que les décisions politiques et les stratégies des hommes d'État découlent en grande partie de conditions historiques plus fondamentales, produites par la dynamique systémique, y compris l'inertie, d'une part, et l'élan de masses populaires, d'autre part. Les grands dirigeants ne sont pas les auteurs de l'histoire, mais se contentent d'annoter et de proposer des modifications mineures. Tout comme nous avons soutenu, alors, que l'ère socialiste n'était pas la " Chine de Mao ", nous maintenons que la période de transition n'appartenait en aucune façon à Deng Xiaoping. La " réforme et l'ouverture " n'a jamais été une stratégie systématique de commercialisation. En fait, elle n'a même jamais été une stratégie cohérente. Sa narration en tant que telle n'a eu lieu que des années plus tard, comme une histoire de félicitations destinée à faire respecter le mandat de l'État. En réalité, il s'agissait d'un processus aléatoire et improvisé, totalement contingent et souvent extrêmement incontrôlé. Cela signifie également que la transition ne pouvait pas être le résultat d'une "trahison " entreprise par une faction au sein du parti. Même si une telle conspiration avait existé, la balkanisation de la production et l'ossification de l'appareil d'État auraient fait en sorte qu'elle ne puisse jamais être réalisée. Au lieu de cela, toutes les grandes réformes ont eu tendance à être des timbres officiels donnés après coup à des expériences beaucoup plus locales.

Deuxièmement, nous soutenons que le régime de développement de la Chine n'a pas été capable d'être cohérent en tant que véritable mode de production, ni en tant que pays "capitaliste d'État " ou " capitaliste bureaucratique ". La tentative de parer le capitalisme d'adjectifs n'est qu'un écran de fumée qui masque une mauvaise

compréhension de sa dynamique fondamentale. Et le régime socialiste de développement n'était pas capitaliste. Ceux qui affirment que le résultat final de la transition prouve d'une manière ou d'une autre l'essence capitaliste préexistante de l'ère socialiste font une étrange présomption logique qui ne serait guère tolérée dans aucune discipline en dehors de la théologie : faire coïncider la fin ultime d'un processus avec ses formes précédentes, comme si le germe de l'espèce humaine était présent à l'aube de la vie. Nous proposons plutôt une théorie sur la façon dont un régime de développement qui n'était pas un mode de production s'est lentement décomposé, dépassé par la dynamique auto-renforçante de la marchandisation qui allait finalement se transformer en un mode de production régi par la loi de la valeur.

Enfin, nous ne prétendons pas que le capitalisme était un produit entièrement intérieur, généré par les énergies entrepreneuriales déchaînées de la paysannerie, ni un système entièrement envahissant, imposé à la Chine par une alliance entre les bureaucrates locaux et la bourgeoisie internationale. Il est vrai que la loi de la valeur avait commencé sa gestation dans les campagnes chinoises, et plus particulièrement dans l'industrie rurale. Dans les villes, un proto-prolétariat avait déjà pris forme, et même les plus grandes entreprises d'État avaient commencé à commercialiser certains de leurs produits et, surtout, à sous-traiter des travaux à de plus petites entreprises industrielles urbaines et rurales opérant en grande partie sur le marché. Mais il existait aussi de fortes forces non marchandes, qui protégeaient l'agriculture et les privilèges du secteur industriel d'État pendant une bonne partie du nouveau millénaire. Le développement de cette loi intérieure de valeur ne pouvait être complété que par l'incursion simultanée de l'économie mondiale sous la forme de biens d'équipement importés, augmentant le déficit de l'État, et des zones nouvellement ouvertes à l'exportation. Cette économie d'exportation et les réseaux de capitaux qui l'animent font l'objet de la section suivante.

### **La géographie de l'accumulation capitaliste**

Les conditions mondiales décrites ci-dessus convergeraient bientôt avec une crise intérieure du régime de développement chinois. Avant de détailler cette crise intérieure, il sera toutefois utile de décrire les lois du mouvement qui déterminent la géographie de la production sous le capitalisme. L'accumulation de valeur s'accompagne d'une expansion spatiale. A un niveau abstrait, la logique de base de la production capitaliste a, depuis sa création, un caractère global : elle s'est orientée comme si elle était un système global, même lorsque son infrastructure productive réelle était géographiquement délimitée. Mais la subsomption de la ceinture Asie-Pacifique, commencée au Japon et complétée par la transition en Chine, verrait pour la première fois la majorité de la population mondiale soumise à la règle directe du capital.

Bien que souvent formulée dans l'abstrait, en mettant l'accent sur sa capacité à remodeler et à domestiquer la culture, la société et le monde non humain, la communauté matérielle du capital se définit avant tout par sa capacité à remodeler le territoire en fonction de ses besoins. D'une part, cela implique la destruction systématique de la subsistance non marchande et le maintien perpétuel de divers systèmes apparemment extra-économiques qui empêchent cette subsistance de redevenir possible. Parmi ceux-ci, le droit de propriété est le plus évident, mais tout aussi important est " l'élément historique et moral " qui entre dans la détermination de la valeur de la force de travail, signalant les diverses façons dont la communauté matérielle restructure les composantes fondamentales de l'existence humaine, domestiquant ainsi l'humanité en accord avec l'impératif inhumain de l'accumulation.

D'autre part, l'expansion de la communauté matérielle implique également la construction de territoires d'un type entièrement nouveau, tels que les complexes logistiques qui ont défini le déplacement du capital à travers le littoral du Pacifique. Le caractère exact de ces complexes territoriaux-industriels a changé à chaque vague d'expansion, mais leur caractéristique déterminante est celle de l'inégalité spatiale. La production capitaliste est définie par l'extrême concentration géographique de l'industrie. Associée à la destruction et à la prévention continue de formes alternatives de subsistance, cette situation entraîne une urbanisation rapide et les villes elles-mêmes sont coupées de leurs limites historiques en matière de climat, de géographie et de fertilité des sols. L'archipel d'infrastructures logistiques qui entoure le littoral du Pacifique a donc été une sorte d'avant-garde de la production capitaliste mondiale, poussée vers l'Est par la baisse de la rentabilité de l'économie mondiale et par les calculs géopolitiques des États-Unis, en tant que puissance hégémonique régnante chargée de faire face à cette crise. Comme nous le détaillons ci-dessus, l'importation de biens d'équipement avancés des États-Unis, de l'Europe et, plus tard, du Japon, a déclenché une série de booms économiques dans la région, facilités par les dépenses de guerre dans une série de conflits anticomunistes. Bien que beaucoup de ces guerres aient été perdues (comme en Indochine) ou aient abouti à une impasse (comme en Corée), ce sont finalement leurs effets secondaires économiques qui allaient briser la division entre les blocs capitaliste et socialiste.

### **La campagne dans le régime socialiste de développement**

Pour en revenir maintenant à la situation intérieure, il sera utile de commencer par examiner les conditions générales du régime de développement socialiste tel que nous l'avons laissé à la fin de "Sorgho & Acier". Ce régime n'était pas un mode de production car il n'a jamais développé une logique interne capable de se reproduire indépendamment de la surveillance continue de la direction. Il ne pouvait donc pas se maintenir à l'échelle sociale, ce qui a entraîné une balkanisation de la société définie par les frontières entre les unités de production autarciques. Cela signifiait également que le régime ne pouvait pas assurer de manière fiable sa reproduction

dans le temps, ce qui a conduit à une ossification rapide. Néanmoins, au cours de cette ossification, le régime de développement a formé sa propre structure de classe locale, définie d'abord par l'extraction des céréales de la campagne et, ensuite, par la proximité des organes centraux de l'État. Cette structure de classe était intrinsèquement dépendante du caractère du régime de développement, et était donc à la fois chaotique et vouée à une obsolescence rapide.

Le fossé entre les campagnes et les villes définissait le régime de développement et était régulé par un taux d'accumulation élevé, dans lequel la consommation était maintenue à un faible niveau afin de pouvoir maintenir à un niveau élevé les investissements dans l'industrie lourde en particulier. L'augmentation de la consommation a été constamment maintenue en dessous du taux de croissance du PIB, de sorte que la part de l'industrie dans le PIB est passée de 25,9 pour cent du PIB pendant le premier plan quinquennal (PF), commencé en 1953, à 43,2 pour cent à la fin du quatrième PF en 1975 [1]. On peut également considérer que, bien que plus de 80 pour cent de la population travaille dans l'agriculture, ce secteur a reçu moins de 10 pour cent des investissements sur trois décennies, de 1953 à 1985 [2], tandis que 45 pour cent sont allés à l'industrie lourde pendant la même période [3]. En pourcentage du PIB, l'industrie avait déjà dépassé l'agriculture à la fin des années 1960. Cette stratégie allait toutefois commencer à changer avec les réformes du début des années 1980, lorsque le taux de consommation a pu augmenter, ce qui a ralenti le processus d'industrialisation [4]. En ce sens, la relation entre l'industrialisation et l'agriculture était très différente en Chine de ce qu'elle était en Union soviétique, qui avait une production céréalière par habitant beaucoup plus élevée dans les années 1920 et 1930 que la Chine dans les années 1950 [5]. Ainsi, alors que l'État chinois a tenté de développer rapidement l'industrie lourde, la production agricole est restée une limite beaucoup plus sévère à l'industrialisation. L'État a dû augmenter à la fois sa part relative de l'excédent agricole et sa production agricole globale.

La réforme agraire entreprise dans les premières années du régime de développement a supprimé le principal consommateur rural capable de concurrencer l'État pour les surplus agricoles : l'élite rurale (y compris les propriétaires fonciers, les fonctionnaires locaux, les commerçants et les paysans relativement aisés). Fin 1953, l'État a mis en place un mécanisme pour extraire ce surplus. Appelé " achat et commercialisation unifiés ", ce système impliquait un contrôle total de l'État sur le marché des céréales, en éliminant tous les négociants privés. Cette solution était considérée comme la meilleure de plusieurs options imparfaites à l'époque, nécessaire si le régime de développement devait rester indépendant d'un marché mondial d'après-guerre fermement aux mains des États-Unis. Comme l'a expliqué Chen Yun, qui a siégé au comité de rédaction du premier FYP, la logique qui sous-tendait le contrôle de l'État sur les céréales à l'époque : « Y a-t-il des lacunes ? Oui. Cela pourrait freiner l'enthousiasme de la production, faire des victimes [...] et provoquer des insurrections dans certaines régions. Mais ce serait pire si nous ne l'appliquions pas ». Après la mise en place du monopole d'État,

les débats politiques entre 1955 et 1980 se sont déplacés vers la question de savoir comment développer la production agricole pour produire un plus grand excédent. Il était particulièrement important de savoir comment éviter le risque de relancer une transition locale vers le capitalisme par le développement des marchés ruraux.

Le Grand Bond en avant (GLF) de 1958-1961 a été une tentative de réponse à cette question. L'autosuffisance et la mobilisation de la main-d'œuvre rurale excédentaire (en se concentrant particulièrement sur la main-d'œuvre de basse saison, mais aussi sur la main-d'œuvre reproductive inefficacement utilisée) compenserait le manque d'investissement de l'État dans la production agricole par une participation collective à la construction du capital agricole. En attendant, cela permettrait un taux d'accumulation élevé, sans risquer une relance des marchés ruraux. Une telle politique de développement repose sur une collectivisation rapide à grande échelle, l'égalitarisme, une industrialisation rurale réussie et une motivation politique. Sur plusieurs de ces points, la tentative a été un échec patent. Inversement, une politique de modernisation agricole qui s'appuyait sur des investissements plus importants de l'État, créant les conditions d'une agriculture scientifique, mécanisée et à grande échelle, était une autre option. Mais cela ralentirait initialement le processus d'industrialisation, car les investissements de l'État dans l'agriculture seraient beaucoup plus élevés, ce qui limiterait les fonds disponibles pour l'industrie lourde. En fin de compte, la pression pour une industrialisation rapide dans le contexte d'une guerre froide souvent chaude a poussé les dirigeants dans cette première direction, non sans désaccords.

### **Le genre et l'industrie rurale à grand pas**

L'évolution de l'industrie rurale au fil du temps permet d'observer les changements dans l'ensemble de l'économie chinoise. À la fin de l'époque impériale, l'artisanat rural, comme le textile et la fabrication du papier, fonctionnait généralement comme un " lien organique entre la culture et la transformation des produits agricoles " [7]. La production artisanale associait les ménages paysans ou les " parricorporations " de lignée [8] à des réseaux locaux et régionaux de consommateurs par l'intermédiaire d'un système expansif de " villes-marchés ". Les invasions impérialistes du XIXe siècle, qui ont entraîné le marché mondial capitaliste et un siècle de guerres civiles, ont profondément perturbé ce système, mais pas de façon définitive.

À l'aube du régime de développement en 1949, la valeur de la production de la " production marginale " rurale (principalement l'artisanat traditionnel) s'élevait à 1,16 milliard de yuans en prix de 1957 [9]. Le mouvement de réforme agraire a aidé ces industries à se redresser quelque peu et même à se développer sur une base domestique, avec plus de dix millions de paysans travaillant à temps partiel dans l'artisanat commercial à partir de 1954, ce qui a donné une production presque doublée d'une valeur de 2,2 milliards de yuans. L'introduction en 1953 du système

unifié d'achat et de commercialisation a rompu le " lien organique " entre l'agriculture et la commercialisation des produits agricoles transformés, entraînant une baisse des revenus ruraux dans les régions qui s'étaient spécialisées dans la production artisanale [10]. Lorsque l'État a établi un monopsonne sur les produits agricoles, les entreprises rurales de transformation ont été inévitablement coupées de leurs approvisionnements. Les céréales, le coton, la soie, les arachides et le soja - les produits de base des entreprises non agricoles - ont été pris par l'État immédiatement après la récolte. En fait, au cours des années 1950, la campagne s'est désindustrialisée [11].

En 1955, le mouvement coopératif a commencé à organiser l'artisanat en " équipes de production secondaires " sous l'égide des coopératives agricoles. Au début, l'accent mis par le mouvement sur l'agriculture a encore aggravé la situation des industries secondaires, la quasi-totalité de la fabrication étant prise en charge par des entreprises d'État, mais à la fin de 1957, l'industrie rurale s'était rétablie pour atteindre une valeur de production juste supérieure à celle de 1954, soit 4,3 % de la production agricole de cette année-là [12]. Puis, en 1958, le Grand Bond en avant a incorporé et réorganisé à la fois ces équipes de production secondaires basées dans les villages et plus de 30 000 coopératives d'artisanat basées dans les villes, sous la forme d'" entreprises de commune et de brigade " (ECB). Les ECB qui ont survécu dans les années 1980 sont devenues des " entreprises de canton et de village " (ETV). Dans un excellent exemple d'expropriation capitaliste des institutions socialistes, les ECB passeraient d'un élément central de la " transition vers le communisme " envisagée par le GLF à devenir les premières entreprises privées et un véhicule clé de la transition vers le capitalisme. Mais même avant ce tournant, les ECB allaient subir plusieurs changements antérieurs reflétant des changements dans la politique économique nationale.

La création des EFC a marqué la première tentative systématique de l'Etat pour promouvoir l'industrie rurale en tant que telle. Si l'artisanat avait auparavant lié les économies familiales paysannes aux marchés locaux et régionaux par la transformation des produits agricoles, les EFC ont fondamentalement transformé l'industrie rurale en la soumettant aux diktats changeants de la politique de l'Etat - une politique qui répondait à son tour à l'évolution des conditions internationales. Au départ, pendant le GLF, cela s'est concentré sur le détournement du travail rural " excédentaire " de l'agriculture pour contribuer directement à la course nationale pour " surpasser la Grande-Bretagne et rattraper les États-Unis " dans les industries lourdes telles que l'acier. Ceci était couplé avec l'objectif d'établir une alternative autonome à l'importation de biens d'équipement pour la modernisation de l'agriculture, maintenant que les tensions avec l'URSS compliquaient cette dernière stratégie, plus conventionnelle. Ce deuxième objectif allait se retrouver au premier plan après l'abandon du premier en même temps que le GLF dans son ensemble en 1961 [13].

En pratique, le détournement du " surplus de travail " vers la production non agricole signifiait le transfert de jeunes paysans des champs vers les 7,5 millions de nouvelles usines créées en 1958 et, plus communément, vers les collines où ils construisaient des routes, mettaient de nouvelles terres en culture, posaient des voies ferrées et creusaient des mines et des fossés d'irrigation [14]. Et à la fin de 1958, les EBC nouvellement établies employaient déjà 18 millions de personnes, produisant environ trois fois plus en 1958 qu'en 1954, et presque cinq fois l'année suivante. En conséquence, le travail agricole en pourcentage du travail rural total est tombé de 90 à 93 % au début et au milieu des années 1950 à 71 % en 1958 [16]. Ce transfert soudain d'un travail rural essentiellement masculin vers des activités non agricoles a été rendu possible en retirant les femmes du foyer pour en faire la principale source de travail agricole, inversant la division traditionnelle entre les sexes qui avait prévalu pendant des siècles, commémorée par l'expression " les hommes labourent pendant que les femmes tissent ". Au début, ce renversement a été facilité par la socialisation d'une partie du travail reproductif que les femmes auraient autrement effectué à la maison en plus de l'agriculture. Les " brigades de production " nouvellement établies, de la taille d'un village, ont mis en place des salles à manger publiques, des installations pour s'occuper des enfants et des personnes âgées, et « d'autres mesures de bien-être collectif pour émanciper les femmes de la corvée de la cuisine, et actuellement les hommes et les femmes ont commencé à recevoir des salaires pour leur travail, complétés par la fourniture gratuite d'articles tels que le riz, l'huile, le sel, la sauce de soja, le vinaigre et les légumes », ainsi que des vêtements, des médicaments, des accouchements et même des coupes de cheveux gratuits [17].

Ces expériences n'ont pas vraiment remis en question la division du travail entre les sexes en tant que telle, puisque ce travail reproductif socialisé était principalement effectué par des femmes âgées, mais elles ont permis aux femmes plus jeunes de consacrer plus de temps aux travaux agricoles pour le collectif. Ce bref arrangement s'est effondré lorsque la famine a frappé et que de nombreuses institutions du GLF ont été démantelées, y compris ces installations pour le travail reproductif socialisé et la plupart des EFC. Désormais, on attendait des jeunes femmes qu'elles assument le double fardeau du travail agricole collectif, pour lequel elles recevaient moins de points de travail que les hommes, et du travail domestique au sein du ménage, qui devenait désormais non rémunéré et invisible. Paradoxalement, cette expérience visait donc partiellement (en théorie, du moins) à réduire les disparités entre les rôles de genre, entre la ville et la campagne et entre l'industrie et l'agriculture, et a fini par imposer pour la première fois des versions modernes de ces distinctions à la société rurale. L'objectif socialiste initial de réduire et finalement d'éliminer toutes les disparités entre les sexes et même la famille elle-même a été définitivement abandonné : "Le travail artisanal des femmes, qui avait rapporté de l'argent pour le ménage dans les temps précédents, était maintenant plus invisible que jamais", et ce travail invisible et non rémunéré devint "le fondement de la stratégie d'accumulation de l'Etat" [18].

Comme la famine a ravagé le pays pendant trois ans à partir de 1959, les dirigeants centraux ont identifié non seulement les réfectoires publics et les fours à acier de basse-cour, mais aussi le virage vers des activités non agricoles en général comme étant les causes essentielles du désastre, plutôt que la saisie continue de céréales par l'État et leur exportation vers l'URSS même après que la famine était devenue apparente. En 1960, le huitième Comité central a lancé une série d'appels pour fermer la plupart des CBE existantes et interdire l'ouverture de nouvelles. Leur nombre est tombé de 117 000 en 1960 à 11 000 en 1963 [19], et le pourcentage de la main-d'œuvre nationale employée en dehors de l'agriculture est tombé encore plus bas qu'il ne l'était en 1957 [20]. En pourcentage de la main-d'œuvre rurale totale, le travail agricole est passé de 71 % en 1958 à 97 % en 1962, et est resté entre 96 et 97 % jusqu'en 1973. Ce renversement de l'industrialisation rurale, qui a duré près de dix ans, s'est traduit par une politique stable dans les " Soixante articles " ("Règlement sur le travail des communes rurales ") du dixième plénum de 1961-1962, qui stipulent que « les comités administratifs communaux ne dirigent généralement pas de nouvelles entreprises pendant les années à venir ». Une autre annonce du Comité central, deux mois plus tard, est allée plus loin en interdisant aux communes et aux brigades de créer non seulement de nouvelles entreprises, mais aussi de nouvelles équipes secondaires [22]. Malgré cela, les EBC allaient progressivement se redresser tout au long de la décennie, et en 1970, elles étaient prêtes à recevoir un coup de pouce soudain - cette fois-ci en se concentrant exclusivement sur la modernisation de l'agriculture.

### **Des efforts considérables pour la relance de l'agriculture**

Au début des années 1960, la situation de subsistance était grave et l'accent était mis sur la relance de la production agricole. Cependant, sans augmenter les investissements agricoles de l'État, la seule façon d'accroître la production agricole était d'intensifier les apports de main-d'œuvre. Alors que la forme organisationnelle plus flexible de la commune après le bond et l'augmentation de la population rurale ont permis d'augmenter les intrants de travail et les rendements par hectare, la productivité du travail agricole n'a augmenté que très lentement jusqu'à la fin des années 1970, lorsque les investissements de l'État dans l'agriculture ont finalement commencé à augmenter de manière significative. Dans les années 1960 et 1970, en d'autres termes, la modernisation de l'agriculture a de nouveau été reportée comme un objectif futur, trop coûteux à une époque de tensions croissantes avec l'Union soviétique, où l'industrialisation rapide - et donc l'accent mis sur l'investissement industriel - était considérée comme une nécessité stratégique. Tout au long de cette période, diverses méthodes ont été essayées pour encourager de plus grands investissements dans la main-d'œuvre rurale, à la fois par le biais d'expérimentations locales et de la politique centrale de l'État. Chaque forme n'a eu au mieux qu'un succès temporaire, comme nous l'avons vu dans "Sorgho et acier". Ce processus a

commencé avec la tentative de l'État de reconstruire la structure institutionnelle rurale de base qui s'était effondrée lors du Grand Bond en avant.

En 1961 et 1962, une nouvelle structure communale a été adoptée. Avec la comptabilité au niveau de la commune pendant le Grand Bond, il était difficile pour quiconque de voir comment son propre travail affectait sa consommation. Les communes comptaient des dizaines de milliers de personnes réparties dans de nombreux villages. En revanche, la structure qui a suivi le Saut a réduit l'importance de la commune dans l'organisation de la production. Les niveaux inférieurs de la brigade de production (de la taille d'un village et contenant jusqu'à quelques milliers de personnes) et l'équipe de production (contenant généralement entre 25 et 40 ménages) devinrent le centre de décision en matière de production. Dans ce nouveau système, les communes agiraient comme une " union " de brigades, ayant besoin d'accords des niveaux inférieurs pour entreprendre de grands projets. Les brigades seraient responsables des pertes et profits collectifs et agiraient désormais comme le " propriétaire " de base des terres rurales. Mais les brigades n'étaient pas non plus censées imposer l'égalitarisme aux équipes de production situées en dessous d'elles. Les brigades devaient négocier avec leurs équipes pour obtenir des ressources et pour entreprendre des projets collectifs, et les équipes pouvaient refuser de travailler à la brigade et aux équipes supérieures. L'équipe devint le niveau de base de la comptabilité, de la planification de la production et de la construction de petits équipements, de la détermination des taux de rémunération et de la gestion des machines agricoles. Dans l'ensemble, cela équivalait à une tentative d'arrêter la désintégration rapide des institutions rurales après le Saut. A l'époque, le passage aux équipes comme niveau de base de la comptabilité était considéré comme temporaire. L'objectif à plus long terme de la modernisation de l'agriculture, maintenant reporté, impliquait une augmentation de l'échelle de production et de l'organisation du travail. Les débats sur le moment où il fallait relever le niveau de la comptabilité pour le ramener à la brigade se sont à plusieurs reprises enflammés au sein de la direction du parti, mais ils n'ont pas eu d'effet dans la plupart des domaines, faute de soutien [23].

Après deux années de forte baisse de la production agricole (1959 et 1960), l'agriculture a recommencé à se développer à partir de 1961, lorsque les prix d'achat des produits agricoles de l'État ont augmenté de plus de 20 %, ce qui a encouragé les investissements dans la main-d'œuvre. Cependant, du début des années 1960 à la fin des années 1970, on a essayé de mettre en place un système de rémunération du travail pour maintenir l'intensité de la main-d'œuvre nécessaire à l'augmentation des rendements. Cependant, la politique d'autonomie locale étant restée forte tout au long des années 1960 et au début des années 1970, au détriment de la modernisation de l'agriculture, les investissements de l'État dans l'agriculture et la construction de biens d'équipement agricoles sont restés largement stagnants, 1964 étant la seule année où les investissements ont augmenté de manière significative. La mobilisation de la main-d'œuvre et les nouvelles variétés de semences ont effectivement entraîné des taux de croissance agricole relativement élevés entre

1962 et 1966 [24], mais cette croissance n'a pas été soutenue jusqu'à la fin des années 1960, 1968 enregistrant même un déclin. La productivité du travail n'a pas non plus augmenté de manière significative tout au long de cette période.

Popularisées du début au milieu des années 1960, les technologies indigènes de la révolution verte, en particulier les nouvelles variétés de semences et les plants de riz hybrides, ont donné un coup de fouet à la production agricole, mais elles ont aussi nécessité des intrants chimiques plus importants, en particulier des engrais, qui étaient encore rares. Au début des années 1970, beaucoup des avantages initiaux des nouvelles semences ont commencé à s'estomper. Ce n'est qu'à la fin des années 70 que ces technologies ont commencé à porter leurs fruits, grâce à une augmentation significative des investissements agricoles de l'État. De même, les systèmes de rémunération égalitaires ont commencé à montrer des signes de tension. Des études menées dans les villages montrent que les réunions mensuelles pour décider de la rémunération par points de travail ont commencé à être prises moins au sérieux, et les points de travail qui avaient été décidés par évaluation de groupe sont devenus presque un salaire fixe car les paysans ne venaient plus aux réunions. Les effets de la motivation idéologique, si cruciale pour le régime de développement socialiste, s'estompaient. La qualité et l'intensité du travail en souffraient, tout comme les rendements.

La chute des taux de croissance de la fin des années 1960 au début des années 1970 a entraîné des changements rapides dans la politique rurale, l'État cherchant des moyens d'accroître la production agricole sans augmenter considérablement les investissements publics. Si la production de produits chimiques agricoles, en particulier d'engrais, a augmenté dans les années 1970, sa croissance la plus forte n'a pas eu lieu avant la fin de la décennie. Tous ces problèmes ont conduit à un processus lent et inégal de modernisation de l'agriculture dans les années 70, ce qui a eu des conséquences néfastes sur la production agricole absolue. La production nationale de céréales a augmenté de façon inégale, passant de 240 millions de tonnes en 1971 à 284 millions en 1975, puis elle a stagné pendant les deux années suivantes [25]. Ce n'est qu'après la mort de Mao en 1976 que la politique agricole a pris une direction beaucoup plus claire, comme nous le verrons plus loin, en réaction à la stagnation du milieu des années 1970.

### **L'industrie rurale après le grand bond**

Malgré la fermeture massive des EBC et les restrictions que le dixième plénum avait imposées après la famine, l'industrie rurale a commencé à se redresser progressivement en 1964, en se concentrant désormais plus exclusivement sur les industries servant l'objectif de modernisation agricole, de plus en plus nécessaire mais encore peu prioritaire - avec l'idée que les entreprises rurales pourraient jouer ce rôle à la place des entreprises d'État, qui devaient rester axées sur l'industrie lourde. D'une part, cela reflétait une reconnaissance croissante du fait que le simple

réarrangement du travail, combiné à la mobilisation idéologique, perdait sa capacité à augmenter la production agricole (surtout maintenant que de nombreux paysans avaient perdu confiance dans le parti suite à l'échec du GLF). D'autre part, l'importation de biens d'équipement pour la modernisation de l'agriculture est devenue pratiquement impossible, étant donné la détérioration des relations de la Chine avec l'URSS et ses alliés. L'environnement international hostile signifiait également qu'il serait risqué de compter sur les quelques centres industriels existants de la Chine pour cette tâche, car ils étaient soit contigus à la frontière avec l'Union soviétique, soit situés le long de la côte, où ils étaient susceptibles de subir la puissance militaire américaine. La solution qui a émergé était une forme spécifique d'industrialisation rurale : la combinaison (a) de la stratégie du " troisième front " consistant à établir de nouvelles bases pour l'industrie lourde éparpillée dans les provinces sous-développées du sud-ouest de la Chine et (b) la relance et l'expansion des EBC et des entreprises d'État au niveau des comtés produisant des intrants et des machines agricoles modernes ainsi que du ciment, du fer et de l'énergie. Cette dernière, en particulier, contribuerait à créer les conditions de la commercialisation dans les campagnes, préfigurant l'industrialisation rurale rapide des décennies suivantes.

Ce deuxième cycle de développement de l'EBC a commencé progressivement, à mesure que les craintes concernant l'association entre la famine et la promotion de l'industrie rurale s'estompaient. En 1964 (la même année que le lancement du troisième front), le Comité central a formulé une politique de promotion des " cinq petites industries " jugées cruciales pour la modernisation de l'agriculture : l'énergie (petites mines de charbon et centrales hydroélectriques), les petites usines sidérurgiques, les petites usines d'engrais, les petites cimenteries et les petites usines produisant des machines agricoles [26]. Au début, trois de ces " cinq petites " (acier, engrais et ciment) étaient limitées aux entreprises exploitées au niveau des comtés, c'est-à-dire au niveau le plus bas de l'appareil d'État dont les fonctionnaires étaient directement nommés par le gouvernement central. Les deux autres " petites industries " pouvaient également être exploitées au niveau de la commune, mais aucune ne pouvait être exploitée au niveau encore plus bas de la brigade ou de l'équipe. C'était la première fois depuis le GLF que les gouvernements ruraux étaient autorisés à créer leurs propres secteurs industriels indépendants [27].

Ce ne sera cependant qu'en 1970 que le quatrième PPF mettra clairement l'accent sur les niveaux de la commune et de la brigade, en promouvant le développement des ECB dans les cinq " petites ". Ce plan a été développé lors de la Conférence agricole du Nord de la Chine de cette année-là et de la Conférence nationale sur la mécanisation rurale de l'année suivante, qui ont déclaré que " l'un des principaux objectifs du développement de l'industrie rurale était de faire avancer la cause de la mécanisation agricole sur une période de dix ans et qui ont rendu l'industrie rurale admissible à des prêts bancaires et à un soutien fiscal " [28]. On a également souligné que les cinq petites entreprises devaient fonctionner selon le principe des " trois locaux " : l'utilisation d'intrants locaux, la production sur place et la vente de la

production aux marchés locaux. Cette orientation de la politique nationale a ensuite été stimulée par certaines provinces sous-développées comme le Hunan, qui ont immédiatement lancé une campagne intitulée " Construire une province industrialisée en dix ans " et, en 1972, ont créé un bureau provincial spécialement chargé de soutenir les EFC [29]. A la fin de cette année-là, les EFC avaient dépassé les entreprises de comté pour devenir le principal moteur de l'industrialisation rurale dans toute la Chine. La valeur de la production des EFC est passée de 9,25 milliards de yuans en 1970 à 27,2 milliards en 1976, soit une moyenne de 25,7 % par an [30]. En 1978, près de la moitié de la main-d'œuvre industrielle chinoise était employée par des entreprises rurales au niveau du comté, de la commune ou de la brigade [31].

Outre la situation internationale désastreuse et le problème persistant de la stagnation de la production, un autre facteur qui a contribué à l'expansion des EFC vers 1970 a été la Révolution culturelle. Les luttes de masse de 1967-1968 ont sérieusement perturbé la production urbaine dans de nombreuses régions de Chine, créant une demande pour certains biens produits par les EFC. Les cadres de certaines communes proches des grandes villes ont pris l'initiative de ré-outiller la production d'EFC pour servir les marchés urbains voisins lorsque leur propre production était étranglée par des grèves et une mobilisation politique constante [32]. Puis, à partir de 1968, de nombreux cadres, ouvriers et techniciens urbains ont commencé à être " envoyés " à la campagne, contribuant tous au développement de l'EFC [33]. Pendant ce temps, des changements dans la structure des investissements locaux ont soutenu ces changements. Tout cela n'aurait rien donné, par exemple, si les nouvelles ECB n'avaient pas reçu un financement généreux des banques locales - à l'époque toutes les branches techniques de la Banque Populaire de Chine ou, dans certains cas, des institutions d'épargne coopérative locales qui ne prenaient pas de dépôts personnels. Dans la préfecture de Mianyang au Sichuan, par exemple, " les prêts aux industries collectives ont augmenté de 58 % en 1970, et de 75 % supplémentaires en 1971 ; entre 1969 et 1978, l'augmentation totale des prêts a été multipliée par 5,7 " [34], ce qui a été rendu possible par la décentralisation financière de la Chine au début des années 1970, qui a progressivement commencé à imiter la répartition des fonds d'investissement sur le marché dans certaines zones rurales [35].

Malgré ces pressions nationales et parfois provinciales, l'association persistante de l'industrie rurale en général et des EFC en particulier avec la famine a freiné leur développement dans de nombreuses localités. Cela a été particulièrement vrai dans le Sichuan et l'Anhui, les deux provinces les plus touchées par la famine. Elles n'ont retrouvé le niveau de production des EFC des années bissextiles qu'en 1978 et 1980, respectivement [36]. En revanche, la plupart des provinces ont retrouvé leur pic de 1958 à la fin des années 1960, avant même la poussée nationale lancée en 1970. En fait, les entreprises communales ont connu une croissance moyenne nationale de 16 % entre 1962 et 1971, ce qui est même supérieur au taux global de croissance industrielle de 11 % de la Chine [37], ce qui signifie que les cadres locaux ont pris l'initiative de soutenir ces entreprises malgré les restrictions du gouvernement

central. Jusqu'en 1978, cependant, l'État a officiellement continué d'interdire aux communes et aux brigades de s'engager dans la plupart des industries, et "toute commune dont on découvrait qu'elle s'engageait dans l'industrie à une échelle supérieure à celle de la commune était pénalisée" [37]. « [38] Un cadre rural du Sichuan rapporte avoir été puni pour avoir démarré un four à briques à l'échelle de la commune à la fin des années 1960, et s'être vu refuser à plusieurs reprises des prêts et l'autorisation d'exploiter les quelques entreprises de la commune qui avaient survécu au Grand Bond » [39] La politique officielle avait maintenant clairement commencé à s'écarter de la réalité de la croissance industrielle, contribuant au changement massif de la politique rurale qui allait commencer en 1978.

### **Classe et crise dans le régime de développement tardif**

Au cours des années 1960 et 1970, l'écart de développement entre la Chine et de nombreux pays voisins a commencé à se creuser. Dans l'ensemble, après le GLF, le régime socialiste de développement n'a pu assurer que des poussées de croissance stagnantes et des améliorations marginales des conditions de vie générales. L'éducation primaire et l'accès aux soins de santé de base se sont incontestablement améliorés tout au long de cette période, mais ces victoires ont été remportées dans un contexte de stagnation généralisée. Les revenus ont essentiellement plafonné en ville comme à la campagne - qu'ils soient mesurés par les salaires, les estimations des salaires plus les subventions non salariales ou simplement la consommation de calories [40]. Pendant ce temps, l'urbanisation s'est complètement arrêtée. Pendant les deux dernières décennies du régime de développement, la population vivant dans les villes a été maintenue à moins de 20 pour cent du total, n'augmentant en moyenne que de 1,4 pour cent par an après 1960 environ, presque entièrement en raison de l'accroissement naturel [41]. Mais même cela s'est avéré trop, car le boom démographique des années 1950 a commencé à inonder le marché du travail urbain saturé avec une nouvelle génération à la recherche de travail. Il en est résulté une vague de licenciements et de programmes de « ruralisation » pendant la Révolution culturelle qui a fait passer encore plus de gens dans les zones rurales et périurbaines.

La structure de classe du régime de développement, façonnée dans les années 1950 et durcie au cours de la décennie suivante, a été définie par le clivage rural-urbain entre la classe paysanne des producteurs de céréales et la classe urbaine des consommateurs de céréales. Les citoyens étaient eux-mêmes subdivisés en fonction de leur niveau d'accès au surplus de céréales - ce qui se traduisait évidemment par de nombreux privilèges, souvent substantiels, en dehors du simple fait de manger plus - par le biais du statut politique et de l'emploi dans des entreprises industrielles d'État de taille et d'importance diverses. Mais au milieu des années 70, la structure de classe du régime de développement a commencé à se tendre. La production industrielle a continué à croître (malgré un bref creux dans les années les plus tumultueuses de la Révolution culturelle), mais les bénéfices de cette croissance ont

été canalisés vers des investissements encore plus importants. Dans les campagnes, l'expansion de l'enseignement primaire et les améliorations notables des soins de santé (toutes facilitées par la ruralisation des jeunes citadins qualifiés) ont contribué à réprimer de nouveaux troubles, mais les ruraux sont restés au bas de l'échelle du système de classes du régime de développement, avec très peu de chances de mobilité ascendante. Dans les villes, l'assouplissement des restrictions sur la production secondaire a permis d'augmenter quelque peu la consommation de céréales et de viande, mais les revenus (y compris les subventions) ont stagné. Malgré l'omniprésence de l'autarcie et l'inégalité géographique, la tendance générale a été à l'augmentation du fossé entre les zones rurales et urbaines tout au long de ces décennies, la classe urbaine consommatrice de céréales ayant des revenus trois à six fois supérieurs à ceux des ruraux producteurs de céréales [42].

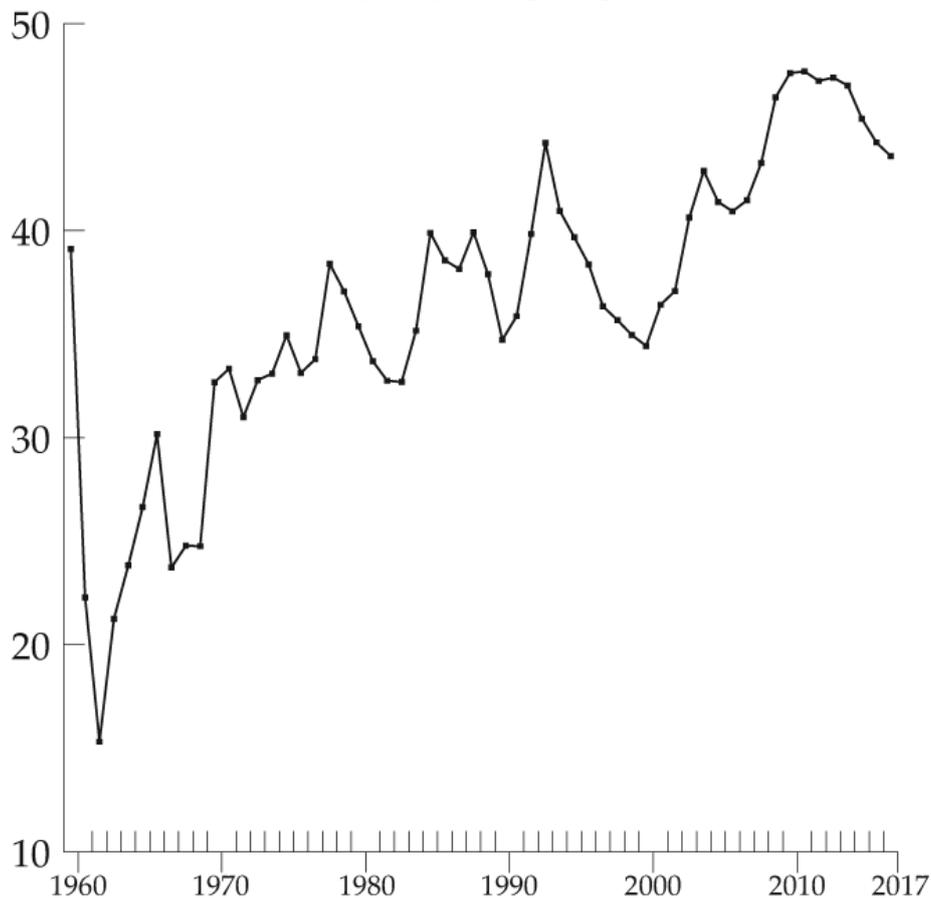
Entre-temps, le marché noir a commencé à se développer à mesure que l'État s'est ossifié et que la production s'est militarisée : l'armée est intervenue pour administrer directement l'industrie après les troubles de 1969, et le nombre de cadres a commencé à monter en flèche dès 1965. En 1980, le nombre total de cadres atteindra un sommet de 18 millions, soit près de 2 % de la population totale et 4 % de la main-d'œuvre totale [43]. Dans les villes, les subdivisions de la classe des consommateurs de céréales se sont multipliées parallèlement à la corruption, les cadres et même de nombreux travailleurs de l'État accumulant des coupons de rationnement, détournant les fonds des entreprises et dirigeant des entreprises privées illégales. Au bas de cette hiérarchie urbaine se trouve un proto-prolétariat croissant de temporaires moins bien payés, de rustiques de retour, de " paysans ouvriers ", de " travailleurs de la rue " et d'apprentis, tous travaillant dans des emplois précaires dans de petites entreprises collectives sous-traitant pour les grandes entreprises d'État. Ce proto-prolétariat avait atteint plus de dix millions dans les années 1970, soit environ 3 % de la population active totale. Ces travailleurs étaient disproportionnellement jeunes et féminins, et étaient largement concentrés dans des villes comme Shanghai et Guangzhou, où ils représentaient une part beaucoup plus importante [45].

Ces dernières années du régime de développement ont été marquées par la poursuite de la décentralisation et de l'autarcie locale, ainsi que par la campagne d'investissement du troisième front lancée après les troubles de 1969. Cette campagne d'investissement était définie par sa logique militaire isolationniste : l'accent était mis sur la construction de projets industriels massifs dans les régions montagneuses des provinces intérieures de la Chine, le but étant de construire une structure industrielle à l'abri des incursions militaires américaines le long de la côte et des incursions soviétiques le long de la frontière terrestre au nord [46]. Bien que similaire en taille et en nature au GLF, cette nouvelle poussée de développement n'a pas détourné des quantités insoutenables de ressources des campagnes, mais a plutôt réparti l'austérité de façon plus égale dans la population. Les salaires ont stagné, les incitations matérielles (primes, taux à la pièce, etc.) ont été supprimées et la nature autarcique de la production a fait que ceux qui travaillaient dans des

entreprises plus grandes et mieux équipées ou dans des collectivités rurales plus saines sur le plan climatique avaient tendance à s'en sortir mieux que les autres. De nombreuses images populaires de la vie quotidienne de la Révolution culturelle (et de l'époque socialiste en général) proviennent de cette période, où les incitations matérielles ont été remplacées par des récompenses idéologiques (foulards rouges, images de Mao, exemplaires du Petit Livre rouge) et où la pénurie a été rencontrée avec des exhortations essentiellement spirituelles au sacrifice pour la construction du socialisme.

Mais la rareté à cette époque était nettement différente de celle que l'on a connue au lendemain du GLF, où la reprise se caractérisait par des niveaux d'investissement relativement faibles. Avant le Saut, l'investissement en pourcentage du PIB se situait autour de 25 pour cent et, immédiatement après, il n'atteignait que 15 pour cent. Par la suite, non seulement l'investissement s'est redressé, mais il ne connaîtra plus jamais un creux aussi sévère. Malgré une brève baisse pendant la Révolution culturelle, l'investissement en pourcentage du PIB a connu une augmentation séculaire depuis le creux de l'après-Saut jusqu'à aujourd'hui [47]. Les campagnes d'investissement continues et croissantes de "grande poussée " deviendront une caractéristique centrale du développement chinois, qui se poursuivra bien après l'ère socialiste. La nécessité de maintenir ces poussées afin d'éviter les écueils de la rareté absolue vécus dans les premières années du régime de développement fournirait en fait une justification importante de l'ouverture de l'économie.

## Gross Capital Formation in China Percent of GDP



Source: World Bank, "Gross Capital Formation, Percent of GDP"

### **Briser le bloc**

Alors que le boom d'après-guerre dans le monde capitaliste faisait place à la longue récession, une série de crises qualitativement différentes s'est propagée dans le bloc socialiste. Le régime de développement de la Chine, bien qu'il ait réussi dans un premier temps à empêcher la transition vers le capitalisme, n'était capable de coordonner la production et la distribution que par une fusion de plus en plus ossifiée, militarisée et zélée du parti, de l'Etat et de la société. Dans d'autres pays socialistes, un déclin similaire était évident depuis longtemps. La racine de cette décadence a été l'un des sujets les plus brûlants débattus au sein de l'érudition marxiste, avec des polémiques et contre-polémiques qui se sont répandues sur presque toute la durée du siècle dernier, souvent écrites par des factions politiques coincées dans le monde froid qui venait après l'ère insurrectionnelle et donc désespérées de se vêtir des costumes de révolutions mortes depuis longtemps. Il

n'est pas nécessaire de répéter ces débats, et notre enquête sur cette question en ce qui concerne la Chine a déjà été mise en évidence [48]. Néanmoins, il est important de noter dans le contexte que cette crise plus générale du bloc socialiste a franchi un certain tournant avec les changements de politique et d'activité populaire qui ont suivi la mort de Staline en 1953. Mais de la même manière que les changements de politique en Chine étaient souvent des réponses improvisées à des crises spécifiques et aux limites locales du projet de développement, les conflits au sein du bloc socialiste qui commençaient à atteindre leur apogée n'ont pas été directement "causés" par la mort de Staline, et les changements de politique de Khrouchtchev n'étaient pas non plus une simple question de caprice politique. Au contraire, les révoltes populaires qui ont suivi (en Allemagne de l'Est en 1953, en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968) et les réformes mises en œuvre par Khrouchtchev étaient des réponses à des crises profondes qui se développaient depuis longtemps dans les pays individuels et dans les hiérarchies construites en URSS et dans le bloc plus largement. Dans chaque cas, ce processus de bureaucratisation, de révolte, de réforme et, dans certains cas, d'effondrement, a été façonné par les conditions locales.

Chaque nation socialiste, qu'elle soit fédérée au sein de l'Union soviétique ou qu'elle siège à l'extérieur de celle-ci, allait donc vivre cette période de tumulte à sa manière. Néanmoins, l'ampleur mondiale de la guerre froide a contribué à façonner certaines tendances régionales dans le cadre de cette crise plus large. Les deux principaux fronts géographiques de la guerre se trouvaient en Europe et le long de la côte de l'Asie et du Pacifique, et ce sont ces régions qui allaient subir certains des effets les plus durs [49]. En Europe de l'Est, traitée comme un tampon militaire entre le noyau russe de l'URSS et le monde capitaliste, cela s'est traduit par une répression intérieure profonde et une militarisation généralisée de la société, justifiées par la menace posée par l'OTAN. Ces conditions, combinées aux histoires troublées de l'incorporation de nombreux pays dans le bloc socialiste, ont finalement alimenté une série de révoltes populaires qui se sont heurtées à une répression accrue, un cycle qui allait culminer avec le renversement de la plupart des gouvernements nationaux de la région en 1989. Le long du Pacifique, cependant, la crise a été définie par une guerre ouverte dans la péninsule coréenne et à travers l'Indochine, ainsi que par une guérilla continue aux Philippines et des conflits répétés à travers le détroit de Taiwan. Si la Russie était quelque peu isolée, la Chine n'avait pas ce luxe.

L'implication active et continue des États-Unis dans les conflits militaires en cours aux frontières de la Chine a conduit à une situation dans laquelle les impératifs nationaux chinois ont commencé à contredire ceux de l'URSS qui, sous Khrouchtchev, avait commencé à établir le cadre d'une détente avec les États-Unis dès la fin des années 1950. Nombre des critiques de la Chine à l'égard de l'URSS à cette époque portent sur des éléments de cette détente, en particulier les tentatives de limiter la prolifération des armes nucléaires par des accords tels que le Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires. À la fin du Grand Bond, l'URSS avait cessé tout soutien matériel au programme nucléaire chinois. Et ce, malgré le fait que

les Etats-Unis aient récemment introduit des missiles nucléaires à longue portée à Taiwan. Mais même si la Chine ne pouvait plus obtenir de soutien militaire de l'URSS, ses dirigeants pouvaient s'assurer que les intérêts des Soviétiques et des Américains ne seraient pas unis contre elle. Peu de temps après, une bataille d'artillerie déclenchée par les Chinois a donné lieu à la deuxième crise du détroit de Taïwan, ce qui a réduit les ouvertures de Khrouchtchev à la " coopération pacifique ", et la propagande chinoise a commencé à souligner publiquement la faiblesse de Khrouchtchev face à l'impérialisme américain, même si les diplomates chinois cherchaient en privé à obtenir des pourparlers avec les États-Unis dans l'espoir d'obtenir une reconnaissance officielle (et donc un siège à l'ONU, occupé depuis longtemps par Taïwan) [50].

Cependant, ces conflits ont également été le résultat d'une stratégie délibérée de l'appareil de sécurité américain visant à creuser un fossé entre les deux principaux acteurs du bloc socialiste. Bien conscient des tensions de longue date entre les Chinois et les Soviétiques, le nouveau cycle de tensions allait bientôt devenir l'occasion pour l'administration Nixon de poursuivre une stratégie triangulaire de diplomatie de guerre froide qui cherchait à déclencher les lignes de fracture de plus en plus instables qui avaient longtemps divisé les deux plus grands pays socialistes du monde. Au cours des années 1960, ces lignes de fracture avaient déjà commencé à s'effondrer, et une Chine de plus en plus autarcique se trouvait confrontée à la perspective d'une guerre simultanée contre les deux grandes superpuissances mondiales. A la fin de la Révolution culturelle, les failles ont finalement glissé, provoquant un glissement tectonique au sein du bloc socialiste qui allait finalement définir la forme de la seconde moitié de la Guerre froide.

Bien que provoquées par la mort de Staline et les politiques ultérieures menées par Khrouchtchev en URSS, toutes motivées par des processus locaux d'ossification, les racines historiques de ce qui allait être connu sous le nom de " scission sino-soviétique " étaient beaucoup plus profondes. Des désaccords fondamentaux sur la théorie, la tactique et la stratégie révolutionnaire existaient entre le PCC et l'Union soviétique depuis les années 1920, lorsque la stratégie d'alliance avec le Parti nationaliste de Tchang Kaï-chek, soutenue par le Comintern, avait abouti à une période désastreuse de terreur blanche qui avait failli anéantir le mouvement révolutionnaire. C'est dans ces années-là (à partir du massacre de Shanghai en 1927) que la direction du PCC avait changé de manière décisive, passant de l'aile urbaine orthodoxe du parti, représentée par les " 28 bolcheviks " formés en Union soviétique, à son aile plus populiste, orientée vers les paysans, représentée par Mao. Bien que le PCC ait maintenu de solides relations avec l'URSS pendant des décennies d'invasion étrangère, de guerre civile et de reconstruction, ces années de terreur blanche avaient à la fois assuré le virage rural du PCC et l'avaient mis en garde contre une dépendance excessive à l'égard des directives soviétiques.

Néanmoins, l'aide soviétique était devenue partie intégrante des premières années du régime de développement, en particulier dans le complexe industriel de

Mandchourie, qui a connu un afflux massif de techniciens, de gestionnaires et d'ingénieurs russes au début des années 1950. A mesure que les tensions se sont accrues après 1956, ce flux d'aide et de partage des compétences s'est réduit à un mince filet. A la fin des années 1960, il s'était complètement tari. Isolée des blocs socialistes et capitalistes, l'économie nationale a connu une croissance de plus en plus autarcique. Cette situation était présentée dans la propagande intérieure comme une fière forme d'autonomie, à la fois anti-impérialiste et opposée à l'ossification bureaucratique de l'Union soviétique. En réalité, l'autarcie était associée à une politique internationale instable qui se traduisait par un soutien à des gouvernements brutaux comme les Khmers rouges et une série d'engagements militaires risqués dans les pays voisins comme l'Inde en 1962.

Le plus définitif de ces engagements a été l'incident de l'île de Zhenbao en 1969, une période de sept mois de conflit militaire ouvert (bien que non déclaré) entre la Chine et l'URSS. Ce conflit a essentiellement condensé la décennie précédente de déclin des relations économiques et de controverse politique en un seul symbole d'hostilité ouverte. Sa cause exacte (un différend frontalier au sujet d'une parcelle de terrain au milieu d'un fleuve) n'était pas particulièrement importante, pas plus que sa conclusion, rétrospectivement (peut-être une centaine de soldats morts des deux côtés, aucune solution à la question de la frontière et un cessez-le-feu non concluant). Ce qui était important, c'était l'ampleur prise par la crise, qui indiquait clairement que les enjeux étaient plus importants que quelques simples étendues de terre. Bien qu'initié par une série d'attaques et de contre-attaques sur l'île de Zhenbao, située dans le fleuve Ussuri (Wusili), la frontière officielle entre la Russie et la Chine dans l'ouest du Heilongjiang, le conflit allait bientôt connaître un renforcement militaire sans précédent sur l'ensemble des 4 380 km de frontière entre les deux pays. Les combats dans le Heilongjiang avaient non seulement ravivé des désaccords latents dans le Nord-Est, mais aussi soulevé un certain nombre de questions frontalières latentes et de tensions ethniques au Xinjiang, qui jouxte les républiques soviétiques du Tadjikistan, du Kirghizistan et du Kazakhstan. En réalité, la frontière n'avait jamais été bien délimitée au départ, les deux régimes révolutionnaires ayant hérité de territoires longtemps contestés définis par des traités centenaires signés par les États tsaristes et Qing. L'extrême ouest de la Chine était particulièrement amorphe, n'étant pleinement intégré aux Qing qu'en 1884 après plus d'un siècle de guerres intermittentes. C'était une région ethniquement diverse, la majorité de sa population étant issue d'un ensemble de tribus nomades des steppes parlant le turc, dont beaucoup entretenaient des liens étroits des deux côtés de la frontière.

Lorsque l'incident de l'île de Zhenbao a déclenché un conflit frontalier qui couvrait dans les montagnes du Pamir, dans le sud du Xinjiang, à la frontière du Tadjikistan, les Soviétiques ont pu utiliser à leur avantage ces tensions ethniques de longue date dans la région. Le renforcement militaire le long de la frontière se produisait depuis l'échec des pourparlers frontaliers en 1964 :

En 1965, les Soviétiques avaient 14 divisions de combat le long de la frontière, dont seulement 2 étaient prêtes au combat ; en 1969, les forces soviétiques avaient augmenté à entre 27 et 34 divisions dans les zones frontalières (dont environ la moitié étaient prêtes au combat), totalisant 270 000-290 000 hommes [51].

Parallèlement, les Soviétiques ont menacé d'alimenter une insurrection séparatiste au sein de la Chine, le tout soutenu par la possibilité d'un conflit nucléaire. Dès 1967, l'URSS avait déployé une plate-forme nucléaire mobile à longue portée jusqu'à la frontière, à distance de frappe du programme nucléaire chinois naissant, qui utilisait le désert de Lop Nur dans le Xinjiang pour des essais. La même année, la première bombe à hydrogène chinoise explosa à Lop Nur et, en 1969, les Russes commencèrent à envisager l'idée d'une frappe conjointe avec les États-Unis pour éliminer la capacité nucléaire de la Chine. Les Chinois, quant à eux, considéraient la parité nucléaire de l'Union soviétique avec les États-Unis comme une menace pour la sécurité nationale, puisque la Chine dépendait désormais de son inclusion dans le " parapluie " de la dissuasion soviétique au moment même où les relations entre les deux États étaient devenues de plus en plus instables. En 1968, l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie a créé un précédent inquiétant, la " doctrine Brejnev " soutenant que l'URSS avait le droit d'intervenir dans d'autres pays socialistes si nécessaire [52].

Face à ces menaces, l'armée chinoise s'est tournée vers une stratégie de " défense active ", définie par des attaques en embuscade à petite échelle le long de la frontière, justifiées comme des actions défensives de dernier recours destinées à dissuader toute agression future [53]. C'est justement cette embuscade qui a déclenché l'incident de l'île de Zhenbao au début de 1969. L'URSS a perçu les attaques comme de simples actes d'agression, plutôt que comme une tentative de dissuasion défensive - la logique même de la " défense active " symbolisant l'imprévisibilité croissante de la politique militaire chinoise [53]. La même année a été marquée par l'apogée de la Révolution culturelle, couronnée par des dissensions dans les rangs de l'APL, et le risque de guerre civile. Au printemps, le conflit sur Zhenbao s'était intensifié et impliquait des milliers de soldats et à la fin de l'été, une bataille tout aussi violente avait eu lieu à Tielieketi dans le Xinjiang, le long de la frontière avec le Kazakhstan. Les Soviétiques ont toujours menacé de mener une action nucléaire contre la Chine, et les tensions croissantes ont commencé à faire peser le risque réel d'un conflit nucléaire généralisé pour la première fois depuis la conclusion de la crise des missiles de Cuba. Les préparatifs officiels de la guerre en Chine ont commencé en août, y compris une nouvelle mobilisation militaire et la formulation de plans pour l'évacuation massive des grandes villes [54].

La Chine a contré la menace d'un conflit nucléaire par une " guerre populaire ", qui devait être menée par une invasion terrestre de l'Union soviétique. Bien que technologiquement inférieure, avec seulement une poignée d'armes nucléaires déployables, la majeure partie de la menace chinoise venait de la taille même de son armée, capable d'envahir l'URSS et de combattre un conflit prolongé au pays et à

l'étranger. Les niveaux relativement faibles d'urbanisation en Chine ont également atténué la menace de conflit nucléaire elle-même - avec une population décentralisée, les frappes nucléaires sur les principaux centres urbains n'auraient pas le même effet paralysant qu'en Europe ou aux États-Unis. Les Soviétiques n'avaient pas de bon plan pour faire face à une telle menace. Si la guerre éclatait, les principaux centres stratégiques de l'Est russe pourraient être perdus à cause de l'invasion, et le chemin de fer transsibérien serait facilement paralysé. À un moment donné, l'idée de déployer des mines nucléaires le long de la frontière a été envisagée, bien que les stratégies militaires soviétiques aient compris, en fin de compte, que toute attaque nucléaire importante risquait de provoquer une guerre mondiale [55]. Le conflit a été résolu de façon non concluante, se terminant aussi désordonnément qu'il avait commencé.

### **Triangles**

Bien que la menace d'une guerre ouverte avec l'URSS se soit finalement atténuée, la militarisation du régime de développement n'a pas eu lieu. Le risque de la guerre elle-même a justifié la dissolution des organisations les plus radicales de la Révolution culturelle, un processus qui a été couronné par l'utilisation de l'armée pour étouffer les batailles entre factions qui se sont transformées en conflits armés locaux de 1968 à 1969. Entre-temps, afin d'assurer une production ininterrompue, une grande partie de l'infrastructure industrielle du pays a été confiée à l'administration militaire [56], ce qui n'a fait qu'accentuer la stagnation au niveau national. Sur le plan géopolitique, cependant, le résultat final de cette politique de bricolage militaire a été un rapprochement entre la Chine et les États-Unis, sous l'impulsion de l'administration Nixon mais activement recherché par de nombreuses personnes des échelons supérieurs de l'État chinois, au premier rang desquelles Zhou Enlai.

Au cours des années 1960, il est devenu de plus en plus évident que l'autarcie et l'isolement militaire étaient fondamentalement insoutenables. L'isolement économique a entraîné une demande croissante de biens d'équipement qui ne pouvaient pas être produits sur place, et cette demande a encouragé l'ouverture de liens diplomatiques dans l'espoir d'obtenir ces biens d'équipement. En même temps, l'isolement avait entraîné le risque d'une guerre simultanée sur tous les fronts militaires possibles - une guerre côtière avec les États-Unis, une guerre terrestre en Mandchourie et en Asie centrale avec l'URSS, une guerre des montagnes avec l'Inde dans l'Himalaya (après la guerre sino-indienne de 1962), et des conflits directs et indirects avec les gouvernements alignés sur l'Union soviétique dans les jungles d'Indochine. Ces menaces avaient déjà entraîné un changement majeur dans la géographie des investissements en Chine même, la campagne de développement du Troisième Front se concentrant sur de grands projets militaires et infrastructurels dans les provinces intérieures les moins accessibles de la Chine [57]. Le symbolisme politique du Troisième Front était brutal et militariste : après l'invasion japonaise, les

nationalistes avaient fait un repli similaire vers l'intérieur, faisant de Chongqing la capitale du temps de guerre et construisant une grande partie des infrastructures de base utilisées aujourd'hui dans la campagne d'industrialisation du Troisième Front.

Après le conflit frontalier de 1969, il était peu probable que les liens avec l'URSS se rétablissent. Au lieu de cela, le seul moyen réel pour la Chine de sortir de son isolement était de se réchauffer lentement aux ouvertures faites par l'administration Nixon. Ce processus a été mené par Zhou Enlai, un allié de Deng Xiaoping qui a longtemps été le premier diplomate de la Chine. Mais l'ouverture ne peut être attribuée à une seule faction au sein de la direction du PCC. D'abord, il s'agissait plus d'une réponse à la crise intérieure naissante que d'un caprice politique, motivé notamment par les demandes de biens d'équipement dans les industries du pétrole et des engrais, toutes deux considérées comme absolument essentielles pour le succès des programmes industriels des années 1970. Deuxièmement, il y avait un appui clair, bien que tacite, à cette ouverture parmi les factions rivales au sein de la direction du PCC. En fait, le contact diplomatique a été initié au milieu de la Révolution culturelle (bien qu'après le pic de 1969), et si Mao ou la Bande des quatre s'y étaient opposés carrément, cela n'aurait tout simplement pas pu se produire. Au début, cette ouverture s'est faite par des canaux informels, à commencer par l'échange de joueurs de tennis de table en 1971, approuvé par Mao, dans ce qu'on appellera plus tard la "diplomatie du ping-pong". Ces ouvertures informelles ont été suivies d'une série de rencontres secrètes entre Zhou et Kissinger plus tard cette année-là.

L'embargo américain contre la Chine fut levé à la fin de 1971 et l'année suivante, Nixon et Kissinger se rendirent officiellement en Chine, la première fois qu'un président américain en exercice se rendait dans ce pays. Au cours de cette visite, Nixon et Kissinger ont eu une seule et brève réunion avec Mao, au cours de laquelle les grandes lignes de la politique chinoise ont été établies. Le reste de leur voyage a été composé d'une série de rencontres avec Zhou Enlai, entrecoupées d'échanges de cadeaux et de séances de photos panoramiques, et s'est conclu par la publication du Communiqué de Shanghai, à ce jour le document fondateur de la diplomatie bilatérale sino-américaine. Parallèlement à la levée de l'embargo un an auparavant, le Communiqué a fourni les bases de la politique future dans la région. Bien qu'ambigu dans sa formulation, le document proposait la normalisation des relations entre les deux pays, déclarait que les Etats-Unis ne recherchaient pas l'"hégémonie" dans la région (et impliquait que l'URSS ne serait pas autorisée à rechercher la même chose, laissant ouverte la possibilité d'un soutien américain dans de futurs conflits frontaliers), et, plus important encore, déclarait la reconnaissance par les Etats-Unis du gouvernement continental, y compris l'approbation officielle d'une variante de la politique "Une seule Chine", accompagnée de l'engagement de fermer un certain nombre d'installations militaires américaines à Taiwan. La fin de l'embargo et la possibilité d'un règlement pacifique du conflit de Taïwan étant demeurées ouvertes, cette déclaration diplomatique ambiguë avait ouvert la porte à la croissance d'une relation économique beaucoup plus substantielle avec la sphère capitaliste.

À ce stade, on ne peut pas dire qu'il y avait un véritable plan à long terme pour " ouvrir " la Chine à de grandes sommes d'investissements étrangers. L'intention de l'administration Nixon était en grande partie géopolitique, tentant de creuser un fossé entre les deux centres de gravité au sein du bloc socialiste. Parallèlement à la fin de la guerre du Vietnam, la mise en place de cette " diplomatie triangulaire " a été l'une des principales réalisations de la stratégie à long terme de Nixon pour la guerre froide. L'objectif stratégique de ce rapprochement était de gagner en flexibilité et en influence dans l'interaction future avec l'URSS tout en neutralisant une menace militaire potentielle importante pour les Etats-Unis (qui n'avaient aucun intérêt à s'enliser dans une nouvelle guerre dans le Pacifique) et en empêchant la formation de tout nouveau bloc sino-soviétique. Sur le plan intérieur, même la faction pro-réforme au sein du PCC considérait cette diplomatie précoce comme faisant partie d'un programme de libéralisation extrêmement limité visant à résoudre une série de crises intérieures immédiates qui s'étaient avérées insolubles dans les conditions autarciques des années 1960. Mais les réformes visaient à préserver et même à revitaliser le régime de développement lui-même. Il n'y a tout simplement jamais eu de stratégie à long terme pour la transition du marché [59]. La transition a plutôt été le produit émergent de crises confluentes, car une série de réformes intérieures aléatoires a conduit à la commercialisation locale et à l'industrialisation rurale à peu près au même moment où l'ouverture diplomatique a convergé avec le long déclin de la rentabilité dans la sphère capitaliste, provoquant un pic massif du commerce (à partir des années 1980) et de l'investissement étranger (à partir des années 1990).

### **Nation, État et famille**

Bien que cela semble aller de soi, il est important de noter ici que le type de diplomatie internationale engagée par l'administration Nixon présuppose des nations cohérentes, et le monde capitaliste est nécessairement un monde d'États qui administrent, cultivent et popularisent cette différence nationale. En fin de compte, le succès du régime de développement à forger un État-nation chinois à partir du continent asiatique, culturellement diversifié et politiquement fragmenté, s'est avéré être l'échafaudage nécessaire pour une entrée relativement facile dans le monde capitaliste. Cette condition préalable n'est cependant pas un simple accident de la géopolitique. La nation et l'État moderne, à côté des anciennes institutions du pouvoir local - surtout la famille patriarcale - se sont avérés à maintes reprises essentiels à l'accumulation. La Chine ne fait pas exception à la règle et l'achèvement du processus d'édification de la nation, l'un des principaux objectifs du régime de développement, deviendrait ainsi un facteur clé de facilitation de la transition. Entre-temps, la perpétuation des inégalités entre les sexes au sein du régime de développement - malgré la propagande contraire et les progrès réels et substantiels par rapport à la vie d'avant la révolution - allait finalement fournir l'espace social

pour la croissance d'une classe prolétarienne, dominée dans les premières décennies par les femmes [60].

Il est nécessaire ici de prendre du recul et de considérer comment, exactement, la pulsion abstraite de l'accumulation s'impose dans la chair. Bien que la logique intérieure de la communauté matérielle du capital soit orientée comme s'il s'agissait d'un système entièrement global, sans obstruction aux circuits fondamentaux de l'accumulation, la réalité est que l'accumulation ne peut se produire que par la production de valeur dans le monde réel, et c'est un processus intrinsèquement désordonné, constamment obstrué et constamment forcé. La loi de la valeur ne descend pas du ciel. Elle arrive à l'arrière des navires de guerre, dans les vagues d'inflation qui s'écrasent, ou comme une lance posée derrière le papier des traités et des accords de prêt. Sa condition de base est que les ressources et la capacité de travail humain, initialement extérieures au système des marchandises, soient mises à sa disposition en tant que marchandises. Cela signifie que les zones extérieures au système doivent être absorbées par celui-ci, mais cela implique également que, malgré les crises répétées qui ont jeté le travail hors du processus de production et laissé des ceintures de ruines en jachère, la forme marchande de la terre et du travail doit être maintenue par tous les moyens nécessaires. Lorsque nous discutons de la subsomption de la Chine dans la communauté matérielle du capital, nous discutons donc à la fois d'une période historique spécifique et de la nature des mécanismes locaux qui ont aidé à la transition. Mais, dans de nombreux cas, ce sont aussi les moyens utilisés par le capitalisme aujourd'hui pour maintenir les conditions de base pour la production de valeur.

Un impératif fondamentalement économique prend ainsi une myriade de formes extra-économiques, souvent extirpées des structures de pouvoir préexistantes, et portant presque toujours leur propre inertie dans le nouveau système. Il en résulte des mécanismes d'oppression qui, par nature, dépassent les besoins économiques de base du système dans son ensemble. En Chine, cela comprend le fonctionnement général de l'État (police, prisons, droit de propriété), mais aussi des outils spécifiques tels que le système hukou et le dang'an peut-être un simple " dossier " administratif, mais en réalité un système de surveillance individualisé supervisé par le Bureau de la sécurité publique. Il s'agit dans les deux cas d'exaptations qui trouvent leur origine dans l'ère socialiste. De même, le rôle de l'identité nationale et sa relation avec le concept d'une culture et d'une ethnicité " Han " distinctes ont été essentiels à la fois pour la crédibilité générale de l'État et pour l'affirmation violente de la domination territoriale dans des endroits comme le Xinjiang et le Tibet. Entre-temps, la perpétuation de la famille et les inégalités généralisées entre les sexes ont joué un rôle clé dans la création et le maintien d'un système de classe capitaliste : la marchandisation des campagnes a pris comme unité essentielle la capacité de production des ménages individuels - le passage au " système de responsabilité du ménage " n'aurait pas été possible sans la capacité de mobiliser la main-d'œuvre par l'intermédiaire des unités familiales patriarcales. De plus, le premier prolétariat en Chine était dominé par les femmes en raison des inégalités préexistantes dans

l'allocation des points de travail en milieu rural et dans l'emploi en milieu urbain, et les premiers capitaux privés à affluer dans des endroits comme le delta de la rivière des Perles ont été mobilisés par le biais de réseaux claniques.

Même si de tels mécanismes dépendent de ces besoins économiques et sont finalement mis au service de ceux-ci (dans le circuit de l'accumulation des valeurs, ils ne sont en aucune façon véritablement " autonomes " ou " semi-autonomes "), ils ne peuvent être réduits à de simples causes économiques. En effet, leur qualité inertielle leur confère à la fois un caractère extra-économique et un degré de cohérence interne qui génère l'illusion que l'État, la nation, la race, la famille, etc. sont capables de survivre dans leur forme actuelle au-delà de la mort potentielle de l'économie. De tels mécanismes sont des dimensions de ce que Marx appelait "l'accumulation primitive". Mais ce ne sont pas non plus des restes d'un certain " stade " de l'histoire, comme le laissent entendre de nombreuses interprétations erronées classiques de l'accumulation " primitive " ou originelle [62], ni une méthode de pillage d'un " bien commun " pas encore subsumé qui persiste en quelque sorte après la transition, comme on l'imagine dans les théories qui refondent l'accumulation primitive comme " accumulation par dépossession ". L'accumulation originelle n'est pas une simple phase de l'histoire - et l'histoire est, après tout, une sorte d'avalanche vivante et tortueuse qui tend à se débarrasser de toutes les étapes qui lui sont imposées - ni ne dépend de la persistance d'une périphérie (interne ou externe) du système capitaliste. Peut-être plus important encore, ces processus ne sont pas simplement définis par la dépossession. La seule caractéristique essentielle de l'accumulation primitive est l'acte d'établir et de maintenir le cadre nécessaire à la poursuite de l'accumulation - non pas l'enfermement d'une sorte de bien commun interstitiel, mais maintenant le maintien perpétuel de la communauté matérielle du capital, ce qui implique au contraire la fermeture du potentiel du communisme [64].

Ce que cela signifie pour nous, c'est que la création même de l'État chinois - défini par la culture supposée continue et cohérente du groupe ethnique Han - et la persistance de la famille patriarcale étaient des conditions préalables nécessaires pour une entrée relativement facile dans le système capitaliste mondial. Mais l'éventualité de ce processus est souvent dissimulée avec le recul. Puisque la Chine a achevé la transition capitaliste en tant que nation, et que son gouvernement et son infrastructure familiale ont été exaptés pour servir les besoins d'une accumulation continue, nous pouvons dire que la création de cette infrastructure à l'époque socialiste a été, en fait, la naissance de mécanismes d'accumulation originale, même si le régime de développement n'était pas capitaliste. Cela revient à dire que les États et clans préexistants du Japon Tokugawa ou de la Prusse sous Frédéric le Grand deviendraient essentiels à la formation d'États capitalistes, même si leur propre économie n'était nullement capitaliste. Cela ne signifie pas que l'existence même de l'État-nation ait garanti la transition. De tels États peuvent s'effondrer, et l'ont fait, au milieu de modes de production changeants ou face à des puissances militaires opposées (comme l'État chinois lui-même en a fait l'expérience au début du siècle), et la transition vers le capitalisme peut se faire au milieu de cette balkanisation, ou

sur la base d'un nouveau centre politique - dans des conditions d'apatridie, l'un des premiers actes de subsomption dans le capitalisme a toujours été cartographique, les puissances coloniales traçant des frontières arbitraires et définissant des nations là où il n'y en avait pas auparavant. La présomption idéologique la plus fondamentale dans une société capitaliste est la volonté de projeter le capitalisme dans le passé comme s'il était à la fois perpétuel et inévitable. Présenter le régime socialiste de développement comme s'il était d'une manière ou d'une autre secrètement capitaliste tout le temps - ou comme un simple stade d'accumulation primitive ouvrant la voie au capitalisme - ne fait que répéter cette procédure, en supprimant la contingence de l'histoire et en renforçant le mythe de l'immortalité du capitalisme [65].

En réalité, la création de la Chine comme État-nation a simplement fourni une ouverture dans le système capitaliste international, prédisposant au mieux l'ensemble des résultats probables dans la direction générale de la transition. Mais si la Chine était restée dans un état de balkanisation, il est tout aussi probable que l'invasion, la colonisation et l'endettement auraient eu à peu près le même résultat. Les contre-factuels historiques ne peuvent cependant pas éclairer tout à fait, et il n'y a tout simplement aucune fonction pour tracer une voie potentielle au-delà du capitalisme qui aurait pu ou non exister au siècle dernier. Ce que nous pouvons conclure, c'est que l'infrastructure de gouvernement créée pendant le régime de développement aiderait, en fin de compte, à créer et à maintenir continuellement un système de marchandisation de la terre et de la force de travail. De même, le maintien de la cellule familiale sous-tendrait la commercialisation, la prolétarianisation et l'afflux de capitaux. Les voies exactes par lesquelles ces caractéristiques ont été exaptées dans le processus de transition seront explorées ci-dessous. Mais il est important de noter ici que, plutôt qu'un obstacle, l'existence d'un État étendu et de traditions filiales précapitalistes ont été des mécanismes importants pour l'introduction du capitalisme sur le continent est-asiatique.

### **Les limites de l'esprit**

En plus de l'isolement géopolitique, les réformateurs chinois réagissaient également à une vague de mécontentement intérieur qui se développait lentement. C'était en partie une conséquence du sommet tumultueux de la Révolution culturelle, mais c'était aussi un nouveau type de désillusion socialiste tardive générée par la période d'austérité de plus en plus longue, parallèlement à des investissements élevés. Très tôt, les nouvelles formes de communalisme quasi-religieux offertes par l'État, codifiées dans des campagnes telles que le Mouvement socialiste d'éducation, ont eu un certain succès, bien qu'imprévisible, en rationalisant la pénurie continue et en faisant du sacrifice pour le bien du projet socialiste sa propre récompense spirituelle. Mais l'esprit rencontre toujours sa limite dans la chair. De nombreuses ethnographies de l'époque documentent le processus au niveau personnel : l'ouvrier modèle est pris dans l'enthousiasme de la première révolution culturelle, sacrifie les

incitations matérielles introduites à la suite du Grand Bond, et est récompensé par des symboles quasi-religieux de patronage d'Etat, qui semblent avoir à première vue un véritable poids social - la photo de Mao est encadrée, le livre rouge placé sur une étagère, des épingles et des foulards rouges apposés sur les tenues. Mais au fil des ans, ces symboles deviennent creux. Les exemplaires du Petit Livre Rouge s'empilent à côté des piles de photos de Mao, trop nombreuses pour être encadrées. Le communalisme spirituel de l'époque semble maintenant n'accumuler que ces masses de jetons inutiles, et le cadre symbolique de l'idéologie de l'État commence à s'effondrer. Même le plus modèle des travailleurs ne peut pas éviter le cynisme croissant. A l'échelle des masses, il se manifeste d'abord dans les marchés noirs, les entreprises illicites, la thésaurisation, les ralentissements du travail - toutes mesures visant à satisfaire le matériel au détriment de la vertu supérieure. En fin de compte, ce cynisme commencera toujours à prendre un caractère plus public et, au milieu des années 70, l'agitation ouverte a recommencé à croître. [66]

Il y avait déjà eu un certain recul par rapport au sommet de la poussée d'investissement du Troisième Front fortement militarisé. Après l'incident de Lin Biao en 1971, la crainte d'un coup d'Etat militaire a encouragé le régime à réduire l'implication de l'armée dans la production, et les réformateurs ont réussi à obtenir des coupes dans les projets de construction gonflés à l'Ouest en faveur d'investissements plus immédiatement productifs qui ont été redirigés vers les régions côtières. Pendant ce temps, les premières réunions avec Nixon et Kissinger ont abouti à un accord " pour dépenser 4,3 milliards de dollars US pour l'importation d'équipement industriel ", avec un accent sur " 11 usines d'engrais de très grande taille d'un consortium américano-néerlandais " [67] Le but stratégique immédiat était de préserver le régime de développement, pas de mettre en œuvre des réformes de marché de grande envergure, et certainement pas de s'intégrer pleinement dans l'économie capitaliste mondiale. Mais les réformes avaient aussi une dimension tactique, visant à étouffer les troubles latents qui se développaient au sein de la population.

En 1974, une nouvelle vague d'actions industrielles a balayé les villes, plus modérée que celle de la fin des années 1960, mais néanmoins suffisamment répandue pour signaler que bon nombre des mêmes problèmes économiques (stagnation des salaires, détérioration des services sociaux) avaient persisté malgré la rhétorique de l'époque. Peut-être plus important encore, des critiques explicites du régime ont refait surface à cette époque, mais avec la suppression d'une grande partie de l'ultra-gauche en 1969, ces critiques ont été fusionnées à un programme plus ouvertement libéral exigeant la démocratisation et, de plus en plus, la marchandisation. A Guangzhou, en 1974, une série d'affiches à grands caractères ont été collées avec les premières grandes déclarations publiques du groupe Li Yizhe, une coalition lâche de jeunes dissidents (dirigée par Li Zhengtian, Chen Yiyang et Wang Xizhe) qui avaient été brièvement emprisonnés au plus fort de la Révolution culturelle. Bien qu'il ne soit pas à la hauteur des propositions plus radicales faites par les factions d'extrême gauche plusieurs années auparavant, le groupe Li Yizhe a articulé une position

vaguement humaniste-marxiste, de caractère similaire à celle avancée par les dissidents d'Europe de l'Est, et remarquable pour sa capacité (en grande partie via Wang Xizhe) à justifier cette vision par un engagement élaboré avec la théorie marxiste. Le plus percutant de leurs essais, intitulé " Sur la démocratie socialiste et le système juridique ", critiquait (indirectement mais très clairement) le régime, y compris la " nouvelle noblesse " de la classe bureaucratique, la Bande des quatre et le culte de la personnalité. Parallèlement à la fin des arrestations et des emprisonnements massifs de dissidents, il prônait une démocratisation accrue, et certains de ses principaux auteurs allaient devenir des leaders du mouvement du Mur de la démocratie à la fin des années 1970. Zhao Ziyang (qui deviendra plus tard l'un des principaux dirigeants de la Chine à l'époque de la réforme), alors secrétaire du Parti de Guangdong, a tacitement autorisé la diffusion du document de Li Yizhe. Le mécontentement populaire était ainsi, du moins en partie, cultivé et dirigé par certains réformistes au sein du parti, qui espéraient que le message politique contenu dans ces critiques pourrait être utilement mobilisé contre les factions adverses [69].

Mais les troubles mis en évidence par le groupe Li Yizhe n'étaient en aucun cas le produit de tels conflits entre factions, même si Zhao Ziyang cherchait à les mobiliser à des fins politiques. Les auteurs de Li Yizhe avaient simplement commencé à formaliser leur propre expérience de la Révolution culturelle tout en fournissant une base théorique à de nombreuses revendications qui avaient déjà commencé à apparaître dans les protestations populaires. Ces protestations étaient concentrées dans les principaux centres urbains du pays. En 1974, l'" incident de la montagne de Baiyun " a vu plus de cent mille ouvriers d'usine, soldats démobilisés et jeunes escalader une montagne près de Guangzhou, apparemment pour commémorer leurs ancêtres lors d'un festival de la mi-automne, mais en réalité le rassemblement est devenu une protestation contre la bureaucratisation et l'inégalité. En été 1975, une vague de grèves non déclarées a déferlé sur Hangzhou et " n'a pris fin qu'avec un déploiement militaire à grande échelle dans les usines, impliquant jusqu'à 30.000 soldats " [71]. En 1976, la mort de Zhou Enlai a déclenché l'une des plus grandes vagues de protestation depuis la fin des années 1960. Utilisant la mort du premier ministre comme justification pour les rassemblements publics, les militants des villes de toute la Chine ont planifié des convergences le 5 avril, date à laquelle le Qingming de cette année-là (un jour traditionnel pour honorer les morts) tomberait. Le mouvement du 5 avril allait voir la participation de jeunes travailleurs de tout le pays, exprimant les nombreux mécontentements latents qui s'étaient accumulés tout au long de la Révolution culturelle [72].

Mais le mouvement cristallisait aussi ces revendications de façon nouvelle. Absorbant une partie du langage et de la logique du groupe Li Yizhe, les manifestants ont commencé à codifier leurs revendications en termes de politique de parti de haut niveau. Bien qu'elles aient été essentiellement continues avec la série de protestations ouvrières qui avait commencé avec la vague de grèves de 1956 à Shanghai et continué avec les troubles du début de la Révolution culturelle, les

protestations dirigées par les ouvriers en 1976 se sont quelque peu écartées de la tradition des grèves " économistes " qui exigeaient une augmentation des salaires, des avantages sociaux, de meilleures conditions de travail et un contrôle accru de la production par les ouvriers [73]. Au lieu de cela, les protestataires ont directement visé la direction du parti, associant la longue stagnation des salaires et du niveau de vie à la Bande des Quatre, la faction qui avait dirigé le parti depuis la répression des révoltes à la fin des années 1960. Pendant ce temps, la position de Zhou lui-même, un réformateur affilié à Deng Xiaoping, a aidé à traduire cette agitation en soutien populaire pour la faction réformatrice plus largement. Le mouvement a atteint son apogée avec l'incident de Tiananmen en 1976, lorsque les couronnes qui avaient été déposées sur la place Tiananmen en commémoration de Zhou ont été retirées du jour au lendemain et que les manifestants ont été évacués de force de la place. Bien que les manifestants n'aient pour la plupart pas exprimé leur soutien aux membres de la faction réformatrice (à l'exception, bien sûr, de Zhou), les médias officiels ont rejeté la responsabilité des manifestations sur Deng et ont utilisé les événements comme excuse pour le placer en résidence surveillée à Guangzhou. Ironiquement, cette réponse a eu pour effet de faire paraître les réformistes comme commandant une base populaire plus explicitement favorable qu'elle n'existait réellement [74]. Une fois que les réformistes ont pris le pouvoir en 1978, le mouvement a été " présenté par le régime de Deng comme un acte de masse spontané en soutien à feu Zhou et à son protégé Deng, et contre la Bande des quatre (et implicitement contre Mao aussi) ; il a été présenté avant tout comme un rejet populaire de la Révolution culturelle " [75], et ce malgré sa nette continuité avec les revendications faites par les travailleurs tout au long de la dernière décennie.

Indépendamment de la répression, les grèves se sont poursuivies tout au long de l'été 1976 dans les villes de toute la Chine. La mort de Mao a suivi en septembre, et la vague de protestation a été rétroactivement utilisée comme justification pour évincer la Bande des Quatre, qui à ce moment-là avait seulement conservé le pouvoir par le patronage de Mao. Le changement de direction a été effectivement populaire, déclenchant une autre mobilisation de masse connue sous le nom des " trois vides ", " signifiant que les magasins d'alcool, les ateliers de feux d'artifice et même les lits d'hôpitaux ont tous été vidés " dans ce qui était " probablement le plus grand parti spontané que le monde ait jamais vu " [76]. Poursuivant la tradition du 5 avril, le Mouvement du Mur de la Démocratie, en 1978, a adressé plusieurs des mêmes préoccupations au nouveau régime, maintenant dirigé par Deng. Les salaires et la pénurie de logements urbains étaient des problèmes majeurs, tout comme les demandes continues de nombreux militants en faveur d'une démocratisation accrue. Pour la première fois, cependant, les manifestants ont également commencé à comparer l'état de développement de la Chine à celui des pays capitalistes, y compris l'Occident et ses voisins qui se développent rapidement. Avec des pays comme la Corée du Sud, Taiwan, Singapour et même Hong Kong (qui s'étaient tous retrouvés dans des conditions largement similaires à celles de la Chine après la Seconde Guerre mondiale) qui connaissent un développement rapide, un fossé

inexplicable entre la Chine et ses voisins est devenu apparent. Beaucoup commencèrent à se demander pourquoi le système socialiste plus avancé n'avait pas réussi à produire des rendements égaux ou supérieurs en termes de niveau de vie - une question qui n'allait devenir plus importante que dans les années 1980 [77]. Mais le mouvement du Mur de la démocratie n'a pas répondu aux critiques radicales qui avaient été proposées à la fin des années 1960. Les revendications pour des salaires plus élevés et un développement plus rapide étaient associées, au plus extrême, à des demandes d'autogestion des travailleurs à la yougoslave et de commercialisation partielle [78].

Bien que favorable au départ, le régime de Deng craignait, dès les premières années des années 1980, que les troubles industriels ne dégénèrent. En particulier, la montée de Solidarnosc au cours de la même période en Pologne semblait indiquer la possibilité d'événements similaires en Chine si trop de pouvoir était dévolu aux travailleurs et à l'appareil nouvellement institué pour les élections villageoises. La réponse de l'Etat a été une suppression progressive, associée à des concessions économiques. La liberté de diffuser des griefs contre le parti a été lentement supprimée, les " quatre grandes libertés " de jure de s'exprimer librement, de diffuser pleinement les opinions, de tenir de grands débats et d'écrire des affiches à gros caractères ont été retirées de la Constitution en 1980, et le droit de grève a été supprimé deux ans plus tard. Entre-temps, une série d'augmentations salariales de rattrapage ont été introduites progressivement de 1977 à 1979, les premières en plus d'une décennie, et les travailleurs ont pu exercer une plus grande influence sur certains aspects de la politique et de la production locale [79]. C'est dans ce contexte que le programme politique des réformistes a fonctionné, et ces premières réformes ont souvent répondu directement aux crises qui s'étaient accumulées au cours des décennies précédentes. Mais, en général, cette réponse était incomplète. Alors que le niveau de vie s'élevait, le problème de la bureaucratisation ne faisait que s'aggraver et l'élite politique commençait à fusionner lentement avec les élites techniques pour former une classe dirigeante de plus en plus cohérente. Cela a validé bon nombre des critiques formulées par les dissidents tout au long de la Révolution culturelle, mais même ces critiques n'avaient pas prévu la véritable portée de ce qui se passait. Au fur et à mesure que la commercialisation progressait et que le proto-prolétariat augmentait en taille, la classe dirigeante qui avait commencé à être cohérente n'était plus simplement une collection d'élites bureaucratiques extrayant une partie indue des surplus de céréales, mais avait plutôt commencé à prendre les caractéristiques d'une bourgeoisie qui se formait progressivement.

### **Stagnation, modernisation et retour au foyer**

Si les limites matérielles du secteur urbain du régime de développement socialiste ont suscité des protestations de la classe ouvrière, le goulot d'étranglement de la production agricole a également conduit à l'instabilité sociale dans les zones

urbaines et rurales. La croissance démographique depuis le GLF a conduit à une stagnation de la production céréalière par habitant au milieu des années 1970. L'Etat avait déjà extrait moins de céréales à la suite du GLF, craignant une exacerbation de ses relations déjà tendues avec la paysannerie. En fait, les achats de céréales par l'Etat ont été plafonnés et n'ont pratiquement pas augmenté entre 1965 et 1978 [80]. De 1971 à 1976, l'Etat n'a même pas acheté suffisamment de céréales pour les consommateurs urbains [81]. En réponse, un gel des embauches par l'Etat a été institué en 1973. Les jeunes ont été envoyés à la campagne, les poussant ainsi hors du champ de responsabilité de l'État, leur nourriture et leur logement étant désormais assurés directement par les unités de production rurales. Malgré cela, le déficit céréalier a persisté et les importations sont devenues de plus en plus nécessaires tout au long des années 1960 et 1970 [82]. Il ne s'agissait pas seulement de problèmes de mauvaise allocation systémique et de stagnation de la productivité agricole, mais aussi du signe d'une crise plus profonde au cœur même du régime de développement. Avec une structure de patronage complexe fondée sur le clivage entre la ville et la campagne, le maintien d'une extraction céréalière régulière était essentiel au maintien du régime de développement lui-même. Lorsque cette relation centrale a commencé à s'effondrer, les fractures se sont propagées vers l'extérieur, affectant tous les aspects de la production.

Alors que la stagnation de la croissance agricole freinait le développement industriel, l'État a réagi en redoublant d'efforts pour moderniser l'agriculture, notamment par un " mini-grand bond " axé sur la production céréalière [83]. Alors que les exhortations et les appels politiques en faveur du modèle de Dazhai se poursuivaient, c'est surtout l'" avancée soudaine " de l'État en matière d'investissement agricole, surtout en 1978 et 1979 (près de neuf pour cent, soit près du double de l'augmentation dans les autres secteurs [84]), qui a finalement entraîné une croissance réelle de la production. Des millions de travailleurs ruraux et d'énormes nouveaux investissements de l'État ont conduit à près de quatre cent mille nouveaux projets de construction de capital agricole au début de 1977, créant de nouveaux champs, améliorant les anciennes terres agricoles et construisant de nouvelles infrastructures d'irrigation et de conservation de l'eau [87]. La modernisation de l'agriculture impliquait également une augmentation de l'échelle de production, qui était une condition préalable à une mécanisation réussie. Pendant ce temps, les paysans de nombreuses régions expérimentaient divers systèmes de taux de travail et de responsabilité, qui confiaient les tâches de production à de petits groupes et, dans quelques régions, même à des ménages. Cependant, dans la plupart des cas, la répartition restait au niveau de l'équipe de production, y compris là où des systèmes de responsabilité étaient utilisés. Tout au long de la fin des années 1970, le parti a encore officiellement exclu un retour à l'agriculture familiale, bien qu'il ait été reconnu que dans différentes régions, différents systèmes de comptabilité et de rémunération pouvaient être utilisés, et que ce n'est que lorsque les conditions étaient particulièrement favorables que le

niveau de comptabilité devait être relevé à la brigade, même si c'était l'objectif à long terme.

Dans l'ensemble, ces investissements ont entraîné une augmentation de la production céréalière, la production nationale passant d'environ 285 millions de tonnes, où elle était restée bloquée pendant trois ans jusqu'en 1977, à 305 millions de tonnes en 1978 (soit une augmentation de 8 pour cent) et à 332 millions de tonnes en 1979 (soit une nouvelle augmentation de 9 pour cent) [88]. Cette augmentation s'est produite alors même que la superficie totale ensemencée diminuait, une tendance qui s'est poursuivie jusqu'en 1984 [89]. Les prix des achats agricoles de l'Etat ont été relevés (22 pour cent en 1979) [90], et les taxes sur la production agricole ont été réduites. La prime hors contingent a été augmentée et la taille du contingent a été réduite [91], ce qui, avec les revenus des industries rurales, a entraîné une augmentation de près de 20 pour cent du revenu par habitant des ménages ruraux à la fin de 1978 [92]. Ces réformes semblaient donc indiquer une voie de sortie du goulet d'étranglement agricole et donnaient ainsi un aperçu d'une voie à suivre qui pourrait conduire au salut du régime de développement en déclin.

Cependant, ces politiques de modernisation de l'agriculture ont aussi contribué de manière significative à l'augmentation des déficits, ce qui a conduit à l'inversion des politiques de mini-grand bond de 1978-1979. Ce sont ces déficits, plus que toute autre chose, qui ont entraîné le retour à la production des ménages au début des années 80. Le déficit est devenu un problème pour le centre du parti en 1979, quand un petit excédent de l'État s'est transformé en un déficit de 20 pour cent suivi d'un déficit de 17 pour cent l'année suivante [93], sans qu'il y ait eu accord sur le montant ou la manière de réduire les dépenses de l'État à l'époque. Les déficits ont été aggravés par l'inflation croissante. Le problème du déficit, principalement imputable aux investissements agricoles et à la hausse des prix d'achat, a suscité un débat sur le passage à des " systèmes de responsabilité des ménages " (SRM) afin de réduire les coûts de modernisation de l'agriculture pour l'État. Comme l'a déclaré le nouveau premier ministre, Zhao Ziyang, en mars 1980, " le fardeau qui pèse sur le pays est trop lourd, c'est un fardeau que nous ne pouvons pas nous permettre " [94] Il a préconisé que les zones rurales qui dépendaient de l'État pour leur alimentation soient autorisées à passer à un système de production à contrat pour les ménages. Ces politiques ont été rapidement approuvées par Deng Xiaoping, qui a déclaré le mois suivant que l'investissement de l'État pouvait être réduit si la production était sous-traitée aux ménages paysans [95]. L'investissement de l'État dans l'agriculture a chuté de plus de 10 % en 1980 et de près de 44 % en 1981, ce qui a entraîné une baisse de la production de céréales de 332 millions de tonnes en 1979 à 320 et 325 millions de tonnes en 1980 et 1981 [96]. Le taux d'accumulation a été réduit par rapport au pic de 34,6 % atteint en 1979 [97].

La principale préoccupation des dirigeants du parti dans le passage aux contrats avec les ménages était donc le fardeau de la modernisation de l'agriculture sur les revenus de l'État, et en fait le retour à l'agriculture familiale était un retour au faible

investissement dans l'agriculture qui avait caractérisé l'agriculture des années 1950 jusqu'au milieu des années 1970. L'investissement élevé dans la modernisation de l'agriculture à la fin des années 1970 a été une brève anomalie. À la fin de 1980, quatorze pour cent des équipes de production s'étaient réorientées vers le HRS [98], mais il fallut encore un an pour que le HRS soit officiellement encouragé pour toutes les zones rurales, quel que soit le fonctionnement du système collectif au niveau local [99]. Au départ, ce retour à l'agriculture familiale était considéré comme une mesure temporaire pour faire face aux déficits de l'État. Il s'agissait d'une suspension temporaire de l'inquiétude concernant les inégalités rurales, qui permettrait une augmentation ponctuelle de la production car elle renforcerait les incitations à l'intensification du travail paysan sans nécessiter l'investissement par l'État des ressources nécessaires à la politique de modernisation agricole à long terme. Le recours à la SDR était donc en fin de compte le produit d'une contradiction inhérente aux méthodes d'allocation des biens d'équipement du régime de développement - la tentative de modernisation par le biais d'un investissement massif de l'État dans les déficits générés par l'agriculture, qui a provoqué de dangereuses pressions inflationnistes et a étranglé les fonds disponibles pour d'autres projets industriels. Mais ces allocations de capitaux ne pouvaient pas être simplement reprises, car elles se traduisaient par de grosses dépenses d'équipement. Il n'y avait donc aucun moyen de revenir au goulet d'étranglement d'avant le déficit. Le recours aux ressources humaines a donc été considéré comme l'option la plus facile, sinon la seule, pour éviter les instabilités structurelles générées par le déficit.

A long terme, cela a constitué le début de la dé-collectivisation, et à la fin de 1983, 98 pour cent des équipes de production avaient fait le virage [100]. Entre-temps, la dé-collectivisation de la production s'est accompagnée d'une dé-collectivisation de l'administration rurale. Les fonctions institutionnelles de la commune ont été remplacées par le gouvernement du canton, et le niveau de la brigade a été remplacé par le leadership du village. Le principal modèle de production adopté était le dabaogan ou " grand contrat de gestion ", dans lequel la terre restait la propriété du collectif villageois, mais les ménages pouvaient produire ce qu'ils voulaient sur la terre sous contrat tant qu'ils produisaient des cultures pour remplir le quota de l'équipe envers l'État [101]. Les équipes de production ne géraient plus la production agricole dans le cadre du système. Une conséquence immédiate de tout cela a été l'accroissement des inégalités au sein des villages et entre les régions. Dans ce nouveau système, la réussite d'un ménage par rapport aux autres dans le même village dépendait beaucoup de la taille et de la composition de la famille. Un facteur plus important de la réussite économique, cependant, concernait l'emplacement du village et les liens du ménage avec les dirigeants locaux. Dans les régions plus proches de la côte et dans les villes plus prospères, la nouvelle liberté de vendre sur le marché des produits diversifiés et hors quota a permis d'augmenter certains revenus des paysans, mais a également entraîné une plus grande inégalité locale. Cette inégalité au sein du village se reflétait dans l'inégalité entre les villages, les

paysans des régions intérieures moins accessibles et plus éloignées des villes ayant beaucoup moins de possibilités de bénéficier du même système.

De nombreux contrats entre les ménages et le collectif étaient initialement d'une durée d'un à trois ans seulement, mais la durée du contrat a rapidement été portée à quinze ans afin d'encourager le réinvestissement dans la terre. Au départ, la production agricole a augmenté entre 1980 et 1984, notamment grâce à une plus grande utilisation d'engrais et à des incitations accrues à ajouter des intrants de travail. Pour l'État, les gains à court terme du nouveau système ont été récompensés par une diminution de la charge financière (les investissements agricoles sont restés faibles), bien que la modernisation de l'agriculture ait également ralenti. Mais les prix des denrées alimentaires en milieu urbain étaient encore subventionnés, restant inférieurs aux prix d'achat en milieu rural pendant les années 80, et générant donc toujours un déficit. En fait, l'augmentation de la production agricole qui en a résulté a incité à poursuivre les réformes du marché, en ciblant désormais les systèmes d'achat et de commercialisation et les quotas.

Sans un système collectif fort pour faire respecter les quotas, de nombreux ménages ont commencé à les ignorer complètement, produisant plutôt des cultures de marché [102]. Pendant ce temps, le système unifié d'achat et de commercialisation qui avait été conçu pour gérer la pénurie d'excédents agricoles était maintenant confronté au nouveau problème de la production excédentaire, l'État ayant garanti l'achat de céréales à n'importe quel prix [103]. Cela a encouragé d'autres réformes du marché dans les achats de céréales, car l'achat garanti devenait extrêmement coûteux à mesure que la production augmentait. Les subventions de l'État aux produits agricoles sont passées à 18 p. 100 des dépenses totales de l'État en 1981, et n'ont que légèrement diminué pour atteindre 14 p. 100 en 1984. En réponse, les primes hors quota ont été supprimées pour les principaux produits agricoles entre 1983 et 1985, instituant un système de prix unique. Les prix garantis ont ensuite été remplacés par des prix négociés, afin que l'État puisse réagir à l'évolution du marché. Enfin, en janvier 1985, l'État a tenté de mettre fin au système de quotas pour la plupart des produits agricoles, en influençant plutôt la production par des contrats et des achats sur le marché, stabilisés par un prix plancher [104]. Avec la fin du système de quotas, la garantie de l'État pour l'achat de certains produits agricoles a également disparu [105].

Ces réformes visaient à remplacer les achats planifiés par l'État par des achats sur le marché. Mais des forces structurelles tout aussi fortes poussaient encore dans la direction opposée, car toute réduction des subventions aux prix des denrées alimentaires en milieu urbain aurait entraîné des troubles urbains, érodant la fragile crédibilité des réformistes. La fin des prix garantis n'a donc pas été pleinement mise en œuvre, et une baisse de la production céréalière en 1985 a obligé l'État à payer des prix plus élevés sur le marché, ce qui a de nouveau fait augmenter le coût des subventions alimentaires [106]. Les tentatives de commercialisation totale des prix agricoles ont suivi un schéma qui s'est répété tout au long de la période de réforme :

le coût élevé des subventions alimentaires pour le budget de l'État l'a obligé à procéder à des réformes des prix à l'achat et, dans certains cas, des prix du marché, ce qui a réduit la production céréalière, l'État se retirant quelque peu des réformes en réaction, ce qui a généralement fait augmenter de nouveau le coût des subventions. Mais au-delà de la production céréalière, les coûts plus élevés des aliments pour animaux et des autres intrants agricoles (notamment les engrais et les pesticides) ont contribué à pousser davantage de travailleurs ruraux vers l'industrie rurale et à développer les marchés pour les produits agricoles secondaires, comme les légumes [107]. La commercialisation a donc progressé dans l'ensemble, malgré les cycles de réforme et de repli. Pendant ce temps, une contradiction clé tout au long du processus était la question de savoir comment réduire le fardeau financier de l'État causé par les subventions alimentaires sans augmenter les prix alimentaires urbains au point que l'inflation conduise à des protestations urbaines. Comme l'ont montré les manifestations de Tiananmen en 1989, l'État a échoué à cet égard. Ce n'est qu'avec la répression du mouvement que l'État a finalement pu traverser cette contradiction, en commercialisant enfin les produits agricoles.

### **L'âge d'or de l'industrie rurale**

Alors que la production agricole s'oriente vers le marché, l'industrie rurale connaît une renaissance. Le troisième plénum de 1978 a sanctionné officiellement des développements locaux déjà bien engagés, marquant un cinquième tournant pour l'industrie rurale (après le mouvement coopératif, le Grand Bond en avant, le resserrement de l'après-saut et la relance de la fin des années 1960 axée sur la modernisation de l'agriculture). En plus d'accorder aux EBC des allègements et des exonérations fiscales, le plénum a non seulement appelé les entreprises collectives rurales à faire toute la transformation des produits agricoles " adaptés à la transformation rurale ", mais a également recommandé que les usines urbaines transfèrent une partie de la transformation de leurs composants aux EBC et " aident à équiper ces dernières avec les équipements et la technologie nécessaires ". [108] Les restrictions imposées au début des années 1960 après la famine ont finalement été levées, permettant aux communes et aux brigades de gérer des entreprises dans n'importe quelle industrie sauf quatre réservées à l'Etat : textiles de coton, tabac, armement, et certains types de fer et d'acier " [109]. Mais même ces restrictions ont été appliquées avec les exceptions locales habituelles, car différents types d'industrie sidérurgique étaient autorisés à différentes échelles, et il existe des exemples clairs d'usines textiles de coton non étatiques à Wenzhou à la même période.

Dans l'ensemble, ces réformes ont facilité la formation progressive de réseaux régionaux entrelaçant des entreprises collectives rurales (bientôt rebaptisées " entreprises de ville et de village " ou " ETP ") comme fournisseurs de composants

pour les entreprises publiques urbaines - un modèle connu sous le nom de " lien ETP-ETV ", qui allait finir par jouer un rôle important dans la transition vers le capitalisme pour des endroits comme Shanghai. Mais d'abord, les EBC devaient encore se concentrer sur la tâche de faciliter la modernisation de l'agriculture, désormais couplée à une relance officielle et à une expansion du principal rôle traditionnel de l'industrie rurale, qui n'avait jamais complètement disparu dans la réalité : la transformation des produits agricoles. Cette fonction est devenue particulièrement importante lorsque le système unifié d'achat et de commercialisation a progressivement cédé la place aux marchés privés. Au fur et à mesure que les entreprises collectives rurales ont commencé à prendre une vie propre en réponse à la combinaison de la commercialisation partielle, de la dé-collectivisation agricole, de l'augmentation de la productivité et de la décentralisation financière, le troisième plénum a été suivi par un certain nombre de nouvelles politiques de promotion des EBC. Le résultat a été une augmentation de la valeur de leur production à un taux de croissance annuel compris entre 13 et 19 % entre 1980 et 1983 [110]. Tout en montrant une croissance robuste, celle-ci a été plus lente que le taux de croissance moyen de 25,7 % de 1970 à 1976. Cette croissance plus lente, en dépit des incitations accrues, était probablement due aux incitations encore plus fortes en faveur de l'agriculture au cours de ces années. La croissance de l'EBC allait véritablement décoller en 1984 en raison de la combinaison de nouvelles incitations politiques introduites cette année-là et de la diminution des incitations pour l'agriculture, y compris la baisse des prix d'achat.

Pour l'industrie rurale, la décennie peut donc être divisée en deux étapes. Les premières années, de 1978 à 1983, ont vu les EBC commencer à expérimenter une variété de structures de propriété, d'arrangements financiers et de relations de travail. Malgré le nom officiel " Entreprises de Commune et de Brigade ", beaucoup étaient en fait la propriété d'équipes de production (la plus petite unité administrative, en dessous du niveau de la brigade) ou même de ménages individuels, ou d'une combinaison de propriétaires individuels et collectifs. En 1981, une équipe de chercheurs étrangers a observé des EBC " établies conjointement par des ménages ou des groupes d'individus ou par des ménages en combinaison avec des équipes, des brigades ou des communes ; des entreprises établies conjointement par des équipes ou des brigades de la même commune ou de communes différentes ; des entreprises établies conjointement par la commune en combinaison avec des entreprises d'Etat " [111]. Cela démontre à la fois la tendance vers l'entreprise privée, qui finira par devenir prédominante, et l'apparente diversité des possibilités économiques, en contraste avec ce qui peut maintenant sembler être une marche inévitable vers le capitalisme. Une telle diversité ouverte donnerait bientôt lieu à un vaste débat politique en Chine et à l'étranger sur les possibilités du " socialisme de marché ", dans lequel la nature expérimentale des EFC/ETV jouerait un rôle central.

Cependant, dès le début des années 1980, des signes de l'endroit où ces expériences aboutiraient réellement étaient déjà visibles. Bien que la légalité de ces structures de

propriété soit encore dans une zone d'ombre, une fois qu'une EBC a obtenu son enregistrement, elle devient éligible à une aide publique considérable, y compris des prêts (du gouvernement, des banques ou des entreprises d'Etat pour lesquelles les EBC produisent des composantes) et l'affectation de techniciens. Ces techniciens n'étaient pas membres de l'entreprise " collective ", et étaient donc essentiellement des travailleurs salariés - même si la politique centrale était encore à des années d'autoriser les entreprises privées à embaucher des travailleurs salariés, en dehors des quatre ZES qui avaient ouvert juste l'année précédente. Sur le plan financier, les relations évoluent aussi, avec la généralisation de l'actionnariat de fait comme bénéficiaire de ces prêts, et la réduction de l'obligation antérieure de remettre la quasi-totalité des bénéfices des EBC à la commune ou à la brigade pour le financement des biens et services publics. Par exemple, une " société conjointe " au niveau de la commune du Sichuan, créée en 1980, était chargée de gérer vingt-huit entreprises, dont la plupart étaient auparavant des EBC indépendantes. La société a d'abord " émis des actions gratuites pour les villages (anciennes brigades) et les coopératives (anciennes équipes) dont elle est issue ", puis elle a vendu de nouvelles actions pour financer l'investissement. Ces actions étaient négociables pour tous, y compris les villages et les individus. Bien qu'en 1981, les actionnaires privés ne représentaient qu'un pour cent du capital de cette société, " le fait qu'un individu puisse en principe acquérir des actions d'une entreprise collective en Chine représente un changement de politique étonnant " [113], ce qui a également signalé la croissance de nouvelles inégalités importantes : une société au niveau de la brigade dans une autre partie du Sichuan gérait quatre entreprises. Après quelques années de développement et de réorganisation, vingt-cinq des 201 ménages composant ces cinq équipes ne possédaient pas d'actions, soixante-dix avaient plus de dix actions chacun, et un possédait vingt actions. Les observateurs ont conclu que " les nouvelles formes d'organisation des entreprises, et les méthodes utilisées pour les financer, pourraient conduire assez rapidement à l'émergence dans les campagnes d'une classe de " capitalistes à un sou " [114] " .

Comme d'habitude, l'État s'est maintenant empressé de rattraper les initiatives locales en plein essor, espérant leur donner une orientation. C'est ainsi qu'a débuté la deuxième phase de la renaissance industrielle rurale de la décennie, marquée par une croissance beaucoup plus rapide. Le premier jour de 1984, le Comité central publia une " Circulaire sur le travail agricole " appelant les gouvernements à tous les niveaux à " encourager les paysans à investir dans ou à acheter des actions de tous types d'entreprises ", et à " encourager les collectifs et les paysans à mettre leurs fonds en commun et à créer conjointement divers types d'entreprises ". (115) Quelques mois plus tard, une autre circulaire du parti a changé le terme officiel d'EBC en " entreprises de canton et de village " (ci-après ETP) parce qu'à ce moment-là presque toutes les communes avaient été réorganisées en cantons et les brigades en villages et que de nombreuses entreprises au niveau de l'équipe, des ménages et des ménages mixtes avaient émergé dans les zones rurales, de sorte qu'une catégorie plus inclusive était nécessaire (116). La circulaire a également annoncé que

les ETP devraient recevoir le même traitement que les entreprises d'État, y compris les aides d'État. Le nombre d'ETP officiellement reconnus a décuplé entre 1983 et 1985, leur emploi a plus que doublé et leur valeur de production a augmenté de 270 % [117], ce qui peut être en partie attribué à l'inclusion des entreprises existantes dans la nouvelle catégorie de l'"ETP", mais le secteur a continué de croître plus rapidement qu'auparavant, le nombre d'entreprises ayant augmenté de 50 % en 1986-1988 et l'emploi de 27 % au cours de la même période, ce qui leur a donné une valeur de production en 1989 huit fois supérieure à celle de 1983. Parmi ces ETP, les entreprises privées ont connu une croissance plus rapide que les entreprises collectives, les services ont connu une croissance plus rapide que l'industrie, et celles des régions "économiquement en retard" ont connu une croissance plus rapide que celles des régions "avancées" [119].

De telles entreprises avaient commencé à se former sans l'encouragement ou la supervision de l'État, mais la reconnaissance officielle et l'accès aux aides d'État ont accéléré le processus. Pourquoi l'État a-t-il soudainement libéralisé et encouragé une telle variété d'entreprises rurales à cette époque ? Et pourquoi les entrepreneurs ruraux collectifs et individuels ont-ils réagi si activement, surtout après 1984 ? Comme nous l'avons vu plus haut, les incitations des paysans à investir dans l'agriculture ont commencé à diminuer après 1984 avec la baisse des prix d'achat, l'augmentation des coûts des intrants, la baisse de la fertilité des sols et l'augmentation des possibilités d'autres types de travail, y compris la migration et l'industrie rurale. La décision de plus en plus fréquente de "quitter le sol sans quitter le village", comme on appelait alors les emplois dans l'industrie rurale, allait finalement devenir un problème pour l'État, mais au début elle n'était pas considérée comme une menace pour la sécurité alimentaire ou une cause d'inflation. Les employés de l'EBC/TVE devaient continuer à cultiver leurs terres décollectivisées pendant leur temps libre, et la modernisation agricole continue soutenue par certaines de ces entreprises diminuerait la quantité de travail nécessaire pour augmenter simultanément les rendements agricoles, générant un surplus de main-d'œuvre rurale pour lequel l'État aurait autrement besoin de créer des emplois. La promotion de l'industrie rurale orientée vers la consommation était cohérente avec le changement de l'État vers une stratégie de croissance plus axée sur la consommation et un rôle accru de l'industrie légère par rapport à l'industrie lourde, tout comme la promotion des entreprises rurales fabriquant des composants et des matériaux de transformation pour les entreprises d'État, dans la mesure où ces dernières produisaient elles-mêmes des biens de consommation. La rareté des biens de consommation en Chine après des décennies d'"économie de pénurie" signifiait qu'il y avait de nombreuses possibilités de marché pour les deux types d'entreprises rurales de croître rapidement dans les années 1980-1990, lorsque la consommation urbaine a augmenté plus rapidement que jamais auparavant [120].

Si les limites immédiates du secteur agricole ont encouragé le développement des ETP, ces entreprises ont à leur tour créé de nouvelles dynamiques et de nouveaux problèmes pour l'économie. En produisant des biens de consommation, en

fournissant des intrants aux entreprises publiques et en générant un revenu disponible pour les ruraux, elles ont contribué à stimuler la consommation, mais cela a à son tour contribué à l'inflation qui a entraîné des troubles urbains à la fin des années 80 et a obligé l'État à ajuster sa stratégie économique. Parallèlement, au niveau local, les changements de politique qui ont suivi ont incité les cadres ruraux à contribuer à la création et au soutien de ces entreprises. La décentralisation fiscale a forcé les cadres à concevoir de nouveaux moyens de générer des recettes et leur a permis d'en empocher une plus grande partie, légalement ou non - la corruption à cet égard devenant l'une des raisons pour lesquelles l'État central a ensuite décidé de privatiser les ETP collectives au milieu des années 90. L'évaluation des cadres pour la promotion professionnelle est passée de mesures idéologiques à des mesures plus purement économiques telles que la vente et l'emploi, auxquelles les ETP ont contribué plus que l'agriculture seule. Le plus important est peut-être que c'est de l'explosion d'une nouvelle variété d'EFC en 1978 qu'est née la première série d'entreprises privées chinoises qui ont commencé à expérimenter prudemment de nouvelles structures de propriété et d'emploi, la deuxième série après 1984 le faisant avec plus d'audace. Et par extension, certaines d'entre elles allaient également devenir les premières entreprises privées chinoises en dehors des ZES à recevoir des investissements étrangers et à produire pour l'exportation.

### **Le marché dans la coquille de l'État**

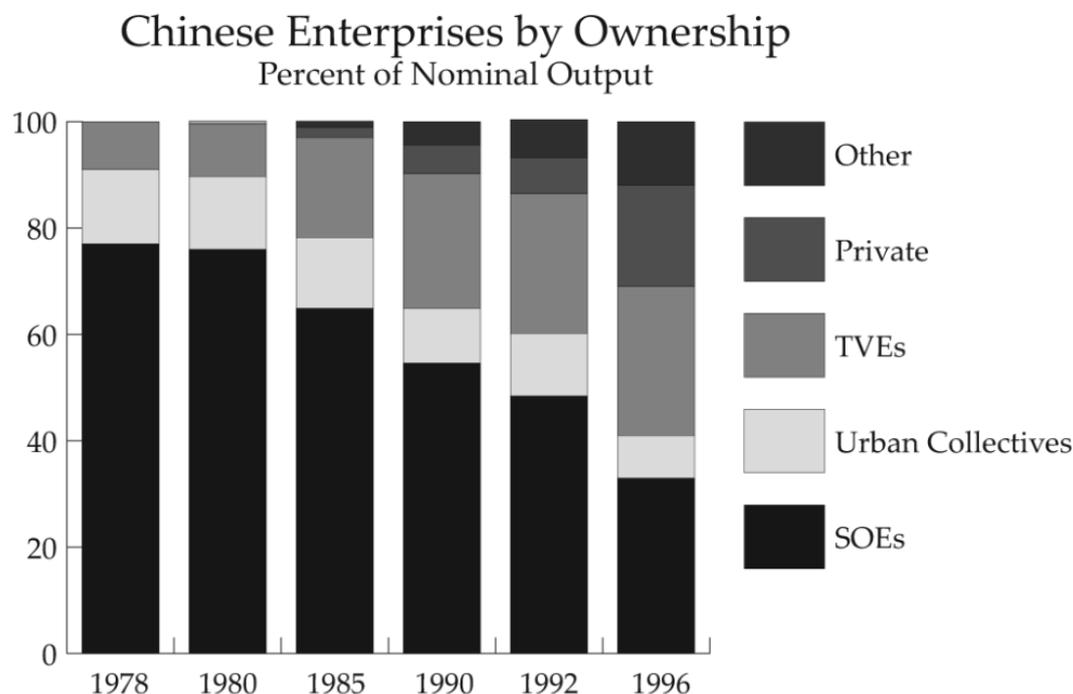
Des réformes industrielles étaient également en cours dans les villes. L'intégration du continent dans le marché mondial n'a pas été initialement un processus de dépouillement des industries nationalisées au nom de la réforme. Un tel démantèlement direct de la structure de classe de l'ère socialiste n'était ni souhaitable ni possible, étant donné les réseaux complexes de dépendance et de clientélisme qui y étaient fusionnés. Au lieu de cela, la production du secteur planifié a été pour la plupart maintenue aux niveaux d'avant la réforme, et dans de nombreux cas, elle a même légèrement augmenté. Au début, même les réformateurs les plus radicaux au sein du parti concevaient encore l'énorme secteur public comme le noyau de l'économie, la marchandisation étant largement appliquée pour réduire les coûts externes subis par les grandes entreprises industrielles et améliorer la productivité agricole. Mais les investissements publics ont été lentement et partiellement réorientés, passant des industries lourdes aux industries légères et des biens de production aux biens de consommation, au logement et aux services, parallèlement à la rénovation des installations et équipements existants. L'investissement fixe total de l'État a chuté au cours des premières années de réforme, en partie à cause de l'augmentation des déficits publics, atteignant un creux en 1981 puis se redressant légèrement au milieu des années 80. Sa composition a également changé : les investissements dans la nouvelle production sont passés de plus de la moitié du total en 1978 à une moyenne d'environ un tiers de 1980 à 1988. Sur cette nouvelle production, l'investissement

dans les textiles et la transformation alimentaire a bondi de 7 % de la construction de capital en 1978 à 13,5 % en 1981 et 1982, et à la fin des années 1980, des parts plus importantes étaient consacrées aux fonds de rénovation, qui étaient souvent contrôlés par les gouvernements locaux et les petites entreprises [121].

Un autre changement important, cependant, a été l'acheminement de ressources qui se sont entièrement détournées de la production pour faire face à la crise urbaine qui a accompagné la maturation de la génération du baby-boom, aggravée par le retour de nombreux rustiques. Le logement a doublé sa part de l'investissement fixe de l'État entre 1978 et 1982, bien qu'il soit resté une petite fraction du total. Pendant ce temps, " une grande partie des bénéfices des entreprises a été consacrée à la construction de logements au cours de ces années " : Peut-être 60% du total des logements urbains ont été financés par des fonds d'entreprise" [122]. C'était en soi un symbole de la décentralisation accrue des investissements, avec plus d'argent versé dans les entreprises existantes et les gouvernements locaux, qui ont alors reçu plus de pouvoir dans l'allocation de ces fonds. Les entreprises d'État ont été autorisées à conserver une plus grande part de leurs bénéfices totaux et se sont vu confier le contrôle de la production excédant leurs objectifs obligatoires, dont une grande partie a été liquidée par le biais de " transactions décentralisées, semi-marchandes " qui se trouvaient depuis longtemps quelque part entre le plan et le marché noir du socialisme tardif. De telles transactions, y compris le troc et les achats sur le marché, étaient maintenant activement encouragées par le régime [123]. Comme cela ajoutait de la souplesse et des connaissances locales à l'économie planifiée, ce changement a été appuyé par les réformateurs. Comme il appuyait la hiérarchie existante des entreprises d'État et allouait plus de fonds à utiliser pour les mises à niveau techniques, il a également été soutenu par les conservateurs. Comme il n'y a pas eu de licenciements majeurs au cours de cette période, le virage de l'investissement a également été largement soutenu par les travailleurs des entreprises elles-mêmes. Leur position au sein de la hiérarchie de classe du régime de développement socialiste n'a pas encore été remise en question de manière substantielle - alors que les revenus des ruraux ont augmenté rapidement, la part des travailleurs urbains n'a pas diminué et a même légèrement augmenté dans les années qui ont suivi 1978 [124].

Mais si le secteur public a été maintenu, l'évolution de l'investissement global et la croissance de la production rurale ont commencé à provoquer des changements importants dans la composition de la production industrielle totale. Dans l'ensemble, l'importance des entreprises d'État allait diminuer au cours des décennies suivantes, avec une part plus importante de la production totale produite par les ETP au cours des années 80, rejointe par des entreprises privées à capitaux nationaux, des entreprises de ménages, des entreprises à capitaux étrangers et des entreprises hybrides dans les années 90 (voir la figure 3, ces dernières catégories sont réparties entre "Privé" et "Autres"). En 1992, les entreprises d'État produisaient moins de la moitié de la production totale, tandis que les ETP rurales en produisaient un peu moins du tiers. En 1996, les entreprises privées et les entreprises appartenant à des

ménages nationaux avaient atteint 19 %, tandis que les entreprises à investissement étranger représentaient environ 12 % [125].



Sources: Gary H. Jefferson and Thomas G. Rawski, "Enterprise Reform in Chinese Industry," in Ross Garnatu and Yiping Huang, eds., *Growth Without Miracles: Readings on the Chinese Economy in the Era of Reform*, Oxford University Press 2001, p.245, Table 1.

And: Barry Naughton, *The Chinese Economy: Transitions and Growth*, MIT Press, 2007, p.300, Table 13.1

Les 50 % retenus par les entreprises d'État urbaines sont toutefois trompeurs, car ces entreprises avaient elles-mêmes subi une lente transformation pendant plus d'une décennie, pour ressembler de plus en plus à leurs concurrents ruraux et des ZES, qui sont plus pleinement commercialisés. Au-delà des quantités fixes de biens alloués par le plan, les marchés gris pour les matériaux industriels ont été autorisés à fonctionner au grand jour, créant en fin de compte un système de tarification à deux voies lié au marché rural déjà florissant, avec les ETP en son cœur. Le commerce de gros et les industries du camionnage ont été déréglementés et les entreprises ont eu beaucoup plus de latitude pour engager les travailleurs temporaires et contractuels qui composaient le proto-prolétariat croissant. En même temps, les salaires des travailleurs officiellement employés par les entreprises d'État sont devenus plus dépendants des taux à la pièce et des primes, même si les fonds de protection sociale non salariaux ont augmenté [127]. Le problème du chômage urbain a été réglé en partie par l'élimination du monopole commercial d'État, ce qui a permis une expansion et une diversification massives du commerce et de la vente au détail. Les soi-disant " entreprises de services de main-d'œuvre ", qui opèrent principalement dans la vente au détail et la restauration, ont commencé à absorber " entre un et

deux millions d'entrants sur le marché du travail chaque année " à partir de 1979. A côté de ces collectifs, " un peu plus d'un million de colporteurs privés s'étaient installés dans les zones urbaines " à la fin de 1982 [128]. Ces tendances ont été particulièrement fortes dans les villes côtières comme Shanghai et Guangzhou, qui ont commencé à retrouver leur domination historique dans ce commerce à petite échelle et cette production industrielle légère.

Tout cela a permis au marché d'allouer des parts de plus en plus importantes de la production totale, même si presque toutes les grandes entreprises étaient encore formellement nationalisées et continuaient à fournir à l'État les objectifs de production qu'elles s'étaient fixés dans leur plan. Entre-temps, les entreprises d'État en sont venues à dépendre de plus en plus de la part de marché de leurs transactions et se sont donc retrouvées en concurrence avec d'autres entreprises d'État de la même industrie ainsi qu'avec des ETI nouvellement créées et des entreprises étrangères [129]. Cette concurrence a été stimulée encore davantage par la redondance de la structure industrielle de l'ère socialiste autarcique, qui avait cherché à créer des chaînes d'approvisionnement complètes dans chaque province. Même les investissements de l'État (qui représentent maintenant en moyenne environ 20 % du PNB) dépendaient de plus en plus des fonds conservés par les entreprises, plutôt que des affectations budgétaires centralisées, et les entreprises, en collaboration avec les administrations locales, décidaient où investir ces fonds dans des conditions traditionnellement concurrentielles, puisque les investissements rentables rapportaient davantage de fonds conservés, ce qui signifiait des salaires plus élevés, des primes plus importantes et plus de pots-de-vin aux cadres et aux dirigeants [129]. Cela serait finalement officialisé par une politique de "responsabilité pour ses propres profits et pertes", reconnaissant essentiellement que la concurrence entre entreprises était désormais essentielle au système industriel [130].

### **Les ETP comme vecteur d'internationalisation**

Les ETP ont joué un rôle crucial non seulement dans l'émergence des relations capitalistes au niveau national mais aussi dans la réintégration de la Chine dans l'économie mondiale, devenant rapidement le secteur clé reliant les zones rurales au commerce extérieur. En 1985, les ETP rapportaient 2,38 milliards de dollars US en devises, soit 4,5 % des recettes d'exportation de la Chine. Ce chiffre est rapidement passé à 12,5 milliards de dollars en 1990, soit 20,8 pour cent des recettes d'exportation totales, contre seulement 4 pour cent environ pour les entreprises d'État au niveau des comtés cette année-là [131], en partie parce que les produits primaires et les produits de l'industrie légère produits par les entreprises rurales correspondaient à la demande mondiale. En même temps, ils s'inscrivent dans un créneau régional : La Chine ne pouvait pas encore concurrencer les produits à forte intensité de capital provenant du Japon et des " quatre tigres ", mais elle pouvait facilement rivaliser avec d'autres fabricants de premier plan (surtout en Asie du Sud-

Est) sur les marchés à plus forte intensité de main-d'œuvre. En même temps, ce moment a coïncidé avec deux changements importants dans la politique nationale, qui cherchaient tous deux à rattraper les développements déjà en cours au niveau local : la décentralisation du contrôle du commerce extérieur et la Stratégie de développement côtier, qui a fait pression sur les responsables locaux des zones côtières pour qu'ils promeuvent les exportations dans leurs juridictions. Les ETP axés sur l'exportation dans les zones côtières s'étaient déjà développés plus rapidement qu'ailleurs, en raison de la simple proximité géographique des voies de navigation mondiales. Une fois que la politique centrale a également poussé dans cette direction, un modèle côtier distinctif de développement de l'ETP est apparu, qui allait s'imposer dans le delta de la rivière des Perles à Guangdong.

C'est à Guangdong que le premier pas vers l'internationalisation de l'économie rurale avait été fait, dès 1978. En plus d'accueillir trois des quatre ZES initiales (créées en 1980), les responsables locaux de la province ont commencé à réorienter d'abord l'agriculture, puis l'industrie rurale vers les marchés de Hong Kong de manière plus générale [132]. Les agriculteurs ont été encouragés à passer de la production de céréales visant à rétablir la sécurité alimentaire de la Chine à la production de fruits, de poisson, de volaille et de porc pour les riches consommateurs de la colonie. Peu après, les gouvernements locaux ont commencé à signer des accords avec les capitalistes de Hong Kong pour la fourniture d'équipements aux EBC en échange de leurs produits industriels. En 1981, le Guangdong rural était déjà tellement dépendant des exportations vers Hong Kong que lorsque la colonie a été touchée par une récession américaine à l'époque, l'économie du Guangdong a également été ébranlée. Puis, en 1984, le premier ministre Zhao Ziyang a donné le coup d'envoi officiel du processus en appelant à la promotion du modèle de Guangdong dans toute la Chine, en commençant par plusieurs "bases rurales d'exportation" sur les côtes. Zhao a souligné que la production devait être transformée en profondeur, conformément aux prérogatives du commerce extérieur : " Il ne s'agit pas de planter ce que vous voulez, de transformer ce que vous voulez et de mettre ensuite à disposition pour l'exportation ce que vous pouvez épargner ; bien au contraire, en fonction du marché international que vous plantez et transformez. Trois ans plus tard, Zhao a commencé à faire pression pour que les ETP jouent un rôle plus prononcé dans le commerce extérieur de la Chine parce que, contrairement aux entreprises d'État, les ETP étaient "gérés avec souplesse et capables de s'adapter aux changements du marché", ce qui en faisait "la nouvelle force d'impact pour le développement d'industries à forte intensité de main-d'œuvre" et "l'établissement d'une économie orientée vers l'exportation" [133]. "En fin de compte, Zhao n'établissait pas nécessairement un plan d'orientation de l'État pour la commercialisation à l'échelle nationale, mais se contentait d'énoncer ce qui était déjà devenu une évidence sur le terrain.

Le développement des ETP en général et de leur commerce extérieur en particulier n'a donc pas été simplement le fruit d'initiatives spontanées de paysans entrepreneurs finalement autorisés à agir à leur guise, mais a également été favorisé

par une série de changements de politique centrale, de projets de gouvernement local et de "vieilles techniques de mobilisation" telles que "les quotas, les points de test qui bénéficient d'un traitement favorable et les modèles dans la presse qui doivent être imités, qui tous politisent les décisions économiques" - qui tous cherchent à donner une orientation aux dynamiques locales qui sont apparues de manière chaotique en réponse à des réformes antérieures, apparemment mineures. Ces " points d'essai " devaient en théorie servir de sites pilotes pour des pratiques expérimentales qui, si elles réussissaient, pourraient être adoptées ailleurs. Mais en réalité, ils ont contribué à donner forme à la nouvelle géographie de la Chine, caractérisée par un développement inégal. Les sites d'essai qui recevaient le traitement le plus favorable, comme Shenzhen, tendaient à devenir les nouveaux centres d'ETP orientés vers l'exportation, alimentés par la main-d'œuvre d'autres zones rurales - dont la propre industrialisation, déjà moins favorisée par la géographie et l'État, serait encore plus touchée par les développements économiques et politiques ultérieurs. Par exemple, Shenzhen a été autorisée à conserver toutes les devises étrangères qu'elle obtenait des exportations, et la province de Guangdong dans son ensemble pouvait en conserver trente à cent pour cent (selon le produit), alors que le taux de rétention déjà faible du Sichuan, de vingt-cinq pour cent, a été réduit à vingt et un pour cent en 1988. Un tel favoritisme suggère une spirale où, dans un contexte de dépendance croissante du commerce international, le simple fait de l'accès au port a également accru le poids politique des dirigeants des zones côtières, qui pouvaient alors modeler davantage la politique de l'État en leur faveur. Les ETP à vocation exportatrice de Guangdong ont ainsi prospéré aux dépens de plusieurs régions intérieures qui étaient "surenchères pour les produits exportables produits dans leurs propres provinces" [136] .

### **Diversification régionale de l'industrie rurale**

À la fin des années 1980, les universitaires et l'État ont commencé à promouvoir trois expériences régionales (parmi une douzaine d'expériences identifiées) d'industrialisation rurale comme modèles à imiter à l'échelle nationale : le modèle Sunan (Jiangsu-Sud), le modèle Wenzhou et le modèle du delta de la rivière des Perles (PRD). Ces modèles se distinguent principalement par leurs structures de propriété : le modèle Sunan est centré sur la propriété collective aux trois niveaux du village, du xiang et du zhen (ce dernier pouvant être traduit par " canton " et dérivé des anciennes communes), le modèle Wenzhou est centré sur la propriété des ménages, et le modèle PRD sur une combinaison de cinq types connue sous le nom de " drive forward on five wheels ", ajoutant les entreprises au niveau du comté aux quatre autres (ménage, village, xiang et zhen). Comme il était courant à l'époque, il ne s'agissait pas de " modèles " purement intellectuels ou politiques, mais plutôt de modèles d'observation : la politique cherchait généralement à rattraper la dynamique locale qui avait tendance à la dépasser rapidement. Les trois modèles ont donc été nommés d'après les endroits où ils étaient apparus, et le débat ne portait

pas simplement sur les avantages abstraits offerts par chacun, mais plutôt sur les résultats empiriques qui pouvaient être observés dans ces trois sites " expérimentaux ". Il vaut la peine de les examiner brièvement afin de montrer à quel point l'économie chinoise est apparue diverse et ouverte à de nouvelles possibilités pendant cette période de transition optimiste, et comment cette variation régionale a fini par façonner la géographie économique inégale du pays après leur subsumption sous une loi de la valeur plus unifiée à la fin des années 1990.

Outre les différentes structures de propriété mises en avant dans le discours politique contemporain, chacun de ces modèles était donc indissociable de son propre régime de production régional : l'utilisation par les entreprises sunnites de la main-d'œuvre et du capital locaux pour fabriquer des biens de consommation et des composants industriels pour les entreprises d'État voisines qui produisaient des appareils électroménagers (bicyclettes, réfrigérateurs, etc.) pour le marché intérieur, l'utilisation par les entreprises de Wenzhou de la main-d'œuvre et du capital familiaux pour fabriquer des biens de consommation de l'industrie légère (vêtements, chaussures, etc.) pour le marché intérieur, et l'utilisation par les entreprises du PRD de la main-d'œuvre locale au départ, mais de plus en plus migrante et des capitaux étrangers (principalement des Chinois d'outre-mer au début) pour fabriquer une variété de produits destinés à l'exportation. Les ETP d'autres régions de Chine qui remplissent des conditions similaires ressemblent à chacun de ces modèles dans une mesure ou une autre. Ceux du Fujian côtier, en particulier sa ZES à Xiamen et le comté voisin de Jinjiang, ressemblaient à ceux du PRD, à la différence que la plupart des capitaux initiaux provenaient de Taiwan plutôt que de Hong Kong et que les entreprises collectives prédominaient sur les collectifs. De même, de nombreux ETP dans les anciens centres industriels de Shanghai et de Tianjin ressemblaient à ceux de Sunan, et il est probable qu'il y avait des entreprises familiales orientées vers le marché intérieur dans toute la Chine (comme celles de Wenzhou), mais la suspicion officielle persistante à l'égard de l'entreprise privée dans certaines localités a forcé beaucoup d'entre elles à se déguiser en collectifs jusqu'au renversement de la politique nationale au milieu des années 1990 [137].

Certains observateurs ont mis en évidence un quatrième " modèle Pingding " en référence au comté de Pingding dans la province du Shanxi, au centre-nord. Apparemment, le gouvernement ne l'a jamais présenté comme un modèle à imiter ailleurs, mais on trouve des modèles similaires dans les régions montagneuses du nord et de l'ouest de la Chine [138] . Comme le modèle sunan, il s'agit d'entreprises collectives qui utilisent la main-d'œuvre et le capital locaux pour produire des biens destinés au marché intérieur, y compris des intrants à usage industriel pour les entreprises urbaines, mais ici la production est centrée sur l'extraction des ressources (mines, carrières, exploitation forestière) et la transformation (métallurgie, matériaux de construction, scierie) favorisées par les emplacements montagneux de ces ETP. Ce modèle présentait la plus grande continuité avec les "cinq petites industries" du début des années 70, mais ce n'est que maintenant que

l'objectif premier n'est plus d'utiliser ces matériaux localement pour la modernisation de l'agriculture, mais de gagner de l'argent en les vendant à des entreprises urbaines pour un usage industriel.

Les diverses industries du comté de Pingding lui-même (notamment la fonte de fer, l'extraction de calcaire et la production de matériaux de construction) étaient centrées sur l'extraction du charbon [139], et environ quatre-vingt pour cent des ETP des provinces riches en charbon du nord-ouest, du sud-ouest, du centre et du nord de la Chine étaient des mines de charbon, bien qu'au niveau national ces mines ne constituent que trois ETP sur mille. Les collectivités rurales avaient déjà commencé à exploiter le charbon dès le Grand Bond en avant, et ce secteur a été présenté comme l'un des " cinq petits " en 1964, mais en 1978, seulement quinze pour cent du charbon chinois était produit par des EFC, le reste étant la prérogative des entreprises d'État. Avec la série de changements politiques introduits ci-dessus, l'exploitation du charbon en milieu rural a connu une croissance exponentielle dans les années 80, fournissant 49 % du charbon chinois en 1995 à partir de 73 000 mines d'ETP. Le secteur a pu se développer particulièrement rapidement en réponse à la pénurie endémique de charbon en Chine et à l'incapacité de l'État à financer suffisamment les entreprises d'État pour répondre à la demande d'énergie en constante augmentation. Au milieu des années 1990, les mines d'ETP avaient mis fin à l'histoire de la pénurie de charbon en Chine, représentant 73,5 % de la production totale accrue au cours des dix-sept années précédentes [141].

Cette industrie et les industries connexes ont aussi profondément transformé les zones rurales où elles se sont développées, les enrichissant mais causant aussi une grave pollution et d'innombrables blessures et décès, et rendant l'économie locale dépendante d'un secteur qui sera en grande partie fermé à la fin des années 1990. Le comté de Shenmu, dans le Shaanxi, par exemple, est passé du statut de " comté pauvre clé ", sans suffisamment d'électricité pour ses propres utilisations minimales, au milieu des années 1980, à celui d'exportateur d'électricité prospère à la fin des années 1990. Quatre-vingt-cinq pour cent des recettes publiques du comté provenaient de plus de deux cents mines de charbon d'ETP, qui employaient environ 20 000 de ses 350 000 habitants ruraux, les payant plus de deux fois plus que ce qu'ils recevraient de l'agriculture, mais toujours bien moins que les ETP ne payaient leurs travailleurs. Ce sont ces salaires plus bas et ces relations de travail beaucoup plus précaires qui ont aidé les mines de charbon d'ETP à prospérer, ainsi que l'absence de dépenses pour les mesures de sécurité, la récupération des terres, la protection de l'environnement et les obligations sociales, contrairement aux exigences des entreprises d'État [143].

### **La montée et la chute du Nexus SOE-TVE**

Le succès de l'industrialisation rurale de plus en plus privatisée à Wenzhou et dans le PRD s'est soldé par une urbanisation ou une " townization " , à mesure que leur

environnement se polluait et que l'agriculture était abandonnée - anéantissant les espoirs des gauchistes des années 1990 qui voyaient dans les ETP une voie collectiviste alternative permettant de surmonter le fossé entre les villes et les campagnes. Le modèle sunnite mérite cependant d'être étudié ici de manière approfondie, car il présente en fait une voie de développement alternative qui a brièvement prospéré de la fin des années 1980 au milieu des années 1990, jusqu'à ce que la combinaison des forces du marché et des politiques de l'État conduise à son effondrement. S'il semble peu probable qu'un simple ajustement des politiques ait pu modifier cette voie ou transformer le modèle en une alternative nationale à celle, axée sur l'exportation et les investissements étrangers, qui a défini les années 2000, un examen plus approfondi de cette expérience permet de mettre en évidence les autres par contraste, tout en montrant aussi une partie du fondement matériel de l'optimisme généralisé à l'égard d'un " socialisme de marché " pluraliste qui a caractérisé le début des années 1990. Enfin, la montée et la chute de ce régime de production régional a été l'une des conditions du boom ultérieur de l'industrie privée au début des années 2000, car un vaste stock de capital fixe, de personnel formé, de relations et d'infrastructures a été constitué dans ce secteur public, puis déversé sur le marché.

L'introduction de l'économie à deux voies a permis une explosion soudaine de la demande des consommateurs qui allait persister pendant une décennie. Cela signifiait que les entreprises d'État pouvaient vendre des biens de consommation à des prix élevés, mais la pénurie s'appliquait également à de nombreux matériaux pour la production de ces biens : bien que les entreprises d'État productrices de matériaux aient également été incitées à accroître leur production pour les ventes hors quota, il a fallu plusieurs années pour que cette expansion rattrape la demande, de sorte que les prix des matériaux étaient également élevés. Les dirigeants des entreprises d'État ont réagi en s'appuyant sur leurs relations personnelles (ou en en créant de nouvelles) avec les responsables locaux des campagnes environnantes pour créer de nouvelles ETI spécialement conçues pour produire les matériaux dont ils avaient besoin à des prix inférieurs à ceux des matériaux vendus par d'autres entreprises d'État. Ce lien s'est finalement étendu à l'externalisation de composants et même de produits finals précédemment fabriqués directement au sein des entreprises d'État - non seulement pour réduire les coûts, mais aussi pour développer la production selon des modalités encore limitées par la bureaucratie, le contrôle de l'État sur l'utilisation des terres urbaines, etc. Il était beaucoup plus facile pour un directeur d'entreprise d'État de faire ouvrir une nouvelle usine par un ami à la campagne que d'obtenir les terrains et les permis nécessaires pour le faire directement en ville. Dans l'ensemble, donc, le lien entre les entreprises d'État et l'ETP était un ensemble de relations par lesquelles les entreprises d'État d'une ville donnée sous-traitaient la fabrication de composants industriels à des entreprises collectives de la campagne environnante, que les entreprises d'État soutenaient en accordant des prêts, en faisant don de matériel et en envoyant des techniciens pour former le personnel de l'ETP. Les entreprises d'État en ont bénéficié en facilitant

l'expansion de la production à un coût minimal (souvent impossible autrement en raison des réglementations héritées de l'économie planifiée), les municipalités et les villages en fournissant de nouvelles sources de revenus (en principe partagés avec tous les résidents sous forme de dividendes dans les entreprises collectives) et les employés de l'ETP en fournissant des emplois industriels aux résidents ruraux qui ne peuvent pas prétendre à des postes dans les entreprises urbaines.

Le lien prédomine à Sunan, dans une grande partie de la région du Jiangnan dont Sunan fait partie (comprenant également Shanghai et le nord du Zhejiang), et dans les périphéries de Tianjin et de quelques autres bastions d'entreprises d'État qui ont réussi à s'adapter à l'économie de marché et même à prospérer, ne serait-ce que pendant quelques années de la fin des années 80 au milieu des années 90. Comme on l'a vu plus haut, cependant, le terme " modèle Sunan " renvoie généralement à sa structure de propriété collective, qui couvre la période avant et après l'apogée du lien entre les entreprises d'État et les entreprises de télévision, et qui comprend également les entreprises de télévision qui fabriquent des biens de consommation par opposition aux composantes industrielles des entreprises d'État voisines. Dans l'agglomération de Shanghai, ce type de lien a connu un tel succès pour les ETP qu'il a brièvement permis d'élever le revenu des ruraux à un niveau aussi élevé, voire plus élevé, que celui des citadins à la fin des années 80 et au début des années 90. Ce scénario a été rendu possible par la convergence des changements de politique susmentionnés, qui ont favorisé la formation d'ETP (et les deux décennies précédentes de modernisation qui ont rendu de nombreux ruraux " excédentaires " par rapport au travail agricole), par la seule commercialisation partielle de ces régions à l'époque (contrairement à la commercialisation plus complète des ZES), par la présence d'entreprises d'État relativement robustes et dynamiques dans ces régions et par l'évolution de la stratégie économique nationale vers la promotion de l'industrie légère pour la consommation intérieure. Ce changement a incité les entreprises d'État axées sur la consommation à se développer à un rythme sans précédent et, bien entendu, cette expansion axée sur le marché n'a été possible que grâce à la décentralisation simultanée de la gestion et au relâchement des monopoles d'État sur la production de nombreux biens.

A Shanghai, où ce type de lien est le mieux documenté, les principaux biens de consommation produits par les entreprises d'État étaient les bicyclettes, les réfrigérateurs, les machines à coudre, les motocyclettes et les automobiles. Vers la fin des années 1980, des entreprises collectives des campagnes environnantes produisaient des composants pour toutes ces industries. Les entreprises d'État de Shanghai avaient commencé à sous-traiter avec des entreprises commerciales avant même 1978, mais ce n'est devenu une pratique courante que dans les années 1980, lorsque le système de liaison a rapidement pris forme [148], en partie parce que l'économie de Shanghai était encore à l'abri des expériences d'investissement étranger et de commercialisation plus poussée qui se déroulaient dans le PRD et ailleurs, parce que la municipalité était la plus importante source de revenus de l'État, fournissant un sixième du total du gouvernement central - dont soixante-dix

pour cent provenaient des bénéficiaires des entreprises d'État de Shanghai. En 1988, 31,2 % de la production industrielle de la banlieue de Shanghai était produite par 1 446 coentreprises entre des entreprises d'État et des entreprises de télévision, que l'État local appelait " l'unification urbaine et rurale " [150]. Par exemple, une entreprise d'État de réfrigérateurs domestiques, une source importante de revenus pour le gouvernement de Shanghai, a augmenté sa production annuelle de 10 000 unités en 1985 à 850 000 en 1996, et sa main-d'œuvre est passée de 557 à 2 740 personnes. En 1997, elle avait développé une base de fournisseurs de 76 sous-traitants, dont 41 ETP. Elle avait également aidé son fournisseur de compresseurs (le composant le plus important pour la fabrication de réfrigérateurs) à développer sa propre base de sous-traitants. Au début, l'ETP de réfrigérateurs avait importé la plupart de ses compresseurs du Japon, mais au cours de cette décennie, elle a localisé 70 % de son approvisionnement, réduisant ainsi ses coûts de 45 %. Au cours de la même décennie, l'usine locale de compresseurs avait augmenté sa production annuelle de 100 000 à 900 000 unités. Elle l'avait fait en grande partie en aidant à la mise en place de soixante sous-traitants, dont plus de la moitié étaient des ETP [151].

Ces réseaux se sont développés si rapidement, puis se sont contractés si soudainement, en partie à cause de la " pénurie économique " qui a duré des décennies et qui a perpétué l'illusion que les entreprises d'État pouvaient se développer continuellement sans jamais saturer la demande des consommateurs. Lorsqu'il est devenu évident que les conditions avaient maintenant évolué vers une " économie de surplus ", il était déjà trop tard. Dans ce cas, le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché est mieux compris comme deux changements sur une période d'environ dix ans : a) de l'économie planifiée à l'économie mixte ou " à double voie " à partir de 1984, et b) de l'économie à double voie au marché à partir du milieu des années 1990. Dans l'économie à deux voies de la fin des années 1980 au début des années 1990, l'âge d'or du lien, " les entreprises d'État n'ont ressenti la concurrence du marché que plusieurs années plus tard, lorsque la capacité de production a rattrapé et dépassé la demande " [152]. à partir de 1984, un ensemble de politiques publiques a restreint de façon permanente la portée de l'économie planifiée. Tout ce que les entreprises d'État produisaient au-delà de cette portée pouvait désormais être vendu en dehors des circuits bureaucratiques, les vendeurs conservant le bénéfice. Un peu comme le régime socialiste (conçu comme une transition vers le communisme) a brièvement généré l'illusion qu'il s'agissait d'un système stable capable de se reproduire sans fin, de même l'économie à deux vitesses a créé un sentiment généralisé qu'il s'agissait d'un système économique à part entière, avec son propre ensemble d'institutions. La conviction que le socialisme était suffisamment stable pour résister à ces vastes réformes avait aveuglé de nombreux participants à la pleine ampleur d'une transition qui a finalement pris une vie propre. De même, la santé apparente de l'économie à deux vitesses a rendu de nombreux gestionnaires d'entreprises publiques et d'entreprises technologiques aveugles à leur subsomption progressive en vertu de la loi de la valeur.

L'une des conséquences de cette situation était que les gestionnaires de ces entreprises continuaient de prendre des décisions qui n'avaient de sens que dans le contexte d'une économie de pénurie héritée de décennies de planification axée sur l'industrie lourde, l'infrastructure de base et la production militaire. Dans des conditions où les règles et les signaux de l'économie de marché émergente changeaient rapidement, les gestionnaires de ces entreprises d'État et de ces entreprises technologiques ont mis au point tout un ensemble de pratiques commerciales qui avaient temporairement du sens dans l'économie à deux vitesses mais qui ont finalement contribué à sa disparition : le recours aux relations personnelles avec les bureaucrates dont les bureaux étaient en cours de réorganisation ou de suppression progressive, la conception des entreprises technologiques autour de la production de composants spécifiques destinés à être vendus à des entreprises d'État particulières, et le problème plus fondamental de la poursuite de l'expansion de la production bien au-delà de ce que le marché pouvait absorber. Lorsque les prix ont commencé à baisser au milieu des années 90, les entreprises d'État (qui n'étaient toujours pas autorisées à licencier des travailleurs) ont commencé à faire des pieds et des mains pour réduire les coûts en diminuant le nombre de commandes auprès des fournisseurs locaux et en se tournant vers des pièces moins chères provenant de nouvelles entreprises technologiques qui apparaissaient dans des cantons plus éloignés. La rationalité du marché a remplacé l'éthique de la loyauté personnelle que les responsables locaux de l'ETP avaient considérée comme allant de soi. En 1999, entre soixante et soixante-dix pour cent des sous-traitants locaux de l'ETP pour six industries clés avaient fermé dans les comtés ruraux de Shanghai [153] , ce qui a dévasté l'économie de ces comtés, une seule étude ayant constaté le licenciement de centaines de milliers de travailleurs dans chacun des nombreux cantons étudiés [154] .

Cette dévastation a déversé un vaste stock de travailleurs expérimentés et de machines dans l'économie privée. Beaucoup de ces usines ont été reprises par leurs directeurs, souvent en partenariat avec des capitaux venus d'ailleurs en Chine ou à l'étranger, et restructurées selon des principes plus purement commerciaux. Les travailleurs locaux ont été mis en concurrence avec de nouveaux migrants venant de régions plus pauvres. Dans d'autres cas, l'équipement de ces usines aujourd'hui disparues a été acheté par des entreprises privées ailleurs et expédié. Comme on le verra plus en détail ci-dessous, à l'échelle nationale, la plupart des ETP collectifs ont été fermés ou privatisés du milieu à la fin des années 1990, mais c'est à Shanghai et à Sunan que cela s'est produit en dernier. Cela montre que les ETP y ont eu plus de succès qu'ailleurs en termes purement économiques et qu'elles étaient plus importantes pour l'État (parce qu'elles aidaient les entreprises d'État à générer une source cruciale de revenus), de sorte qu'elles n'ont pas été obligées de privatiser - dans un premier temps. Ce n'est que lorsque les entreprises d'État ont creusé leur propre tombe en dépassant la capacité de la nation à consommer leurs produits que les ETP qui en dépendaient ont fait faillite et ont été soit directement privatisées, soit vendues à des entreprises privées existantes. Ce n'est donc pas une histoire

typique de la montée et de la chute des entreprises rurales collectives, mais le résultat final a été le même. Elle illustre donc à la fois la diversité des expériences économiques qui caractérisent les différentes régions de la Chine dans les années 1980-1990, apparemment fluides, et leur effondrement final sous la pression de la loi de la valeur.

### **La gestation de la valeur**

Dès le milieu des années 1980, la production intérieure avait commencé à répondre à des pressions qui ressemblaient de plus en plus aux diktats de l'accumulation de valeurs. Ces pressions étaient loin d'être complètement développées, car de nombreux ETP n'ont pas été entièrement commercialisés avant le milieu des années 1990, mais la forme de valeur avait clairement commencé sa gestation tant dans les campagnes que dans les ZES. C'était un point définitif dans la transition vers le capitalisme, malgré le fait que la propriété restait nominale public (au-delà des frontières de quelques ZES). On peut comprendre cela comme l'émergence de deux systèmes de valeur, initialement séparés et mutuellement sous-développés, qui allaient fusionner au tournant du siècle. Le premier était domestique, sous-tendu par la croissance de l'industrie rurale et largement alimenté par des dynamiques locales, telles que les nouvelles structures d'incitation conditionnées par le système de responsabilité des ménages. La seconde était internationale, marquant non seulement la gestation d'une forme de valeur mais aussi l'intrusion sur le continent du système d'accumulation mondial dominant. Dans les années 1990, les deux ont commencé à s'associer, chacun se complétant pour conditionner une vague de programmes de commercialisation successifs qui ont facilité le lien entre la forme de valeur nationale en développement et les diktats de l'économie mondiale.

Au risque de détourner l'attention de notre exposé principal, il importe ici de clarifier ce que nous entendons par " transition capitaliste " dans un certain détail théorique. La valeur elle-même est une sorte de catégorie spectrale qui prend néanmoins une forme matérielle à l'échelle sociale : c'est une " abstraction réelle ", dans le sens où l'acte d'échanger des marchandises pose leur équivalence, et par là même implique rétroactivement le caractère amorphe d'un travail général et abstrait qui peut être actualisé dans une diversité de marchandises et nécessite l'émergence d'une marchandise monétaire générale et abstraite pour réaliser cette équivalence. L'idée marxiste de la valeur ne repose donc sur aucun acte subjectif d'évaluation - c'est peut-être la plus grande différence entre la critique de Marx de l'économie politique et toutes les formes d'économie. La valeur n'est absolument pas définie par des consommateurs individuels qui " valorisent " un bien par rapport à un autre, même s'il s'agit d'une cause immédiate importante dans la sphère de la circulation [156]. Elle est mieux comprise comme un processus émergent, guidé par une logique machinale qui utilise les humains et toutes sortes de systèmes non humains comme matière première et mécanismes de transport pour son expansion. Ce processus lui-même, par opposition aux " valeurs " individuelles, génère une " forme de valeur "

[157], qui est une propriété émergente de la production capitaliste, qu'elle fait ensuite avancer selon sa logique interne de base : La production capitaliste est entreprise non pas pour servir les besoins humains mais plutôt pour augmenter la masse de valeur, incarnée dans les marchandises. Pour que la valeur soit produite au sens capitaliste, cependant, le travail doit aussi être une marchandise négociable, définie par sa capacité à produire une valeur supérieure au salaire, qui n'est réalisée que lorsque la valeur produite (sous forme de marchandises) est vendue avec succès sur le marché. Cette valeur réalisée prend alors la forme de capital monétaire, dont la majeure partie est réinjectée dans la production en tant qu'investissement. La fonction de l'investissement est en fin de compte de produire des quantités de valeur encore plus importantes et, au niveau de l'entreprise, cette fonction est signalée (mais souvent pas de façon linéaire) par le bénéfice. Le marché de l'investissement est donc défini par les écarts de taux de profit entre les entreprises et les industries.

La concurrence par le marché joue donc un rôle essentiel à trois stades de ce processus. Il y a d'abord la nécessité d'un marché du travail général, garantissant que la plus-value peut être produite en tant qu'excédent par rapport au salaire. Il n'est pas nécessaire que tous les travailleurs soient entièrement dépendants du salaire, mais le salaire du marché doit être suffisamment dominant pour exercer une force d'inertie garantissant que de plus en plus de travailleurs auront tendance à devenir dépendants du salaire, directement ou indirectement. De même, le salaire du marché doit être suffisamment dominant pour générer une attraction gravitationnelle sur ceux qui sont en dehors de lui - c'est-à-dire que les paysans qui subsistent en grande partie de leur propre terre et qui échangent des excédents sur le marché le font à des prix de marché définis en fin de compte par le coût du travail et sa proportion par rapport au capital [158]. Deuxièmement, il y a la nécessité d'un marché général des biens produits. Encore une fois, tous les biens n'ont pas besoin d'être transformés en marchandises, mais il y a une tendance générale pour qu'un tel marché augmente constamment sa portée, attirant plus de produits dans l'échange de marché et les transformant ainsi en marchandises. Cette transformation implique également l'incorporation de ces biens dans la technosphère capitaliste, où le processus de production tend à se désagréger et à s'automatiser avec le temps. Enfin, il y a la nécessité d'un marché pour le capital : le capital monétaire et le capital fixe doivent être négociables et soumis à la concurrence du marché, ce qui rend l'investissement réceptif au taux de profit.

Prises ensemble, ces forces du marché vont générer une forme de valeur qui tend à accroître les forces productives en général. Cela se produit à la fois en raison de la force d'inertie qui augmente la production en termes absolus - c'est-à-dire plus d'ouvertures d'usines, plus de travailleurs entrant dans la population active - et en termes relatifs, par le biais d'une augmentation de la productivité par travailleur. La concurrence alimente cette expansion sous les deux formes. Pour rester en activité, les entreprises individuelles doivent surpasser les autres soit en trouvant de nouveaux marchés (dans de nouveaux produits ou simplement dans de nouvelles

régions) et en augmentant leur production pour les servir, soit en révolutionnant leurs installations existantes afin de produire de plus grandes quantités de biens pour moins de main-d'œuvre. Les deux ne sont bien sûr pas exclusifs et, dans les deux cas, les entreprises qui entrent sur le marché très tôt prennent des risques accrus et sont mieux récompensées en cas de succès. Lorsque d'autres suivent, le marché se stabilise à sa nouvelle taille et à sa portée accrue. Pour l'économie en général, la valeur totale a augmenté. Cette expansion dépend de la disponibilité d'une main-d'œuvre dont le travail peut être acheté à un salaire qui laisse une marge de profit suffisante et de la capacité des entreprises à échanger des produits finis sur les marchés des matières premières, réalisant ainsi la valeur créée dans le processus de production.

A partir de la fin des années 1970, chacun de ces marchés au sein de l'économie chinoise était au moins partiellement incomplet. Dans les premières années de la réforme, la seule production dont on peut dire qu'elle a généré de la valeur au sens capitaliste a eu lieu dans la sphère isolée des ZES, pour être échangée sur le marché mondial. Mais au cours des années 1980, l'essor du marché intérieur allait voir la formation partielle d'une forme de valeur distincte, bien qu'infantile, opérant dans la coquille de l'économie planifiée. En dehors des ZES, la production de valeur était surtout dominante dans les zones rurales où il y avait de grandes quantités d'ETP, et en particulier (mais pas exclusivement) dans les industries voisines des ZES qui étaient devenues au moins quelque peu liées à la transformation pour l'exportation. Mais les politiques de protection sociale de l'époque socialiste limitaient la taille de la population qui dépendait du salaire, en particulier parmi les personnes ayant un hukou urbain. Dans les campagnes, les travailleurs libérés du travail agricole par l'amélioration de la productivité offraient un marché du travail prêt pour la production d'ETP. Dans les villes, ce processus est resté incomplet, la part des travailleurs proto-prolétariens augmentant, en particulier dans les villes côtières, mais restant souvent faible par rapport aux travailleurs encore plus pleinement intégrés dans le " bol de riz en fer " de l'aide sociale de l'ère socialiste fondée sur l'entreprise. Néanmoins, la marchandisation croissante a accru l'inflation et a commencé à modifier le caractère de la subsistance, transformant davantage de biens en nécessités sociales. Cela a encore plus encouragé l'entrée sur le marché du travail, en particulier chez les paysans.

Pendant ce temps, le capital lui-même n'était qu'indirectement soumis aux forces du marché, comme en témoigne le nombre relativement faible de fermetures d'usines pendant cette période. Les entreprises ont pu profiter des avantages de la concurrence du marché, mais elles ont été isolées des inconvénients (c'est-à-dire de la faillite et de l'absorption par des concurrents plus compétents). Cette exposition partielle aux forces du marché a néanmoins conduit les entreprises d'État à se concentrer sur la croissance de la productivité, au lieu de se contenter d'accroître leurs dotations de l'État ou leur consommation de ressources, comme cela avait été

le cas à l'époque socialiste. Une part croissante des recettes conservées a ainsi été réacheminée vers les entreprises sous forme de nouvelles machines, de nouveaux équipements et de formation. Dans l'ensemble, dans les années 1990, " les fonds des entreprises ont remplacé les crédits de l'État comme principale source de financement de la recherche et du développement " [159] . L'ensemble du processus de transformation technologique a eu tendance à renforcer la pression concurrentielle, ce qui a permis d'accroître la vitesse de la commercialisation elle-même.

Très tôt, l'aile la plus radicale des dissidents restants de l'ère socialiste, tels que Li Zhengtian et Wang Xizhe du groupe Li Yizhe, avait imaginé que les réformes économiques pouvaient être combinées avec l'augmentation de l'étendue du contrôle des travailleurs afin de créer un système coopératif d'entreprises coordonné par des marchés non capitalistes démocratiquement régulés [160]. De même, le parti lui-même est revenu aux débats des années 1950 sur la " loi socialiste de la valeur ". Une nouvelle interprétation du " marché socialiste " est apparue, dans laquelle le marché pouvait coexister avec la propriété de l'État d'une manière qui empêchait la transition vers le capitalisme. Comme le marché était considéré comme un simple mécanisme d'administration de la circulation des biens, on imaginait que la production pouvait rester socialiste tant qu'elle était théoriquement détenue et administrée par l'État - qu'il s'agisse du comité de village, du gouvernement municipal ou d'une autorité centrale de planification. Cela signifiait que, parallèlement à l'autonomie accrue des entreprises et à l'efficacité économique, les économistes commençaient à discuter de l'idée du " profit socialiste " et de la renaissance intentionnelle de la loi de la valeur, mais n'envisageaient pas que ces deux notions conduisent nécessairement à la réhabilitation du capitalisme [161].

Cependant, les dissidents et les réformateurs au pouvoir ont eu tendance à confondre la propriété formelle avec les réalités du fonctionnement quotidien. Un système capitaliste est en effet fondé sur la propriété privée, mais il est tout aussi important de noter que la base même de la propriété privée a tendance à être sapée par l'élargissement de la portée sociale de la production. De plus, la propriété en tant que pratique sociale est historiquement spécifique : la distinction entre les formes précédentes et modernes de la propriété privée réside dans la localisation de la propriété capitaliste au sein d'un marché défini par la loi de la valeur. C'est ce contexte qui fait aussi que l'échelle de production tend à augmenter, de sorte que la propriété privée de la production est progressivement érodée par des formes d'administration plus complexes qui tendent à s'étendre à une plus grande partie de la société.

D'une part, cela implique la propriété privée des moyens de production de la part des capitalistes, qui revendiquent le droit d'administrer la valeur excédentaire générée par le processus de production. Mais la clé ici n'est pas tant la propriété nominale que la propriété spécifique des marchandises négociables. Sous le capitalisme, contrairement aux autres modes de production, la propriété est

fondamentalement fongible, la forme de la marchandise inscrivant la contingence dans sa structure de base. La propriété devient ainsi l'administration des marchandises, et rien de plus profond. Cela signifie également que de nombreux styles distincts de propriété et d'administration peuvent exister dans un système capitaliste, tant qu'aucun ne menace la forme de marchandise et la tendance à l'accumulation de valeur qui la définit. De plus, il y a une tendance séculaire à l'augmentation de l'échelle et de l'étendue de la production, et cela exige que l'administration elle-même devienne plus complexe. La propriété suit, devenant à la fois plus sociale (via les sociétés cotées en bourse, la transformation des fonds de retraite en investissements boursiers, les subventions de l'État versées à l'industrie, etc.) et, dans de nombreux cas, plus monopolistiques. Entre-temps, les entreprises d'État sont relativement courantes, tout comme les coopératives de travail et les petites entreprises. Le capitalisme s'adapte donc à une grande diversité de méthodes pour l'administration de la production. Absolument aucune de ces formes de propriété, y compris la propriété de l'État, ne peut être considérée d'une manière ou d'une autre comme "moins" capitaliste que les autres. En fait, c'est tout le cadre de définition qui est ici en cause, la tentative de résumer le capitalisme à partir d'unités micro-économiques équivalant à une tentative de distinguer l'eau de la glace en comptant ses molécules.

C'est la fonction de l'entreprise dans le mouvement global de la production sociale, plutôt que sa propriété nominale ou son mode d'administration, qui définit son inclusion dans une économie capitaliste. Mais si nous définissons la fonction des entreprises individuelles par rapport à l'environnement de production, comment comprendre leur fonction lorsque cet environnement est en transition ? Dans une telle situation, le caractère et la fonction des entreprises individuelles prennent une dimension supplémentaire : ils contribuent au changement, l'entravent ou l'influencent de toute autre façon. Toutes les économies en transition vers le capitalisme tendent à inclure un ensemble de formes plus anciennes de propriété, d'administration et de travail qui sont lentement converties en un système plus vaste d'accumulation de valeur et de plus en plus soumises aux exigences de ce système. Les colonies des pays capitalistes, par exemple, faisaient sans ambiguïté partie du marché capitaliste mondial, même si elles utilisaient le travail d'esclaves, de coolies et de serviteurs sous contrat. Dans de telles situations, les unités de production individuelles se trouvent sur une sorte d'écotone - l'espace où se rencontrent des écosystèmes de production distincts. Certaines méthodes de production disparaissent, mais d'autres s'adaptent. Et autant de ces formes archaïques sont donc exaptées dans le système capitaliste - parfois comme de simples accidents de l'histoire, mais souvent parce qu'elles s'avèrent tout aussi ou plus efficaces pour assurer l'accumulation de valeur à une époque donnée que les formes d'organisation déjà existantes. La question clé dans une période de transition n'est donc pas de savoir comment exactement les sites de production sont possédés et gérés, mais plutôt comment ils fonctionnent par rapport aux pressions plus

importantes de la croissance cumulée et de la transformation technologique intensive qui définissent une économie capitaliste.

Lorsque ces diverses formes de relations de marché ont commencé à s'implanter en Chine, elles ont acquis leur propre inertie, indépendamment des intentions des réformateurs. Le marché des matières premières, le marché du travail et le marché des capitaux se sont développés à des rythmes différents, mais la croissance dans l'un a eu tendance à initier, à cultiver et à renforcer la croissance dans les autres. Au début des années 1980, le marché des produits de base se développait rapidement, le marché du travail était encore limité et le marché des capitaux était presque inexistant. La loi de la valeur était largement limitée aux ZES. A la fin de la décennie, cependant, le marché des produits de base était omniprésent, et il avait commencé à stimuler la croissance du marché du travail et à faciliter la transformation de la propriété de l'ETP en quelque chose qui ressemblait à une société d'actionnaires basée sur la localité. Dans le même temps, la croissance du marché des produits de base et la disponibilité de la main-d'œuvre contractuelle ont lentement transformé les méthodes de production, même dans les grandes entreprises d'État. La possibilité d'externaliser les opérations de moindre importance à des entreprises plus petites, conjuguée à des changements techniques qui ont amélioré la productivité, allait bientôt créer une abondance d'usines et d'équipements obsolètes, ainsi qu'une main-d'œuvre inutile. Une loi nationale de valeur avait commencé à prendre forme, mais elle était encore délimitée géographiquement et incomplète sur le plan interne. Il s'agit également d'un processus politique tumultueux, la volatilité économique générant une révolte populaire qui menace la stabilité de la transition elle-même.

## Notes

[1] Erik Brodsgaard & Rutten, K. From Accelerated Accumulation to Socialist Market Economy in China, Brill, 2017, p. 4.

[2] Sun Laixiang, Aggregate Behaviour of Investment in China, 1953-96 : An Analysis of Investment Hunger and Fluctuation, Palgrave, 2001, p. 209-210.

[3] Ibid.

[4] Néanmoins, la croissance tirée par l'investissement a été la norme avant et pendant la période de réforme, l'investissement dans le secteur manufacturier en pourcentage du PIB restant extrêmement élevé par rapport à d'autres pays.

[5] Anthony Tang, " Agriculture in the Industrialization of Communist China and the Soviet Union ", Journal of Farm Economics 49(5), 1967 : p. 1118-1134.

[6] Brown, p. 35.

[7] Barry Naughton, The Chinese Economy: Transitions and Growth, MIT Press, 2007, p. 272 et chapitre 2. Voir aussi Richard von Glahn, The Economic History of China :

From Antiquity to the Nineteenth Century, Cambridge University Press, 2016, chapitres 7 et 8.

[8] Hill Gates, *China's Motor : A Thousand Years of Petty Capitalism*, Cornell University Press, 1996, p. 29.

[9] William A. Byrd et Qingsong Lin, *China's Rural Industry : Structure, Development, and Reform*, Oxford University Press, 1990, p. 9.

[10] "Sorghum & Steel", p. 79.

[11] Naughton 2007, p. 272.

[12] Byrd et Lin 1990, p. 9.

[13] Un troisième objectif initial, également abandonné par la suite en même temps que le premier, était de contribuer à rendre les nouvelles " communes populaires " agraires plus autonomes dans le cadre de la " transition vers le communisme " en augmentant leur capacité à produire non seulement de l'acier et des céréales pour les soldats et les travailleurs urbains de Chine, mais aussi des biens de consommation destinés à être utilisés dans les campagnes. Il n'est pas surprenant que ce dernier objectif ait été mobilisé davantage dans la rhétorique que dans la réalité comme quelque chose à mettre davantage en valeur après la réalisation des deux premiers objectifs du développement national, mais cela n'a pas empêché les idéologues pro-marché ultérieurs de citer son échec comme une leçon contre l'imprudence de la politique utopique.

[14] Carl Riskin, *China's Political Economy : The Quest for Development Since 1949*, Oxford University Press, 1987, p. 125-126. Pour un compte rendu détaillé de la façon dont cela s'est passé dans une commune du Sichuan, voir Stephen Endicott, *Red Earth : Red Earth : Revolution in a Chinese Village*, I. B. Tauris, 1988, chapitre 6.

[15] Byrd & Lin 1990, p. 10.

[16] Dong, Qi et Murakami, Tomoaki et Nakashima, Yasuhiro, " The Recalculation of the Agricultural Labor Forces in China " (14 juillet 2015). Disponible sur le site du SSRN : <https://ssrn.com/abstract=2630513> ou <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2630513>, p. 11-12.

[17] Endicott 1988, pp. 52 & 57.

[18] "Sorghum & Steel," p. 80, et Gail Hershatter, *The Gender of Memory: Rural Women and China's Collective Past*, University of California Press, 2011, p. 138 et 265.

[19] Chenggang Xu et Xiaobo Zhang, *The Evolution of Chinese Entrepreneurial Firms : Township-Village Enterprises Revisited*, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, 2009, p. 2.

[20] Chris Bramall, *Chinese Economic Development*, Routledge, 2009, p. 269.

- [21] Dong, Murakami, et Nakashima 2015, p. 11-12.
- [22] Chris Bramall, *The Industrialization of Rural China*, Oxford University Press, 2007, p. 9.
- [23] Anita Chan, Richard Madsen et Jonathan Unger, *Chen Village : Chen Village : Revolution to Globalization*, University of California Press, 2009 ; David Zweig, *Agrarian Radicalism in China, 1968-1981*, Harvard University Press, 1989, p. 56-57.
- [24] Dali L. Yang, *Calamity and Reform in China*, Stanford University Press, 1996, p. 105 ; Kenneth R. Walker, *Food Grain Procurement and Consumption in China*, Cambridge University Press, 1984.
- [25] Joshua Eisenman, *La révolution verte de la Chine rouge : Technology Innovation, Institutional Change, and Economic Development Under the Commune*, Columbia University Press, 2018, p. 262.
- [26] J. L. Enos, " Commune- and Brigade-Run Industries in Rural China ", dans *Institutional Reform and Economic Development in the Chinese Countryside*, sous la direction de Keith Griffin, M.E. Sharpe, 1984, p. 240-241.
- [27] Bramall, 2007, p. 19.
- [28] Ibid, p. 21.
- [29] Ibid.
- [30] Byrd et Lin, 1990, p. 10.
- [31] Bramall, 2009, p. 270.
- [32] Ibid.
- [33] Bramall, 2007, p. 21.
- [34] Ibid.
- [35] Bramall, 2009, p. 269.
- [36] Bramall 2007, p. 22.
- [37] Ibid, p. 23 ; Bramall 2009, p. 270.
- [38] Enos, 1984, p. 241.
- [39] Endicott, 1988, p. 88.
- [40] Mark Selden, *The Political Economy of Chinese Development*, M.E. Sharpe 1993, p. 174-175.
- [41] Kam Wing Chan, " Fundamentals of China's Urbanization and Policy ", *The China Review*, volume 10, numéro 1, printemps 2010, p. 63-94

[42] La fourchette de ce chiffre est en grande partie due à la question de savoir s'il faut ou non inclure les subventions dans la mesure. Si l'on ne compare que les salaires nominaux, l'écart de revenu entre les zones rurales et urbaines se situe entre 2 et 4:1, mais si l'on inclut les subventions (et nous soutenons qu'elles devraient l'être), le véritable écart de " revenu " comme mesure de la capacité de consommation totale se situe plus près de 5 ou 6:1. Pour un examen des diverses mesures, voir Selden 1991, p. 170

[43] Wu 2014, p.25, Figure 1

[44] Michael Frazier, *The Making of the Chinese Industrial Workplace : State, Revolution and Labor Management*, Cambridge University Press, 2002. p.255

[45] Selden 1993, p. 175

[46] Naughton 2007, p. 74-76

[47] Voir la figure 2 ci-dessus, ainsi que Naughton 2007, p. 57, figure 3.1. Les données de Naughton se terminent en 2004, mais peuvent être comparées à la mesure de la Banque mondiale de la formation brute de capital en pourcentage du PIB, disponible à l'adresse <http://data.worldbank.org/indicator/NE.GDI.TOTL.ZS?locations=CN>

[48] Il est tout aussi important de souligner à nouveau que nous écrivons sur la Chine en particulier et que nos conclusions sur la nature du régime de développement ne peuvent pas être simplement transférées en bloc à d'autres pays du bloc socialiste. Néanmoins, c'est exactement ce que font de nombreux chercheurs, mais à l'inverse, en utilisant leurs conclusions sur l'URSS pour déterminer à l'avance leur compréhension de la Chine ou d'autres nations socialistes. Il va sans dire, cependant, que l'expérience historique de pays aussi divers que la Yougoslavie, le Vietnam, Cuba et la Tanzanie, bien que tous " socialistes ", aura créé des crises locales distinctes, enracinées dans les conditions locales, et que chacun d'entre eux a donc eu une position unique par rapport aux crises du bloc socialiste plus large. Pour nos conclusions sur la Chine, voir "Sorghum & Steel".

[49] Les guerres par procuration en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient étaient aussi, bien sûr, des effets de la guerre froide, mais elles constituaient une dimension de son caractère mondial, ne s'inscrivant que vaguement dans des fronts géographiques - et l'échec dans ces territoires ne menaçait pas la sécurité fondamentale de la Chine et de l'URSS, de loin les deux plus grandes puissances socialistes.

[50] Lorenz Luthi, " Chapitre 3 : Mao's Challenges, 1985 ", *The Sino-Soviet Split: Guerre froide dans le monde communiste*, Princeton University Press, 2008.

[51] Michael S. Gerson, " The Sino-Soviet Border Conflict : Deterrence, Escalation, and the Threat of Nuclear War in 1969 ", *Center for Naval Analyses*, novembre 2010. p.16

[52] Ibid, p.16-20

[53] Andrew Scobell, L'usage de la force militaire en Chine : Beyond the Great Wall and the Long March, Cambridge University Press, 2003. p. 15

[54] Bovingdon 2010, p. 39-45

[55] Ibid, p. 44-45

[56] Voir : Yiching Wu, La révolution culturelle en marge : Chinese Socialism in Crisis, Harvard University Press, 2014.

[57] Voir Naughton 2007.

[58] Doug Bandow, " A Nixon Strategy to Break the Russia-China Axis ", The National Interest, 4 janvier 2017. <<http://nationalinterest.org/blog/the-skeptics/nixon-strategy-break-the-russia-china-axis-18946?page=show>>

[59] Voir : Barry Naughton, Grandir hors du plan : Chinese Economic Reform (1978-1993), Cambridge University Press, 1996.

[60] L'évolution de la question des sexes sous le régime du développement (et jusqu'à ce jour) est un sujet qui mérite une étude beaucoup plus ciblée, que nous espérons explorer à l'avenir. Il suffit de dire ici que la vision initiale d'abolir complètement le mariage avait été abandonnée depuis longtemps dans les années 1970, et le parti a en fait contribué à renforcer et à policer la famille, de sorte que les personnes qui refusaient de se marier étaient même parfois punies. Pour en savoir plus à ce sujet, voir : Margery Wolf et Roxane Witke (Eds.), Women in Chinese Society, Stanford University Press, 1975 ; Tani E. Barlow, The Question of Women in Chinese Feminism, Duke University Press, 2004 ; Hershatter 2011.

[61] Nous n'avons pas encore discuté en détail des événements au Tibet, mais pour le Xinjiang, voir notre article dans ce numéro : Adam Hunerven, "Spirit Breaking".

[62] Cette vision des " étapes " historiques à l'intérieur, avant et après le capitalisme est devenue un élément central de nombreuses écoles de marxisme après la mort de Marx. Dans ses propres écrits, le concept est souvent secondaire et pas particulièrement bien développé. Mais la détermination du " stade " de développement national a été au centre des débats sur la stratégie révolutionnaire dans des endroits comme la Russie, la Chine et le Japon dans les premières décennies du XXe siècle, ce qui a également conduit à des distorsions comme la théorie de Préobrazhensky sur " l'accumulation socialiste primitive ", justifiant la collectivisation violente dans les campagnes.

[63] Cette position fut d'abord popularisée par David Harvey, et est aujourd'hui la présomption théorique centrale de nombreux programmes politiques basés sur la défense, le renouveau ou l'expansion d'un supposé "bien commun".

[64] Pour plus de détails sur la théorie de l'accumulation originelle en tant que processus continu, voir les travaux de Werner Bonefield, en particulier le chapitre 4 de sa *Critical Theory and the Critique of Political Economy*, Bloomsbury, 2014.

[65] "Sorghum & Steel" et son concept du "régime de développement socialiste" de la Chine étaient des critiques implicites des diverses théories selon lesquelles tous ces régimes n'étaient que des variations du capitalisme (que ce soit le "capitalisme d'Etat", le "capitalisme bureaucratique", la description de l'URSS par Bordiga comme étant simplement le "capitalisme russe", ou le concept d'Aufheben de "la déformation de la valeur"). Plutôt que de résumer ces débats, nous avons simplement cherché à présenter notre propre compte rendu de l'expérience spécifiquement chinoise, et l'article est en effet le résultat de plus de dix ans d'engagement avec ces théories. Plusieurs lecteurs ont supposé que cette présentation reflétait un manque de familiarité avec ces théories, mais notre récit ne prétend pas aborder les nombreux autres régimes qui se sont dits " socialistes ". Une petite poignée d'ouvrages ont tenté de traiter directement avec la Chine (à savoir les comptes de Loren Goldner et Elliot Liu), et nous les avons abordés. Mais très peu ont été formulés en pensant à la Chine et, en fin de compte, nous soutenons qu'on ne peut pas comprendre l'histoire chinoise en étudiant la Russie.

[66] Sur ces tendances dans les années 1970, voir la section 4 de "Sorghum & Steel" et le chapitre 7 de "Cultural Revolution at the Margins" de Yiching Wu.

[67] Naughton 2007, p.77

[68] Jackie Sheehan, *Chinese Workers : A New History*, Routledge, 1998. pp.144-145

[69] Anita Chan, Stanley Rosen et Jonathan Unger, éd., *On Socialist Democracy and the Chinese Legal System*, Routledge 1985, p. 1-20.

[70] Chan et. al. 1985, p.9 et Sheehan 1998, p.146

[71] Sheehan 1998, p.146

[72] *ibid.*, p. 146-149

[73] Pour plus de détails sur l'" économisme " en tant qu'aspect de la protestation ouvrière à l'époque socialiste et en tant que terme utilisé pour discréditer l'agitation, voir Sheehan 1998 et Wu 2014.

[74] Sheehan, p. 148-151

[75] *Ibid*, p.150

[76] *Ibid*, p.154

[77] *ibid.*, p. 160-163

[78] Cela a été particulièrement important dans les travaux de théoriciens comme Wang Xizhe. Voyez : Chan et. al. 1998.

- [79] Sheehan, p.155, p.167 et pp.192-193
- [80] Dali Yang, Calamity, 108.
- [81] Ibidem, p. 123.
- [82] Ibidem, p. 108.
- [83] Zweig 1989, p. 71.
- [84] Frederick C. Teiwes et Warren Sun, Paradoxes of Post-Mao Rural Reform : Initial Steps Toward a New Chinese Countryside, 1976-1981, Routledge, 2015, p. 203-204.
- [85] Voir aussi Sun Laixiang 2001.
- [86] Griffin et Griffin dans Griffin ed. 1984, p. 211.
- [87] Zweig 1989, p. 71 ; voir aussi Rural Capital Construction numbers-China Data tables.
- [88] CIA, " China Provincial Grain Production ", 1982, <<https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP83B00227R000100070005-7.pdf>> ; Teiwes et Sun 2015, p. 203 ; Zweig 1989, p. 71.
- [89] Li, Yuxuan, Weifeng Zhang, Lin Ma, Liang Wu, Jianbo Shen, William J. Davies, Oene Oenema, Fusuo Zhang et Zhengxia Dou. "Une analyse de la production céréalière de la Chine : Regard sur le passé et sur l'avenir." Food and Energy Security 3, no. 1 (1er mars 2014) : 19-32. <<https://doi.org/10.1002/fes3.41>>.
- [90] Teiwes et Sun 2015, p. 203.
- [91] Sicular, Terry. "Grain Pricing : Un lien clé dans la politique économique chinoise." Modern China 14(4), 1988 :, p. 486.
- [92] Teiwes et Sun 2015, p. 119.
- [93] Sicular, " Grain Pricing ", 1988, p. 478.
- [94] Teiwes et Sun 2015, p. 150-151.
- [95] Ibid, p. 152.
- [96] Ibidem, p. 203.
- [97] Adjit Ghose, dans Griffin, éd. 1984, p. 211 ; Teiwes et Sun 2015, p. 151.
- [98] Teiwes et Sun 2015, p. 163.
- [99] Ainsi, s'il n'est pas surprenant que le système de responsabilité des ménages se soit répandu dans une province moins développée comme Guizhou, il s'est aussi répandu dans des régions où l'économie collective fonctionnait beaucoup mieux, comme Guangzhou. La vitesse à laquelle il a été adopté au niveau provincial a cependant été très variable. Voir Teiwes et Sun 2015, p. 159-164.

[100] Jonathan Unger, *The Transformation of Rural China*, M.E. Sharpe, 2002, p. 102.

[101] *Ibid*, p. 100.

[102] Sicular, " Grain Pricing ", 1988, p. 469.

[103] *Ibidem*, p. 470.

[104] Sicular, Terry. "Planification et fixation des prix des produits agricoles dans l'après-Mao". *The China Quarterly*, no 116, 1988 : p. 694.

[105] Sicular, "Grain Pricing", 1988, p. 470-473.

[106] Sicular, "Agricultural Planning", 1988, p. 695-696.

[107] *Ibidem*, p. 696-697.

[108] Bird & Lin, 1990, p. 10. Selon Enos (1984, p. 225), il était déjà courant pour les EBC de faire ces deux choses (transformer les produits agricoles et produire des composants industriels pour les entreprises d'Etat) dès 1975. Comme cela n'a pas été officiellement encouragé, et a été dans de nombreux cas interdit ou restreint jusqu'en 1978, cette observation peut être considérée comme une preuve supplémentaire de l'initiative locale avec laquelle la politique officielle a été forcée de rattraper son retard, comme la réorientation de certaines EBC vers les marchés de consommation urbains perturbée en 1967-1968, mentionnée ci-dessus.

[109] Enos 1984, p. 241.

[110] Byrd & Lin 1990, p. 11.

[111] Griffin et Griffin, dans Griffin ed. 1984, p. 216.

[112] *Ibidem*, p. 217.

[113] *Ibid*.

[114] *Ibid*. p. 218.

[115] Byrd et Lin, 1990, p. 11.

[116] Par conséquent, Byrd et Lin traduisent *xiangzhen qiye* par " entreprises rurales non étatiques ", mais nous avons conservé les " entreprises de canton et de village " plus courantes, de crainte qu'il ne semble que nous fassions référence à autre chose. Notez que cette catégorie inclut également les entreprises appartenant aux équipes de production et à toute autre combinaison de propriétaires ruraux collectifs ou individuels en dessous du niveau du gouvernement du comté - comme les EFC en étaient venues à l'englober officieusement au début des années 1980. Ce n'est qu'au milieu des années 1990 que les entreprises privées rurales ont été officiellement mises en contraste avec les entreprises collectives - maintenant comme la forme de propriété préférée, les collectifs étant considérés comme plus susceptibles de devenir inefficaces, népotiques, etc.

[117] David Zweig, " Internationalizing China's countryside : the political economy of exports from rural industry ", The China Quarterly 128, 1991, p. 719.

[118] Ibid.

[119] Byrd et Lin, 1990, p. 11.

[120] Daniel Buck, Constructing China's Capitalism : Shanghai and the Nexus of Urban-Rural Industries, Palgrave Macmillan, 2012. Cette question est examinée plus en détail ci-dessous, dans la section sur le lien entre SOE et TVE.

[121] Naughton 1996, p. 80-82, figure 2.2

[122] Ibid, p.82

[123] Gary H. Jefferson et Thomas G. Rawski, " Enterprise Reform in Chinese Industry ", dans Ross Garnatu et Yiping Huang, eds, Growth Without Miracles : Readings on the Chinese Economy in the Era of Reform, Oxford University Press 2001. p.246.

[124] Naughton 1996, p. 83.

[125] Naughton 2007, p. 300, tableau 13.1

[126] Jefferson et Rawski 2001, p. 247

[127] Naughton 1996, p. 101-103

[128] Ibid, p. 117-119

[129] Jefferson et Rawski, 2001, p. 249

[130] Naughton 1996, p. 106, figure 3.2

[131] Zweig 1991, p. 717-718.

[132] Ibidem, p. 721.

[133] Cité dans l'ibid. p. 721-722.

[134] Cité dans ibid. p. 722.

[135] Cité dans ibid. à la p. 727.

[136] Ibid., p. 734.

[137] Bramall 2007, p. 60-70 ; Buck 2012, p. 13-15 ; Lin 1997, p. 127.

[138] Bramall 2007, p. 64-65.

[139] Ibid.

[140] Rui 2004, p. 2-3.

[141] Ibid, p. 4.

[142] Ibidem, p. 6.

[143] Ibidem, p. 7.

[144] Aux quatre ci-dessus, plusieurs autres modèles d'industrie rurale identifiés peuvent être condensés dans un cinquième décrivant les régions du centre et de l'ouest de la Chine dont les ETP sont restés essentiellement collectifs, utilisant la main-d'œuvre et le capital locaux pour transformer les produits agricoles et fabriquer des intrants agricoles et des biens de consommation pour le marché intérieur. Comme le modèle Pingding, il n'a jamais été officiellement présenté comme un modèle national, et il s'est largement effondré dans la poussée nationale de privatisation des entreprises collectives à la fin des années 1990, bien que quelques collectifs aient tenu bon et aient réussi à survivre en se taillant des créneaux. Le village de Nanjie, dans le Henan, en est un exemple frappant. Il a été présenté par de nombreux gauchistes comme le dernier bastion du socialisme chinois et une alternative modèle à l'entreprise capitaliste. Cependant, son succès n'a été rendu possible que grâce au soutien généreux de la Banque agricole de Chine et à l'exploitation des travailleurs non locaux, qui constituent les deux tiers de la main-d'œuvre et effectuent la plupart des travaux manuels pour les quelque vingt entreprises du village sans bénéficier d'aucun des avantages collectifs dont jouissent les villageois. Voir le numéro 1 de la Revue de la gauche chinoise, 2008.

[145] Pour un aperçu de ces discussions politiques des années 1990 sur les ETP, voir le chapitre 3 de Alexander Day, *The Peasant in Postsocialist China*, Cambridge University Press, 2013.

[146] Une grande partie de cette section est tirée de Buck 2012, la source du terme " SOE-TVE nexus ".

[147] Buck 2012, p. 187.

[148] Ibid. p. 26.

[149] Ibidem, p. 14.

[150] Ibidem, p. 27.

[151] Ibid.

[152] Ibidem, p. 81.

[153] Ces industries étaient les machines à coudre, les bicyclettes, les motocyclettes, les automobiles, les réfrigérateurs et les instruments de mesure [153]. Ibid. p. 5 et 132.

[154] Ibidem, p. 191.

[155] Le concept d'" abstraction réelle " est au cœur de la méthode de Marx, et la reconnaissance la plus claire de ce concept est habituellement attribuée à l'ouvrage d'Alfred Sohn-Rethel de 1977, *Intellectual and Manual Labor*. Sa très grande

popularité dans les cliques marxistes universitaires de la fin du 20e siècle a cependant conduit à un abus extrême, guidé par les modes saisonnières de la haute philosophie. Ces dernières années, plusieurs tentatives ont été faites pour recentrer le concept en termes marxistes classiques. Un bon résumé contemporain de l'utilisation par Marx des abstractions réelles et de leur lien avec le processus d'échange peut être trouvé dans : Ray Brassier, 'Concrete-in-Thought, Concrete-in-Act : Marx, Materialism and the Exchange Abstraction' in *Crisis and Critique*, Vol. 5, No.1, 2018.

[156] Cela a cependant été un point de discordance dans certaines écoles de marxisme. Voir, par exemple : Elena Louisa Lange, "Failed Abstraction : The Problem of Uno Kōzō's Reading of Marx's Theory of the Value Form ", *Historical Materialism* 22.1, Brill, Leiden, pp. 1-31.

[157] Pour plus de détails sur ce point, l'école de la " théorie de la forme de la valeur " est devenue suffisamment cohérente dans la recherche anglophone pour être un point de référence distinct. Il s'agit cependant d'une vaste catégorie, qui comprend les premiers travaux d'Isaak Rubin, la *Neue Marx-Lektüre* en Allemagne, ainsi que les travaux de certains courants théoriques ultra-gauchistes francophones et anglophones. Une bonne source parmi tant d'autres est l'ouvrage de Michael Heinrich, *An Introduction to the Three Volumes of Marx's Capital*, Monthly Review Press, 2012.

[158] D'autres types d'échanges de marché ont existé historiquement, bien sûr, le plus pertinent ici étant les marchés expansifs, largement ruraux, qui ont dominé le continent est-asiatique depuis l'époque médiévale jusqu'aux Qing. La production pour ces marchés était dominée par des formes artisanales de travail, en grande partie effectuées par des agriculteurs de subsistance vendant des produits agricoles excédentaires ou des produits faits maison. Pour la grande majorité de la population, la subsistance était une question de production agricole locale, plutôt que de salaire. Il y a eu sans doute une ou deux périodes, pendant les Song du Sud et les premiers Ming, où les relations sur les marchés locaux ont commencé à s'étendre à l'agriculture, libérant une partie substantielle de la main-d'œuvre dans la production salariale des centres urbains et ouvrant ainsi un potentiel pour une transition vers le capitalisme. Pour nos besoins, nous pouvons simplement constater que cette transition ne s'est jamais produite. Il n'y avait pas de tradition " capitaliste " nationale avant la fin des années Qing. Pour un aperçu de ce débat et une explication du fonctionnement des marchés en Asie de l'Est continentale précapitaliste, voir Richard Von Glahn, *The Economic History of China : From Antiquity to the Nineteenth Century*, Cambridge University Press, 2016.

[159] Jefferson et Rawski, 2001, p. 252

[160] Cette vision s'inspire de l'expérience de la Yougoslavie et, sur le plan théorique, ressemble beaucoup à l'anarchisme de Pierre Joseph Proudhon. Voir : Sheehan, 1998, pp. 144-145. [161] Naughton 1996, p. 98

## **RED DUST 3° partie**

### **Sinosphère**

#### **Conditions internationales 1970-2000**

##### **Vue d'ensemble : Le capital en compétition**

Il n'en reste pas moins que le capitalisme est, par essence, un système mondial, de sorte que la transition vers le capitalisme ne peut s'expliquer uniquement en termes internes. Dans cette section, nous revenons sur l'évolution de l'économie mondiale, mais en nous concentrant maintenant sur le nouveau rôle de la Chine dans la hiérarchie internationale de la production. Au centre de cette histoire se trouve la nature de la concurrence en tant que force motrice du capitalisme, qui s'exerce simultanément entre les entreprises, les pays et les blocs régionaux de capitaux. Tant que la croissance est robuste, cette concurrence laisse suffisamment de place à des alliances mutuellement bénéfiques à tous ces niveaux. Mais lorsque la croissance ralentit à tous les niveaux, cette même concurrence devient un jeu à somme nulle. Dans ces conditions, le rôle des alliances nationales de capitaux et des blocs commerciaux régionaux, centrés sur des monnaies différentes, prend de l'importance, et la politique internationale devient un jeu consistant à jongler avec les bulles financières tout en faisant passer les pires crises avant les concurrents. Les guerres commerciales, les guerres de monnaies et les guerres de capitaux dans les marchés émergents deviennent les caractéristiques de l'économie.

C'est dans ce contexte que le capital, en tant que système mondial, est capable de déplacer son centre de gravité. Nous avons déjà vu comment le pivot vers le Pacifique a eu lieu grâce à l'alliance de la guerre froide entre les Etats-Unis et le Japon. Ce déplacement a été, en termes historiques, relativement sans heurts en raison de la claire hégémonie des Etats-Unis, de la démilitarisation du Japon et de la disponibilité immédiate de contrats d'approvisionnement militaire justifiés par la menace du socialisme. Mais vers la fin du siècle, une plus grande concurrence frontale entre les fabricants américains et japonais allait conduire à une guerre commerciale totale, qui se solderait par la défaite du Japon. Ironiquement, cependant, la crise japonaise, conjuguée à la fin de la guerre froide, créerait les conditions dans lesquelles un nouveau bloc de capitaux de la Sinosphère pourrait prendre la tête de la région. Les guerres commerciales se sont poursuivies en l'absence de contrats militaires de la guerre froide, et la Chine continentale a rapidement dépassé les fabricants d'Asie du Sud-Est dans leur lutte pour obtenir des parts plus importantes des chaînes d'approvisionnement mondiales, maintenant aidée par un afflux de capitaux chinois d'outre-mer qui retournent sur le marché en voie de libéralisation rapide par l'intermédiaire de Hong Kong, de Singapour et de Taïwan.

Tous ces changements ont exercé une forte gravité sur l'urbanisation et la géographie industrielle de la Chine. Une nouvelle forme de ville a commencé à apparaître dans les principales zones d'exportation côtières, tentaculaires, inhumaines et constamment réaménagées, la première incarnation des mégapoles deltaïques d'aujourd'hui. Ces nouvelles villes étaient des espaces de dépossession, l'environnement naturel du prolétariat. Ce n'est donc pas une coïncidence si le bas du système de classe capitaliste a pris forme ici en premier lieu, alors que les migrants affluaient dans des endroits comme le delta de la rivière des Perles à la recherche de travail. Mais d'où venaient ces migrants, pourquoi ils ont migré et pourquoi d'autres formes d'emploi industriel leur ont été interdites, tout cela sera exploré dans la partie IV, où nous expliquons la montée du système de classe capitaliste national.

### **Commerce et investissement précoces**

Le commerce international n'a jamais constitué une part importante de la production chinoise dans le régime de développement socialiste, et une grande partie de ce qui existait se faisait avec d'autres pays socialistes. La majeure partie de ce commerce s'effectuait avec l'URSS, qui représentait près de 50 % des échanges commerciaux de la Chine entre 1952 et 1960 et était la principale source de toute une gamme de biens d'équipement, des matériaux industriels de base aux machines. La relance de l'industrie en Mandchourie et le premier plan quinquennal (1953-1957) qui a suivi auraient tous deux été impossibles sans ce soutien soviétique. En échange, la Chine avait exporté vers l'Union soviétique des biens à forte intensité de main-d'œuvre, tels que des textiles et des aliments transformés. Mais même à son apogée, le rapport entre le commerce et le PIB n'a jamais dépassé dix pour cent. Lorsque le Grand Bond en avant a échoué et que les relations sino-soviétiques ont commencé à se tendre, le commerce entre les deux plus grands pays du bloc socialiste a stagné. Entre 1959 et 1970, le commerce chinois n'a pas connu de croissance nette. En 1970, le commerce avec l'URSS s'était presque entièrement tari, passant de la moitié du commerce total à un minuscule 1 %. L'effet sur le ratio global du commerce au PIB a été brutal, la part du commerce tombant à seulement 5 % [1].

Si un développement futur devait se produire, la Chine aurait alors besoin d'une nouvelle source pour les biens d'équipement avancés qu'elle n'est pas en mesure de produire sur le marché intérieur. C'est dans ce contexte que la Chine a abordé la question d'un rapprochement diplomatique avec les États-Unis, qui commençait à ressentir les effets de la crise industrielle. Mais les accords économiques régionaux qui ont suivi cette réconciliation avec la superpuissance militaire de la ceinture du Pacifique ont été tout aussi importants. En phase avec les États-Unis, le Japon avait normalisé ses relations diplomatiques avec la Chine continentale en 1972. Cette normalisation a été suivie d'une série d'accords commerciaux au cours des années 1970, dont le plus important a été l'Accord commercial à long terme de 1978, qui visait à résoudre le problème des biens d'équipement en Chine en exportant des

ressources naturelles (à savoir le pétrole et le charbon) vers le Japon, pays pauvre en ressources, en échange de l'importation d'installations industrielles entières, y compris toutes les technologies et les matériaux de construction pertinents. Cet accord a coïncidé avec le début de la crise de surproduction parmi les fabricants japonais, fournissant un marché essentiel pour les biens d'équipement qui ne pouvaient plus être utilisés de manière rentable dans l'économie nationale. En 1980, " la Chine dépendait du Japon pour la plus grande partie de ses importations ", le Japon représentant 26,4 % du total. La même année, le Japon était le marché de 20,1 % des exportations chinoises, principalement dans le domaine des ressources naturelles. Pendant ce temps, la majeure partie des importations se composait précisément de biens d'équipement qui avaient commencé à connaître les plus graves baisses de rentabilité, notamment les " produits chimiques et industriels lourds " et les " machines et équipements " [2].

À partir des années 1970, le commerce chinois a donc commencé à remonter de son creux, retrouvant son sommet de l'ère socialiste de 10 % du PIB en 1978, puis il a augmenté régulièrement tout au long de la première moitié des années 1980, les importations et les exportations étant organisées par le biais d'accords commerciaux bilatéraux qui assurent des parts à peu près égales dans le commerce total [3]. Pendant cette période, l'économie intérieure était encore complètement isolée du marché capitaliste par un " double sas " dans lequel l'État monopolisait le commerce extérieur, ne permettant qu'à douze sociétés commerciales nationalisées de faciliter les relations prévues dans les accords commerciaux. Pendant ce temps, la valeur du yuan chinois était complètement coupée des marchés internationaux des devises, étant fixée à un taux planifié, ce qui la rendait non convertible. Il existait donc un double prix pour les marchandises échangées à l'échelle internationale et un système de monnaie à double voie a été institué, le yuan n'étant pas négociable sur le marché mondial et des certificats de change spéciaux à taux du marché étant émis à sa place [4].

Ce système, cependant, était entièrement dépendant d'un flux constant de pétrole et de charbon. La production du champ pétrolier de Daqing, le plus grand de Chine (et parmi les plus grands du monde), s'est accompagnée d'une nouvelle production provenant d'une série de champs plus petits ouverts tout au long de la Révolution culturelle, ce qui a conduit à un taux de croissance annuel rapide de 20 % de la production totale de pétrole entre 1969 et 1977. La croissance était si rapide que " les planificateurs déclaraient que la Chine se rapprocherait de la position de l'Arabie Saoudite en tant que troisième producteur mondial de pétrole " en 1985 [5] Le Plan décennal de 1976-1985 (le premier formulé par la direction de Deng Xiaoping) était fondé sur une série de méga-projets, construits avec des importations de biens industriels (y compris des usines entières) du monde capitaliste payées en pétrole. L'ampleur gigantesque du plan a été rendue possible par la présomption que la production de pétrole continuerait à croître au même rythme rapide, malgré le fait que les réserves présumées n'aient pas été réellement vérifiées. En fin de compte, les réserves ne se sont jamais matérialisées, la surexploitation du début des années

1970 a causé des dommages durables à la productivité à long terme, et la production de pétrole a atteint un sommet au tout début du Plan décennal, au moment même où de nombreux accords commerciaux étaient signés [6].

De nombreux contrats ont finalement été annulés, mais la situation a également favorisé la réforme des sas sur les marchandises et les devises, ce qui a isolé l'économie chinoise des prix du marché mondial [7]. Si ces sas pouvaient être soigneusement contournés, cela permettrait de trouver de nouveaux moyens de payer les dépenses de développement nécessaires, en particulier les usines et le matériel coûteux importés du Japon. Au milieu des années 1980, le yuan a été délibérément dévalué, ce qui a commencé à l'aligner sur les marchés mondiaux des devises (bien qu'il soit resté à un taux de change fixé par l'État), et au début des années 1990, le système monétaire à deux voies avait été entièrement aboli [8]. Entre-temps, l'adoption de l'Accord du Plaza en 1985 a vu une inflation rapide du yen, tandis que le dollar (ainsi que de nombreuses devises d'Asie du Sud-Est qui y étaient rattachées) est devenu plus compétitif. Le yuan nouvellement dévalué était bien placé pour commencer à concurrencer les monnaies de l'Asie du Sud-Est rattachées au dollar pour une position dans les échelons inférieurs de la hiérarchie du bassin du Pacifique.

L'essor des centres de production à forte intensité de main-d'œuvre dans les zones rurales (en particulier dans les principaux deltas fluviaux) avait déjà permis au continent de bénéficier d'une demande accrue de biens industriels légers. La capacité de production des ETP était évidente et le marché intérieur avait commencé à passer d'une situation de pénurie persistante à une situation d'excédent. Une crise de surproduction qui s'aggrave signifie que tout ETP capable de trouver de nouveaux marchés sera non seulement sauvé de la faillite, mais aussi catapulté bien avant ses concurrents. Le deuxième sas isolant l'économie intérieure a donc été surmonté par la création de zones économiques spéciales (ZES), dont les premières se trouvaient toutes dans des zones côtières relativement pauvres des provinces de Guangdong et de Fujian, près de Hong Kong et de Taïwan. Cela s'est accompagné d'une augmentation massive du nombre d'entreprises autorisées à faire du commerce extérieur, dont beaucoup étaient situées dans les ZES, ce qui a permis d'importer en franchise de droits à condition qu'elles soient utilisées dans la zone pour la production de biens destinés à l'exportation [9]. Il en est résulté qu'en 1987, " la Chine avait établi ce qui était essentiellement deux régimes commerciaux distincts ", dont l'un était entièrement commercialisé et orienté vers l'exportation et l'autre un régime de " commerce ordinaire " partiellement réformé et plus réglementé [10]. La nature des exportations a également changé au cours de cette période. Alors que le pétrole était encore le principal produit d'exportation en 1985, représentant environ 20 % du total, " en 1995, tous les principaux produits d'exportation de la Chine étaient des produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre " [11].

Cet essor a été stimulé à la fois par la croissance rapide de l'économie nationale et par un important afflux d'investissements directs étrangers (IDE). Bien que très peu

(2,6 % du total en 1980) des premières importations de la Chine continentale provenaient de Hong Kong et de Macao, ces régions allaient servir d'interface clé entre le régime de développement en évolution rapide et la sphère capitaliste dans laquelle il était lentement incorporé. Hong Kong et Macao en sont rapidement venus à dominer la part de la Chine dans les investissements étrangers entrants, fournissant 51,6 % de tous les IDE en 1983, suivis par le Japon à 20,4 % et les États-Unis à 9,1 % [12], en partie à cause du recyclage illicite des capitaux de la Chine continentale et de l'acheminement non enregistré des investissements taïwanais par les marchés financiers de Hong Kong, mais le rôle de Hong Kong lui-même ne peut être exagéré. Même avant la création des ZES (dont la plus importante se trouvait dans la ville voisine de Shenzhen, directement de l'autre côté de la frontière), les entreprises de Hong Kong avaient été autorisées à signer des contrats de traitement des exportations avec des entreprises chinoises (CBE et TVE) dans le delta de la rivière des Perles (PRD) [13].

Ce fut le début de la propre désindustrialisation de Hong Kong, car les entreprises locales et les sous-traitants internationaux des sociétés japonaises opérant sur le territoire ont transféré leurs capacités de fabrication de l'autre côté de la frontière vers la RPD. N'ayant jamais bénéficié des contrats militaires de l'industrie lourde attribués au Japon et à la Corée du Sud, le secteur manufacturier de Hong Kong était en grande partie composé d'ateliers d'industrie légère de plus petite taille. Ces usines étaient relativement peu coûteuses à déplacer, et leur nature décentralisée, avec des ouvriers dispersés et disciplinés autant par les hiérarchies familiales traditionnelles que par la simple exploitation salariale, aida à empêcher le type de mouvement ouvrier militant qui se formerait dans les zones industrielles de Corée du Sud. Lorsqu'elles se sont délocalisées, ces entreprises ont laissé leurs composantes administratives, financières et commerciales à Hong Kong, la haute direction étant toujours en mesure de faire le court trajet à travers la frontière lorsque cela s'avérait nécessaire. Au début, Hong Kong a également fourni des matières premières, des composants et des plans, dans le cadre de ce que l'on a appelé le système "trois fournitures, une compensation". La " compensation unique " était un paiement forfaitaire versé par la société de Hong Kong à l'entrepreneur local, en plusieurs versements de dollars américains ou de dollars de Hong Kong. Ce paiement était versé directement aux bureaucrates, cadres et gestionnaires locaux qui avaient obtenu le contrat. Les travailleurs eux-mêmes étaient payés en yuans à la pièce, le reste des devises étrangères étant souvent liquidées sur le marché noir pour un taux de change élevé ou blanchies par l'intermédiaire des banques de Hong Kong pour être réinvesties [14].

De même, les marchandises produites dans le PRD n'étaient souvent pas expédiées directement des ports du continent vers leurs marchés finaux, mais étaient plutôt acheminées par le port hors taxes de Hong Kong, ce qui a contribué à en faire le port à conteneurs le plus achalandé du monde entre 1987 et 1989, puis de nouveau entre 1992 et 1997 [15]. Le résultat final a été " l'une des désindustrialisations les plus rapides de toute société contemporaine ". "Ce processus a commencé avec

l'ouverture du commerce chinois aux industries de Hong Kong dans les dernières années des années 1970, s'est accéléré avec la création des ZES, puis est monté en flèche avec les changements commerciaux mondiaux associés à la signature de l'Accord du Plaza - lui-même le résultat d'une guerre commerciale de bas niveau entre les États-Unis et le Japon. La main-d'œuvre manufacturière de Hong Kong a diminué à la fois en termes absolus et relatifs, passant de " 892 000 travailleurs en 1980, [elle] a diminué à environ 327 000 travailleurs en 1996 " et " d'environ 47% [de la main-d'œuvre totale] en 1971 à seulement 14% en 1996 " [17] L'industrie tertiaire s'est développée à sa place, Hong Kong retrouvant son statut d'entrepôt clé pour le commerce mondial et gagnant un nouveau rôle comme l'un des centres financiers de la région. En 1996, "plus de 40 % du PIB de Hong Kong provenait des services financiers et bancaires, du commerce et des transports" [18]. Sur le continent, cela signifiait que la dépendance initiale à l'égard des biens d'équipement japonais était désormais remplacée par des régimes mondiaux de commerce et de finances administrés par l'intermédiaire de l'ancienne colonie.

### **Béhémoth urbain**

La production capitaliste prend sa forme la plus complète et la plus objective à l'échelle de la société elle-même. Les modes de vie et de travail des gens changent, leurs modèles de mouvement sont en accord avec le flux des valeurs, l'environnement non humain est vidé, colonisé, abandonné et reconstitué comme un espace de loisirs ou de "services écologiques" et la population humaine se concentre à côté du capital, tissée par une technosphère croissante de routes et de satellites tourbillonnants. Mais les villes du continent est-asiatique ont la mémoire longue. Les anciens régimes de production sont ciselés dans leurs fondations, le chaos des politiques effondrées est le ciment de la nouvelle. Comme en Europe, la subsomption initiale du continent est-asiatique dans la production capitaliste hériterait d'un réseau établi d'agglomérations urbaines distinctement non capitalistes, elles-mêmes façonnées et remodelées par des centaines d'années de guerre et de transformation économique. La première étape de transition, interrompue à la fin des années Qing et républicaines, a vu la croissance rapide de vieilles villes portuaires côtières et fluviales capables de fonctionner comme des entrepôts reliant l'énorme mer agricole du continent au marché mondial. Shanghai, Guangzhou, Wuhan, Nanjing et quelques autres villes anciennes ont bénéficié de ce processus, se développant aux dépens de leurs homologues enclavées. Un certain nombre de nouvelles concentrations urbaines sont également apparues au cours de la même période, Qingdao étant un cas représentatif, et les dernières étapes de cette transition précoce, effectuée sous l'occupation japonaise, verront une urbanisation coloniale rapide en Mandchourie ainsi que le développement en temps de guerre de certaines villes intérieures, comme Chongqing.

Le régime de développement socialiste a à la fois stoppé ce processus d'urbanisation et durci le fossé entre les sphères urbaines et rurales. Les taux d'urbanisation ont

longtemps été plus faibles en Asie de l'Est continentale qu'en Europe précapitaliste, et la densité de la population rurale était généralement beaucoup plus élevée. Ces deux caractéristiques ont finalement été reportées à l'époque socialiste. Mais le régime de développement a également ancré la population dans les localités de façon inédite. Le système du hukou a officialisé le fossé entre les villes et les campagnes tout en faisant de la migration entre des localités équivalentes un obstacle bureaucratique. La migration intra-rurale au cours de cette période était probablement inférieure aux niveaux déjà faibles enregistrés à l'époque des dynasties précapitalistes. Dans les villes, le danwei liait la subsistance à l'entreprise, et la rotation de la main-d'œuvre tout au long de l'ère socialiste était incroyablement faible. Cela a eu pour effet non seulement de limiter la migration intra-urbaine, mais aussi de balkaniser les villes elles-mêmes. Chaque entreprise est devenue de plus en plus autarcique, fournissant logement, nourriture et divertissement à ses propres travailleurs. Les anciennes villes de la région avaient longtemps connu des périodes relativement fermées et ouvertes, définies d'une part par le système de quartiers des Tang, où la liberté de mouvement était soigneusement limitée, et d'autre part par les villes ouvertes de l'ère Song ou du début de l'ère capitaliste, où la liberté de mouvement était essentielle à une production de plus en plus commercialisée. Bien que la ville de l'ère socialiste n'ait pas explicitement restreint les mouvements des citoyens à l'intérieur de la ville, l'entreprise a agi comme une sorte de système de quartier informel, puisque les membres d'une entreprise donnée avaient tendance à vivre, à manger et à participer à des activités de loisirs dans les mêmes espaces, dont beaucoup étaient physiquement délimités par des systèmes de murs, de portes et de cours.

Cette balkanisation a commencé à s'effriter dans les villes côtières du sud en premier lieu, car c'étaient les zones où l'on trouvait les plus faibles concentrations de grandes entreprises d'État et où la production à petite échelle était la plus ancienne. Dès les années 1960, des villes comme Shanghai et Guangzhou ont vu l'émergence de proto-prolétaires non définis par le danwei ou le hukou. En tant que " paysans ouvriers ", certains d'entre eux étaient en fait des résidents des zones rurales voisines qui étaient expédiés en ville pendant les saisons creuses de la production agricole. D'autres, connus sous le nom de « travailleurs des ruelles », étaient simplement le segment mal constitué des citoyens (surtout des femmes) qui n'avaient pas de liens solides avec une entreprise donnée et qui pouvaient donc être recrutés dans les ruelles et les ruelles entre les grands complexes d'entreprises. La capacité même de ces travailleurs à traverser les frontières de la ville socialiste était la raison pour laquelle ils constituaient des sources de main-d'œuvre attrayantes pour les entreprises locales. Lorsque les " paysans ouvriers " terminaient un contrat, ils pouvaient être renvoyés à la campagne. Ils obtenaient une augmentation de leurs revenus, les administrateurs des villes n'avaient pas à fournir de dépenses pour leur subsistance et les entreprises industrielles pouvaient obtenir d'abondants intrants à bas prix pour la production. De même, la " main-d'œuvre des pistes " pouvait être utilisée pour réduire les coûts de reproduction des travailleurs situés plus haut dans

la hiérarchie urbaine, les femmes et les jeunes chômeurs étant recrutés pour faire la lessive, préparer les aliments et produire et réparer les vêtements des travailleurs des grandes entreprises industrielles. En attendant, l'entreprise n'avait pas à offrir à ces travailleurs tous les avantages du danwei, mais plutôt des salaires ou une série d'avantages plus limités.

Avec la réforme de l'industrie urbaine, ce proto-prolétariat allait croître en taille, le roulement de la main-d'œuvre allait augmenter et la balkanisation de la ville socialiste allait céder la place à une croissance urbaine rapide alimentée par probablement la plus grande migration de masse de l'histoire de l'humanité. En même temps, l'industrialisation rurale, poussée par le nouveau marché intérieur, allait voir l'émergence d'une nouvelle géographie urbaine tentaculaire - d'abord dans les villes du delta du fleuve, où les anciennes agglomérations urbaines allaient s'étendre pour rencontrer les " villes " nouvellement urbanisées, et plus tard dans la croissance de concentrations urbaines entièrement nouvelles, proprement urbaines, à partir de villes plus petites et de villes de marché dans ce qui avait été autrefois des zones exclusivement agricoles. Si le grand complexe des entreprises d'État a défini la structure urbaine de l'ère socialiste, c'est l'essor de l'ETP et, plus tard, de l'entreprise entièrement privée qui allait définir la géographie urbaine expansive de l'entrée de la Chine dans le capitalisme. La taille et l'échelle de ce processus ont également fait en sorte que ces nouvelles villes capitalistes prennent des proportions gargantuesques adaptées au marché mondial qu'elles desservent. Entre 1978 et 1990, le nombre de villes en Chine a plus que doublé, passant de 193 seulement à quelque 467, et le nombre de villes de plus d'un million d'habitants est passé de treize à trente et un [19].

Bien qu'il soit utile de réfléchir à l'accumulation de la valeur à un niveau abstrait, afin d'identifier ses lois fondamentales de mouvement, ces lois fonctionnent néanmoins objectivement, façonnant à la fois l'espace et la société. La baisse du taux de profit est une description abstraite d'un très large agrégat de décisions d'investissement prises par des entreprises individuelles opérant sur un marché qui a atteint un certain niveau de saturation. Mais sa forme objective est à la fois sociale et spatiale. Au niveau social, le cycle d'expansion et de ralentissement génère en fin de compte de nouveaux modes de vie, de nouvelles pratiques culturelles et de nouvelles vagues d'agitation et de réaction. Au niveau spatial, la crise s'incarne dans la sénescence des vieux noyaux industriels, accompagnée d'une concurrence mondiale féroce pour prendre leur place à la pointe de la production mondiale. Partout dans les ceintures de rouille, des usines obsolètes sont fermées, des investissements rentables se concentrent sur quelques entreprises restantes et l'infrastructure se dégrade. Parallèlement, le chômage et l'émigration tendent à augmenter, le marché noir se développe et les troubles peuvent devenir plus fréquents, mais en général la région connaît un déclin prolongé par attrition.

De nombreuses villes se font concurrence pour diriger des segments clés de la nouvelle structure industrielle, mais le résultat est souvent déterminé par des

facteurs structurels et l'inertie historique, les caprices de la classe dirigeante ayant également une influence faible mais non négligeable. Dans la dernière vague de restructuration industrielle mondiale, par exemple, un emplacement le long du littoral du Pacifique était l'un des atouts les plus précieux qu'une ville pouvait avoir : le développement côtier était un facteur d'expansion du commerce mondial, et l'urbanisation du Pacifique générait un effet de rétroaction par lequel le changement du centre de gravité de l'accumulation conditionnait le nouveau développement urbain, et ce nouveau développement urbain a entraîné une vague de nouveaux investissements infrastructurels qui ont renforcé encore plus l'inclinaison du capital vers l'est. En même temps, l'échelle de la nouvelle structure industrielle est toujours plus grande que celle de la précédente, en raison de la volonté d'une croissance composée qui se trouve au cœur du système économique capitaliste. Mais, bien que sa masse puisse augmenter, la production elle-même tend à se débarrasser du travail par rapport au capital, et à moins de vagues majeures de destruction (comme celles provoquées par les guerres mondiales), les industries nouvellement révolutionnées emploieront en moyenne directement des parts de plus en plus petites de la population par rapport aux installations de pointe de la dernière révolution industrielle. Le bassin de nouveaux emplois dans les industries les plus productives, sur lesquelles les entreprises et les villes se font concurrence, tend donc à se rétrécir en termes relatifs, et une plus grande part de l'emploi en général est exposée à une plus grande pression pour réduire les coûts de la main-d'œuvre. A chaque vague de restructuration industrielle, les ceintures de rouille deviennent plus nombreuses et les ceintures de soleil plus exclusives ou plus explosives, avec un plus grand nombre de villes suspendues quelque part entre les deux. La dépendance directe des industries de base diminue également, les zones urbaines étant plus nombreuses à dépendre du maintien indirect de centres de production situés ailleurs.

Comme nous l'avons déjà vu, cette concurrence est également d'envergure internationale, le succès des villes de la ceinture solaire chinoise reposant sur l'incapacité des concurrents de l'industrie manufacturière de l'Asie du Sud-Est à s'assurer une plus grande part du marché mondial. Les tendances mondiales en matière de rentabilité structurent aussi clairement les nouveaux pôles de production, la baisse de la rentabilité n'entraînant pas seulement une augmentation du commerce extérieur, mais surtout la recherche d'une main-d'œuvre bon marché et sous-utilisée qui peut être brièvement surexploitée par rapport au coût moyen de la main-d'œuvre. Alors que la propagation de la ceinture de rouille américaine, par exemple, s'est accompagnée de la montée d'une ceinture solaire à main-d'œuvre bon marché (dans les États du Sud) et de l'essor d'une série de villes côtières fondées sur des industries de haute technologie et des services aux producteurs, la ceinture solaire chinoise - définie par les taux les plus rapides d'urbanisation et de production économique - sera également largement côtière, mais elle a été définie dès le départ par sa concentration d'industries à forte intensité de main-d'œuvre liées à des réseaux logistiques mondiaux. Tel était le caractère de la ceinture solaire dans la

période que nous examinons ici, avant l'essor des pôles de haute technologie de la Chine et l'ascension de Shanghai, Guangzhou et Pékin en tant que véritables " villes mondiales " comparables à Tokyo ou Los Angeles.

Si une seule région était particulièrement représentative de l'urbanisation chinoise au cours de cette période, ce serait probablement le delta de la rivière des Perles (PRD), et plus particulièrement la région de Shenzhen et de ses environs, la plus prospère des quatre premières ZES établies en 1980. Le développement urbain dans le PRD est symbolique de toutes les grandes tendances détaillées ci-dessus. Comme l'industrialisation capitaliste chinoise en général, elle a commencé non pas dans la ville établie (près de Guangzhou), mais plutôt dans la partie rurale en aval du delta. De même, sa composition industrielle a été définie par les exigences de l'économie mondiale, même si elle était coordonnée par des réseaux extrêmement locaux d'identité familiale, villageoise et régionale. La production était fondée sur un réservoir de main-d'œuvre migrante super-exploitée, puisée dans les campagnes et employée dans des industries à forte intensité de main-d'œuvre pendant de longues heures à des salaires extrêmement bas (par rapport aux moyennes mondiales et régionales). Ces industries se sont développées parallèlement à un boom de la construction d'infrastructures logistiques de base, reliant directement les nouvelles entreprises au marché mondial via le port de Hong Kong (et, bientôt, une série de ports du côté du continent). Le résultat final de tout cela a été la création de l'une des plus grandes agglomérations urbaines du monde, incorporant des étendues massives de terres rurales non développées, englobant plusieurs villes et cantons anciens et s'étendant dans des modèles de production, d'établissement et de réaménagement en constante évolution qui non seulement incarnent le développement économique rapide de la Chine mais qui s'orientent aussi vers un certain idéal d'urbanisation capitaliste lui-même [20].

### **Ciel sans lune**

En 1980, lorsque Shenzhen a été déclarée l'une des quatre premières ZES de Chine, elle n'était guère plus qu'une petite ville de marché entourée de terres agricoles. Sa population était d'environ trente mille habitants, dont beaucoup travaillaient dans les fermes avoisinantes. Ni la ville marchande ni la périphérie agricole n'avaient particulièrement bien résisté au régime de développement, qui a canalisé les investissements industriels vers les grandes villes au détriment des petites et a mis l'accent sur la production céréalière même dans les régions mieux adaptées aux différentes cultures. A l'avènement de la période de réforme, toute la région était devenue gravement sous-développée [21], mais elle se trouvait aussi à l'interface entre Hong Kong, le capitaliste en plein essor, et le continent, et la région autour de Guangzhou avait bénéficié très tôt de certains des soutiens populaires les plus actifs en faveur de la réforme, souvent soigneusement cultivés par Zhao Ziyang (premier ministre de 1980 à 1987) lorsqu'il était secrétaire du Parti de Guangdong. L'ouverture de la région à l'expérimentation avait donc peu d'inconvénients, tandis

que son emplacement et son histoire récente ajoutaient au potentiel de réussite de la réforme.

Même avant le développement des industries d'exportation, la Chine du Sud en général (en particulier Guangdong et Fujian) avait utilisé ses atouts climatiques et historiques pour devenir l'un des centres de production commerciale à la croissance la plus rapide dans les premières années de la réforme. Le climat tropical et subtropical permettait une production agricole plus diversifiée que dans la plupart des régions du nord, et les anciens réseaux commerciaux qui avaient autrefois lié la région entre elles ont commencé à réapparaître parallèlement à la croissance du marché rural. Avant l'ère socialiste, la région avait dominé dans la production de poisson, de soie, de sucre, de fruits et légumes tropicaux, en plus de sa capacité de culture du riz. Pendant la transition antérieure vers le capitalisme, bloquée par le déclenchement de la guerre et de la révolution, la production industrielle de la Chine du Sud avait été étroitement liée à ces dotations. L'industrie légère était centrale, notamment la transformation des aliments, les textiles et la production de biens de consommation de base. Lorsque le marché a réapparu dans les campagnes, ces mêmes industries étaient bien positionnées pour un renouveau [22].

La Chine du Sud dans son ensemble " a reçu 42 p. 100 de tous les investissements de capitaux étrangers réalisés " entre 1979 et 1994 et, en 1995, elle a contribué " à plus de 47 p. 100 de la production totale d'exportation générée par l'ensemble du pays " [23]. À elle seule, la région du delta a contribué à quelque 17,34 p. 100 de la production nationale d'exportation en 1990, et a reçu 18,95 p. 100 des investissements étrangers réalisés. La même année, elle avait déjà pris une position dominante au sein de l'économie provinciale, produisant 68,8 % de la valeur brute de la production industrielle et agricole du Guangdong [24], et son influence n'a pas atteint son apogée : en 2000, " la province du Guangdong représentait 42 % de toutes les exportations de la Chine " et 90 % " provenaient de huit villes du delta de la rivière des Perles, Shenzhen en tête " [25], Shenzhen elle-même étant devenue la ville à la croissance la plus rapide au monde, son taux de croissance du PIB s'élevant en moyenne à un peu plus de 30 % entre 1980 et 2000. En 2010, elle était passée d'une ville de pêcheurs de trente mille habitants à une ville massive de quelque 10,4 millions [26]. Les tendances de la croissance démographique et du développement urbain ont été à la hauteur de ces chiffres. D'un maigre taux de croissance urbaine de 0,75 % entre 1957 et 1978 (dans le " delta intérieur ", à l'exclusion de Shenzhen, qui n'est pas encore une ville, et de Guangzhou, la plus grande ville soumise à de strictes restrictions en matière de migration), la population urbaine du delta (dans les zones entièrement " bâties ") a augmenté de 7,21 % entre 1982 et 1990 (chiffres qui incluent l'urbanisation de Shenzhen et de Guangzhou une fois les restrictions à la migration levées) [27].

Une grande partie de cette croissance est due à l'afflux de travailleurs migrants "temporaires" de la grande région ainsi que de l'intérieur de la Chine. Au début des années 1980, les restrictions en matière de migration ont été assouplies et, en 1984,

les migrants des campagnes ont été officiellement autorisés à se rendre dans un certain nombre de villes spécialement désignées pour effectuer des travaux non agricoles. En 1985, non seulement les paysans pouvaient travailler dans les villes désignées, mais ils pouvaient aussi se rendre librement dans toute ville voisine pour y effectuer certains types de travaux (construction, commerce de détail et transport). Siphonnant le surplus de main-d'œuvre rurale, ces politiques ont commencé à augmenter rapidement la population du proto-prolétariat dans toute la Chine. Mais le phénomène a été plus prononcé dans le Sud, en particulier dans le PRD. Au début, ce phénomène était largement provincial. Dans les années 1980, la proportion de migrants venant de l'extérieur du Guangdong est restée relativement faible, passant de zéro à seulement 11 % du total des migrants en 1988. Cette population allait croître beaucoup plus rapidement dans les années 90, mais avant cela, la migration vers le PRD était dominée par un afflux de travailleurs ruraux excédentaires provenant de la région environnante. Par rapport à la faible proportion de travailleurs temporaires à longue distance, quelque 88 pour cent du total des migrants en 1988 provenaient de Guangdong, la majeure partie d'entre eux étant des migrants à courte distance des zones rurales à l'intérieur ou à proximité du PRD. La grande majorité de ces migrants de première génération étaient des jeunes femmes célibataires qui travaillaient en usine. Cette population "temporaire" a augmenté à un taux annuel moyen d'un peu moins de 30 pour cent pour l'ensemble de la province entre 1982 et 1990, mais dans la région du Delta, elle a augmenté en moyenne de plus de 40 pour cent. En 1982, le PRD comptait quelque 37,25 pour cent de la population temporaire totale de la province, soit à peine plus que sa part de la population provinciale totale. Mais en 1990, un peu moins de 80 p. 100 (près de 3 millions) de tous les temporaires du Guangdong vivaient et travaillaient dans le PRD [28].

Shenzhen, Dongguan, Bao'an et Guangzhou ont mené ces tendances, contenant ensemble plus de la moitié de la population temporaire totale dans l'ensemble du Delta, chacune avec entre 15 et 18 pour cent [29]. Il n'est pas surprenant que ces régions aient été aussi celles avec la valeur de production par habitant la plus élevée en 1990 et certains des taux de croissance les plus rapides de la valeur de production au cours des années 1980. Bien que la ville établie de Guangzhou reste le plus grand contributeur à la production de la région, sa part du total a été réduite de moitié, passant de 44 pour cent en 1980 à 22 pour cent en 1990, tandis que celle de Shenzhen est passée de 0,39 pour cent à 12,44 pour cent seulement au cours de la même période, suivie d'une croissance légèrement plus faible dans la plupart des autres villes établies du delta [30]. L'effet final a été une étude de cas presque parfaite de ce que l'on a appelé "l'urbanisation par le bas", entraînée par la transformation de petites villes et de zones rurales en agglomérations proprement urbaines. Mais dans l'intervalle entre l'origine largement rurale du PRD et la formation d'une véritable méga-ville vers 2010, la migration vers les zones urbaines bâties n'a représenté que quelque 26,6 % de l'ensemble des migrations au sein de la région (entre 1980 et 1990). Au lieu d'une urbanisation immédiate, la migration vers

les petites villes (71 % de l'ensemble de la migration) a donc dominé au cours de la première décennie de réforme [31].

Les villes qui en ont résulté ont été définies par ce que les chercheurs et les habitants ont commencé à appeler " l'intégration rurale-urbaine ", marquée par un étalement croissant et une industrialisation et une agriculture intensives [32]. Dans l'ensemble, cependant, les terres cultivées " ont diminué, passant de 2,58 millions d'acres [10 440 kilomètres carrés] en 1980 à 2.25 millions d'acres en 1990 ", tandis que la superficie bâtie des villes désignées (sans compter les zones désignées comme villes, où la croissance était limitée) a augmenté à un taux annuel moyen de 23,98 p. 100 au cours des mêmes années, ajoutant quelque 67 kilomètres carrés d'espace urbain par année pour toute la décennie [33]. L'industrie était tout aussi tentaculaire et diversifiée, dominée par de petits ateliers de moins de 200 travailleurs en moyenne, dont plusieurs n'employaient qu'une douzaine de personnes. Dans ces années-là, il n'y avait tout simplement pas de grandes usines (en dehors des autres entreprises d'État de Guangzhou) ni même de grandes agglomérations d'usines. Les anciennes cantines communales ont été transformées en ateliers d'industrie légère, puis des bâtiments neufs de deux ou trois étages au maximum ont été construits, avec quelques grandes salles. Les habitants ont rapidement commencé à décrire la nouvelle géographie de la production avec une expression aussi poétique que précise : " une propagation de nombreuses étoiles dans le ciel sans qu'il y ait une grande lune brillante au centre ". [34]

### **Le Réseau Bambou**

L'importance financière croissante de Hong Kong au cours de cette période n'était pas simplement due à la proximité géographique. Les liens familiaux directs et l'influence culturelle indirecte étaient tout aussi importants, une grande partie du développement initial du PRD étant facilitée par les réseaux familiaux étendus, la communication entre les ailes de production et d'administration de l'entreprise se faisant en cantonais, et la main-d'œuvre à prédominance féminine étant disciplinée par des loyautés de clan ou de lieu. Beaucoup de ces continuités étaient des caractéristiques de longue date de l'histoire de la Chine du Sud, mais tout autant d'événements beaucoup plus récents. L'afflux à Hong Kong de réfugiés alignés sur les nationalistes a été particulièrement important à la fin de la guerre et lors de la restructuration de l'industrie continentale dans les premières années du régime de développement. Associé au statut de colonie britannique du territoire, ce phénomène a concentré une main-d'œuvre nombreuse et bon marché, ainsi qu'une masse de capitaux amenés clandestinement du continent par les plus riches de ces réfugiés, qui avaient également des compétences en matière de gestion et des relations internationales. La relocalisation massive des hommes d'affaires de Shanghai à la fin des années 1940 a été particulièrement importante, apportant sur le territoire un capital de départ et une connaissance approfondie de l'industrie légère, précisément au moment où sa prééminence en tant qu'entrepôt avait été

étouffée par la révolution sur le continent. Cette combinaison de capital et de main-d'œuvre bon marché a permis d'industrialiser rapidement la colonie au cours des deux décennies suivantes. Puis, lorsque le commerce avec le continent s'est rouvert, les mêmes facteurs ont entraîné deux décennies de désindustrialisation rapide [35].

Mais les capitalistes émigrés à Hong Kong (et à Taiwan) n'étaient qu'une fraction d'un réseau de capital chinois beaucoup plus vaste qui s'étendait plus généralement à l'Asie du Sud-Est et au Pacifique [36]. Souvent appelé "réseau de bambou", les racines de cette concentration de capital chinois d'outre-mer se trouvent dans la période d'hégémonie régionale de Ming et Qing qui a précédé l'expansion impérialiste de l'Europe et du Japon. Pendant la période Ming, les missions diplomatiques de Zheng He (entre 1405 et 1433) ont établi des réseaux commerciaux rudimentaires à travers la mer de Chine méridionale et l'océan Indien, souvent dirigés par des commerçants cantonnais et hokkiens. Une vague plus importante de migrants dans la région a suivi la montée des Qing, alors que les armées loyalistes des Ming combattaient la nouvelle dynastie à partir d'une série de résistants du sud qui ont été lentement envahis tout au long de la deuxième moitié du 17<sup>e</sup> siècle. Ces migrants, qui parlaient des dialectes du sud de la Chine, ont filtré en Asie du Sud-Est, s'intégrant lentement dans les régimes économiques et politiques locaux dans certains endroits comme la Thaïlande, et dans d'autres, fondant leur propre régime politique, comme la République Lanfang dans l'ouest de Bornéo. Au milieu du 17<sup>e</sup> siècle, les colons chinois à Taiwan et en Asie du Sud-Est étaient plus de cent mille [37]. Partout où ces migrants sont allés, ils ont poursuivi la tradition établie à l'époque des Ming, en fondant leurs propres conglomerats (généralement familiaux) pour faciliter le commerce, l'exploitation minière, l'agriculture et l'industrie légère dans toute l'Asie du Sud-Est.

Avec la montée du colonialisme occidental (puis japonais) et le lent effondrement des Qing sous la pression étrangère et la révolte interne, le caractère de ce réseau de diaspora a recommencé à changer. De nombreux pays d'Asie du Sud-Est (y compris la République de Lanfang) sont tombés sous le coup de l'expansion impériale européenne, remplacée plus tard par les États-Unis et le Japon. Les réseaux économiques chinois dans ces régions ont toutefois été souvent préservés et parfois même dotés d'un statut préférentiel par les administrateurs coloniaux. Une troisième vague de migrants a quitté la Chine méridionale déchirée par la guerre après la rébellion de Taiping au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, alors que les migrants chinois en Asie du Sud-Est étaient déjà plus d'un million, dont deux millions à Taiwan, déplaçant lentement la population indigène pour devenir la majorité de l'île [38]. Une partie de cette nouvelle vague de migrants s'est à nouveau infiltrée en Asie du Sud-Est, mais beaucoup étaient maintenant attirés par les nouveaux marchés du travail des Amériques et de l'Australasie, où ils ont assuré l'expansion des mines et des chemins de fer. Bien que le plus grand de ces pays ait par la suite expulsé de nombreux migrants, la diaspora a laissé une influence durable, avec la formation de réseaux commerciaux locaux importants dans les villes de la côte du Pacifique comme San Francisco et Lima. A la fin des années Qing, Sun Yat-sen a effectué des

tournées célèbres dans les colonies chinoises à l'étranger afin de collecter des fonds pour l'Alliance révolutionnaire - ce qui montre à la fois la continuité culturelle de ces réseaux et leur niveau relativement élevé de capitaux dormants.

Alors que les troubles se poursuivaient après la chute des Qing et au début de la période républicaine, un dernier afflux de migrants du Sud s'est déplacé vers l'Asie du Sud-Est (en particulier vers la Malaisie et Singapour) puis, après la victoire des communistes, vers Taïwan et Hong Kong. Encore une fois, ces populations de la diaspora deviendront les piliers centraux des réseaux commerciaux et industriels locaux, parfois facilités par les puissances coloniales et souvent à l'origine d'inégalités ethniques locales qui mèneront à de violents affrontements, culminant dans certains cas en des émeutes et des pogroms anti-chinois, notamment en Indonésie (1965-1966 et 1998), en Malaisie (1969) et en Birmanie (1967), ce qui provoquera de nouvelles vagues de migration intra-régionale. Ces événements ont été un facteur, par exemple, dans la formation d'un Singapour indépendant, dominé par les Chinois. Dans d'autres cas, la classe d'affaires chinoise a subi un degré d'assimilation plus élevé, comme en Thaïlande et, dans une moindre mesure, aux Philippines. Mais dans tous les cas, le réseau du bambou a conservé un contrôle substantiel sur les liens commerciaux et d'importants stocks de capital d'assise, capable en fin de compte de contribuer à la formation de la région du Pacifique à une échelle comparable à celle du Japon, et de jouer un rôle absolument central dans l'ascension de la Chine au sein de l'économie mondiale.

Tout au long de la fin des périodes Qing et républicaine, les investissements de ce réseau de bambou en Chine ont été minimes par rapport à la valeur des envois de fonds des travailleurs émigrés. On estime que les investissements des Chinois d'outre-mer ont été de 128,74 millions de dollars (en dollars de 1937) entre la fin du XIXe siècle et 1949, dont environ 80 % se sont concentrés dans le Guangdong et le Fujian. En revanche, les transferts de fonds se sont élevés à quelque 3,5 milliards de dollars (également en dollars de 1937) pendant à peu près la même période [40]. Pendant l'ère socialiste, lorsque les transferts de fonds ne pouvaient pas être envoyés directement sur le continent, Hong Kong est devenu un intermédiaire financier essentiel entre la population chinoise d'outre-mer et ses parents en Chine. Comme les tensions ethniques ont accompagné la décolonisation dans toute l'Asie du Sud-Est, Hong Kong (aux côtés de Singapour) est également devenu un important dépositaire du capital du réseau de bambou. Entre 1949 et 1990, " quelque 73 milliards de dollars HK\$ ont été investis à Hong Kong par les Chinois d'Asie du Sud-Est ", un montant qui a dépassé les investissements américains et japonais au cours de la même période [41].

L'essor simultané de plusieurs pays d'Asie du Sud-Est (à savoir la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie et, dans une moindre mesure, les Philippines) a également eu tendance à profiter aux conglomérats chinois locaux. L'Indonésie en est un exemple notable. Après la chute de Sukarno et le génocide anticommuniste de 1965, le régime du Nouvel Ordre de Suharto a mis en place un programme de

développement soutenu par l'armée, visant à reconstruire l'infrastructure délabrée de l'époque coloniale, à révolutionner la productivité agricole et à attirer les capitaux étrangers. Comme en Chine à la même époque, le principal attrait initial pour les capitaux étrangers était l'accès au pétrole et aux autres matières premières. Le Japon, pauvre en ressources, a de nouveau joué un rôle de premier plan dans ce pays, en ravivant les relations commerciales établies à l'origine dans le cadre de la sphère de coprosperité. Les capitalistes chinois *cukong* (un terme Hokkien) ont joué un rôle essentiel dans ce processus d'internationalisation. D'abord, ils ont pu puiser dans les réserves de capitaux existants à Hong Kong, à Taïwan et ailleurs pour les canaliser vers la production nationale. Deuxièmement, ils étaient considérés comme des partenaires fiables par les capitalistes étrangers non chinois, qui voyaient les entreprises de *cukong* comme les seules forces intérieures ayant " l'appareil nécessaire pour les entreprises, le capital et la distribution en place, et la "culture" commerciale essentielle à la réalisation de profits " [42]. Ces mêmes facteurs leur ont donné un statut préférentiel parmi les chefs militaires du pays, qui offraient des contrats monopolistiques, du crédit bon marché et des accords lucratifs avec les entreprises d'État.

Localement, cela a généré de profondes inégalités entre les capitalistes chinois et indigènes, ainsi qu'une inégalité plus générale, codifiée selon l'ethnie, que les Indonésiens pauvres ont connue dans leurs interactions avec les propriétaires de magasins chinois ou en travaillant pour des conglomérats chinois. Bien que le poids exact du capital chinois dans l'économie du Nouvel Ordre soit débattu depuis longtemps, il est clair que les entreprises de *cukong* ont dominé la production, surtout en dehors des grands projets d'infrastructure appartenant à l'État. Au milieu des années 1980, une estimation courante était que " les Chinois possèdent, au moins, 70 à 75 % des capitaux privés nationaux et les groupes d'entreprises chinoises continuent de dominer le capital des entreprises de moyenne et de grande envergure ". Cela signifie également qu'en dehors du réseau familial de Suharto et de ceux qui sont liés aux généraux de haut rang, la classe capitaliste nationale de l'Ordre Nouveau d'Indonésie " reste à prédominance chinoise " [43].

Mais tout aussi important est le fait que cette classe capitaliste nationale soustraitait souvent pour des entreprises japonaises, ou du moins était financée par les économies tigrées plus développées qui devaient une grande partie de leur ascension à un afflux antérieur de capitaux japonais. Ainsi, la sortie de capitaux japonais après la crise, facilitée par les intérêts militaires américains, a finalement commencé à revigorer les relations commerciales du réseau du bambou, qui n'a pris une importance mondiale que dans les trente dernières années du 20<sup>e</sup> siècle. En 1991, la Banque mondiale estimait que la production combinée des Chinois d'outre-mer s'élevait à 400 milliards de dollars US, et qu'elle atteignait 600 milliards de dollars en 1996 [44]. Bien qu'une grande partie de cette somme ait été détenue au niveau national, elle avait aussi tendance à être plus mobile que les fonds détenus par les capitalistes nationaux non chinois. Il est donc utile de comparer ce chiffre à d'autres sources d'investissement dans la région, bien qu'il y ait beaucoup de redondance

dans ces chiffres : le total des IDE japonais dans le monde entre 1951 et 1986 s'est élevé à quelque 106 milliards de dollars, dont 21,8 milliards pour la partie asiatique. En fin de compte, le tableau est celui d'une parité croissante entre ces deux sources de capitaux profondément imbriquées, à la suite d'un lent transfert de gravité du Japon vers la Chine au sein de la ceinture du Pacifique, par le biais de la renaissance de liens dormants avec le réseau du bambou. La croissance rapide de ce réseau a été elle-même alimentée par le bouillonnement de l'économie japonaise. Elle a ensuite prospéré dans toute la région, la bulle ayant fait place aux Décennies perdues et les investissements japonais ayant connu un déclin relatif.

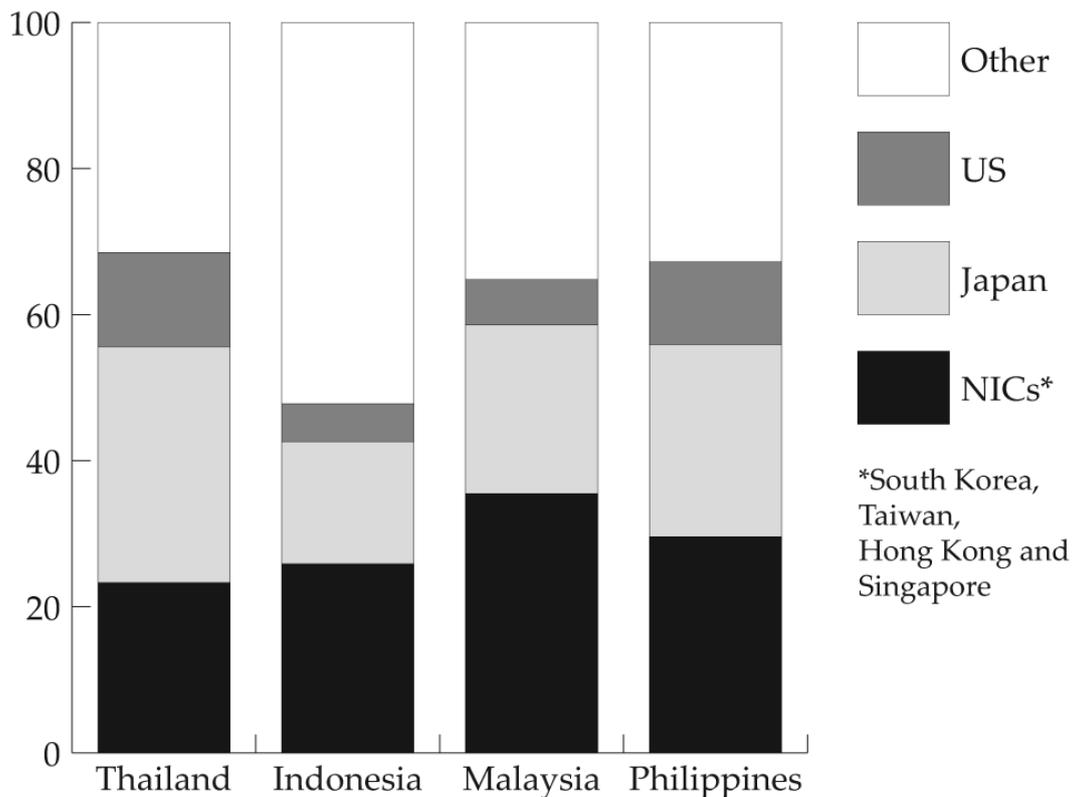
### **Les guerres commerciales du Pacifique**

Au cours des dernières décennies du XXe siècle, le capital mondial s'est déplacé de manière décisive vers l'est. Dès 1980, le commerce international des États-Unis à travers le Pacifique a dépassé le volume des échanges comparables à travers l'Atlantique, et les économies de la région Asie-Pacifique ont connu un taux de croissance annuel de 5 % entre 1982 et 1985, contre 1,8 % en Europe au cours de la même année [47]. D'une part, cette évolution a été favorisée par la bulle japonaise, qui a poussé les capitaux à l'étranger à une vitesse sans précédent. La part du Japon dans les IDE mondiaux a atteint 17,8 % en 1984, dépassant ainsi celle des États-Unis [48]. D'autre part, elle a été facilitée par la demande continue des États-Unis pour les produits industriels légers et les matières premières en provenance de l'étranger. Ce nouveau centre de gravité pour le capital peut donc être compris comme une sorte de trépied perché entre le Japon, les États-Unis et un archipel de la Sinosphère en pleine croissance qui, au 21e siècle, convergerait vers le continent. A peu près au même moment, les investissements ont également commencé à s'engouffrer dans les économies en plein essor de l'Asie du Sud-Est.

Au sommet, ce processus a été défini par les tensions commerciales croissantes entre les États-Unis et leurs deux principaux concurrents " en développement tardif " : le Japon et l'Allemagne de l'Ouest. Dans le Pacifique, cela s'est traduit par une guerre commerciale dans le secteur de la construction, marquée par des droits de douane substantiels imposés par les États-Unis sur les produits électroniques japonais, par le recours à la force diplomatique pour restreindre les exportations japonaises d'automobiles, d'acier et de machines, et par un certain nombre de cas très médiatisés d'alarmisme et de blocage fédéral de projets d'investissement entrants. Les métallurgistes de l'Indiana ont été photographiés en train d'écraser des voitures japonaises avec des masses, et en 1982, plusieurs cadres de Hitachi ont été arrêtés par le FBI dans une affaire très médiatisée pour avoir acheté sciemment des données volées à IBM [49]. Mais les armes lourdes de la guerre commerciale étaient les politiques qui ont conduit au cœur du système monétaire international. Le Japon avait longtemps manipulé sa monnaie afin de maintenir un avantage concurrentiel, et les États-Unis ont finalement utilisé leur pouvoir géopolitique pour imposer un flottement du yen, associé à la dévaluation intentionnelle du dollar (via

l'intervention de plusieurs banques centrales) dans l'Accord du Plaza de 1985. Il en est résulté une perte rapide de compétitivité pour l'industrie manufacturière japonaise, ce qui a contribué à pousser encore plus d'investissements dans la spéculation financière et l'immobilier, accélérant ainsi la bulle des prix des actifs qui allait éclater cinq ans plus tard [50]. Bien que l'Accord du Plaza ait marqué un tournant, il n'était qu'un pivot dans une tendance à beaucoup plus long terme de baisse de la rentabilité, de délocalisation de l'industrie et d'accroissement de la concurrence. Ces tendances ont engendré la guerre commerciale, et la guerre commerciale a engendré cette décision et d'autres décisions stratégiques - la causalité ici ne peut être inversée.

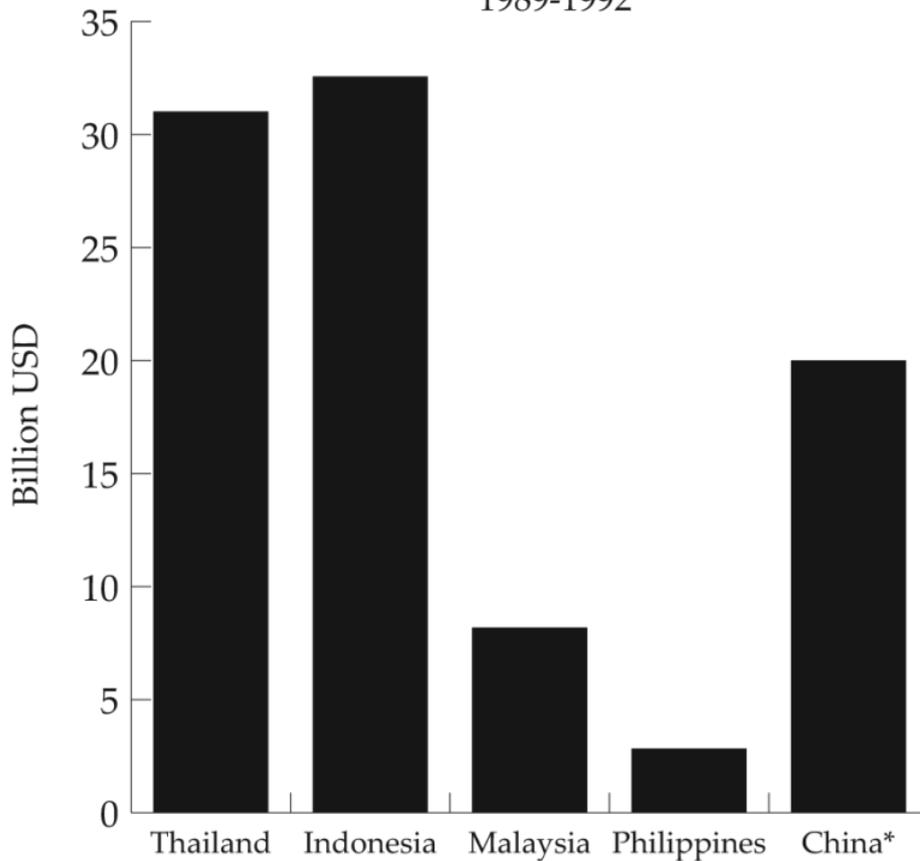
## Share of Total Investment into SE Asia 1989-1992



Source: Martin Hart-Landsberg and Paul Burkett, "Contradictions of Capitalist Industrialization in East Asia: A Critique of 'Flying Geese' Theories of Development," *Economic Geography*, Volume 74, Number 2, April 1998. p.98, Table 4

## Total Inbound FDI

1989-1992



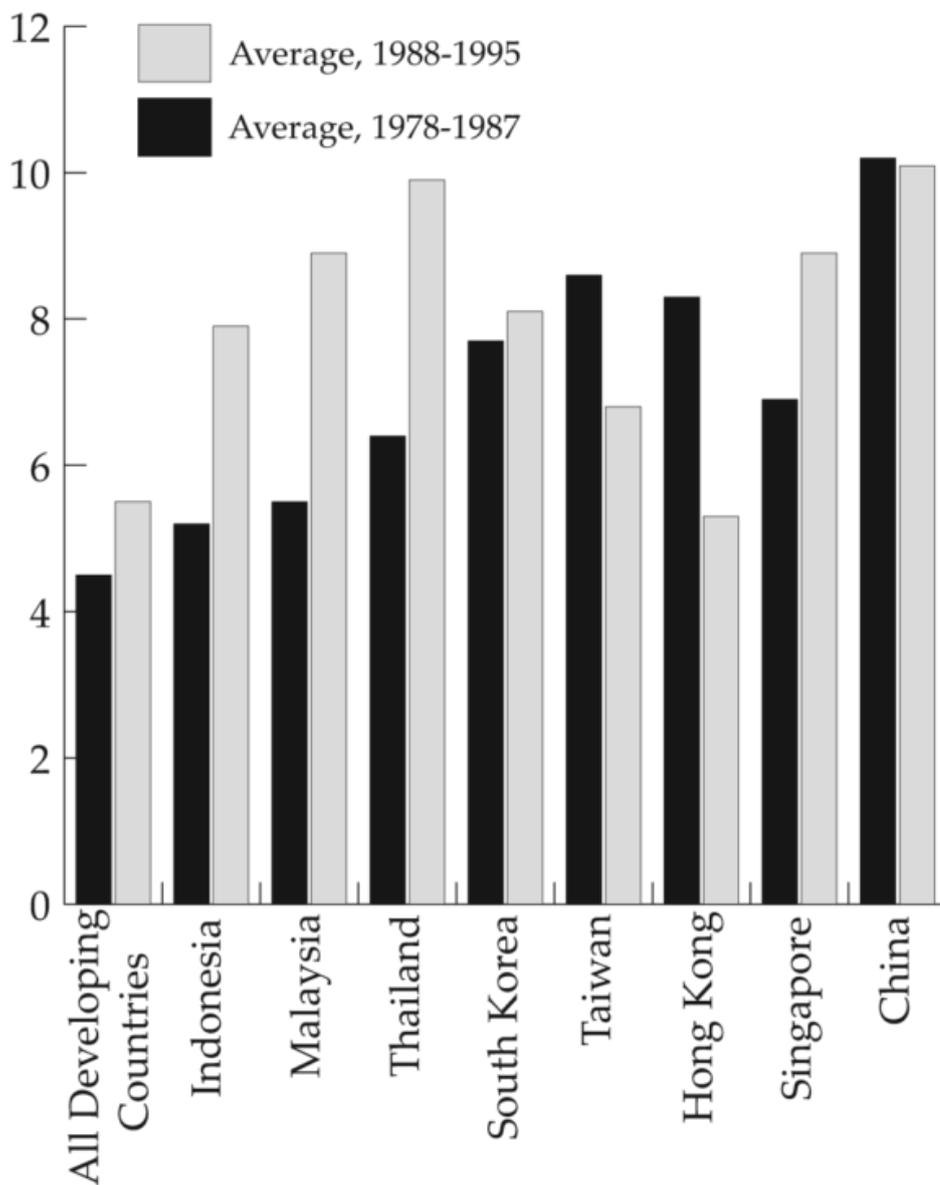
\*Mainland China, excluding Hong Kong, Macao and Taiwan

Source: For SE Asia, Martin Hart-Landsberg and Paul Burkett, "Contradictions of Capitalist Industrialization in East Asia: A Critique of 'Flying Geese' Theories of Development," *Economic Geography*, Volume 74, Number 2, April 1998, p.98, Table 4. For China: Barry Naughton, *The Chinese Economy: Transitions and Growth*, MIT Press, 2007, p. 403, Table 17.1

Mais si l'Accord du Plaza a affaibli le secteur manufacturier japonais, il a rendu les monnaies (à forte valeur en dollars) de nombreuses autres économies régionales plus compétitives. La décolonisation et les mécontentements qui s'en sont suivis sont largement passés en Asie du Sud-Est, tandis que la dernière grande guerre d'Indochine a jeté la Thaïlande dans les bras des Etats-Unis. La guerre avait également lié le développement régional aux économies du Tigre par le biais des accords de sous-traitance décrits ci-dessus. Au moment où l'Accord du Plaza a été signé en 1985, les derniers échelons de la production étaient prêts à être exportés vers les pays pauvres situés à la périphérie des nouveaux centres de la ceinture du Pacifique. Les économistes du FMI et de la Banque mondiale ont prédit une nouvelle série d'économies "miracles", centrées sur la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie, mais comprenant parfois les Philippines et la Chine continentale. Ces prévisions étaient fondées sur une augmentation rapide de l'IED dans la région, sous l'impulsion

d'investisseurs du Japon et des économies du tigre (et, pour la Chine, en particulier de Hong Kong, de Taïwan et de Macao) [51]. Il en est résulté une nouvelle vague de croissance stupéfiante du PIB, dépassant de loin celle des économies développées tout en dépassant même les taux moyens plus élevés enregistrés dans les pays en développement du monde et en dépassant rapidement les taux de croissance des économies du tigre (Singapour, en raison de son rôle de nœud financier dans ce processus, était la seule exception : voir la figure 6) [52].

# GDP Growth Rate



Source: Data for China from World Bank, others from Martin Hart-Landsberg and Paul Burkett, "Contradictions of Capitalist Industrialization in East Asia: A Critique of 'Flying Geese' Theories of Development," *Economic Geography*, Volume 74, Number 2, April 1998. p.81, Table 1.

Comme on l'a vu précédemment dans les cas du Japon, de la Corée du Sud et de Taiwan, une grande partie de cette croissance a été facilitée par le patronage de l'armée américaine dans la région. Cela est particulièrement vrai de la Thaïlande, qui a fourni à la fois des troupes de combat et une série de bases militaires à l'usage des

Américains pendant la guerre d'Indochine. Entre 1950 et 1988, les États-Unis ont fourni " plus d'un milliard de dollars américains en aide économique et deux milliards de dollars américains en aide militaire ", dont la majeure partie a été versée au pays pendant les années de guerre, entre 1965 et 1975 [53]. Le poids relatif de cette aide apparaît clairement lorsqu'on la compare au total des IDE, qui n'était que de un dollar. L'aide directe reçue entre 1950 et 1988, stimulée par des intérêts militaires, s'est élevée à 3 milliards de dollars, alors que l'IED a atteint quelque 8 milliards de dollars au cours de la même période. Grâce à la majeure partie de l'engagement militaire américain au Vietnam, l'aide américaine totale a été à peu près égale à la totalité du budget des réserves étrangères de la Thaïlande (de 1965 à 1976) [55]. L'importance relative du patronage militaire direct n'a diminué que lorsque les IDE japonais ont commencé à affluer dans l'économie thaïlandaise à la suite de l'Accord du Plaza. Alors que les IDE d'origine américaine avaient représenté 45,1 % du total de la Thaïlande de 1965 à 1972, contre 28,8 % pour le Japon, ces chiffres ont été inversés au début des années 1990 (voir la figure 4 ci-dessus). Entre 1987 et 1995, les investissements japonais ont représenté 31,6 p. 100 du total, et la part des États-Unis est tombée à 13,2 p. 100 [56].

Les exportations de la Thaïlande vers le Japon ont augmenté au cours de la même période, suivant un schéma observé dans toute l'Asie du Sud-Est, où les balances commerciales (importations moins exportations) avec le Japon (ainsi qu'avec la Corée du Sud et Taïwan) étaient négatives et ont eu tendance à se déséquilibrer davantage après 1985, tandis que des déséquilibres positifs se sont creusés avec les économies américaine et européenne au cours de la même période. Toutefois, ces excédents commerciaux avec l'Occident n'ont pas suffi à contrecarrer entièrement la tendance à un déficit commercial global dans la région, et l'assèchement des IDE qui ont contrebalancé ces déficits après la crise financière asiatique allait montrer à quel point ce déséquilibre était grave [57]. Plus important encore, ce déséquilibre était lui-même un signal des inégalités intégrées dans la séquence supposée gagnante de l'industrialisation des " oies volantes ". En réalité, tant les économies du tigre que les pays d'Asie du Sud-Est en plein essor faisaient partie d'une hiérarchie émergente de la ceinture du Pacifique, façonnée par les intérêts militaires des États-Unis et dominée économiquement par le Japon, qui était enfermé dans une symbiose concurrentielle avec l'économie américaine. Dans les Tigres de l'Asie de l'Est, cette hiérarchie se jouerait par le biais de conflits sur le partage de la propriété intellectuelle et des parts de marché et des techniques de production de haute technologie [58].

En Asie du Sud-Est, les inégalités régionales étaient beaucoup plus marquées. Chaque séquence de restructuration industrielle et de transfert de technologie dans la région s'était accompagnée d'une dépendance croissante à l'égard des technologies et des composants importés, ainsi que d'une dépendance moindre à l'égard de la substitution des importations comme moteur du développement intérieur. Au moment où une grande vague de restructuration a frappé l'Asie du Sud-Est, une grande partie des IED entrants prenaient la forme d'entreprises très mobiles

utilisant une main-d'œuvre bon marché sans transférer une part importante de la propriété des technologies de pointe aux capitalistes des pays d'accueil - ou ne le faisaient que de manière très sélective. Dans de nombreux cas, comme en Indonésie, la propriété était concentrée de manière disproportionnée entre les mains de propriétaires étrangers et d'une petite fraction de capitalistes locaux qui avaient des liens préférentiels avec les juntes militaires ou les hommes d'affaires des réseaux de bambou. Cette situation a été caractérisée comme une industrialisation quelque peu " sans technologie ", particulièrement prononcée dans les secteurs d'exportation, qui avaient tendance à être à la fois géographiquement concentrés dans les zones franches d'exportation, dominées par des entreprises sous contrôle étranger (en Malaisie, ces entreprises ont contribué à quelque 75 à 99 p. 100 des principales exportations) qui ont établi très peu de liens en amont avec les entreprises nationales [61].

Au niveau régional, ces industries d'exportation ont été intégrées dans des hiérarchies commerciales triangulaires, Hong Kong et Singapour fournissant des services financiers, tandis que le Japon, Taiwan et la Corée étaient en concurrence en tant que sources d'intrants de haute technologie, qui étaient ensuite transformés dans une chaîne de production s'étendant des économies du Tigre jusqu'en Asie du Sud-Est (et de plus en plus en Chine continentale), triés selon les coûts de la main-d'œuvre et les ratios capital-travail de l'industrie en question, les matières premières étant fournies par l'Asie du Sud-Est (à côté de l'ensemble des pays qui composent le Sud) et le produit final étant exporté vers les marchés finaux des États-Unis et de l'Europe. Pendant ce temps, toute l'infrastructure commerciale de la région du Pacifique dépendait de la production de conteneurs, de navires et d'infrastructures portuaires, qui constituaient une nouvelle hiérarchie géographique de centres logistiques dominés par des zones de traitement des exportations et des ports à conteneurs gargantuesques. C'est dans ce contexte que l'ouverture de la Chine continentale a été rendue possible. L'ascension de la Chine continentale, en concurrence avec l'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie, était ainsi tributaire de l'essor du réseau bambou après l'éclatement de la bulle japonaise en 1990, et finalement assurée par l'effondrement de ses concurrents régionaux lors de la crise financière asiatique de 1998.

## Notes

[1] Naughton 2007, p. 377-380

[2] Elspeth Thomson, " Japanese FDI, Exports and Technology Transfer to China ", Centre for Asian Pacific Studies Working Paper Series, numéro 50, 1997, p. 1-4, tableaux 1-2.

[3] Naughton 2007, Figure 16.1

[4] Ibid, p. 380-381

[5] Naughton 1996, p.69

[6] Ibid, p. 71-73, figure 2.

[7] Ibid, p.71

[8] Naughton 2007, p. 383

[9] Ibid, p.382

[10] Ibid, p.386

[11] Ibid, p.393

[12] Thomson 1997, p. 3

[13] Naughton 2007, p.382

[14] George C.S. Lin, *Red Capitalism in South China : Growth and Development of the Pearl River Delta*, UBC Press 1997, p. 172-174

[15] Dans chaque cas, Hong Kong a été dépassé par Singapour, qui a joué un rôle similaire en Asie du Sud-Est et en Chine continentale tout au long de cette période. Ces dernières années, les ports continentaux ont dominé le classement, avec 7 des 10 ports à conteneurs les plus actifs du monde en 2017 situés sur le continent. Pour plus de détails sur le dépassement de Hong Kong par Singapour, voir "Hong Kong hands port crown to Singapore", *Asia Times*, 2005, archivé ici : <<https://www.container-transportation.com/singapore-becomes-largest-container-port.html>>

[16] Graeme Lang, Catherine Chiu et Mary Pang, "Impact of Plan Relocation to China on Manufacturing Workers in Hong Kong", dans Pui-tak Lee, *Hong Kong Reintegrating with China : Political, Cultural and Social Dimensions*, Hong Kong University Press, 2001. p.110

[17] Ibid.

[18] Graham E. Johnson, " Degrés de dépendance, degrés d'interdépendance " : *Hong Kong's Changing Links to the Mainland and the World*", dans Pui-tak Lee, *Hong Kong Reintegrating with China : Political, Cultural and Social Dimensions*, Hong Kong University Press, 2001. p.86

[19] George C.S. Lin, *Red Capitalism in South China : Growth and Development of the Pearl River Delta*, UBC Press, 1997. p.63-65

[20] Pour connaître la taille et les tendances de croissance du PRD, voir "East Asia's Changing Urban Landscape" : *Measuring a Decade of Spatial Growth* ". *Urban Development* ", Banque mondiale, 2015. <<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/21159>>

[21] C'était un changement notable pour ce qui avait été l'une des régions les plus industrialisées de la Chine (avec Shanghai) et un site clé dans la première transition,

qui était au point mort. Le PRD était, en fait, le lieu où le mouvement ouvrier moderne a commencé, avec les deux premiers syndicats chinois fondés par des anarchistes à Guangzhou dans les années 1910, et d'importantes grèves qui ont eu lieu jusqu'à ce que le mouvement soit écrasé par la terreur blanche de 1927. Le travail saisonnier salarié était courant, et même les petites villes dans l'orbite de Guangzhou, comme Foshan, s'étaient industrialisées et liées au commerce mondial. La région a été effectivement désindustrialisée sous le régime de développement.

[22] Lin 1997, pp. 63-65

[23] *ibid*, p.66

[24] *ibid.*, p. 81, tableau 5.1

[25] Ching Kwan Lee, *Against the Law : Labor Protests in China's Rustbelt and Sunbelt*, University of California Press, 2007. p.161

[26] La définition administrative chinoise de " ville " (shì市) ne correspond pas tout à fait à la connotation anglaise du mot, ni à la catégorie administrative occidentale. Bien que le shi chinois fasse souvent référence à ce que nous considérons comme une ville, il est aussi couramment utilisé pour signifier une " ville au niveau de la préfecture " , qui comprend une zone centrale de la ville, ses banlieues reliées et une partie importante des terres rurales environnantes. Néanmoins, comme le PRD dans son ensemble est maintenant considéré comme une mégalopole cohérente (selon la mesure de la Banque mondiale), Shenzhen est certainement suffisamment construite pour être qualifiée de ville au sens commun du terme, malgré la persistance de quelques pans de production agricole et d'espaces verts moins développés à l'intérieur de ses limites administratives. Pour des données sur la croissance de Shenzhen, voir Wendell Cox, " The Evolving Urban Form " : Shenzhen ", *New Geography*, 25 mai 2012. <<http://www.newgeography.com/content/002862-the-evolving-urban-form-shenzhen>>

[27] Lin 1997, p. 85 et 104, tableau 5.10

[28] *Ibid*, p. 96-99

[29] *Ibid*, p.100, tableau 5.8

[30] *Ibid*, p.90-91, tableau 5.6 et carte 5.2

[31] *Ibid*, p. 110-111, tableaux 5.11 et 5.12

[32] *Ibid*, p.71

[33] *Ibid*, p.114 Tableau 5.14

[34] *Ibid*.

[35] Johnson 2001, p. 84-86

[36] Il existe un certain nombre d'ouvrages qui documentent ce réseau, qui est défini de diverses façons. L'information ci-dessous est tirée d'un éventail de ces travaux, y compris les sources citées tout au long et plusieurs aperçus plus généraux : Murray Weidenbaum et Samuel Hughes, *The Bamboo Network : How Expatriate Chinese Entrepreneurs are Creating a New Economic Superpower in Asia*, Free Press, 1996 ; Brian C. Folk et K.S. Jomo, *Ethnic Business : Chinese Capitalism in Southeast Asia*, première édition, Routledge, 2003 ; Cheung, Gordon C. K. Cheung et Edmund Terence Gomez, " Hong Kong's Diaspora, Networks, and Family Business in the United Kingdom " : A History of the Chinese 'Food Chain' and the Case of W. Wing Yip Group ", *China Review*, Chinese University Press, volume 12, numéro 1, printemps 2012. p. 45-72.

[37] Zhuang Guotu, " Trends of Overseas Chinese Business Network in East Asia " : As Mirrored from Overseas Chinese Investment in Mainland China since 1978 ", *Institute of International Relations and Area Studies, Ritsumeikan University*, volume 4, 2006. p. 1-23

[38] Zhuang 2006, p.5

[39] Une autre migration importante commencera en 1984, cette fois-ci hors de Hong Kong, stimulée par la décision de transférer la colonie du contrôle britannique vers le continent. Les effets de cette migration ont été plus visibles dans des endroits comme Vancouver, en Colombie-Britannique, où l'arrivée de la capitale cantonaise a complètement remodelé la ville. L'effet final a simplement été une intégration encore plus grande des réseaux de capitaux de la région du Pacifique, ces nouveaux établissements au Canada facilitant des intérêts continentaux beaucoup plus récents dans les ressources naturelles canadiennes, pour prendre un exemple.

[40] Lin Jinzhi, *Jin Dai Huaqiao Tuozi Guonei Qiye Gailun (General view of Overseas Chinese invested enterprises in China in the modern period)*, Xiamen University Press, p. 53.

[41] Zhuang 2006, p. 9.

[42] Richard Robinson, *Indonesia : The Rise of Capital*, Equinox Publishing, 1986. p.273

[43] Ibid, p. 276-277

[44] Chiffres cités dans Zhuang 2006, p. 10

[45] Itoh 1990, p. 226, tableau 10.2

[46] Bernard et Ravenhill 1995, p.181

[47] Itoh 1990, p.220

[48] Ibid, p.226

[49] Voir : Peter Tasker, " Trade wars - lessons from the 1980s ", Nikkei Asian Review, 30 mars 2018. <<https://asia.nikkei.com/Opinion/Trade-wars-lessons-from-the-1980s2>> ; et Michael S. Malone, " Hitachi-FBI Tapes are Released ", New York Times Archives, 16 mai 1983. <<https://www.nytimes.com/1983/05/16/business/hitachi-fbi-tapes-are-released.html>>

[50] John Hemmings, " Lessons from the America-Japan Trade War of the 1980s ", National Interest, 2 juillet 2018. <<https://nationalinterest.org/feature/lessons-america-japan-trade-war-1980s-24882>>

[51] Hart-Landsberg et Burkett 1998, p.98, tableau 4 et Naughton 2007, p.403, figure 17.1

[52] Hart-Landsberg et Burkett 1998, p. 89, tableau 1

[53] Jim Glassman, Thailand at the Margins : Internationalization of the State and the Transformation of Labour, Oxford University Press, 2004. p.37

[54] Hart-Landsberg et Burket 1998, p. 90, tableau 2

[55] Glassman 2004, p. 37

[56] Ibid, p.93

[57] Hart-Landsberg et Burket 1998, p.105, tableau 5

[58] Ibid, p. 98-101

[59] Bernard et Ravenhill 1995, p. 196

[60] Voir Robinson 1986.

[61] Bernard et Ravenhill 1995, p. 195-197, Hart-Landsberg et Burket 1998, p. 101-107

## **RED DUST 4° partie**

### **Fer à la rouille**

#### **Conditions intérieures 1980-2000**

##### **Vue d'ensemble : Les guerres de classes**

L'ascension du continent dans les chaînes de production internationales n'a cependant été possible qu'en raison des changements rapides et profonds de la structure de classe en déclin laissée par le régime de développement. Dans cette section, nous détaillons la formation du haut et du bas d'un système de classe capitaliste en Chine continentale. Les décennies couvertes ici sont les dernières années de la transition, marquées par une expansion rapide du marché, une restructuration financière rapide, la conversion des entreprises d'État en conglomérats multinationaux et la destruction finale de la ceinture industrielle de l'ère socialiste dans le Nord-Est. Au début du nouveau millénaire, la Chine avait achevé sa transition vers le capitalisme.

Le processus de transition est contingent, la subsumption dans l'économie capitaliste prenant un caractère nettement différent selon les régions et les époques. Une caractéristique du cas chinois, explorée tout au long de l'étude, a été l'extirpation totale de certains mécanismes du régime de développement afin de stabiliser la transition, en assurant les conditions nécessaires à l'accumulation de valeur. Dans la transition vers le capitalisme, de nouvelles adaptations sont bien sûr importantes, la forme de la marchandise, le salaire et le rôle spécifiquement capitaliste de l'argent jouant tous un tel rôle. Mais tout aussi importantes sont les caractéristiques qui proviennent des modes de production antérieurs, adaptés pour servir les besoins de l'accumulation. Comme nous l'avons suggéré ci-dessus, cela s'étend au marché lui-même, avec des réseaux commerciaux précapitalistes exfiltrés dans le monde capitaliste en Europe et en Asie.

Un autre cas plus spécifique à la Chine que nous avons souligné ici et ailleurs est le système du hukou. Alors que sa fonction à l'époque socialiste était de sécuriser le clivage urbain-rural en gelant les mouvements de population, le processus de transition a donné au hukou une fonction opposée : faciliter la migration tout en générant un double marché du travail dans les villes, contribuant ainsi à supprimer à la fois les salaires et les troubles. Les premiers prolétaires étaient un produit de l'effondrement de l'économie rurale, et pendant de nombreuses années, la pleine inclusion dans cette classe émergente était en grande partie une question de statut de hukou rural. Mais même après la généralisation des conditions prolétariennes, le hukou reste à ce jour une dimension importante du contrôle de l'Etat, aidant à maintenir l'accumulation dans son ensemble.

Un processus d'exaptation similaire a contribué à former le sommet de la hiérarchie de classe, alors que les élites techniques et politiques au sein de la bureaucratie du

régime de développement fusionnaient. Cette fusion a positionné ces élites de telle sorte qu'elles sont devenues les principales bénéficiaires de la privatisation qui a eu lieu dans les années 90 et dans le nouveau millénaire, qui allait transformer cette strate dirigeante provisoire des " ingénieurs rouges " en une classe proprement capitaliste. De cette façon, les capacités administratives de la bureaucratie seraient extirpées, transformant le parti en un corps de direction de la bourgeoisie.

Mais ces processus n'étaient pas sans conflits. La transformation de la classe dirigeante et la naissance du prolétariat se sont produites à travers une série de luttes dans la dernière décennie de la transition. La première de ces luttes fut le mouvement de la place Tiananmen en 1989, qui allait finalement fixer les termes de la poursuite des réformes - en s'assurant qu'elles excluraient les intérêts de la vieille classe ouvrière industrielle et seraient définies par un processus de marchandisation dirigé par le parti existant, plutôt que par un nouvel organe politique. L'écrasement des troubles a assuré la stabilité nécessaire pour attirer de nouvelles séries d'investissements tout au long de la décennie suivante, et pour s'engager dans un vaste processus de réforme financière, en remodelant le système bancaire et les marchés de capitaux à l'image des pays à revenu élevé.

Nous ouvrons la quatrième partie par une analyse de Tiananmen, alors, comme l'événement qui a assuré la position de la nouvelle classe dirigeante et a rendu possible la décennie de réforme suivante. La deuxième grande lutte de cette période a été l'éviscération du cœur industriel du régime de développement dans le Nord-Est au début du siècle. Ce processus a été défini par des privatisations de masse, des licenciements et des manifestations. Le résultat final a été la désintégration des derniers vestiges du système de classes du régime de développement et l'achèvement de la transition vers le capitalisme. Nous concluons donc par la défaite de ces protestations et la création de la ceinture de rouille du Nord-Est.

### **La place Tiananmen et la marche vers les institutions**

Au milieu des années 1980, un nombre restreint mais croissant de citoyens avaient quitté le bol de riz en fer du système danwei (unité de travail d'État), avec ses emplois garantis et ses rations de céréales d'État, pour se lancer dans de nouvelles opportunités créées par un marché urbain de consommation en expansion. L'État a encouragé les petites entreprises à répondre à la demande croissante. Des magasins se sont ouverts dans tout Pékin, par exemple, vendant des marchandises bon marché généralement produites par le secteur de l'ETP (entreprise de township et de village) et/ou par de nouveaux travailleurs migrants, comme les travailleurs de Wenzhou qui produisaient des vestes en cuir populaires dans de petites entreprises familiales du village de Zhejiang à Pékin. A Haidian, le quartier universitaire de Pékin, au nord-ouest de la ville, on voyait le matin arriver un cortège de paysans sur des charrettes tirées par des ânes qui transportaient des produits à vendre sur le marché libre. Les vendeurs de rue ont également proliféré, créant une vie nocturne

beaucoup plus animée dans la ville. Les familles ont commencé à gérer des restaurants privés en perçant des trous dans les murs séparant le trottoir des petits bâtiments du danwei. Les clients passaient à travers le trou dans le mur pour entrer dans un restaurant qui se concentrait sur le service de bons aliments commercialisés selon les goûts changeants de la ville, nettement différents du goût fade des restaurants gérés par l'État avec un service terrible.

C'est à ce moment que l'on a pu constater que la commercialisation transformait les espaces fondamentaux qui composaient la ville de l'époque socialiste. Les marchés animés, l'installation de nouveaux migrants et l'ouverture littérale des murs autarciques du danwei semblaient tous symboliser une nouvelle ère de libre circulation. D'une part, cela faisait écho aux modèles traditionnels de développement urbain sur le continent est-asiatique, comme le passage du système de quartiers de la dynastie Tang aux villes ouvertes des Song. Ces villes ont toujours été marquées par une tension entre cloture et ouverture. En même temps, l'espace commençait à refléter les nouvelles structures de pouvoir et d'inégalité qui commençaient à peine à émerger. Le lent écoulement des évadés du système danwei a créé une classe émergente d'entrepreneurs urbains (connus sous le nom de getihu), que l'on pouvait voir parcourir la ville à moto et même en voiture particulière. Pendant ce temps, les paysans pénétraient plus régulièrement dans les espaces urbains, à la fois comme vendeurs de produits à petite échelle et comme nouveaux travailleurs migrants. Cela a permis de briser l'une des divisions spatiales fondamentales qui existaient à l'époque socialiste, en amorçant la transformation du système du **hukou, qui est passé d'une méthode d'isolement des villes par rapport à la campagne à une méthode de segmentation utilisée pour imposer la discipline du travail à un nouveau prolétariat**. Les espaces habités par les paysans dans la ville montraient clairement qu'ils n'entraient pas sur un pied d'égalité : le caractère informel des charrettes des vendeurs de rue et la qualité délabrée des nouveaux établissements de migrants le signalaient, et commençaient à alimenter les craintes des citadins quant à la possibilité de voir se développer des bidonvilles urbains - ce qui était rendu dans la littérature officielle comme un risque de " latino-américanisation ".

Pour la grande majorité des travailleurs urbains, qui dépendent encore du système danwei, le niveau de vie ne s'améliore que lentement. Pendant ce temps, les changements ont conduit à des formations et des alliances de classes changeantes qui ont déstabilisé la scène politique urbaine. Les histoires et les plaintes concernant la corruption se sont multipliées. Les voitures étrangères qui sont apparues dans les rues, passant devant les citadins qui roulaient lentement en bus et à vélo pour aller travailler, sont devenues un objet de mépris particulier, et les histoires se sont rapidement répandues sur les dirigeants qui circulaient en Mercedes dans la ville. Au début, le mécontentement a été largement maîtrisé par la combinaison de la répression de l'État et de l'amélioration du niveau de vie. Mais à mesure que les réformes des prix et la forte inflation (en particulier sur les denrées alimentaires) ont commencé à réduire les revenus à partir du milieu des années 1980, il est devenu de

plus en plus difficile pour l'État d'empêcher que les critiques à l'égard du parti ne se transforment en protestations ouvertes. Lorsque l'inflation a commencé à grimper en flèche en 1985 et 1986, les étudiants ont entamé une série de protestations en faveur de réformes politiques et contre la corruption. Ces protestations se sont étendues de la province de l'Anhui, où elles ont commencé au début de décembre 1986, à 17 grandes villes de Chine, dont Pékin. Pourtant, ces manifestations n'ont pas réussi à obtenir un soutien en dehors des universités (les plus importantes ont eu lieu à Shanghai et à Beijing, et pourtant, même là, seulement 30 000 étudiants environ ont participé à chacune d'entre elles) et ont été rapidement réprimées [1]. Le secrétaire général du Parti, Hu Yaobang, considéré par d'autres dirigeants du PCC, dont Deng Xiaoping, comme trop indulgent à l'égard du mouvement, a démissionné quelques semaines plus tard, à la mi-janvier 1987.

Cependant, alors que l'ancien système du danwei continuait à être mis à rude épreuve par les réformes, l'insatisfaction des citoyens s'est transformée en une des plus grandes manifestations de l'ère des réformes au printemps 1989, avec la participation de près de deux millions de personnes à Beijing au plus fort du mouvement en mai. Cette fois-ci, les travailleurs urbains ont rejoint une scène initialement établie par les manifestants étudiants, mais l'alliance était au mieux temporaire. Bien qu'il y ait eu une diversité d'opinions entre les deux groupes, les intérêts ont généralement poussé les étudiants dans une direction et les travailleurs dans une autre. Comme la politique se déroulait rapidement, les individus étaient pris dans un mouvement qu'aucun ne contrôlait vraiment. Les étudiants - qui représentaient une classe montante d'entrepreneurs et de gestionnaires dans l'économie de marché en expansion - ont surtout critiqué la façon dont les réformes étaient mises en œuvre. Les travailleurs étaient plus directement critiques à l'égard du contenu des réformes. Après la répression du mouvement en juin 1989, les étudiants ne se sont plus jamais unis aux travailleurs des anciennes industries socialistes. La classe instruite des cadres est devenue la principale bénéficiaire des réformes, tandis que les travailleurs ont perdu, laissés pour protester sporadiquement et seuls, jusqu'à ce que les vestiges de la classe ouvrière de l'ère socialiste soient finalement éteints dans une vague de désindustrialisation au tournant du siècle.

En même temps, l'affaiblissement du contrôle de l'État sur les campus universitaires a créé un nouvel espace pour le débat politique, même si l'État a ajouté l'éducation idéologique au lendemain des protestations de 1986. Les étudiants ont cherché les causes profondes du passé politique turbulent de la Chine, en particulier la Révolution culturelle. Se tournant vers l'existentialisme, le libéralisme et les idées néo-autoritaires, les étudiants avaient tendance à soutenir que la culture chinoise elle-même était responsable de la répression politique, du pouvoir bureaucratique arbitraire sur la vie quotidienne, de la corruption et du fractionnisme des partis. Un nouveau mouvement du 4 mai était nécessaire, et il devait être dirigé par des intellectuels [2]. Ironiquement, le néo-autoritarisme était l'une des idéologies les plus populaires parmi les étudiants [3]. Son idée de base était qu'un seul dirigeant

fort au sein du PCC devait prendre le contrôle du parti pour mettre fin aux luttes entre factions et à la stase bureaucratique qui freinait les progrès de la réforme. Ce leader devait suivre les conseils des intellectuels, qui prétendaient savoir comment réformer la société. Il y avait aussi des critiques libérales de l'autoritarisme parmi les étudiants, ainsi qu'un groupe plus restreint qui critiquait la direction des réformes pour avoir porté atteinte au niveau de vie des citoyens ordinaires. Malgré le vague discours sur la " liberté " et la " démocratie " à l'époque, la plupart des étudiants semblaient toutefois enchantés par l'idée qu'ils étaient les seuls à comprendre comment résoudre les problèmes de la Chine [4].

Lorsque Hu Yaobang est mort le 15 avril 1989, les étudiants ont immédiatement commencé à écrire des affiches sur les campus et à tenir des discussions. Hu était particulièrement populaire parmi les étudiants et les intellectuels, car il était chargé de réhabiliter les intellectuels et de reconstruire les relations du parti avec eux au début des réformes. Considéré comme incorruptible, Hu était le symbole d'une direction correcte au sein du parti, mis à l'écart par des bureaucrates purs et durs qui protégeaient leurs privilèges. De petits groupes d'étudiants, en particulier ceux qui avaient de bonnes relations au sein du parti, ont laissé des couronnes commémorant Hu sur le Monument aux héros du peuple au centre de la place Tiananmen (comme l'avaient fait les habitants des villes pour le Premier ministre Zhou Enlai après sa mort en 1976, ce qui a conduit au Cinquième mouvement d'avril). La première manifestation d'étudiants a été une marche nocturne d'environ 10 000 personnes du quartier universitaire vers la place le 17 avril. En tête, les étudiants portaient une banderole qui proclamait qu'ils étaient " l'âme de la Chine " - une formulation élitiste qui allait caractériser leur politique pendant les deux mois suivants. Le monument au centre de la place s'est vite rempli de couronnes laissées pour Hu, et dans les premiers jours, il est devenu un lieu où n'importe qui pouvait sauter sur la première corniche du monument pour faire un discours à des centaines de spectateurs. La nuit, les manifestants se rassemblaient souvent à la porte de Zhongnanhai, le principal complexe dans lequel vivaient les principaux dirigeants du PCC.

Les étudiants et les intellectuels ont cependant été rapidement rejoints par les jeunes travailleurs et les citoyens sans emploi, surtout en formant la Fédération autonome des travailleurs de Beijing [5]. Pourtant, ces deux groupes sociaux ne se sont pas réunis pour former un mouvement social cohérent, même s'ils ont participé aux mêmes événements. Momentanément rassemblés par leur opposition commune à la corruption au sein du parti, qui avait été aggravée par les réformes du marché, les deux groupes ont été divisés par bien plus que ce qui les unissait. En termes de styles de protestation, les étudiants revendiquaient la propriété exclusive du mouvement, de peur de ne pas pouvoir contrôler les autres groupes, qui pourraient recourir à la violence ou fournir à l'État une excuse pour la répression. Ils ont essayé de tenir les autres à l'écart des protestations ou, à défaut, de mettre les autres groupes à l'écart en tant que simples partisans et non participants à part entière. Comme les étudiants et les intellectuels croyaient qu'ils étaient les seuls véritablement capables de " sauver la Chine ", ils reprochaient souvent aux

"paysans" d'avoir égaré le pays pendant la révolution et l'ère socialiste. Dans les premiers temps, les étudiants ont mis sur pied une organisation de coordination pour tenter de contrôler le mouvement, l'Union autonome des étudiants des universités de Beijing avec une direction élue. Le syndicat étudiant a organisé un boycott généralisé des cours universitaires à partir du 24 avril. Au fur et à mesure que les protestations se développaient, d'autres organisations étudiantes se sont formées et se sont disputées le contrôle du mouvement. Le groupe indépendant des représentants du dialogue étudiant des universités de Beijing a tenté de discuter des revendications avec les dirigeants des partis, discussions interrompues par d'autres étudiants. L'occupation de la place Tiananmen était contrôlée par le Quartier général de la défense de la place, une autre organisation étudiante indépendante. La direction du quartier général a été élue par les occupants de la place et le principal pouvoir dont elle jouissait était le contrôle d'un système de haut-parleurs au centre de la manifestation. De plus, les étudiants ont bouclé le centre de la place autour du Monument aux héros du peuple avec une série hiérarchique de cercles concentriques. Pour entrer dans les anneaux extérieurs des cercles, il fallait être un étudiant, et plus profondément vers le centre, il fallait être un leader étudiant avec un lien quelconque avec le quartier général. Les étudiants forçaient l'organisation ouvrière à monter ses tentes en face de la place elle-même.

Les étudiants avaient aussi une relation très différente aux réformes que celle des travailleurs. Les étudiants voulaient surtout que les réformes aillent plus vite, qu'elles soient mieux organisées et plus efficaces. Ils craignaient que la corruption ne conduise à un affaiblissement des réformes. Au milieu des années 1980, cependant, les travailleurs ont commencé à voir leurs intérêts compromis. Il y avait un nouveau chômage (les entreprises d'État, désormais responsables des profits et des pertes, se voyaient accorder le droit de licencier certains travailleurs), une stagnation des salaires et, surtout, une forte inflation, qui atteignait des niveaux d'hyperinflation à la fin de 1988. Pour les travailleurs, les réformes ont dû être ralenties ou considérablement repensées. La stabilisation des prix en particulier était cruciale, car les travailleurs étaient en train de perdre leur garantie au profit de céréales bon marché et subventionnées par l'État. Si les étudiants se sont d'abord concentrés sur le deuil du Premier ministre pro-intellectuel Hu Yaobang, les critiques des travailleurs à l'égard du parti et de ses politiques réformistes étaient plus largement politiques que celles des étudiants au début du mouvement. Pour les travailleurs, la corruption était considérée comme un problème non pas parce qu'elle affaiblissait les réformes, mais plutôt parce qu'elle indiquait l'émergence d'une nouvelle forme d'inégalité de classe. Dans les prospectus, les travailleurs demandaient combien le fils de Deng Xiaoping avait perdu dans les paris sur les champs de courses de Hong Kong, si Zhao Ziyang payait pour jouer au golf et combien de villas les dirigeants entretenaient. Ils ont également demandé quel était le montant de la dette internationale contractée par la Chine dans le cadre du processus de réforme.

Les étudiants et les travailleurs avaient également des idées très différentes sur la démocratie. Les étudiants parlent vaguement de la démocratie, mais ils demandent

souvent que les intellectuels aient une relation particulière avec le parti. La plupart sont plus intéressés par le fait que Zhao devienne un dirigeant plus puissant et plus éclairé pour lequel les intellectuels pourraient jouer le rôle de conseillers, lui montrant comment une économie de marché devrait réellement fonctionner. Quand on parlait avec les travailleurs, ils avaient une idée beaucoup plus concrète de la démocratie, une idée qui avait émergé au cours d'une longue période de luttes ouvrières en Chine, clairement visible, par exemple, dans les grèves de 1956-1957, la révolution culturelle et les années 1970 [6]. Pour beaucoup de travailleurs, la démocratie impliquait le pouvoir des travailleurs au sein des entreprises où ils travaillaient. Les travailleurs se plaignaient de la politique du "one man rule" dans les unités de travail, où un directeur d'usine était un "dictateur" virtuel [7].

Les étudiants, contrairement aux travailleurs, étaient intimement impliqués dans les luttes de factions qui se déroulaient au sein du PCC. Les étudiants ont largement pris le parti du réformateur du marché plus radical, Zhao Ziyang, qui dirigeait le parti à l'époque. Zhao voulait faire avancer les réformes plus rapidement. D'autre part, les étudiants ont largement insulté Li Peng, le chef de l'Etat, bien avant qu'il ne devienne la figure de proue de la loi martiale à la fin du mois de mai. Réformateur modéré, Li était considéré comme un bureaucrate à l'ancienne qui faisait obstacle à une transition rapide et efficace vers une économie de marché rationnelle. Les travailleurs n'ont pas vraiment pris part à cette lutte entre factions. Ils avaient peu gagné à participer à des luttes de factions auparavant, en particulier pendant la Révolution culturelle et le mouvement du Mur de la démocratie à la fin des années 1970 et au début des années 1980. La fédération des travailleurs a averti que "Deng Xiaoping a utilisé le mouvement du 5 avril [de 1976] pour devenir le chef du Parti, mais après cela il s'est exposé comme un tyran" [8]. Les membres du Parti ont retourné la faveur en nature, avec la Fédération chinoise des syndicats soutenant publiquement les étudiants mais ignorant les travailleurs qui ont participé et leur organisation naissante [9]. Les aînés du Parti, cependant, se sont éloignés de soutenir la politique de concessions du secrétaire général Zhao aux étudiants comme mai s'est développé. Lors d'une réunion controversée du 17 mai du Comité permanent du Politburo, qui s'est tenue à la résidence de Deng Xiaoping, Deng et Li Peng ont critiqué l'approche de Zhao, affirmant qu'il divisait le parti. Deng a fait pression pour la déclaration de la loi martiale, qui a été officiellement annoncée le 20 mai. Au petit matin du 19 mai, Zhao s'est rendu sur la place pour avertir les étudiants de partir, en disant qu'ils ne devaient pas se sacrifier pour un mouvement qui était terminé. Puis Zhao a quitté la place, ayant perdu sa position au sein du parti, et a été bientôt placé en résidence surveillée pour le reste de sa vie. L'annonce de la loi martiale à la fin du mois de mai a aiguisé la politique des participants, la fédération des travailleurs annonçant que "les serviteurs du peuple" [le parti] avalent toute la plus-value produite par le sang et la sueur du peuple, et qu'"il n'y a que deux classes : les dirigeants et les gouvernés" [10], et la majorité des étudiants, à l'inverse, ont continué à soutenir la faction de Zhao même après la déclaration de la loi martiale.

Une alliance potentielle entre étudiants et travailleurs ne s'est jamais matérialisée sous la pression du contexte politique en rapide évolution.

Les étudiants ont d'abord dit aux travailleurs de ne pas faire la grève afin que le mouvement reste centré sur eux-mêmes et que leur pouvoir en son sein puisse être conservé. Cependant, après la déclaration de la loi martiale le 20 mai, les étudiants ont finalement compris l'importance de la participation des travailleurs, bien qu'encre une fois seulement dans un rôle de soutien, et ils ont finalement demandé aux travailleurs d'entreprendre une grève générale. Mais à ce moment-là, la participation aux manifestations avait chuté de façon spectaculaire, et il était trop tard pour que les travailleurs puissent mobiliser pleinement leurs forces. Néanmoins, les travailleurs ont quand même réussi à attirer un grand nombre de personnes pour résister à l'application de la loi martiale. En fait, les travailleurs ont continué à mettre plus de gens dans les rues alors même que le nombre d'étudiants diminuait. Mais à ce moment-là, le parti avait rassemblé jusqu'à 250 000 soldats dans la périphérie de la ville. Les travailleurs et les autres habitants de la ville ont d'abord pu empêcher l'entrée des soldats dans la ville de la nuit du 2 au 3 juin, bloquant les routes et les troupes environnantes dans les véhicules. Cela n'a entraîné qu'une faible violence, les citoyens nourrissant souvent les soldats fatigués pris dans la foule pendant plusieurs heures avant qu'ils n'abandonnent et ne quittent le centre-ville. Cela n'a fait qu'encourager plus de résistance la nuit suivante.

Cependant, à partir de la nuit du 3 au 4 juin, l'armée s'est déplacée plus résolument vers la place pour mettre fin aux protestations. Cette nuit-là, ce sont principalement des travailleurs et des jeunes sans emploi qui ont tenté de ralentir l'approche de l'armée dans les rues menant à la place, et beaucoup d'entre eux l'ont payé de leur vie, avec des centaines de morts parmi les civils (dont très peu d'étudiants). Le long de Chang'anjie - la principale avenue est-ouest qui traverse la ville à Tiananmen - les travailleurs et autres habitants de Beijing ont construit des barrages avec des bus, les incendiant souvent. Des cocktails Molotov et des pierres ont été lancés à l'approche des soldats. L'intersection autour de Muxidi sur Chang'anjie, à l'ouest de la place, a été particulièrement touchée, avec des combats acharnés entre ouvriers et soldats. De nombreux morts s'y sont concentrés. Lorsque les premiers soldats en véhicules blindés de transport de troupes (VBTT) sont arrivés sur la place, certains étudiants et résidents ont continué à résister, et un VBTT a été incendié. Plusieurs civils ont été tués sur les bords de la place. Une fois que le gros de l'armée a atteint la place, ils se sont arrêtés, et au petit matin, ils négociaient avec les étudiants occupants restants, leur permettant de quitter la place et de retourner à pied à leurs campus - non sans que plusieurs d'entre eux soient d'abord battus par les soldats. Les protestations dans la capitale étaient terminées, mais la répression continuait. Les travailleurs ont été les plus durement touchés en termes de peines de prison et d'exécutions dans les jours et les semaines qui ont suivi, les participants étudiants obtenant des peines plus clémentes.

La dure répression des participants travailleurs est devenue une condition pour l'accélération des réformes du marché dans les années 1990, plus particulièrement la libéralisation du marché alimentaire au début des années 1990, à laquelle les travailleurs auraient clairement continué à résister autrement. Au fur et à mesure que l'économie chinoise s'est intégrée au capitalisme mondial après 1989, les intérêts économiques des étudiants et des travailleurs ont divergé davantage. Les étudiants des années 1980 sont devenus les couches moyennes et entrepreneuriales des années 1990, profitant de la poursuite des réformes du marché que la répression des manifestations a permis [11]. À la fin des années 1990, les travailleurs de nombreuses entreprises d'État plus anciennes ont été licenciés, l'exode rural a augmenté rapidement et une classe de " nouveaux travailleurs " est apparue, gagnant de faibles salaires et vivant une existence précaire au sein du système manufacturier mondial. Alors que les protestations des travailleurs et des paysans se sont à nouveau multipliées à partir du milieu des années 1990, elles n'ont pas été rejointes par les étudiants ou les intellectuels, qui s'étaient pour la plupart déplacés vers la droite alors qu'ils n'avaient encore aucune politique du tout, plaidant pour la protection des droits de propriété et de la liberté d'expression ou adoptant de plus en plus de positions nationalistes.

### **De la bureaucratie à la bourgeoisie**

Les événements de Tiananmen ont été, rétrospectivement, un moment clé dans la formation d'une classe capitaliste nationale à partir des ruines de la bureaucratie de l'ère socialiste. Les protestations et leur écrasement ont fixé les conditions de ce processus de plusieurs façons. Tout d'abord, il est devenu évident qu'il y avait une nouvelle faction de citoyens très instruits qui cherchait maintenant à s'incorporer à cette classe dirigeante et qui, de plus, était encline à faire pression pour des réformes accélérées, une privatisation expansive et diverses nouvelles structures étatiques qui (selon eux) seraient les mieux adaptées au fonctionnement d'une économie de marché. De cette façon, la position des étudiants en 1989 préfigurait la position des capitalistes purement privés qui ont acquis leur richesse avec peu d'aide de l'État et qui, aujourd'hui, ne sont pas ou sont sous-incorporés dans la structure de patronage existante du parti [12]. En même temps, les étudiants eux-mêmes ont démontré l'importance d'incorporer de nouveaux intellectuels (et les nouveaux riches plus largement) dans le parti, à partir duquel ils pourraient aussi commencer à accumuler du capital dans l'économie de marché.

Deuxièmement, l'écrasement du mouvement de Tiananmen a également montré clairement que le noyau d'une nouvelle classe capitaliste serait largement incubé au sein du parti lui-même. Bien sûr, il y avait (et il y a toujours) un grand nombre de capitalistes privés qui se tiennent entièrement à l'extérieur du parti, et tout au long des années 1980, la question de savoir combien de pouvoir et d'influence politique seraient accordés aux nouveaux riches du continent ou aux vieilles familles capitalistes revenant de Hong Kong ou de l'étranger semblait ouverte. Mais les

événements de 1989 ont clairement montré les limites de cette influence. Il ne pouvait y avoir aucune tolérance pour les réformes qui dépassaient le contrôle des partis - même si, en gros, toutes les politiques économiques préconisées par les groupes d'étudiants finiraient par être mises en œuvre. Entre-temps, le parti lui-même s'est ouvert encore plus aux intellectuels et aux nouveaux riches. Avec les désignations de classe de l'ère socialiste officiellement abolies en 1978, le nombre total de cadres a continué à augmenter et les nouveaux membres viendraient des milieux de plus en plus instruits. Ce processus était à bien des égards cohérents d'avec les tendances à la croissance des privilèges bureaucratiques qui avaient longtemps affligé l'ère socialiste. Plus important encore : la capacité de tirer parti d'une classe dirigeante bien organisée et prête à l'emploi, extirpée des sommets de la structure de classe tumultueuse du régime de développement tardif, a donné à l'ensemble du processus de transition un caractère beaucoup plus stable et systématique que celui que l'on a pu observer ailleurs - en particulier pour un pays dépourvu du patronage militaire direct et du contrôle géopolitique de l'hégémonie régnante, qui avaient assuré une stabilité relative pendant l'industrialisation au Japon, en Corée du Sud et à Taiwan.

Nous allons explorer le caractère et la composition actuels de la classe dirigeante chinoise ailleurs - dans la dernière partie de cette histoire économique, ainsi que dans d'autres articles, interviews et traductions - mais pour comprendre la nature de la transition, il est essentiel de tracer les précurseurs du développement d'une classe capitaliste sur le continent, qui a germé au sein de la bureaucratie du parti héritée du régime de développement. C'était un processus marqué par une continuité apparente, mais aussi défini par d'importants changements internes à la structure et aux priorités du parti lui-même. L'écrasement de l'agitation qui a défini la révolution culturelle " courte " (66-69) a fait place à la révolution culturelle " longue " (66-76), pendant les deux derniers tiers de laquelle tout mouvement populaire potentiel a été essentiellement vaincu, mais les conflits entre factions dans les rangs supérieurs du parti ont existé dans une détente difficile - exacerbée par l'ossification du régime de développement, le pouvoir croissant de la bureaucratie et la militarisation directe de la production. Cette détente a vu une augmentation continue du nombre absolu de cadres, parallèlement au maintien du pouvoir et des privilèges de ceux qui sont au sommet. Mais la période a également vu un certain nombre de réformes qui, d'une part, semblaient découler de la reconnaissance du fait que le système était en train de s'ossifier et devait être modifié et, d'autre part, ont agi comme des outils pragmatiques pour étouffer le pouvoir de certaines factions. Afin de remplir ces deux fonctions, le recrutement a été effectué en priorité parmi les personnes les moins instruites et l'investissement de l'État a été réorienté. Le symbole le plus clair de ce processus a été la fermeture des universités, la rustification des enfants très instruits des hauts fonctionnaires et l'expansion de l'enseignement primaire, en particulier dans les campagnes. En outre, il y eut plusieurs promotions très médiatisées, plaçant des personnalités comme Chen Yonggui (un leader paysan presque analphabète du village modèle de Dazhai) à certains des postes les plus élevés du parti.

Il n'est pas du tout inhabituel que les premiers membres de la classe capitaliste d'un pays émergent de l'échelon supérieur de la structure de classe de plus en plus archaïque qui précède la transition. Dans certains cas, ce processus a pris la forme d'une subsomption forcée dans l'économie mondiale imposée par les puissances européennes aux peuples conquis - où il était courant pour l'appareil colonial de déléguer sélectivement le pouvoir à un sous-ensemble de dirigeants locaux préexistants prêts à capituler devant l'État colonial, donnant à la nouvelle structure de classe une apparence de continuité avec les systèmes de pouvoir " indigènes ". Mais même en dehors des colonies, le même phénomène a été une caractéristique de presque tous les cas de transition capitaliste. Cela inclut le cas typique de l'Angleterre, où les premières clôtures qui ont conduit à l'amélioration de la productivité agricole et à la croissance rapide de l'économie industrielle ont en fait été initiées par des propriétaires terriens déjà habilités par l'aristocratie. La continuité est également apparente dans les quelques premiers promoteurs " tardifs", comme l'Allemagne et le Japon, où le rôle des propriétaires féodaux s'est combiné avec une bureaucratie étatique préexistante pour faciliter la transition d'une manière qui a conservé le pouvoir de diverses classes dirigeantes précapitalistes - mais les a aussi effectivement transformées en capitalistes, ou à tout le moins en propriétaires terriens et en rentiers dans le sens décrit par Marx [14].

Rien de tout cela n'implique que ces classes aient déjà été capitalistes d'une manière ou d'une autre, ni que la bureaucratie d'Etat héritée par les Allemands ou les Japonais ait été en quelque sorte "capitaliste d'Etat" avant la marchandisation. L'absurdité est ici évidente : ce n'est pas parce que divers modes de production féodaux, tributaires ou autres modes de production indigènes ont cédé la place au capitalisme, et que de nombreuses familles au sein des anciennes classes dirigeantes ont conservé leur pouvoir tout au long de la période, que ces systèmes précapitalistes étaient en fait déjà capitalistes, même s'ils avaient été façonnés indirectement par la concurrence avec les premières puissances capitalistes. Mais c'est précisément ce genre d'argument qui est souvent avancé pour la Chine. Puisque tant de personnes au sein de la bureaucratie du parti-État conserveraient le pouvoir et le légueraient effectivement à leurs enfants, on suppose qu'il devait y avoir un noyau capitaliste secret au sein de la bureaucratie depuis le début, finalement libéré par une combinaison habile de tragédie et de trahison.

Non seulement la chaîne de la logique est ici inversée, mais il y a aussi une erreur analytique dans l'association de la classe et du pouvoir. Ce n'est pas parce que le pouvoir peut recouvrir des modes de production - incarnés dans les mêmes familles, les mêmes lieux, et même dans un État qui porte le même nom - que les relations de classe qui génèrent ce pouvoir subissent néanmoins un changement. La classe n'est pas une simple désignation de ceux qui ont de l'autorité et de ceux qui n'en ont pas, ni un outil sociologique pour diviser une population en tranches de revenu ou d'éducation. La classe est une polarité immanente générée par le caractère social de la production. C'est une propriété émergente de la façon dont les choses sont faites

et dont les besoins humains fondamentaux sont satisfaits dans un mode de production donné. Constamment maintenu et continuellement reproduit par ce processus, le pouvoir d'une classe dirigeante est en grande partie un pouvoir sur les moyens de production et la force garantissant la poursuite de la production, mais il est rarement un pouvoir sur la nature du mode de production lui-même. En ce sens, même ceux qui sont au sommet d'un système ne peuvent pas simplement choisir de le changer, car leur position est contrainte par une dynamique inertielle largement hors de leur contrôle [15]. Ceci est particulièrement vrai pour le capitalisme, où la classe émane continuellement du circuit du capital.

Le conflit de classe ne désigne donc pas simplement la lutte à la corde entre deux groupes d'intérêts, mais plutôt un conflit plus fondamental sur la classe elle-même : lorsque le circuit d'accumulation commence à se rompre, l'intérêt fondamental de la bourgeoisie est de le restaurer par tous les moyens nécessaires, tandis que l'impulsion de ce qu'on appelait autrefois un prolétariat " conscient de classe " est la rupture continue du circuit, qui ouvre le potentiel d'auto-abolition du prolétariat en tant que classe par la révolution. C'est une distinction importante, car elle montre clairement que les mouvements de masse peuvent toujours être mobilisés au service de la restauration de l'accumulation, même s'ils ont l'apparence d'un conflit de classe. En fait, le pouvoir de classe de la bourgeoisie exige la participation du prolétariat à presque toutes les étapes de son déploiement. **L'activité déterminante de la bourgeoisie en tant que classe (en dehors de son activité compositionnelle quotidienne, en tant que propriétaire du capital et de ceux qui siphonnent la plus-value du travail de la grande majorité) est le maintien perpétuel de la communauté matérielle du capital.** C'est dans ce sens que le Parti communiste chinois est finalement devenu un parti du capital, agissant à la fois comme les gardiens de l'accumulation originelle et comme l'organe de gestion intra-classe de la bourgeoisie domestique.

Puisque la classe n'est pas statique, mais plutôt un processus émergent, nous ne pouvons comprendre la croissance d'un système de classe capitaliste en Chine que par sa relation avec la nature changeante de la production. Même les nombreuses réformes qui ont amené des intellectuels et, plus tard, des hommes d'affaires dans le parti n'auraient pas pu assurer l'existence d'une classe capitaliste sans la création simultanée de son pôle opposé, mutuellement dépendant : le prolétariat. Les récits qui mettent trop l'accent sur les premières étapes de la formation de la classe dirigeante tendent donc à placer ces réformes internes au centre du récit. S'il est vrai qu'une concentration accrue du pouvoir au sein de la classe bureaucratique (combinée à la purge politique des dirigeants de naissance inférieure à partir de l'arrestation de la Bande des quatre en 1976) a certainement contribué à faciliter la création en douceur d'une classe capitaliste, le simple déplacement et la concentration du pouvoir au sein d'une bureaucratie ne font pas une bourgeoisie. En réalité, de telles réformes n'étaient que des précurseurs importants, qui ne pouvaient être menés à bien qu'en parallèle avec l'émergence des rapports de

marchandises, la prolétarianisation de la grande majorité de la population et l'existence d'une exposition généralisée à l'économie mondiale.

La période que nous examinons ici est en grande partie l'ère de ces précurseurs, plutôt que l'ère où une classe clairement et pleinement capitaliste exercerait le plein pouvoir. Cela signifie que les conflits entre factions se sont poursuivis au sein de la bureaucratie tout au long de cette période, ce qui a souvent contribué à faciliter le processus cyclique de réforme et de réduction des effectifs qui l'a marquée. Mais le processus de composition d'une nouvelle classe capitaliste est hautement contingent, et même si la transition n'est ni causée ni achevée par la " trahison " de la classe dirigeante précapitaliste, le caractère local de cette classe en formation peut exercer une influence disproportionnée sur la trajectoire de la transition elle-même. La comparaison entre l'effondrement de l'Union soviétique et la subsomption du régime de développement chinois devrait être une preuve suffisamment claire de ce fait. Dans le cas de la Chine, la nouvelle classe dirigeante a développé sa forme initiale sous la forme d'une alliance, puis d'une fusion, d'élites politiques et techniques qui s'étaient élevées au pouvoir quelque peu séparément au sein de la structure de classe turbulente du régime de développement. Avant d'être une bourgeoisie, la classe capitaliste a donc pris sa forme préliminaire comme une classe d'" ingénieurs rouges " qui étaient montés au pouvoir par le biais de la machinerie du parti, ce qui leur donnait un intérêt direct à assurer la stabilité du parti lui-même. C'est cette stabilité qui a permis au parti de nourrir la croissance d'une nouvelle bourgeoisie [16].

Le va-et-vient des réformes éducatives a été la clé de ce processus, mais les catégories utilisées peuvent souvent être trompeuses. La plupart des discussions sur la violence dans la Révolution culturelle, par exemple, mettent l'accent sur les attaques contre les " intellectuels " ou ceux dont les familles étaient issues de classes " contre-révolutionnaires ". Le virage des réformes, quant à lui, a vu l'abolition de ces désignations officielles (qui étaient devenues de facto héréditaires), et un mouvement de réouverture des universités, d'offre d'adhésion au parti à des groupes auparavant interdits, et de retour des jeunes paysans à la ville (et souvent dans les collèges nouvellement ouverts). Dans le récit qui voit les réformes comme initiées par un acte de trahison, cela semble être un changement par lequel ceux qui étaient auparavant désignés comme " contre-révolutionnaires " reprenaient maintenant le pouvoir - comme si la transition n'était qu'un simple retour en arrière, mené par les mêmes forces qui avaient dirigé la première transition, bloquée, à l'époque républicaine. Mais ce n'est pas le cas. Beaucoup de ceux qui étaient issus de milieux défavorisés sous le régime du développement avaient, à ce moment-là, hérité de ces désignations de parents qui n'avaient pas ou peu de moyens de transmettre les privilèges de classe prérévolutionnaires, dont le plus important serait bien sûr le transfert de richesse entre générations. C'est précisément la raison pour laquelle la question de l'éducation est devenue si centrale dans les débats sur le pouvoir de classe au sein du régime de développement tardif.

Mais même la catégorie " intellectuelle " est trompeuse. Dans sa connotation actuelle en anglais, ce terme semble impliquer une certaine faction académique ou artistique des élites, s'étendant peut-être tout au plus au travail des groupes de réflexion, des planificateurs politiques et d'autres personnes qui agissent dans la sphère politique ou à titre consultatif. Aujourd'hui, le terme ne couvre que très peu les rôles joués par les ingénieurs ou autres personnes ayant des connaissances techniques de haut niveau. Néanmoins, étant donné l'accent mis sur l'éducation par le régime de développement, ceux qui possèdent de telles connaissances techniques constituent une grande partie des " intellectuels " qui se trouvent au centre des débats sur la politique de l'éducation. Et il n'y a pas d'ambiguïté sur le travers dans lequel ces débats sont finalement tombés : alors qu'en 1985 encore " la majeure partie des membres du parti étaient encore issus des classes peu instruites ", la composition changeait rapidement, avec " de nouveaux membres classés comme intellectuels [en croissance] de 8 % en 1979 à 50 % en 1985 " [17]. Au contraire, " le cœur de la nouvelle classe était composé de cadres rouges [c'est-à-dire ceux qui avaient le pouvoir politique] et d'experts qui avaient été formés à Tsinghua et dans d'autres universités pendant l'ère communiste " [18]. La même période a vu des retraites massives du parti, en particulier parmi les membres maintenant âgés qui avaient rejoint le parti avant ou juste après la révolution - beaucoup d'entre eux étaient des paysans ou des ouvriers peu instruits à l'époque -, ce qui a fait pencher la balance en faveur de ces nouveaux membres [19].

L'afflux d'"intellectuels" dans le parti était en réalité l'afflux de ceux qui avaient une formation technique de haut niveau et une influence politique préexistante (souvent les enfants de ceux qui avaient occupé des positions privilégiées au sein du régime de développement). En outre, beaucoup d'entre eux avaient connu un certain degré de difficultés pendant la Révolution culturelle, comme des brutalités ou des attaques contre leurs familles - mais surtout pas les massacres, les répressions militaires et les longues peines de prison infligées aux travailleurs radicaux. Bien que plus tard, l'orientation éducative de ces nouvelles élites se soit quelque peu diversifiée, les premières années, la science et l'ingénierie dominaient. Cette tendance est devenue évidente lorsque ces élites ont accédé aux postes les plus élevés du parti : "Au cours du seizième congrès du parti en 2002, " les neuf membres du comité permanent du Bureau politique, les hommes les plus puissants du pays, avaient tous reçu une formation d'ingénieur, et quatre d'entre eux, dont Hu [Jintao], étaient des anciens élèves de Tsinghua."Ce n'est qu'au cours des deux dernières décennies que la composition éducative de la classe capitaliste en Chine a commencé à se rapprocher davantage de la norme mondiale - précisément quand le bas de la structure de classe allait prendre sa pleine forme par des privatisations de masse, permettant à cette classe précurseur d'ingénieurs rouges de se transformer progressivement en une classe proprement capitaliste.

Avant ce point, cependant, la nature préliminaire de cette nouvelle classe signifiait aussi que les privilèges étaient encore accordés beaucoup plus facilement à ceux qui avaient des connexions politiques et des compétences techniques qu'à ceux qui

contrôlaient directement la production. Lorsque la privatisation à grande échelle a eu lieu, ce n'est pas un hasard si les directeurs des entreprises d'État prospères et les fonctionnaires locaux et provinciaux qui leur étaient associés étaient en grande partie issus de cette classe en formation. La privatisation impliquait que " la plupart des entreprises publiques et collectives devenaient la propriété de leurs dirigeants ", achevant ainsi la transition formelle du pouvoir du simple privilège politique à la propriété directe des moyens de production [22], ce qui signifiait également que la richesse de ces élites était désormais liée beaucoup plus directement au circuit de production de valeur, créant une dépendance mutuelle (bien qu'inégale et exploitante) de la classe dirigeante et du prolétariat.

Néanmoins, l'héritage des " ingénieurs rouges " allait être porteur d'une certaine inertie. Le système de patronage établi au sein du parti s'est rapidement avéré un moyen efficace de mobiliser le capital et de prévenir les conflits de factions déstabilisants entre les membres de la classe dirigeante. Les mécanismes disciplinaires de l'État du régime de développement, supervisés par les bureaucrates " rouges ", deviendraient également utiles pour établir et préserver les conditions nécessaires à une accumulation continue. Peut-être plus directement : le rôle important qui serait accordé aux entreprises d'État nouvellement commercialisées (transformées en conglomérats mondiaux) augmenterait le pouvoir des cadres de haut niveau et d'autres personnes qui avaient gravi les échelons de l'ingénierie industrielle pendant la période de transition, produisant certains des capitalistes les plus riches à la tête de certaines des sociétés les plus puissantes du monde actuel. Dans l'ensemble, cette inertie allait finalement aboutir à la division entre ces capitalistes " à l'intérieur de l'establishment " et ceux " à l'extérieur ", laissant présager des conflits plus importants à venir.

### **La résurrection du Sud**

Les dix années allant du début des années 1990 à l'aube du nouveau millénaire ont été la période au cours de laquelle l'économie intérieure de la Chine a commencé à être pleinement et directement intégrée au marché capitaliste mondial, et non plus isolée par les " sas " imposés au commerce des devises et des marchandises tout au long de la décennie précédente [23]. Les années 1990 ont également vu le caractère côtier de la nouvelle structure industrielle de la Chine prendre toute sa forme, établissant une nouvelle division géographique qui a à la fois traversé et accentué l'inégalité de l'ère socialiste entre les zones urbaines et rurales. Le développement côtier et l'intégration mondiale ont commencé par une nouvelle vague d'investissements étrangers directs après que l'État a réussi à contenir la crise urbaine de 1989, qui avait été marquée par une inflation rapide et une agitation sociale généralisée. Lorsque les soulèvements à Beijing et ailleurs ont été écrasés et que l'inflation a été réduite par une période de repli économique, l'État chinois a prouvé sa stabilité, ce qui contraste fortement avec la marée montante des soulèvements populaires dans l'ensemble du bloc socialiste. Même si les

gouvernements occidentaux ont cherché à imposer une série de sanctions à la suite de l'incident de la place Tiananmen, largement médiatisé, les capitaux avaient déjà commencé à affluer du réseau de bambous.

Un signal fort a été donné aux investisseurs étrangers par le " Southern Tour " de Deng Xiaoping en 1992, qui était à la fois une déclaration symbolique de l'engagement de l'administration à poursuivre la réforme et une annonce qu'un large éventail de nouveaux secteurs, dont l'immobilier, seraient ouverts aux investissements étrangers. Une nouvelle politique permettant aux fabricants à financement étranger de vendre sur le marché intérieur en croissance rapide en échange d'investissements a été particulièrement importante pour l'intégration des marchés mondiaux. Cet ensemble de politiques de réforme a été ratifié au 14e Congrès du Parti en octobre 1992, la première fois que le plus haut échelon du parti a officiellement approuvé l'adoption par la Chine d'une " économie socialiste de marché " [24]. Le changement de discours a justifié un appui renouvelé aux forces du marché intérieur sur de multiples fronts : réduire encore plus les vestiges de la planification centrale, étendre la tarification du marché à la majorité de l'économie, instituer un nouveau régime fiscal qui traite plus équitablement la propriété privée et donner aux entreprises d'État une capacité beaucoup plus grande de licencier des travailleurs. En même temps, ce changement a symbolisé la fin des mesures conservatrices de réduction de l'investissement étranger. Les entreprises privées nationales étaient autorisées à s'engager dans des coentreprises avec des entreprises étrangères, les bourses de Shenzhen et de Shanghai (fondées et rouvertes, respectivement, quelques années auparavant) permettaient désormais aux étrangers d'acheter un nombre limité d'actions ; pour la première fois, le double taux de change a été aboli au profit d'un taux de marché unifié (fortement réglementé) en 1994 [25]. Tout cela a ouvert la porte à la restructuration fondamentale qui allait se produire tout au long de la décennie, liquidant effectivement la vieille classe socialiste des travailleurs industriels urbains consommateurs de céréales [26].

La croissance des exportations avait déjà permis à la Chine d'enregistrer un excédent commercial important et croissant, ce qui a contribué à atténuer la crainte de rencontrer le type de problèmes de paiement qui avaient marqué l'ère du commerce soutenu par le pétrole. Sécurisées par cet excédent, les réformes ont été suivies d'un afflux d'investissements étrangers dans les nouveaux centres côtiers. En 1993, l'IED a atteint 25 milliards de dollars, ce qui représentait " près de 20 % de l'investissement fixe intérieur " et, la même année, la part des entreprises à investissement étranger dans la production industrielle intérieure " a peut-être dépassé 10 % " [27]. Même si le rôle continu joué par l'État chinois permet de comparer le " miracle chinois " à ses prédécesseurs à Taïwan, en Corée du Sud et au Japon, cette période de croissance rapide a été beaucoup plus dépendante de l'investissement étranger et beaucoup moins alimentée par les grands monopoles d'État (ou simplement bien reliés) que dans toutes les autres économies " miracles ". En 1991, avec des IDE entrants d'un peu plus de 1 % de son PIB, la Chine avait déjà égalé ou dépassé le ratio IDE/PIB

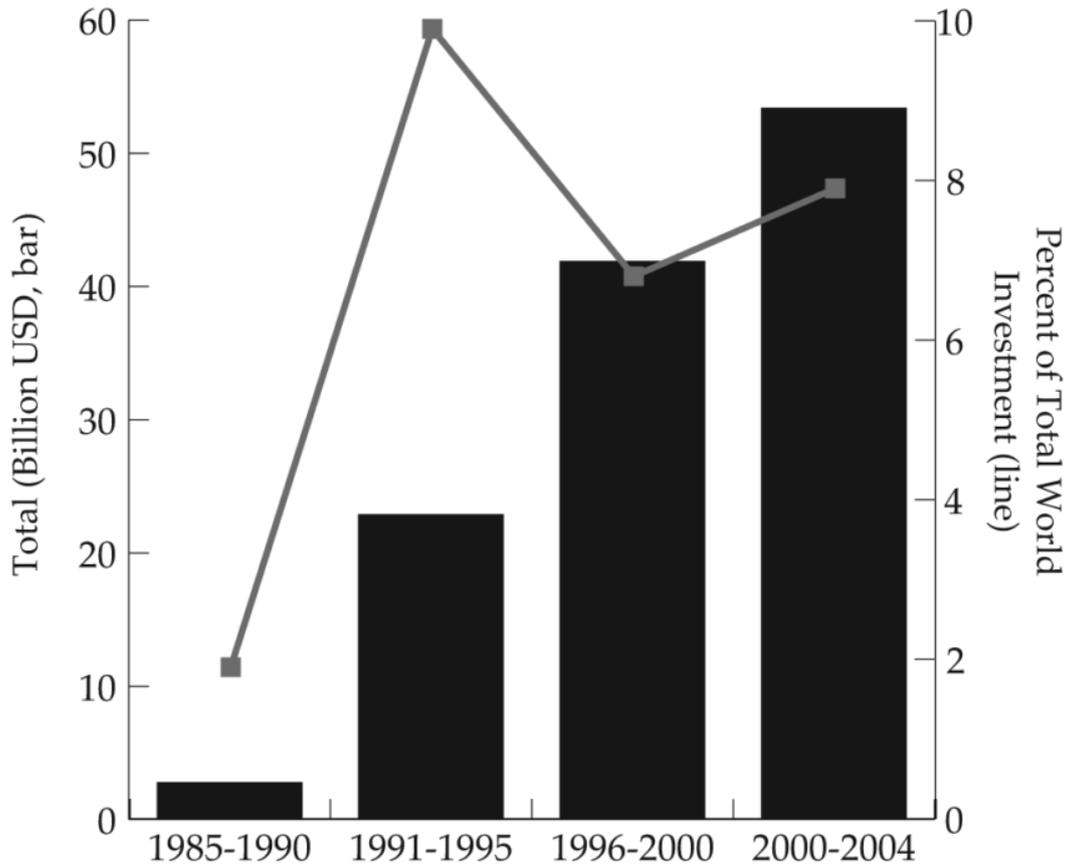
atteint par le Japon, la Corée du Sud et Taïwan pendant leur boom industriel ou leurs périodes ultérieures d'internationalisation. En 1992, ce ratio avait dépassé 2 p. 100 et, en 1994, il avait atteint le chiffre stupéfiant de 6 p. 100, ce qui rendait le boom chinois beaucoup plus comparable aux vagues de croissance similaires, axées sur les exportations, qu'a connues l'Asie du Sud-Est, "où les entrées d'environ 4 à 6 p. 100 du PIB ont été courantes" [28], mais même cela est un euphémisme, puisque l'intérieur moins développé de la Chine agit comme un amortisseur statistique lorsqu'on fait la moyenne de ces chiffres pour l'ensemble du pays. Dans les provinces de Guangdong et de Fujian - toutes deux comparables en termes de population et de superficie à la plupart des pays d'Asie du Sud-Est - la période de 1993 à 2003 verrait la part annuelle moyenne de l'IDE dans le PIB provincial atteindre 13 et 11 %, respectivement [29].

La nouvelle géographie de la production a été prononcée : entre 1994 et 1998, la région du Sud-Est dans son ensemble (Guangdong, Fujian et Hainan) a contribué à environ 46 % de toutes les exportations de la Chine, suivie par le Bas Yangtsé (Shanghai, Jiangsu et Zhejiang) à 21 % et le centre industriel de l'ère socialiste dans le Nord-Est à 23 %. Ce déséquilibre n'est pas une coïncidence. D'une part, il a marqué l'ascension du commerce maritime et des centres logistiques côtiers. D'autre part, c'était aussi un vestige de réseaux de marché beaucoup plus anciens, pré-capitalistes, qui remontaient aux dynasties Ming et Qing, maintenant ravivés sous la forme du réseau de bambou. Le Guangdong et le Fujian étaient les deux principales provinces d'origine de la plupart des familles chinoises d'outre-mer - et même ceux qui avaient vécu en Asie du Sud-Est pendant des décennies conservaient souvent un certain niveau de liens linguistiques, familiaux ou du moins culturels avec ces endroits. Dans bien des cas, ces liens étaient assez directs, les nouveaux émigrants de Hong Kong et de Taïwan cherchant à renouer avec des parents restés sur le continent après la révolution. À Dongguan, par exemple, les résidents " avaient au moins 650 000 parents à Hong Kong et à Macao " en 1986, " et 180 000 autres (huaqiao) dans d'autres pays étrangers, surtout en Amérique du Nord ". Pas moins de la moitié des contrats [des cadres locaux] ont été signés avec d'anciens résidents de Dongguan qui vivent maintenant à Hong Kong. Mais même les Chinois d'outre-mer qui avaient vécu plusieurs générations dans d'autres pays bénéficiaient de conditions d'investissement extrêmement favorables de la part de l'État chinois, et les capitaux provenant du réseau de bambou étaient souvent traités comme s'ils provenaient du pays. L'ascension précoce du delta de la rivière des Perles et, dans une moindre mesure, de lieux comme Xiamen dans le Fujian, ont donc été les résultats directs de ces connexions mondiales. Une fois que ces régions ont été industrialisées, elles ont exercé une gravité massive tant pour la main-d'œuvre que pour les investissements, assurant leur position même lorsque de nouvelles sources d'IDE ont commencé à affluer dans le pays au cours des années 1990.

Bien que Hong Kong et Macao soient restés les principales sources d'investissement, l'importance de Taïwan s'est rapidement accrue et les IDE en provenance des États-Unis, de l'UE et du Japon (souvent par le biais de participations exonérées d'impôt

dans les îles Vierges) ont augmenté par à-coups. La part des entreprises à propriété entièrement étrangère dans le total des investissements réalisés a également commencé à augmenter, atteignant un sommet à la fin des années 1980, puis à nouveau au milieu des années 1990 [32], mais le rôle de l'investissement direct des pays développés est resté modeste, les IDE des États-Unis, de l'UE, du Japon et du Canada ne représentant qu'un quart des IDE entrants cumulés de la Chine entre 1985 et 2005. En comparaison, " à l'échelle mondiale, les pays développés représentaient 92 % de l'IED en 1998-2002 " [33], tandis que le volume absolu de l'investissement international a monté en flèche, atteignant des niveaux records au tournant du millénaire. Tant l'investissement total en Chine que la part de la Chine dans le total mondial croissant ont augmenté de façon marquée au cours de cette période. Seuls les États-Unis et le Royaume-Uni ont reçu davantage d'IDE au cours de ces années, et tous deux ont été supplantés par la Chine au XXI<sup>e</sup> siècle. De tous les pays en développement, la part chinoise de l'IED mondial a fluctué entre 20 et 50 % [34], ce qui témoigne non seulement de la dépendance de la Chine à l'égard des capitaux étrangers et des industries d'exportation, mais aussi de sa capacité croissante à surpasser ses concurrents en Asie du Sud-Est pour obtenir cet investissement.

## Global Investment into China



Source: Khondaker Mizanur Rahman, "Theorizing Japanese FDI to China," *Journal of Comparative International Management*, Volume 9, Number 2, 2006. p.17

### Recentrage Asie de l'Est

Les tendances du taux de profit des principaux producteurs mondiaux ont défini ce processus. Ce n'est pas une coïncidence, par exemple, si l'essor des investissements chinois s'est produit en même temps que le bref rétablissement de la rentabilité de l'industrie américaine, notamment manufacturière. Les années 1990 ont vu le PIB augmenter de façon continue aux États-Unis pendant la plus longue période sans récession jamais connue (un peu moins d'une décennie) [35], parallèlement à la baisse du chômage, à la faible inflation et à l'augmentation de la productivité due à la croissance de l'informatisation. La croissance de l'emploi a atteint des niveaux records, le crédit à la consommation a continué à se développer et un boom de la consommation a suivi. Tout cela a été facilité par la baisse des prix des biens de consommation produits par les chaînes d'approvisionnement de la région du

Pacifique, la Chine ayant pu s'assurer une part croissante de ce commerce tout au long de la décennie, au détriment de ses concurrents d'Asie du Sud-Est [36]. Durant cette période, l'industrie manufacturière chinoise, nettement plus intensive en main-d'œuvre et à faible technologie, n'a pas menacé les producteurs américains de haute technologie, puisqu'elle s'est spécialisée dans les biens situés beaucoup plus loin dans la chaîne de production. Ce type de production n'était tout simplement pas réalisable aux États-Unis (en raison des salaires plus élevés) et les bénéfices revenaient souvent en partie aux sociétés américaines, néanmoins par le biais des hiérarchies contractuelles. Mais la demande américaine n'était qu'une partie du tableau. En fin de compte, l'ascension chinoise n'a pu être assurée que par la crise.

Tout d'abord, l'éclatement de la bulle des actifs a réduit la puissance du Japon dans la région. L'Accord du Plaza avait gravement entravé la production intérieure japonaise, entraînant une rapide sortie de capitaux à partir du milieu des années 1980, parallèlement à la spéculation intérieure. Lorsque la bulle a éclaté en 1990, elle a plongé l'économie japonaise dans deux décennies de relative stagnation. Même avant l'Accord du Plaza, la rentabilité avait déjà baissé rapidement et la plupart des grandes entreprises japonaises avaient réagi à cette situation en injectant des capitaux dans des dispositifs financiers spéculatifs et dans des marchés immobiliers en plein essor. Après l'éclatement de la bulle, elles ont dû faire face à une masse d'actifs fortement dégonflés et à d'importants paiements d'intérêts sur les crédits obtenus pendant le boom. Même lorsque les bénéfices sont restés stables, ces entreprises ont dû de plus en plus orienter leurs revenus vers le remboursement de cette dette, plutôt que vers le financement de nouveaux investissements. Et ce, malgré la disponibilité de prêts à très faible taux d'intérêt offerts au nom de la stimulation de la reprise économique. La réponse monétariste traditionnelle à la crise (augmentation des liquidités et de la masse monétaire) a stagné face à la chute de la demande de nouveaux crédits, les entreprises cherchant à redresser leurs bilans. L'État japonais est donc intervenu pour maintenir l'économie à flot, en fournissant un niveau de base de demande pour le système bancaire et en canalisant l'argent vers de nouvelles infrastructures ou d'autres projets vaguement keynésiens. Bien que cela n'ait pas suffi à stimuler une reprise complète, on peut dire que cela a empêché un effondrement total [37]. Il en est résulté deux décennies perdues de croissance extrêmement lente, de chômage toujours élevé (mais pas stupéfiant), de précarité croissante de la main-d'œuvre et de sentiment nationaliste en lente progression.

Pour la Chine, les résultats du déclin japonais ont été clairs. Le capital japonais était trop faible pendant cette période pour agir comme un contrepoids important au réseau de bambou, même si c'était l'investissement japonais qui avait stimulé une grande partie de l'accumulation initiale du réseau. Dans le même temps, les faibles taux de croissance au pays ont quand même assuré un flux constant d'IDE du Japon vers la Chine et ailleurs. Contrairement aux IED du réseau du bambou à destination de la Chine, les fonds japonais n'étaient pas aussi fortement centrés sur le Guangdong et le Fujian. Les échanges entre la Chine et le Japon ont plutôt contribué

à stimuler l'essor de la côte centrale et septentrionale, en particulier à Shanghai, le plus grand bénéficiaire des investissements japonais dans les années 90. Entre 1991 et 1994, les IDE japonais en Chine ont augmenté à un rythme de 53 % par an [38] ; ils ont culminé en 1995 à 4,5 milliards de dollars, soit environ 8,8 % du total des IDE en Chine, puis ont diminué tout au long de la deuxième moitié des années 1990, atteignant un creux pendant les années de la crise financière asiatique avant de rebondir dans le nouveau millénaire. Mais malgré la prédominance régionale continue en tant qu'investisseur (et la domination dans la R&D et les brevets de haute technologie), le capital japonais était maintenant forcé de partager son influence avec le réseau du bambou, et ne pouvait donc pas appliquer les hiérarchies plus rigides, centrées sur le Japon, que l'on trouve ailleurs dans la région. Pendant ce temps, les capitalistes du réseau du bambou (ainsi que ceux de la Corée du Sud) allaient bientôt voir dans l'interdépendance économique croissante avec la Chine continentale une alternative rentable à la dépendance vis-à-vis du Japon.

Le deuxième grand tournant a été la crise financière asiatique, qui a débuté en Thaïlande en 1997. Les taux de profit du secteur manufacturier, de la construction et des services thaïlandais avaient tous commencé à diminuer dès 1990. Beaucoup plus dépendante des exportations que les précédents japonais, sud-coréens ou taïwanais, la fabrication avait commencé à se heurter à des limites à la fois verticales et horizontales en raison de sa position dans les hiérarchies commerciales mondiales. Tout d'abord, les entreprises thaïlandaises n'ont pas été en mesure de mettre en œuvre avec succès des technologies permettant d'économiser la main-d'œuvre, ce qui les a empêchées de remonter la chaîne de valeur. Deuxièmement, elles ont été prises dans une "crise de réalisation" qui s'est intensifiée tout au long des années 90, dans laquelle les producteurs thaïlandais n'ont pas pu s'assurer des parts suffisantes de la demande du marché face à la concurrence croissante, en particulier de la Chine. La stagnation au Japon a également fait chuter la demande des consommateurs dans la plus grande économie d'Asie. Les États-Unis et l'Europe sont ainsi devenus les plus importants marchés d'exportation, et la concurrence pour l'accès à ces marchés est devenue de plus en plus un jeu à somme nulle. La part chinoise du marché d'importation des États-Unis étant passée de 3,1 % en 1990 à 7,8 % en 1998, la part stagnante et maigre de la Thaïlande, de 1,4 % pendant la même période, a été la preuve de cette " crise de réalisation " et, associée à la hausse des salaires dans le secteur manufacturier, a entraîné une croissance rapide des investissements spéculatifs dans les secteurs de la banque, de l'assurance et de l'immobilier, de même nature que la bulle des actifs au Japon [40].

Entre-temps, les réformes monétaires chinoises de 1994 ont eu pour effet de dévaluer le yuan, mais pas de faire flotter entièrement la monnaie, ce qui a encore amélioré la compétitivité de la Chine tout en maintenant un niveau modéré d'isolation de la spéculation monétaire. L'IED en Thaïlande a atteint un creux la même année et, lorsqu'il s'est redressé, l'essentiel des investissements a été réalisé dans l'immobilier plutôt que dans le secteur manufacturier. Tout cela a été facilité par une vague de mesures de libéralisation et de déréglementation encouragées par

l'État thaïlandais. Les restrictions imposées au secteur financier ont été levées et, surtout, face à l'endettement croissant, " l'État a démantelé la plupart des contrôles des changes et a ouvert le Bangkok International Banking Facility, qui permettait d'emprunter à l'étranger en devises étrangères et de reconvertir en baht thaïlandais ", qui a été maintenu " arrimé à un panier de devises favorisant le dollar ", puis mis en circulation en 1997 [41]. Le résultat final a été l'effondrement de la bulle immobilière, suivi d'une vague de spéculation sur les devises qui a plongé toute la région dans la crise. En Thaïlande, les salaires réels ont chuté en raison de la dévaluation et de l'inflation combinées, et le chômage a plus que doublé. Les travailleurs licenciés se sont installés dans les campagnes, ce qui a fait augmenter le taux de pauvreté rurale et a entraîné une vague de troubles populistes. En Indonésie, l'inflation a augmenté rapidement, une vague d'émeutes anti-gouvernementales et anti-chinoises a secoué le pays, et le régime de Suharto a été contraint de démissionner. En Corée du Sud, la bourse s'est effondrée, les institutions financières se sont effondrées, un certain nombre de chaebols (grand groupe industriel coréen) ont été restructurés, rachetés ou ont fait faillite, et le FMI a dû intervenir pour renflouer le gouvernement très endetté.

Bien que la croissance et les investissements en Chine aient également diminué, le pire de la crise a été évité. Les États-Unis sont demeurés un marché d'exportation vigoureux (et allaient devenir encore plus importants après leur propre bulle Internet), le yuan a été protégé contre la spéculation effrénée, le taux de profit de la fabrication est demeuré robuste et, surtout, tous les principaux concurrents régionaux de la Chine ont été essentiellement éliminés. Le résultat a été que, à la fin du millénaire, la Chine continentale allait devenir le centre d'une nouvelle sinosphère de capitaux, bientôt capable de supplanter les Japonais pour l'hégémonie économique dans la région du Pacifique. Peut-être plus important encore, cette séquence de crises financières asiatiques a été une justification convaincante pour de nouvelles expériences de contrôle monétaire, de finance et de gestion de grands conglomérats, soulignant la capacité de la classe capitaliste chinoise, coordonnée par le parti-État, à intervenir dans des cycles dangereux de spéculation motivés par les intérêts de clocher de plus petites fractions de la classe. Cette logique de protection monétaire et de surveillance managériale définirait la restructuration des industries de base au tournant du millénaire. Mais l'intégration de la Chine dans le marché ne pourrait jamais être entièrement à l'abri de la même dynamique que celle qui a frappé ses voisins.

## **Dettes**

Bien qu'elles soient en fin de compte la clé de son succès, ces crises régionales se sont également combinées avec de nouvelles limites internes pour menacer la stabilité de la transition chinoise. Une autre période de repli a suivi les événements de Beijing en 1989, alors que les principaux réformateurs ont été expulsés du parti, que l'inflation a été maîtrisée et que les planificateurs ont de nouveau cherché à

réduire l'étendue du marché. Mais la tentative même de restreindre la force du marché n'a fait que créer les conditions nécessaires pour qu'il s'étende encore plus loin. D'une part, la suppression des troubles engendrés par l'inégalité de la transition a contribué à rétablir la stabilité de l'économie, et cette stabilité allait convaincre les investisseurs internationaux que les conditions étaient suffisamment sûres pour garantir les rendements futurs [42]. D'autre part, les troubles eux-mêmes étaient le signe de crises plus profondes. Tout au long des années 1980, les dirigeants locaux ont été encouragés à injecter des capitaux massifs dans les ETP et le développement de l'immobilier commercial, indépendamment du risque. Afin de faciliter ce processus, des centaines de banques non réglementées ont vu le jour dans tout le pays, devenant elles-mêmes un investissement apparemment lucratif dans le processus. L'absence de politique financière s'est conjuguée à une croissance en plein essor pour créer une bulle massive d'ETP, probablement la première crise nettement capitaliste de la nouvelle ère. Au début des années 90, il était devenu évident que de nombreux ETP n'étaient tout simplement pas productifs, que l'immobilier commercial était souvent extrêmement surévalué et que les nouvelles banques étaient essentiellement composées de créances douteuses.

Entre-temps, depuis les événements de Tiananmen, un bref embargo sur le crédit avait été imposé au pays, le déficit commercial s'était creusé au moment même où l'accès au financement extérieur était temporairement limité. Une partie de la réduction était donc une tentative délibérée de réduire la demande intérieure d'investissement en imposant des quotas stricts et en supprimant les augmentations de salaire. Le crédit bancaire a ralenti, n'augmentant que de 10,6 pour cent entre 1988 et 1989, contre près de 30 pour cent les années précédentes. L'investissement fixe a ensuite chuté de 8 % en 1989 et a chuté " de 32 % du PIB en 1988 à 25 % en 1990 " [43]. L'État a de nouveau augmenté sa part de l'investissement total, et les demandes des citoyens ont été partiellement satisfaites grâce à un regain d'intérêt pour la protection des entreprises d'État contre les effets de l'austérité. Mais à part quelques politiques préférentielles pour les citoyens, de nouveaux contrôles des prix (en particulier sur les biens de production) et quelques allocations accrues pour la planification, les conservateurs au sein du parti étaient maintenant incapables de proposer un plan vraiment étendu pour réduire les réformes ou même pour résoudre les nombreux problèmes qui étaient nés de l'instabilité de la transition. Au lieu de cela, ils semblaient maudits de répéter le même programme minimal et insuffisant qui avait été offert chaque fois que la réforme semblait échapper à tout contrôle. Et, là encore, les effets ont été de provoquer une récession qui a contribué à assainir le marché, à rétablir la stabilité et à créer les conditions d'une nouvelle vague de réformes [44].

La récession a vu la consommation diminuer parallèlement à l'investissement, les ménages retirant ce qu'ils pouvaient des plans spéculatifs et versant leurs revenus sur des comptes d'épargne. La baisse de la demande a également éliminé les pénuries persistantes qui s'étaient accumulées dans les dernières années des années 1980, ce qui a permis au marché de se réorienter vers des sources de demande

moins spéculatives. Malgré l'embargo sur le crédit, les marchés étrangers sont restés ouverts aux exportations chinoises et les ZES aux IDE. Pour la première fois, les exportations ont commencé à dépasser systématiquement les importations en pourcentage du PIB [45], tandis que le chômage augmentait, en particulier dans les zones rurales, fournissant une armée de réserve de main-d'œuvre toujours plus importante pour les centres de production côtiers. Associé à l'effondrement des régimes socialistes en Europe de l'Est (et bientôt en URSS elle-même), le surplus de population croissant semblait présager de futurs troubles. Mais les conservateurs n'avaient aucun plan fonctionnel pour relancer la croissance ou pour réintégrer cette population dans l'économie planifiée. Entre-temps, les investissements étrangers avaient déjà commencé à affluer de nouveaux endroits comme Taiwan, désireux d'exploiter les mêmes facteurs qui avaient commencé à catapulter Hong Kong au rang de plaque tournante de la finance mondiale [46].

La tentative de protéger les entreprises d'État urbaines contre le pire de la récession, bien qu'elle n'ait réussi que marginalement à étouffer le mécontentement des travailleurs, a finalement provoqué un passage de la lente croissance de la rentabilité due à la concurrence observée à la fin des années 1980 à une chute rapide de la rentabilité en 1989 et 1990. Mesure que la part des entreprises d'État non rentables a commencé à augmenter, le secteur public lui-même est devenu une source de financement de moins en moins fiable. Alors que ces tendances continuaient d'éroder la base de tout retour au plan à grande échelle, un nouveau programme de réforme a été lentement élaboré en réponse aux nombreuses politiques macroéconomiques que les conservateurs semblaient incapables d'aborder. Au centre de ce programme se trouvait la réforme et la consolidation du système bancaire, qui permettrait de rationaliser l'accès à l'épargne des ménages. Il s'agissait d'une réforme clé, qui a finalement permis de surmonter les crises récurrentes de l'investissement public et de placer le système financier sur une base entièrement nouvelle. Un tel changement n'était devenu possible que parce que l'augmentation des revenus (désormais plus souvent monétisés) avait fait en sorte que l'épargne des particuliers augmentait rapidement à partir de 1978. Bientôt, cette masse d'épargne des ménages allait constituer la plus importante source d'investissement, capable de remplacer les contributions décroissantes du secteur public [48].

Au début de la période de transition, il n'y avait pas de véritable système bancaire en Chine, et le seul modèle financier facilement disponible était une ébauche laissée par les conseillers soviétiques dans les années 1950. Il n'y avait qu'une seule banque : la Banque populaire de Chine (PBOC), qui était un sous-département du ministère des Finances, n'employait que quatre-vingts personnes en 1978 et ne remplissait presque aucune des fonctions associées au secteur bancaire. Mais l'essor de l'ETP dans les années 80 a à la fois accru la demande d'investissement et mis en évidence la nécessité d'une infrastructure d'investissement en dehors de l'appareil de planification qui serait capable de faire face à la dispersion et à la complexité de la structure industrielle émergente. Il en est résulté une prolifération rapide et

largement incontrôlée d'institutions financières au cours des années 80, allant des banques aux prêteurs sur gages : "En 1988, il y avait 20 institutions bancaires, 745 sociétés de fiducie et d'investissement, 34 sociétés de valeurs mobilières, 180 prêteurs sur gages et un nombre inconnu de sociétés financières [y compris des "banques" locales et des coopératives de crédit] réparties au hasard dans tout le pays" [49].

Tout au long de ce boom, ce sont en fait les cadres du parti au niveau local qui détenaient le pouvoir institutionnel sur le système bancaire et qui ont conduit à son expansion rapide. Tout au long de la décennie, par exemple, les cadres supérieurs de la PBOC étaient nommés par les organes locaux du parti, plutôt que par l'État central. Tout comme dans l'appareil de planification décentralisé de l'époque socialiste, l'intérêt structurel des comités locaux du parti était de stimuler la croissance, puisque leur performance politique était mesurée par la production économique de leur district. Mais aujourd'hui, la croissance ne se mesure plus seulement en termes de production, mais souvent en termes de valeur, et plus précisément de "valeur ajoutée" pour l'exportation. En même temps, il y avait l'avantage supplémentaire de détourner des fonds, de signer des contrats lucratifs avec Hong Kong (libellés en HKD ou en USD de valeur), et de profiter directement du travail des travailleurs dans les nouvelles entreprises. Dans le passé, des pressions structurelles similaires avaient encouragé les cadres à exagérer la production, en particulier dans les principaux produits industriels ou agricoles, afin d'obtenir plus de matériel de l'appareil d'investissement de l'État central. Le même type d'exagération s'est produit dans les années 1980, mais elle a maintenant un aspect plus nettement spéculatif : les secteurs de l'immobilier et des ETP de chaque district ont été dépeints comme des industries à croissance inattaquable, chaque nouvelle vague d'investisseurs ayant intérêt à maintenir l'illusion, au moins jusqu'à ce qu'ils puissent vendre leurs propres actions. Plutôt que d'exagérer la production pour obtenir des investissements supplémentaires de l'État central, les gouvernements locaux ont mis en place leur propre infrastructure financière incohérente, spéculative et extrêmement volatile afin d'attirer la masse croissante de bénéfices flottants, non planifiés et de fonds d'investissement personnels. Entre 1984 et 1986, le nombre de prêts a augmenté de plus de 30 pour cent par an, puis a légèrement diminué pour atteindre un peu plus de 20 pour cent par an de 1987 à 1991. Ceci, à son tour, a stimulé l'inflation galopante, et quand l'État a essayé d'imposer un certain contrôle administratif sur le nouveau système financier, le résultat a été une course sur les succursales bancaires locales, aidant à alimenter l'agitation de construction dans la dernière année de la décennie [50].

Le repli conservateur, cependant, a simplement cherché à freiner le crédit, étouffant l'investissement total dans l'espoir de ramener l'économie sur l'infrastructure de planification. Mais le secteur public était déjà beaucoup trop dépendant de l'économie non planifiée, et cette tentative n'a fait qu'accélérer son atrophie. En dehors du plan anémique et du nouveau système bancaire volatil, il n'y avait tout simplement pas d'autre infrastructure pour l'investissement. La reprise initiale des

réformes qui a suivi le repli était donc à la fois dépendante de ce système financier extrêmement déréglementé et chargée de le forcer à traverser une douloureuse période de restructuration. Ironiquement, c'est le nouveau régime réformiste qui allait faire éclater la bulle. Les événements de 1989 avaient déjà prouvé à quel point l'inflation galopante et la spéculation incontrôlée pouvaient être volatiles. Maintenant, avec les entreprises d'État qui sont devenues déficitaires et les banques qui les avaient financées qui détenaient de plus en plus de créances douteuses, la nécessité de réformes financières de grande envergure est devenue évidente. La même année que la tournée de Deng dans le Sud, une récession mondiale a frappé et l'inflation a de nouveau monté en flèche, menaçant la relance du programme de réformes. Mais contrairement aux années 80, les réformistes avaient au moins formulé une solution approximative au problème. Maintenant, plutôt que les vagues plans laissés par les conseillers soviétiques, l'État s'est tourné vers le système financier américain comme modèle. L'effort a été mené par Zhu Rongji, l'ancien maire de Shanghai, qui a été promu vice-premier ministre en 1991 pour sa gestion réussie de la ville. Parallèlement à son mandat, Zhu a également été gouverneur de la Banque du peuple, où il a supervisé la politique monétaire. Dans cette double fonction, il a commencé à imposer des réformes financières à l'échelle nationale à partir de 1993, juste au moment où l'inflation annuelle dans les grandes villes avait de nouveau dépassé vingt pour cent. L'économie a été poussée dans une autre période d'austérité - mais cette fois-ci, elle a été imposée par la faction réformiste, plutôt que par les conservateurs [51].

Tout d'abord, la décentralisation a été abordée à plusieurs niveaux. Le système fiscal, qui était devenu un fouillis de taux d'imposition négociés localement, souvent spécifiques à chaque entreprise, a fait l'objet de réformes profondes en 1994. Ces réformes s'inspiraient des systèmes fédéralistes utilisés dans de nombreux pays occidentaux, avec des catégories fiscales clairement définies et réparties entre le gouvernement central et les administrations locales. Étant donné le niveau de décentralisation qui était devenu la norme tant sur le plan politique (à partir des années 1960) que financier (à partir des années 1980), ces réformes fiscales ont eu pour effet net de commencer à recentraliser le pouvoir fiscal et, par conséquent, d'accroître la capacité de l'État central de mener effectivement ses propres politiques [52]. Parallèlement, le système financier lui-même a été centralisé, avec la prolifération de petits mécanismes d'investissement non réglementés et vaguement définis, regroupés en une infrastructure plus cohérente dominée par les " quatre grands ", les banques commerciales d'État : Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), Agricultural Bank of China (ABC), Construction Bank (CCB) et Bank of China (BOC). Chacun des quatre grands a reçu un mandat légèrement différent, l'ICBC dominant les prêts et les dépôts dans les villes, l'ABC le faisant dans les campagnes, la CCB fournissant le financement de projets et la BOC s'occupant du commerce extérieur et des opérations de change. Parallèlement aux quatre grands, trois grandes banques d'affaires ont été créées : La Banque de développement de Chine, la Banque d'import-export et la Banque de développement agricole. Ces banques ont

été chargées de mettre en œuvre les projets politiques annoncés par l'État central, tels que la construction de grandes infrastructures ou la promotion internationale des exportations chinoises. Au tournant du siècle, les quatre grands contrôleront à eux seuls plus de la moitié de tous les capitaux détenus par l'ensemble des institutions bancaires et les banques d'investissement un quart supplémentaire. Le reste était composé de petites coopératives de crédit, du système d'épargne postale et de banques commerciales par actions, qui dépendaient toutes des quatre grands, qui dominant encore aujourd'hui les prêts interbancaires [53].

Le double effondrement de la bulle immobilière de Hainan en 1993 et de la Guangdong International Trust & Investment Company (GITIC) en 1998 illustre l'arc général de l'époque : séparée de Guangdong et transformée en province et en ZES en 1988, la pauvre province insulaire tropicale de Hainan a connu un afflux soudain de jeunes spéculateurs, les investissements étant coordonnés par vingt et une sociétés de fiducie non réglementées, dont les plus importantes étaient en fait les ailes financières des gouvernements provinciaux. Bien que modelée sur Shenzhen, la ZES de Hainan semblait toujours repousser le développement de l'industrie d'exportation (et l'exploitation des ressources naturelles locales) dans un avenir proche. Au lieu de cela, la politique de la ZES autorisant la vente des droits d'utilisation des terres a encouragé la majorité de ces spéculateurs à se tourner directement vers l'immobilier. En quelques années, "20 000 sociétés immobilières se sont matérialisées - une pour 80 personnes sur l'île". Même le port a été acheté (par un promoteur japonais) et transformé en tours de condominiums massives, puisque les terrains industriels se vendaient beaucoup moins cher que les terrains résidentiels. Après le Southern Tour de Deng Xiaoping en 1992, qui réaffirmait l'engagement envers le projet de réforme et l'importance de la Chine du Sud dans ce processus, il semblait que rien ne pouvait arrêter l'ascension des valeurs immobilières de Hainan [54].

Mais en réalité, les débuts mêmes de la consolidation financière de Zhu Rongji ont détruit la confiance des investisseurs dans la bulle de Hainan, qui a commencé à s'effondrer dès 1993. L'éclatement de la bulle a laissé une masse de créances douteuses qui s'élevaient à environ dix pour cent du budget national, accumulées dans une seule ZES sur une période de cinq ans - et Hainan a rapidement été dépouillée de son statut de ZES également [55]. Mais malgré cet unique effondrement au début de la décennie, la plupart des grands problèmes financiers du pays ont persisté : les déficits des entreprises d'État n'avaient jamais été résolus et l'accumulation de prêts non productifs ne pouvait tout simplement pas être ignorée beaucoup plus longtemps. Cela est apparu de façon frappante avec la faillite du GITIC en 1998, pendant la crise financière asiatique. C'était " la première et la seule faillite officielle d'une grande entité financière en Chine ", et la CIGI avait contrôlé une grande partie des emprunts internationaux qui ont été contractés dans la province de Guangdong, qui était alors la plus riche du pays [56]. Par rapport aux crises nationales qui ont frappé la plupart de ses voisins en Asie du Sud-Est, l'effondrement de la CIGI a été relativement contenu. Néanmoins, la double faillite

de Hainan et de la CIGI a prouvé qu'un système financier dirigé par ces sociétés de fiducie et d'investissement volatiles pouvait menacer une crise financière semblable en Chine.

Cela a stimulé la centralisation des quatre grands entre les mains du gouvernement central, mais a aussi conduit directement à la mise en œuvre du deuxième grand volet de la réforme financière, encore une fois sous l'impulsion de Zhu (bien que formulé par Zhou Xiaochuan, chef de la CCB), et encore une fois sur le modèle du système américain : le plan consistait à scinder tous les prêts irrécouvrables détenus aujourd'hui par les quatre grands en une série de sociétés de gestion d'actifs, qui récupéreraient ensuite ce qui pouvait être récupéré des investissements initiaux sur un certain nombre d'années - essentiellement la même méthode que celle utilisée par les États-Unis pour faire face à la crise de l'épargne et du crédit. Cela permettrait de réparer les bilans des quatre grands et de mettre le système financier chinois plus généralement en conformité avec les normes internationales. Cependant, le processus n'a jamais été achevé et son échec laisserait le système financier chinois à la fois dépendant du financement bancaire, soutenu par les dépôts des consommateurs, et particulièrement enclin à gonfler des bulles spéculatives de plus en plus grandes dans le but de maintenir l'investissement [57].

### **Boom rural et écrasement**

Ces réformes financières nationales ont eu un effet tout aussi dévastateur sur les campagnes, où une bulle s'était formée depuis longtemps. Initiée dans les années 1980 par la hausse des revenus ruraux, la croissance rapide de l'industrie rurale et la résurrection des marchés ruraux, les années 1990 verront la phase finale de cette bulle rurale, couronnée par son effondrement. L'intégration des ETP dans le secteur industriel urbain en rapide restructuration (le lien SOE-TVE, exploré ci-dessus), a été l'un des facteurs de cet effondrement. Mais au-delà de cette dépendance externe, la bulle rurale était traversée par des contradictions entièrement endogènes qui n'ont fait que garantir un effondrement final. Pendant toute cette période, l'agriculture est restée fortement protégée des pressions du marché mondial et les terres rurales sont restées nominalement communales. Ces mêmes protections ont servi de base à la hausse des revenus et à une relative stabilité. Cependant, associées à la croissance rapide et largement non réglementée d'une industrie rurale compétitive, ces conditions allaient créer un boom et un crash qui allaient définitivement détruire la campagne socialiste.

Après que les protestations urbaines de 1989 se soient quelque peu calmées, l'État a commencé à mettre en œuvre de nouvelles réformes sérieuses du marché pour les subventions alimentaires urbaines. Ces subventions alimentaires, une survivance du régime de développement socialiste, avaient agi pour réduire le coût de la vie de la classe ouvrière urbaine. Mais les tentatives de restructuration de ces programmes avaient été mises en veilleuse à cause de l'inflation galopante causée par les

réformes des prix en 1988 et 1989 et les troubles qui ont suivi. Ironiquement, c'est donc la répression violente et décisive de ces protestations urbaines qui a rendu possibles ces réformes impopulaires. Le nouveau train de réformes s'inscrivait dans le prolongement des tentatives antérieures visant à réduire l'incidence des subventions sur les dépenses de l'État, qui avaient de nouveau augmenté en réaction à l'inflation de la fin des années 1980. Mais, contrairement au début des années 1980, cette fois-ci, l'État s'est attaqué aux prix des denrées alimentaires en milieu urbain plutôt qu'aux prix des achats en milieu rural. Les prix des céréales en milieu urbain ont été libéralisés en 1991 (augmentation de 35 pour cent) et 1992 (augmentation de 25 pour cent), et en 1993, le système officiel de rationnement alimentaire en milieu urbain a été supprimé. La hausse des prix agricoles a également stimulé la production, alimentant ainsi l'augmentation des revenus ruraux et l'expansion de l'économie rurale. Les prix des produits agricoles, les revenus ruraux et le pouvoir d'achat des ruraux ont augmenté [58]. Le relâchement du crédit à la fin de 1990, après une période de repli consécutive à l'inflation et aux protestations de la fin des années 1980, a amorcé une période de croissance économique rurale rapide [59].

L'économie rurale en plein essor a rapidement pris un élan indépendant et autonome, malgré la tentative de l'État de freiner une économie nationale en surchauffe. L'inflation était à nouveau en hausse en 1992, atteignant un pic en 1994 à environ 25 pour cent comme à la fin des années 1980. Au milieu de l'année 1993, dans le cadre des réformes financières nationales, l'État a institué une forte contraction du crédit bancaire, mais cette contraction n'a pas eu l'effet souhaité sur l'économie rurale. La forte inflation s'est poursuivie en 1996, en grande partie à cause de la croissance économique rurale qui s'est renforcée d'elle-même, et la libération des prix des céréales alimentaires en milieu urbain a entraîné une libéralisation informelle des marchés céréaliers ruraux, suivie d'une hausse des prix des produits agricoles. En réaction, l'État a dû augmenter les prix d'achat des céréales en 1994 pour maintenir sa part de marché [60]. Les revenus des ménages ruraux ont augmenté malgré la répression du crédit par l'État, et la demande des consommateurs ruraux a fait un bond de 1994 à 1996. Cette demande a alimenté l'industrie rurale. L'autofinancement rural a continué de croître au milieu des années 1990, même si le financement de l'État s'est contracté ailleurs [61].

Alimenté par cette demande, le secteur de l'ETP a continué à se développer et à employer davantage de main-d'œuvre rurale tout au long de cette période, ce qui a permis d'accroître encore les revenus des ruraux. En d'autres termes, l'industrialisation rurale a été un autre facteur clé de l'accélération de la croissance économique rurale indépendante, et le début des années 90 a constitué la période d'expansion la plus rapide de l'ETP. En 1996, le secteur contribuait à près de 40 % de la production industrielle brute de la Chine, contre 10 % en 1979, créant plus de cinq millions de nouveaux emplois chaque année [62]. Comme pour l'agriculture, la croissance de l'ETP s'est poursuivie même après l'instauration du contrôle du crédit en 1993. Bien que de nombreux ETP aient participé au lien entre l'ETP et l'ETE ou

aient finalement alimenté les ZES en marchandises, tout autant ont produit directement pour la demande locale ou ont pris le caractère de systèmes pyramidaux, se développant sans lien évident avec la demande réelle sur le marché intérieur ou à l'exportation. Cette croissance incontrôlée a eu pour conséquence que l'économie rurale a été de plus en plus considérée comme incontrôlable, et donc comme une autre source potentielle d'instabilité sociale.

A partir de 1996, cependant, la dynamique d'auto-renforcement de l'économie rurale s'est effondrée, ce qui a conduit à une crise rurale qui a été connue en Chine sous le nom des "trois problèmes ruraux". En détruisant la base des revenus ruraux, cette crise a amorcé la destruction fragmentaire de la subsistance rurale non marchande qui avait défini la campagne de l'ère socialiste, ce qui a entraîné un flot d'émigration. Ceux qui quittaient la campagne allaient maintenant rejoindre les générations de migrants plus âgés et les citadins des classes inférieures dans le prolétariat croissant de la Chine. La chute des ETP collectives (par opposition aux ETP privées), qui s'est produite parallèlement à des changements dans la structure nationale de la fiscalité et des finances publiques et à un nouvel effort de l'État pour stimuler la production céréalière, a été au cœur de cette évolution. La décentralisation fiscale des années 80 avait profité aux gouvernements provinciaux, mais les recettes de l'Etat central en proportion des recettes totales de l'Etat ont chuté au début des années 90. Dans le cadre des réformes financières nationales dirigées par Zhu Rongji, la réaction de l'État à ce problème a été de diviser les finances locales et centrales et d'augmenter la part du centre dans le total à partir de 1994. Comme pour les réformes bancaires examinées ci-dessus, il s'agissait d'une tentative intentionnelle de "moderniser" le système fiscal en imitant le système fédéral : Au lieu que l'État central prenne une proportion négociée des impôts perçus au niveau local, comme cela avait été la pratique, différents droits et taxes étaient désormais désignés comme recettes locales ou centrales. Cela a nui à l'économie rurale, en particulier dans les régions qui dépendaient fortement de l'agriculture, car davantage de recettes ont été attribuées au centre au cours du processus. Entre-temps, ces réformes ont fait que l'écart entre les recettes des provinces riches et celles des provinces pauvres s'est encore creusé. Le facteur le plus important, cependant, a été la restructuration spectaculaire de l'industrie rurale.

L'État central avait commencé à considérer les ETP comme une source incontrôlable d'inflation, puisque les ETP insolubles, gérés en tant que collectifs, étaient de plus en plus financés par des subventions publiques locales (surtout après la restriction des autres sources de crédit), ce qui endettait les administrations locales et provoquait des hausses de prix. Dès 1993, Zhu Rongji avait appelé à limiter la croissance du secteur "afin de libérer des ressources pour l'expansion du secteur de l'exportation" [64]. En même temps, le contrôle accru du centre sur les recettes locales a commencé à rendre la promotion des ETP moins attrayante pour les responsables locaux, puisque l'État central a pris le contrôle d'une plus grande partie des recettes fiscales qu'elles généraient. Lorsque les contrôles initiaux du crédit ont

échoué, l'État a imposé de nouvelles restrictions aux prêts aux ETP en particulier, ce qui a aggravé la crise de l'endettement rural et justifié la décision agressive prise par l'État central en 1996 de contraindre de nombreuses entreprises collectives à fermer ou à privatiser. Bien qu'elles fonctionnent déjà sur le marché, la privatisation des entreprises collectives a entraîné le transfert de la propriété du collectif du village ou de la commune (dont les membres étaient généralement censés recevoir tous des dividendes) à un ou plusieurs individus (généralement des cadres existants mais souvent des capitalistes non locaux) qui seraient en principe plus sensibles aux forces du marché et moins limités par le népotisme, la petite corruption et les réglementations collectives, comme l'obligation d'employer des résidents locaux au lieu de migrants moins chers venus d'ailleurs.

Comme l'État central n'avait pas réussi à maîtriser cette source d'inflation depuis si longtemps, la privatisation était désormais considérée comme la seule alternative. Mais la structure de la propriété avait déjà évolué dans ce sens depuis plus d'une décennie : Comme on l'a vu plus haut, l'une des raisons du changement officiel de terminologie de l'EBC à l'ETP en 1984 était d'inclure la variété croissante des structures de propriété, y compris les entreprises rurales appartenant à des ménages individuels et les partenariats de multiples investisseurs privés ou publics. Le modèle d'ETP de Wenzhou était défini par la propriété privée, mais l'étude de 1981 sur le Sichuan citée plus haut, par exemple, montre que la propriété privée ou quasi-privée d'entreprises industrielles devenait déjà courante dans toute la Chine rurale, et une autre étude a montré que les ETP privés étaient le type d'ETP qui connaissait la croissance la plus rapide à la fin des années 80. Cette tendance semble avoir été principalement alimentée par les forces du marché, la politique de l'État décourageant d'abord la propriété privée, puis, en 1984, se contentant d'essayer de la réglementer par une reconnaissance officielle, et enfin, en 1996, changeant avec la marée de la marchandisation (et en réponse au nouveau problème de l'inflation rurale) pour adopter la position opposée : en fait, elle a poussé bon nombre des collectifs qui n'avaient pas encore privatisé ou fermé en réponse aux forces du marché (dont beaucoup survivaient grâce à une dette massive envers les institutions financières locales) à le faire par décision de l'État. Ces fermetures politiques, associées à la concurrence du secteur privé, qui se développait de manière indépendante, ont créé une crise générale pour les entreprises collectives rurales, et le nombre absolu d'ETP et leur emploi ont tous deux chuté en 1997 [67]. Cela a coïncidé avec le changement de stratégie de développement national de l'État central, qui a privilégié les entreprises privées à investissement étranger et orientées vers l'exportation dans les régions côtières, qui dépendaient de la main-d'œuvre migrante des zones très rurales dont les sources de développement des deux décennies précédentes étaient en train d'imploser.

Le ralentissement dans les zones rurales (en particulier celles qui dépendent de l'agriculture) a été renforcé par une nouvelle intervention de l'État sur les marchés céréaliers, ce qui a entraîné une baisse des revenus dans les campagnes. La croissance de la consommation rurale a été négative entre 1997 et 1999, et l'écart

de revenu entre les zones rurales et urbaines a recommencé à se creuser [68]. Les termes de l'échange entre les zones rurales et urbaines se sont détériorés tant pour l'industrie que pour l'agriculture [69]. Cependant, au milieu des réformes des entreprises d'État (examinées ci-dessous), l'État était plus préoccupé par les troubles urbains que par les troubles ruraux. Craignant le retour des manifestations urbaines de la fin des années 1980, l'État a tenté de faire porter une partie du fardeau des réformes des entreprises d'État sur la population rurale en forçant à nouveau les paysans à cultiver des céréales bon marché pour les travailleurs urbains. Avec l'instauration en 1995 d'une nouvelle politique de responsabilité provinciale en matière de céréales, l'offre de céréales a augmenté en 1996 et les prix ont chuté, supprimant la composante agricole des revenus des ménages ruraux [70]. Tout cela a naturellement privé de revenus les gouvernements des villages et des cantons ruraux, en particulier dans les régions agricoles qui avaient récemment perdu leurs revenus provenant des ETP locales. Ces gouvernements sont devenus de plus en plus prédateurs de leur population paysanne, provoquant une forte augmentation des protestations des paysans contre les impôts et les redevances diverses [71]. Pendant ce temps, l'exode rural s'est poursuivi, en particulier chez les jeunes, et a grossi les rangs du prolétariat urbain. Dans l'ensemble, les contradictions de l'époque s'expriment le plus clairement dans une nouvelle géographie économique : Les régions agricoles intérieures sont tombées en récession, et l'écart entre le rural et l'urbain s'est accru. En revanche, dans de nombreuses régions côtières, les zones rurales étaient de plus en plus imbriquées dans les marchés industriels et d'exportation. Les réformes urbaines se sont poursuivies alors que l'agriculture et l'économie rurale ont stagné. Bien que cela ait conduit à une brève série de réformes rurales d'amélioration au début des années 2000, notamment la suppression de la taxe agricole en 2006, la réforme du marché de la sphère rurale a commencé à s'accélérer de nouveau vers 2008, bien qu'elle soit restée quelque peu en retrait du rythme des réformes urbaines.

### **Détruire le bol de riz en fer**

Le troisième et dernier volet des réformes financières de Zhu visait les entreprises d'État elles-mêmes. L'objectif ultime était de rendre les entreprises chinoises hors du secteur de l'exportation des industries légères à la fois compétitives sur le plan mondial et ouvertes aux investissements étrangers (bien que limitées à une part minoritaire de la propriété). En inscrivant les quatre grandes institutions financières et bon nombre des grandes entreprises d'État sur les marchés mondiaux, l'économie d'État " interne " pourrait réussir à attirer de grandes quantités de nouveaux capitaux et de réserves de change, ce qui contribuerait à moderniser la production et à réduire le risque de déficits futurs. Les premières introductions en bourse de sociétés d'État chinoises ont eu lieu à la Bourse de Hong Kong dès 1993 et, " à la fin de la décennie, des centaines de sociétés étaient cotées aux bourses de Hong Kong, de New York, de Londres et de Shanghai " [72], ce qui a permis de réunir 262

milliards de dollars américains sur les marchés internationaux des capitaux entre 1993 et 2010, soit un peu moins que le PIB total de la Chine en 1985 [73], mais ce processus a nécessité la réinvention d'unités de planification amorphes, souvent extrêmement désagrégées, pour en faire quelque chose qui ressemble à des sociétés modernes. Les grandes entreprises d'État qui ont vu le jour - et qui figurent aujourd'hui dans le classement Fortune 500 - sont les exemples de réussite imaginés par des réformateurs chinois comme Zhu et réalisés par des banquiers d'affaires américains à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Ces nouvelles sociétés monopolistiques ont été appelées *jituan* ou "conglomérats", fonctionnellement similaires aux monopoles occidentaux, aux *zaibatsu* japonais et aux *chaebol* coréens [74]. Mais ces succès étaient le produit d'une restructuration économique violente qui allait voir la fermeture des entreprises d'État peu performantes dans toute la ceinture industrielle du Nord-Est de la Chine, générant une dernière vague de troubles qui marqua l'achèvement de la transition capitaliste de la Chine.

Les années 1990 ont vu une nouvelle érosion du système de classes de l'ère socialiste, la production industrielle étant de plus en plus assurée par une main-d'œuvre de plus en plus prolétarisée et en grande partie migrante. Le système du *hukou*, autrefois un outil pour fixer la population à la terre (et ainsi sécuriser le clivage urbain-rural), s'est maintenant avéré utile pour priver les travailleurs nouvellement arrivés de tout droit au bien-être dans les zones industrielles de la ceinture solaire. Le système donnait également une justification légale à la déportation si les troubles devenaient incontrôlables. C'est l'exemple classique d'une institution de l'ère socialiste qui a été extirpée du régime d'accumulation capitaliste, et le *hukou*, maintenant utilisé comme une forme de gestion du travail, deviendrait partie intégrante de la croissance rapide de l'économie chinoise après le tournant du millénaire. Structurellement, il ressemble fortement à un certain nombre d'institutions de gestion du travail (de jure et de facto) longtemps utilisées dans les pays capitalistes, et a souvent été comparé à l'apartheid ou à Jim Crow.

Le fait que le système du *hukou* continue de classer les travailleurs migrants comme des résidents "ruraux" a également eu tendance à rendre le processus quelque peu opaque dans les statistiques officielles. Les estimations du nombre total de travailleurs migrants vont de huit à quarante millions en 1989-1990 à douze à cent millions en 2000 [75]. Certaines administrations locales (notamment dans le Guangdong) ont réalisé leurs propres enquêtes locales et fourni des données plus cohérentes, mais l'ampleur exacte de la migration nationale au cours de cette période reste floue. Ce qui est clair, c'est que la population migrante a connu une croissance assez rapide et, en tant que main-d'œuvre primaire utilisée dans les zones d'exportation et dans les nouvelles industries axées sur le marché, cette main-d'œuvre composait des parts de plus en plus importantes de la main-d'œuvre industrielle totale. Au milieu des années 2000, les travailleurs migrants étaient

presque certainement plus de cent millions, et cette main-d'œuvre massive représentait " 57,5 % de la main-d'œuvre industrielle de la Chine et 37 % des employés du secteur des services ". Dans les industries du vêtement, du textile et de la construction, en particulier, ces migrants représentaient soixante-dix à quatre-vingts pour cent du total [76]. Ils constituaient souvent la majorité de la population dans de nombreuses régions nouvellement industrialisées, et des villes comme Shenzhen allaient bientôt se retrouver avec une population urbaine composée à soixante-dix à quatre-vingts pour cent de résidents " ruraux ", dont beaucoup étaient inscrits dans des villages dispersés dans des provinces éloignées comme le Sichuan. Dans l'ensemble, la prolétarianisation de la main-d'œuvre chinoise a stimulé ce qui a probablement été la plus grande migration de masse de l'histoire de l'humanité [77].

Un fort clivage générationnel a défini le nouveau prolétariat issu de la classe ouvrière de l'ère socialiste. Les travailleurs migrants étaient généralement jeunes, et les deux premières générations étaient majoritairement féminines. La plupart étaient nés et avaient été élevés presque entièrement en dehors du régime de développement socialiste, le langage de " réforme et d'ouverture " étant une caractéristique constante de leur éducation. En revanche, les vestiges de la classe ouvrière de l'ère socialiste avaient tendance à être plus âgés et majoritairement masculins, beaucoup ayant connu les divers hauts et bas du régime de développement tout en occupant toujours une position privilégiée par rapport au tumulte vécu par les étudiants, les intellectuels, les ouvrières et la paysannerie. Les jeunes travailleurs des sociétés d'État avaient effectivement hérité de leurs parents. Les plus âgés avaient combattu dans la révolution ou l'avaient vécue dans leur enfance, ce qui leur donnait un statut presque sacro-saint dans la hiérarchie de classe héritée de l'ère socialiste. [78]

Ce statut spécial contribue à expliquer la longue durée de la privatisation dans le secteur public au cours de la transition. Les événements de 1989 ont montré à quel point les troubles urbains pouvaient être instables, et l'État s'appuyait encore sur de nombreux réseaux de mécénat qui le reliaient à des entreprises clés dans tout le pays. Ces réseaux étaient composés, en partie, d'avantages matériels très réels attribués à l'entreprise, y compris à la fois à la direction et à de nombreux travailleurs, en particulier ceux qui avaient de l'ancienneté. La privatisation ne pouvait avoir lieu que si cette population était elle-même divisée, et même alors seulement si elle était stimulée par une crise économique régionale de grande ampleur. La division des loyautés politiques des travailleurs et de la direction des entreprises d'État a été obtenue par le processus de consolidation : les entreprises ont tout utilisé, de l'influence politique aux chiffres de productivité réels, pour gagner des places au sein des nouvelles entreprises d'État jituan de grande envergure créées à la demande des banquiers d'affaires internationaux, lançant des introductions en bourse extrêmement rentables sur les marchés boursiers mondiaux tout au long des années 90 et 2000.

Mais ceux qui ont perdu leur place dans le jituan n'ont pas été immédiatement fermés. Au contraire, elles ont continué à fonctionner et, malgré les premières

introductions en bourse, en 1996, le secteur des entreprises d'État dans son ensemble affichait un déficit net pour la première fois depuis son inauguration, avec une chute radicale de la quantité de bénéfices des entreprises remis au gouvernement central [79]. Dans l'ensemble, les bénéfices des entreprises d'État ont chuté de 15 % du PIB en 1978 à moins de 2 % en 1996-1997 [80]. Le problème était évident, car la majorité des entreprises d'État semblaient encore incapables de réaliser des bénéfices et avaient donc tendance à freiner l'accumulation de valeur en général. Mais ce problème ne constituait pas à lui seul une raison suffisante pour risquer une autre vague de troubles comme celle qui a eu lieu en 1989. La crise financière asiatique, qui a fait s'effondrer presque toutes les grandes économies entourant la Chine, y compris la grande majorité de ses concurrents régionaux dans le secteur manufacturier, en serait la justification. La Chine est sortie de la crise indemne par comparaison, bien que l'effondrement du GITIC (voir ci-dessus), l'ait convaincue des risques menacés par une exposition non réglementée au marché mondial.

Lorsque Zhu Rongji est devenu Premier ministre en 1998, il a été immédiatement chargé de nettoyer les séquelles de la crise. D'une part, il a saisi l'occasion pour fermer de manière décisive le GITIC et a finalement mis en place son plan pour traiter les créances douteuses accumulées au cours des décennies précédentes - dont beaucoup sont maintenant le résultat de la sous-performance des entreprises d'État après le repli de 1989. Une série de sociétés de gestion d'actifs ont été détachées des grandes banques, et les banques elles-mêmes ont ainsi pu lancer des introductions en bourse au début des années 2000, souvent en vendant des actions minoritaires à de grandes institutions financières occidentales [81]. D'autre part, Zhu a utilisé la crise comme un stimulant pour lancer enfin une campagne de privatisation complète des entreprises d'État sous-performantes, faisant écho à la campagne de privatisation de l'État sur les entreprises de télévision collectives deux ans plus tôt. Cette campagne a été entreprise en partie dans l'espoir de déraciner la source d'un grand nombre de prêts irrécouvrables au sein du système financier, afin d'éviter une nouvelle crise financière. Mais cette politique devait aussi accompagner les réformes financières et fiscales qui permettraient à la Chine de se conformer davantage aux normes internationales - ce qui est nécessaire pour l'adhésion à l'OMC, condition préalable importante à l'intensification de la commercialisation. Alors que d'autres fabricants régionaux étaient encore sous le choc de l'effondrement, la Chine disposait d'une brève période pendant laquelle elle pouvait affirmer une domination presque incontestée sur les marchés manufacturiers mondiaux.

Sur le plan intérieur, l'élimination des entreprises d'État non rentables a été un processus tumultueux. Au début des années 1990, le pourcentage de travailleurs industriels employés dans des entreprises d'État n'a connu qu'une légère baisse, passant de 68 % à environ 65 % en 1997. Mais à partir de 1998, ce pourcentage a commencé à chuter, pour ne plus être que de 36,3 % en 2003 - cette part étant maintenant en grande partie attribuable à l'emploi dans les monopoles jítuan

restructurés, conçus en fonction des normes mondiales [82]. La démographie de la population en chômage a également connu un changement marqué. Alors qu'historiquement, ce sont les femmes et les jeunes, au bas de l'échelle de l'ancienneté, qui avaient connu des taux de chômage plus élevés, la vague de mises à pied qui a débuté dans les années 1990 a frappé le plus durement les travailleurs permanents plus âgés du secteur public. L'ampleur de la restructuration a été considérable : "En sept ans, la population licenciée est passée de moins de sept millions en 1993 à un chiffre stupéfiant de 18 à 20 millions en 2001 " [83], ce qui représente environ 40 % de la main-d'œuvre totale des entreprises d'État, les collectifs urbains (des entreprises publiques plus petites et moins privilégiées, semblables à leurs homologues ruraux) diminuant encore plus. Dans l'ensemble, le processus a fait passer la part totale de la main-d'œuvre employée dans le secteur manufacturier de quelque 14 % à un creux de moins de 11 % [85]. Bien qu'elle se soit légèrement redressée après 2001, cette part n'a plus jamais atteint son sommet précédent, la restructuration des entreprises d'État ayant contribué à désindustrialiser une grande partie du Nord-Est, créant ainsi une énorme ceinture de rouille [86].

Mais le chômage dans les anciennes industries socialistes n'a pas simplement signifié la perte de l'accès au salaire. Pour les jeunes travailleurs des entreprises d'État, les salaires non payés étaient généralement le problème le plus important, car la mise en œuvre de systèmes de contrats et de diverses autres réformes avait convaincu beaucoup de gens de ne pas attendre grand-chose de la poursuite des prestations sociales. Les travailleurs plus âgés, en revanche, avaient longtemps vécu grâce à la compensation salariale supplémentaire qu'entraînait l'appartenance à une grande entreprise industrielle. Cela comprenait le logement et les soins de santé alloués par le système danwei, et beaucoup se souvenaient de l'époque où la nourriture, le divertissement et un certain nombre de subventions à la consommation auraient également été inclus dans l'emploi. Plus important encore, les prestations de retraite étaient souvent financées par l'entreprise, et la restructuration menaçait non seulement de priver les travailleurs proches de la retraite de leurs prestations, mais aussi de priver de nombreuses personnes récemment retraitées de leur seule source de revenu. De même, les infrastructures publiques comme les routes, les logements et les réseaux de services publics ont toutes commencé à se détériorer à mesure que les investissements dans les entreprises d'État diminuaient [86].

Le mécontentement a été partiellement atténué par le caractère isolé et " cellulaire " des entreprises elles-mêmes, combiné aux rachats offerts à de nombreux anciens travailleurs, notamment sous forme de biens immobiliers : Au début des années 2000, " 42 pour cent des ménages dont le chef est un travailleur ont acheté leur maison à leur organisation de travail ", souvent en payant des prix extrêmement bas, " environ 40 pour cent du prix du marché ", pour acheter leur ancien logement danwei. Dans certains endroits, cela s'avérerait incroyablement lucratif, car les familles des anciens travailleurs pourraient profiter de la montée en flèche des prix de l'immobilier qui a accompagné la prochaine bulle spéculative. Mais même dans

les provinces les plus pauvres, de nombreux travailleurs sont devenus propriétaires, et les anciens directeurs d'usine et cadres locaux ont profité de l'occasion pour s'attribuer plus de logements de meilleure qualité avant la privatisation, ce qui leur a permis de dominer les marchés immobiliers locaux par la suite [87]. Mais ces rachats n'ont été que partiels, et les anciennes hiérarchies se sont traduites par une nouvelle ère de corruption, faisant en sorte que de nombreux travailleurs sans emploi ont été laissés dans des unités de logement surpeuplées, comptant sur l'épargne et l'emploi informel pour survivre [88]. La réponse immédiate à la restructuration a souvent été la protestation directe : "Dans la seule province du Liaoning, entre 2000 et 2002, plus de 830 000 personnes ont été impliquées dans 9 559 "incidents de masse"". Bien que concentré dans le Nord-Est, " à l'échelle nationale, le Ministère de la sécurité publique a enregistré 8 700 incidents de ce type en 1993, puis 11 000, 15 000 et 32 000 en 1995, 1997 et 1993 respectivement ". En " 2003, quelque 58 000 incidents ont été mis en scène par trois millions de personnes ", un nombre qui comprenait " des agriculteurs, des travailleurs, des enseignants et des étudiants ", mais dont la plus grande part était " 1,66 million de travailleurs mis à pied, retraités et actifs, représentant 46,9 p. 100 du nombre total de participants cette année-là ". En 2004, ce nombre était passé à 74 000, et en 2005, à 87 000, les troubles dans les campagnes [89] et les nouvelles industries côtières [90] s'ajoutant aux protestations continues contre la désindustrialisation dans le Nord-Est [91].

Bien qu'elle ait souvent conservé le langage d'un système " socialiste ", cette période de restructuration a été une vague de privatisation de masse. Pour la première fois, l'État central (lors du 15e Congrès du Parti en 1997) a permis aux responsables locaux de mettre en faillite les entreprises d'État non rentables et de procéder à des ventes et à des enchères, ainsi qu'aux nombreuses fusions et acquisitions qui avaient déjà eu lieu dans le cadre du processus de consolidation des entreprises d'État. La privatisation s'est également poursuivie dans les secteurs collectifs urbains et ruraux au cours de ces années, les petites entreprises ayant souvent aligné la propriété officielle sur la réalité par le biais d'un rachat par la direction [92]. Les entreprises d'État qui sont restées ont d'abord été transformées en sociétés conformément à la loi sur les sociétés de 1994, qui a ouvert la voie à des formes hybrides de propriété, à la consolidation dans le nouveau jituans et à la privatisation complète. L'intention de cette politique, formulée comme suit : " saisir les grandes entreprises et laisser les petites partir ", était à la fois de transférer la responsabilité des " petites " entreprises aux gouvernements locaux, qui étaient libres de les restructurer comme bon leur semblait, et de transférer le contrôle des entreprises d'État jituans nouvellement élargies à l'État central, qui pouvait contrôler leur introduction sur le marché mondial. La State Asset Supervision and Administration Commission (SASAC) a été fondée en 2003 pour administrer la propriété du gouvernement central sur ces entreprises non financières, et a été suivie par la création de plusieurs SASAC provinciales et municipales pour gérer des jituans légèrement plus petits. Les jituans qui sont restés sous contrôle central étaient pour la plupart de grandes entreprises à

forte intensité de capital dans des secteurs " stratégiques " comme le pétrole, les services publics, l'industrie militaire et les télécommunications [93] .

Les processus combinés de privatisation des entreprises d'État, y compris les faillites massives et la réforme financière, ont permis aux ratios d'endettement des entreprises d'État de diminuer puis de se stabiliser au milieu des années 2000, du moins sur le papier. D'un sommet de 2,11 en 1994, le ratio dette-capitaux propres des entreprises d'État est tombé à moins de 1,50 en 2004, soit bien en deçà de la moyenne régionale de la décennie précédente [94]. Une partie de cette baisse est attribuable à la dette annulée par la faillite d'entreprises d'État peu performantes, mais une grande partie n'est qu'un tour de passe-passe dans lequel les prêts non productifs ont été canalisés vers les sociétés de gestion d'actifs de Zhu à l'aide des fonds massifs injectés dans le système financier par l'État. Ces sociétés de gestion d'actifs étaient elles-mêmes mal structurées, laissant les quatre grandes banques et l'État lui-même encore exposés aux prêts improductifs lorsque les obligations utilisées pour financer les sociétés de gestion d'actifs sont arrivées à échéance après une décennie [95]. La bulle créée dans les années 1980 et 1990 n'a donc pas été décisivement éclatée par la restructuration, bien qu'on puisse soutenir qu'elle a été quelque peu dégonflée.

Au contraire, l'effet ultime du processus a été la prolétarianisation complète de la classe ouvrière restante de l'ère socialiste, concomitante avec la destruction des campagnes socialistes et la prolétarianisation plus fragmentaire de la paysannerie. Combinée à l'émigration et à la marchandisation des zones rurales, la grande majorité de la main-d'œuvre chinoise dépendait désormais directement ou indirectement du marché, son sort étant ainsi lié aux impératifs de l'accumulation des valeurs. Pendant ce temps, l'économie elle-même devenait de plus en plus dépendante des injections constantes de grands paquets d'investissements et des vagues de nouvelles spéculations, parallèlement à la mise en quarantaine des effondrements locaux des marchés immobiliers, afin de repousser la crise du bâtiment de quelques années encore - un processus qui avait tendance à ne faire que gonfler la bulle et à commencer à diminuer les retours sur investissement. Le bas du nouveau système de classes était désormais bien composé. Au début des années 2000, la transition vers le capitalisme en Chine était donc terminée.

D'une certaine manière, l'évolution industrielle de la Chine avait également bouclé la boucle. Cette histoire a commencé, après tout, en Mandchourie occupée, où la communauté matérielle du capital était descendue sous la forme de l'occupation japonaise, la poussière de l'industrie étant tachetée de sang. Saisi au cours de la révolution, le nord-est était devenu le cœur battant du régime de développement, imaginé comme un rempart capable de repousser la puissance encerclante du système capitaliste mondial. Maintenant, près d'un siècle après son inauguration, le grand cœur industriel de la révolution avait été réduit à la rouille et la communauté matérielle était revenue, la poussière rouge s'élevant dans les deltas des rivières et le smog gris se tissant dans les forêts de grues de construction. Au-delà et en

dessous des côtes scintillantes, le paysage ne pouvait être qualifié que d'apocalyptique : les champs et les ateliers abandonnés par les jeunes qui se vidaient de la campagne en ruine, le gouvernement local réduit à une machine à prélever dirigée par des fonctionnaires engraisés par des vols à peine déguisés, les vastes usines de Mandchourie vidées de leurs ouvriers et de leurs machines, leurs formes squelettiques se dressant sur le paysage comme les piliers d'un monde déchu ; et dans la poussière rouge de ces nouvelles villes, des masses de gens fuyant ces histoires effondrées se sont blotties dans des usines surpeuplées, vivant dans les espaces comprimés entre les nouveaux gratte-ciel étincelants qu'ils avaient eux-mêmes construits, se déplaçant constamment entre les emplois, entre les villes et entre les vies au service de la logique impénétrable et inhumaine de la communauté matérielle du capital.

## Notes

[1] Julia Kwong, " The 1986 Student Demonstrations in China " : A democratic movement ?" *Asian Survey* 28(9), 1988, p. 970-985.

[2] Le 4 mai est un mouvement de 1919 dirigé par des intellectuels qui ont fait une critique culturelle de la politique chinoise. Le PCC a émergé de ce mouvement.

[3] Sur le développement du néo-autoritarisme chinois, voir Joseph Fewsmith, *China Since Tiananmen : The Politics of Transition*, Cambridge University Press, 2001, p. 86-93.

[4] Sauf indication contraire, les renseignements contenus dans la présente section proviennent de conversations avec des participants au mouvement.

[5] La plupart des informations de cette section sur la participation des travailleurs proviennent d'Andrew G. Walder et de Gong Xiaoxia, " Workers in the Tiananmen Protests " : The Politics of the Beijing Workers' Autonomous Federation ", *The Australian Journal of Chinese Affairs* 29, 1er janvier 1993. Le reste est tiré de conversations avec les participants.

[6] Jackie Sheehan, *Chinese Workers : A New History*, Routledge, 1998.

[7] Walder et Gong, p. 18.

[8] Cité dans *ibid*, p. 8.

[9] *Ibidem*, p. 7.

[10] Cité dans *ibid*. p. 8.

[11] Une illustration est le film populaire *American Dreams in China* , une dramatisation de la fondation de la société d'éducation New Oriental. Il commence par les fondateurs, étudiants effrontés de la fin des années 1980, qui canalisent l'anti-autoritarisme des gardes rouges, mais qui contestent maintenant la sagesse reçue de leurs enseignants sur les maux de la société américaine ("Qu'en savez-vous ? Vous n'êtes jamais allés en Amérique !"). Cette attitude pro-occidentale se

développe paradoxalement dans une direction nationaliste tout au long des années 1990, alors que les protagonistes cherchent à armer d'autres jeunes hommes à la mobilité ascendante avec la capacité de parler anglais et la confiance en soi nécessaires pour atteindre la richesse et le pouvoir sur le marché mondial tout en remodelant leur propre nation.

[12] L'influence de ces capitalistes privés a joué un rôle dans les décennies suivantes, et nous allons l'examiner plus en détail dans la troisième partie de notre histoire économique. Il est également discuté dans notre entretien avec Lao Xie, "Un État à la hauteur de la tâche". En outre, on peut voir une bonne étude de cas du phénomène dans le village de Wukan, le rôle des capitalistes privés étant examiné en détail ici : Shannon Lee, "En regardant Wukan : A Skirmish Over the Rules of Rule", Wolf Smoke, 14 juillet 2017. <<https://wolfsmoke.wordpress.com/2017/07/14/wukan/>>

[13] Ce point a été souligné par Robert Brenner dans ce qui allait devenir le "Débat Brenner". Tu vois : Trevor Aston et C.H.E. Philpin (eds), *The Brenner Debate : Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe, Past and Present* Publications, Cambridge University Press, 1985.

[14] Pour un résumé des débats sur le cas japonais, qui ont été formateurs pour le marxisme japonais, voir Germaine Hoston, *Marxism and the Crisis of Development in Prewar Japan*, Princeton University Press, 1987.

[15] C'est pourquoi nous nions le récit d'une " trahison " dengiste comme cause de la transition. Ici, comme ailleurs, les mouvements de l'histoire ne peuvent tout simplement pas être réduits aux décisions des " grands hommes ".

[16] Ce qui suit s'inspire largement des travaux de Joel Andreas, qui a effectué certaines des recherches historiques les plus approfondies sur le processus exact par lequel une classe capitaliste a pris forme en Chine après l'effondrement du régime de développement. Cela dit, nous dirons qu'Andreas lui-même se situe confortablement dans le camp de ceux qui insistent trop sur le rôle des conflits entre factions dans la transition, en décrivant les réformes comme une trahison dengiste et, par association, en interprétant mal la dynamique de la Révolution culturelle en insistant trop sur la fidélité de Mao aux factions les plus radicales dans ce conflit. Voir en particulier : Joel Andreas, *Rise of the Red Engineers : The Cultural Revolution and the Origins of China's New Class*, Stanford University Press, 2009.

[17] Andreas, 2009, p. 235

[18] *ibid*, p. 234

[19] *ibid*, p. 240

[20] *ibid*, p. 246

[21] *ibid.*, p. 242

[22] Ibid, p.250

[23] Cependant, ce processus était encore échelonné et ce n'est que vers 2010 que les marchés fonciers ruraux et la transformation de l'agriculture ont commencé à prendre un caractère capitaliste local. Néanmoins, un tel échelonnement ne signifie pas que la transition était encore en cours. Les nombreux traits de la vie locale qui ont conservé un soupçon du passé après le début des années 2000 sont maintenant clairement des vestiges, souvent fortement générationnels : les personnes âgées dominent dans ces villages, par exemple, et les résidents d'âge moyen sont maintenant des retraités qui ont fait leur temps comme travailleurs migrants. Même si la terre n'était pas une marchandise, les jeunes savaient rarement comment la cultiver, et prévoaient plutôt d'émigrer vers les villes et de travailler dans les usines, comme leurs parents l'avaient fait. Les parents et les grands-parents, quant à eux, vivaient de plus en plus des envois de fonds, plutôt que d'une agriculture de subsistance, et les nouvelles générations de migrants étaient de plus en plus réticentes à revenir.

[24] Naughton 1996, p. 288

[25] Ibid, p. 298-303

[26] Ibid, p. 289

[27] Ibid, p.303

[28] Naughton 2007, p. 405, figure 17.2

[29] Ibid, p. 404-405

[30] Ibid, p. 397, tableau 16.3

[31] Lin 1997, p. 171 et 174

[32] Naughton 2007, p. 412, figure 17.3

[33] Ibid, p.413

[34] Khondaker Mizanur Rahman, " Theorizing Japanese FDI to China ", Journal of Comparative International Management, volume 9, numéro 2, 2006, p. 17.

[35] Voir le National Bureau of Economic Research, " US Business Cycle Expansions and Contractions ". <<http://www.nber.org/cycles/>>

[36] Voir Brenner 2002, chapitre 9.

[37] Pour un compte rendu détaillé de la crise japonaise, y compris une comparaison systématique avec la Grande Dépression et la Grande Récession, voir Richard C. Koo, The Holy Grail of Macroeconomics : Lessons from Japan's Great Recession, Wiley, 2009.

[38] Thomson 1997, p.7

[39] Rahman 2006, p.18

[40] Glassman 2004, p.176-180, Figures 6.1 et 6.2

[41] Ibid, p. 184-187

[42] Les actions du premier ministre de Singapour, Lee Kuan Yew, ont été particulièrement importantes, car il a amené la région à réinvestir dans la Chine continentale contre la volonté de nombreux pays occidentaux, qui cherchaient à obtenir des sanctions commerciales plus sévères. Singapour et d'autres puissances régionales ont identifié à la fois le potentiel de stabilité du régime et le risque d'une instabilité plus profonde si l'isolement devait à nouveau être imposé à la Chine continentale.

[43] Naughton 1996, p. 275-276

[44] ibid, p. 279

[45] De 1990 à 2005, les exportations en pourcentage du PIB ont dépassé les importations pendant toutes les années sauf une (1993). C'était le contraire au cours de la décennie précédente, lorsque les importations étaient égales aux importations (dans la première moitié de la décennie) ou les dépassaient (dans la deuxième moitié). Voir : Naughton 2007, p. 378, figure 16.1

[46] Naughton 1996, p. 280-283

[47] ibid, p. 284-286, tableau 8.1

[48] Naughton 2007, p. 430-433, figure 18.2

[49] Carl E. Walter et Fraser J.T. Howie, *Red Capitalism : The Fragile Financial Foundation of China's Extraordinary Rise*, John Wiley & Sons, 2012, p.35

[50] ibid, p. 34-37, figure 2.3

[51] Naughton 1996, p. 304-306

[52] Naughton 2007, chapitre 18

[53] ibid., p. 454-458

[54] Walter et Howie 2012, p. 37-39

[55] Ibid, p.38

[56] Ibid, p. 39

[57] Voir ibid., chapitre 3. Pour nos besoins ici, le processus de réforme financière n'est que brièvement mentionné. Nous reviendrons sur ce sujet dans la troisième partie de cette histoire économique, en décrivant la formation du système financier contemporain et la crise économique naissante.

[58] Albert Keidel, *Les fluctuations économiques de la Chine : Implications for Its Rural Economy*, Carnegie Endowment for International Peace, 2007, pp. 55-57.

[59] *Ibid*, p. 55.

[60] *Ibid*, p. 55-59.

[61] *Ibidem*, p. 88-89.

[62] Li Hongbin et Scott Rozelle. "Privatizing rural China" : Insider privatization, innovative contracts and the performance of township enterprises ", *The China Quarterly* 176, 2003, p. 981.

[63] Wang, Shaoguang et Hu Angang. *Zhongguo guojia nengli baogao* [A report on China's state capacity], Hong Kong : Oxford University Press, 1994.

[64] Hung, Ho-fung. *The China boom : Why China will not rule the world*, Columbia, 2016, p. 71.

[65] Kung, James Kai-sing, et Yi-min Lin, " The decline of township-and-village enterprises in China's economic transition ", *World Development* 35(4), 2007, p. 569-584.

[66] Griffin et Griffin, 1984, p. 216 ; Byrd et Lin 1990, p. 11.

[67] Li et Rozelle, 2003, p. 981.

[68] Keidel 2007, p. 92, figure 4.11.

[69] *Ibid*, p. 90, figure 4.10.

[70] Alexander F. Day & Mindi Schneider, " The end of alternatives ? Capitalist transformation, rural activism and the politics of possibility in China ", *The Journal of Peasant Studies*, 2017, p. 7 ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Poverty alleviation and food security in Asia : Lessons and challenges*, 1999 <<http://www.fao.org/docrep/004/ab981e/ab981e00.htm#Contents>> ; Jack Hou, et Xuemei Liu, " Grain policy : Rethinking an old issue for China ", *International Journal of Applied Economics* 7(1), 2010, p. 1-20 ; Hou et Liu, 2010 ; Keidel, 2007, p. 57 et 89.

[71] Voir " Gleaning the Welfare Fields " : Rural Struggles in China since 1959 ", *Chuang*, numéro 1, 2016. <<http://chuangcn.org/journal/one/gleaning-the-welfare-fields/>>

[72] *Ibid*, p.13

[73] Cela s'ajoute aux 943 milliards de dollars provenant de l'IDE au cours des mêmes années, ainsi qu'aux 389 milliards de dollars recueillis sur les marchés de capitaux intérieurs par les mêmes moyens. Voir *ibid*, p. 11-15.

[74] Il est courant dans la littérature occidentale de continuer à simplement désigner les jituans comme des " entreprises d'État ", malgré le fait qu'ils

ressemblent beaucoup plus à la variété des monopoles capitalistes qu'aux entreprises de l'ère socialiste. Nous choisissons de les appeler jituan, ou entreprises d'État jituan, afin de souligner leur ressemblance avec leurs prédécesseurs zaibatsu et chaebol. Les détails de leur fonctionnement seront examinés dans la troisième partie de notre histoire économique.

[75] Pour un aperçu de certaines de ces estimations, voir Zhong Zhao, " Migration, flexibilité du marché du travail et détermination des salaires en Chine " : A Review ", The Developing Economies, volume 43, numéro 2, décembre 2004. <<http://econwpa.repec.org/eps/lab/papers/0507/0507009.pdf>>

[76] Ching Kwan Lee, Against the Law : Labor Protests in China's Rustbelt and Sunbelt, University of California Press, 2007, p.6

[77] Kam Wing Chan, " China, Internal Migration ", dans Immanuel Ness et Peter Bellwood, eds, Encyclopedia of Global Migration, Blackwell Publishing, 2013.

[78] Lee 2007, p. 36.

[79] Jeffrey Sachs et Wing Thye Woo, " The SOE Sector Under Reform ", dans Garnaut et Huang 2001, p.285

[80] Naughton 2007, p.105

[81] Pour un historique détaillé du processus, voir Walter et Howie 2012

[82] Lee 2007, p.40, tableau 2

[83] Ibid, p.73

[84] Naughton 2007, p. 301

[85] Voir "No Way Forward, No Way Back" : China in the Era of Riots", Chuang, numéro 1, 2016, figure 5, <<http://chuangcn.org/journal/one/no-way-forward-no-way-back/>>

[86] Lee, p. 70-73

[87] Ibid, p.126

[88] ibid., p. 128-139

[89] "Gleaning the Welfare Fields."

[90] "No Way Forward, No Way Back."

[91] Tous les chiffres et citations sont tirés de Lee 2007, p.5

[92] Naughton 2007, p.105-106

[93] ibid., p. 301-304

[94] ibid, p.307, tableau 13.4 [95] Voir : Walter et Howie 201